

„Textes de prison“

1992 - 1997

Action Directe



Sommaire

ELÉMENTS CHRONOLOGIQUES ACTION DIRECTE.....	3
(printemps 1997)	
La Question Européenne Aujourd’Hui, Dans La Lutte De Classe Internationale.....	16
(déclaration lors de la mobilisation contre le sommet européen de Florence, juin 1996)	
L’engagement révolutionnaire	23
(été 1995)	
«Hasta Siempre Comandante »	27
(printemps 1996)	
Un Nouveau Cycle De Lutte	33
(été 1995)	
Unité des révolutionnaires en Europe de l’Ouest	44
(déclaration de procès, novembre 1993)	
Du Militarisme Aux Divagations Reactionnaires	63
(La randonnée médiatique de Frerot et consorts, novembre 1992)	
A La Limite De Deux Epoques	67
(mars 1993)	
Quelques Notes Contre Le Concept De Societe Des 2/3	75
(août 1993)	
La Question Européenne Dans La Lutte Revolutionnaire Aujourd’Hui	82
(déclaration de procès, mai 1994)	
Interview des camarades emprisonnés d’Action Directe	99
(mars 1995)	

Les adresses des prisonniers:

Joëlle Aubron
prisonnière politique
MAF 31504 u
9, av. des Peupliers
91700 Fleury Mérogis

Nathalie Ménigon
prisonnière politique
MAF 32091 g
9, av. des Peupliers
91700 Fleury Mérogis

Jean Marc Rouillan
prisonnier politique
969 B 204
BP 166, Rue des Saligues
65300 Lannemezan

ELÉMENTS CHRONOLOGIQUES

ACTION DIRECTE

printemps 1997

1977-1978

L'année 77 est marquée par l'émergence du mouvement autonome européen et de sa liaison avec les offensives de la guérilla en Allemagne et en Italie. En France, des militants révolutionnaires issus de nombreuses et diverses expériences françaises et étrangères, depuis 68, initient un processus pratique de convergence. Et ils établissent une coordination politico-militaire interne au mouvement autonome.

Dans cette coordination se retrouvent ainsi d'anciens membres de groupes armés, de la résistance anti-franquistes (M.I.L -Mouvement Ibérique de Libération- et G.A.R.I -Groupes d'Action Révolutionnaire Internationalistes), des membres de groupes autonomes nés après la dissolution de la Gauche Prolétarienne, comme les Noyaux Armés Pour l'Autonomie Prolétarienne, mais aussi de nombreux militants ayant rompu avec les politiques légalistes et para-syndicales de l'extrême gauche groupusculaire.

Durant près de deux ans, cette coordination mènera de nombreuses actions de sabotages et de préparation à la lutte armée. Des nuits bleus comme celle contre la construction de la centrale de Malville, 23 attentats sur tout le territoire revendiqués CARLOS (Coordination Autonome Radicalement en Lutte Ouverte contre la Société). Une nuit bleu en riposte à l'extradition de Klaus Croissant vers l'Allemagne et de nombreuses actions après l'assassinat dans leurs cellules des camarades de la RAF, Rote Armee Fraktion, Andreas, Gundrun et Karl, ... Mais aussi des actions contre les nouveaux négriers et la flexibilisation du travail, telles les opérations de la CACT (Coordination Autonome Contre le Travail) à Toulouse contre les ANPE et les Agences d'Intérim...

1979

Au cours de l'hiver 78-79, la coordination décide de faire le saut à l'organisation de guérilla. Le 1^{er} Mai, elle scelle cette détermination en attaquant les armes à la main le siège du patronat, CNPF, Conseil National du Patronat Français.

«Action Directe n'est pas apparue par génération spontanée. Des individus ou des groupes ayant eu des expériences diverses de propagande armée ont ressenti la nécessité, au delà d'actions ponctuelles ou de campagnes politiques (comme en 77 ...), de se donner un instrument afin de promouvoir une stratégie communiste ...» (1)

C'est en automne qu'Action Directe lance sa première campagne de propagande armée.

Alors que débutent les tours de table gouvernement-patronat-syndicat, en vue d'un tout premier virage néolibéral. La même nuit du **15 septembre**, le Ministère du Travail et le Ministère de la Santé font chacun l'objet d'un attentat.

Le lendemain, le siège de la Direction de la SONACOTRA (Société mixte de gestion des foyers de travailleurs immigrés) est détruit. Depuis plusieurs mois, la grève des loyers des résidents constituait le fer de lance de la résistance des travailleurs immigrés. Les jours précédents, plusieurs foyers avaient été évacués par les forces de l'ordre. A son tour, AD «évacuait» la direction de son siège. **«Coup pour coup !»**

Toujours le **16 septembre**, un commando mitraille les locaux du Secrétariat aux Travailleurs Immigrés, rue de Grenelle, dans le bâtiment même du Ministère du Travail.

«Dès le début de notre apparition, nous avons été une guérilla communiste, défendant la lutte anti-impérialiste, sur une position de classe. La conséquence une compréhension pratique de la nécessité de l'illégalisme révolutionnaire. (1)

«Il faut de toute urgence rejeter la gangue du catéchisme oppositionnel, refuser les processions incantatoires et la psalmodie des vieux mots d'ordre, car dépouillés de toute subversion réelle. Il faut saisir le sens des mutations, les contradictions dans leur devenir. Ce qui naît et se développe ...

«Le temps de la guérilla est venu. Frapper l'ennemi, servir les masses, former le partisan, voilà notre drapeau» (Gauche Prolétarienne, 1969)

«Le temps de la guérilla», cela signifie concrètement renforcer les consciences, les résolutions et les pratiques de rupture apparues lors de l'insurrection des masses et en apporter de nouvelles, plus décisives encore, que le mouvement spontané ne peut

faire surgir lui-même, dans le feu de son action. C'est-à-dire une dialectique de tous les instants entre la résistance et les luttes du prolétariat, ses organismes autonomes et la guérilla, les détachements combattants, dans l'unité du politique et du militaire à chaque phase du combat et cela dès le début du processus de guerre de classe révolutionnaire.»(2)

27 septembre. Attentat contre les locaux du Patronat chargé de la gestion de l'emploi pour la région parisienne.

1980

3 et 5 février. Attentats contre la direction de l'Inspection du travail.

10 février. Attentat contre l'UPCI, société immobilière impliquée dans les expropriations de logements dans les quartiers populaires de la capitale. Le **12 mars**, une autre société immobilière, liée à la précédente, est également attaquée.

14 mars. Attaque contre les locaux de la section de la DST chargée de la surveillance des activités des organisations politiques et syndicales des travailleurs étrangers. Et du siège de l'OICP, organisation internationale de coopération des polices.

16 mars. Un commando pénètre dans le Ministère de la Coopération (principale administration en charge des relations politico-militaires, Etat français-pays africains), le Ministre Galley échappe de peu aux tirs.

Dès son apparition et sa première campagne, AD s'attaque aux locaux où sont élaborées, décidées et répercutées les décisions les plus importantes des politiques de l'Etat. Elle s'attaque au Ministère du Travail et à celui de la Coopération, car ce sont les plus engagés sur les axes que l'organisation a caractérisés comme décisifs dans la phase (politique de restructuration dans l'usine et dans les quartiers, politique d'interventionnisme militaire en Tunisie - écrasement de la révolte de Gafsa-, au Tchad et au Zaïre) et plus globalement, elle pose ainsi le fil rouge stratégique qu'elle compte défendre jusqu'au bout : l'unité des luttes anticapitaliste et anti-impérialiste.

«La guérilla est la forme de l'Internationalisme prolétarien dans les métropoles. Elle est le sujet de la reconstruction de la politique prolétarienne au niveau international.» (B.R, 1978)

Dans sa phase de propagande armée, AD part de l'acquis des luttes de la RAF et des Brigade Rosse.

«Action Directe se forme à la suite de la deuxième phase de la guérilla en Europe de l'Ouest ...

La deuxième phase, avec les actions Schleyer-Moro est marquée par l'anticipation de la lutte armée en tant que détermination de la dialectique construction/destruction ...»(3)

«La RAF, puis les B.R, tour à tour, en 1977 et 1978, lors de l'offensive d'automne avec comme pivots la capture de Schleyer (patron des patrons allemands) et la campagne «primavera» avec celle de Moro (leader de la Démocratie Chrétienne), portent au plus haut degré les nouvelles qualités de la subversion guérillera. Et tour à tour, ces organisations s'imposent dans ces combats tels d'incontestables points de référence pour l'ensemble des forces révolutionnaires du prolétariat européen»(2)

«La guérilla communiste et anti-impérialiste est apparue en Europe comme l'expression de la guerre révolutionnaire internationale ; unité du politique et du militaire, elle s'est constituée dans l'affrontement au niveau le plus élevé de l'antagonisme prolétarien et de la lutte de libération historique ...»(4)

«La guérilla ne cherche pas à représenter les opprimés sur le marché politique et dans le foire de la conciliation ; sa présence, sa capacité d'agir et fondamentalement sa représentation réelle des intérêts du prolétariat est justement dans la rupture du système institutionnel et conventionnel des relations politiques encadrées, dirigées, manipulées et aliénées, la capacité de hisser l'affrontement sur un terrain où la politique de classe peut s'affirmer comme telle et donc comme porteuse d'émancipation. (2)

27-28 mars. 32 militants autonomes proches ou militants de l'organisation sont arrêtés dans le cadre de l'enquête sur les activités d'Action Directe.

Dans les jours qui suivent, de nombreux actes de sabotages sont organisés en protestation, comme l'attentat contre les bâtiments où résident les gendarmes des unités d'intervention GIGN (Fort de Maison Alfort), contre une commissariat de police (Toulouse), ...

4 juillet. Occupation armée de la Mairie du XIV^e arrondissement de Paris. Expropriation de plusieurs milliers de documents administratifs et des machines correspondantes.

28 août. Paris, affrontement armé entre des militants AD et la police, à l'occasion d'une action de financement.

13 septembre. Arrestation d'une dizaine de militants, dont Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon après une nouvelle fusillade.

17 septembre. En réponse aux arrestations et comme continuité de la campagne commencée l'année précédente, un commando mitraille le poste de garde de l'Ecole de Guerre. Il s'agit du centre de formation des cadres de l'Armée Française, pour les interventions extérieures, mais aussi des militaires des pays satellites aux méthodes de répression et de guerre psychologique.

1981

Début de l'hiver, ne souhaitant pas intervenir dans la foire d'empoigne politicienne, Action Directe suspend ses interventions politico-militaires pour toute la durée de la campagne présidentielle.

15 avril. Lors d'une opération de financement, une fusillade éclate en plein Paris, un policier est abattu.

Après l'élection de Mitterrand et la constitution du premier gouvernement social-démocrate, une bataille politique s'enclenche alors dans les prisons et des mouvements de solidarité avec les prisonniers politiques se constituent pour l'amnistie, contre les tribunaux d'exception. Un journal «Rebelle» est édité pour soutenir cette campagne. Deux grèves de la faim en 6 mois. La première dès le mois de mai, pour l'amnistie et la fermeture des QHS, la seconde en septembre, pour la libération de tous les prisonniers politiques, sans exception. La forte mobilisation du mouvement et les contradictions du nouveau pouvoir permirent la libération de tous les prisonniers communistes et anarchistes et la Cour de Sûreté de l'Etat est dissoute.

Au cours de l'été, un large et profond débat s'est ouvert dans l'organisation. Il durera plusieurs mois, mais dès l'hiver 81-82, de nombreuses ruptures sont déjà consommées. Les divergences apparues dès 80 avec les militaristes de la tendance Olivier, plus tard connue sous le nom d'«Affiche Rouge» ou selon les versions policières «AD-Lyon», voire «Branche nationale», entraînent une rupture définitive.

Même rupture avec deux autres tendances plus «mouvementistes», plus importantes numériquement mais qui, toutes deux, s'avéreront dans l'incapacité politique de développer la moindre alternative organisationnelle, avant de se dissoudre «avec armes et bagages», sans combattre.

Il est évident qu'Action Directe est sortie organisationnellement très affaiblie de ces «ruptures», mais sans conteste possible, plus forte dans sa détermination politique à affronter la nouvelle phase et les termes du combat tels qu'ils s'imposaient.

«Nous n'avons jamais eu d'illusion sur le pouvoir; nouvelle gestion du capital et tentative de répondre à la crise du système impérialiste en France.

Nous savons ce que signifie un gouvernement social-démocrate pour les prolétaires. En France, la répression de la grève des mineurs de 1948 ; dans les pays dépendants, les massacres de Sétif, le massacre de 80 000 personnes à Madagascar, les bombardements d'Hanoï, le coup de Suez, ...»(1)

Et cela se concrétisa rapidement par les provocations et la répression. «... Plus de 180 personnes ont été raflées en 4 mois, pressions sur les employeurs, tabassage de camarades, chantage sur la régularisation des papiers des camarades immigrés. Il aurait donc été difficile pour nous de sombrer dans «l'état de grâce».(1)

Action Directe reprend l'initiative en **novembre** et **décembre** de cette année 81. L'organisation participe à l'occupation de nombreux ateliers clandestins dans le Sentier et de plusieurs immeubles à Barbès. Plus d'une centaine de familles étrangères, majoritairement turques, sont ainsi relogées. Parallèlement de nombreux incidents et manifestations ponctuent cette campagne contre les ateliers des négriers et pour le logement.

«Dans les quartiers, les usines, les régions, doit se développer une guérilla périphérique qui permettra l'encercllement de l'ennemi»(3)

22 décembre. Laouri «Farid» Benchellal, cadre de l'organisation et un des principaux responsable de l'action sur le quartier de Barbès est torturé et assassiné au commissariat central d'Helsinki, quelques heures après son arrestation.

24 et 25 décembre. 7 attentats contre des magasins de luxe (dont l'entreprise Rolls Royce) de la capitale et en province.

1982

13 février. Un commando de l'organisation exécute Gabriel Chahine, réfugié libanais, collaborateur de la police ayant permis les arrestations de Jean Marc Rouillan et Nathalie Ménigon en septembre 80.

19 février. Attentat contre le local des organisations fascistes turques à Paris.

30 mars. Mitraillage de l'antenne du Ministère de la Défense israélien à Paris. Le commando est composé de membres d'AD et de révolutionnaires turcs.

«L'organisation déclencha en 82, l'offensive «mener le combat dans la métropole avec les révolutionnaires du Tiers-Monde ...»

Dans cette campagne, les opérations ont été portées, graduellement, de façon toujours plus coordonnée et intégrée. Et ainsi, les militants armés turcs, libanais, palestiniens et de notre organisation ont construit ensemble le dépassement de la seule unité de fait par la résolution politique de cette unité en praxis vivante.

Ainsi les forces révolutionnaires forgeaient, dans la lutte, les lignes stratégiques de l'unité de la guerre révolutionnaire contre l'impérialisme, correspondant à une nouvelle époque, à une phase nouvelle du monopole capitaliste et à son imposition.»(4)

Avril. Publication par AD de «Pour un projet communiste».

Répression policière, deux camarades, Joëlle Aubron et Mohand Hamami sont arrêtés alors qu'ils sortent d'un dépôt de l'organisation. Raffles dans les maisons occupées de Barbès. Le siège de l'organisation est détruit par un attentat quelques heures après une perquisition de la police.

Juin. *«Le mois de juin 1982 a vu les enjeux de politicaillerie nationale dépassés par un événement déterminant» : le sommet du G.7 à Versailles.*

«Le sommet de Versailles ... était un pas décisif dans l'intégration stratégique des pays impérialistes, à partir de la ligne déterminée et imposée par l'administration Reagan. Sommet particulièrement important pour la stratégie impérialiste de redéploiement et d'interventions, dont les décisions ont signifié dans les mois qui suivirent : agressions directes contre les peuples de la périphérie, au Liban bien sûr, mais aussi aux Malouines, en Namibie, à Grenade, et simultanément, interventions indirectes et déstabilisation des gouvernements populaires au Nicaragua, en Angola, au Mozambique, ...

Dans son redéploiement rigide -comme bloc impérialiste monopoliste- la bourgeoisie des pays occidentaux devait constituer son hégémonie dans la redéfinition et l'extension des rapports de production, à partir d'une accélération et d'un approfondissement de la confrontation sur tous les fronts.» (4)

AD dirige alors une forte mobilisation anti-sommet avec à la clé de nombreuses opérations. Dont

un spectaculaire attentat contre le siège européen du F.M.I. et de la Banque Mondiale.

Si le rôle de ces deux institutions avait été marginalisé dans les années 70, avec le graduel dépassement des régulations de type fordiste-Welfare, dès le début des années 80, elles se retrouvent au coeur des gestions financières internationales. Une véritable police financière contre les pays des Trois Continents, imposant les politiques d'ajustement de la dette à coups de dérégulation sociale, plans de rigueur, ...

Parution du texte «Sur l'impérialisme» d'AD.

A la même époque, le gouvernement Mauroy lance le premier plan de rigueur. Tournant ainsi le dos aux promesses électorales, il «amorce le grand virage néolibéral ; politique d'austérité de Delors qui se conclura par le retrait des Ministres P»C»F et le remaniement Fabius. Pour la France, il s'agit d'un moment décisif de l'abandon des formes du Welfare State et du choix du modèle de flexibilité-précarisation. La soumission des sociaux-démocrates à la ligne mondiale dominante du néolibéralisme.

Ainsi au cours de ce sommet de Versailles, tendance à la guerre et politique d'austérité sont étroitement liées dans les choix stratégiques de la bourgeoisie pour un nouveau modèle d'accumulation.

Août. Les troupes israéliennes entrent au Liban et assiègent Beyrouth. Massacres de Sabra et Chatila. Interventions militaires américaine et française, ...

L'organisation mène une campagne active. Plusieurs attentats contre des sociétés israéliennes et américaines dont l'occupation armée du siège de la Chase Manhattan Bank. Apparaissent les premiers textes AD se référant à la stratégie du Front Anti-Impérialiste.

«Aujourd'hui, une des données fondamentales de la mutation de l'époque est dessinée par le fait incontournable que les luttes d'émancipation des peuples du Sud ne sont plus seulement «alliées» du front de la Révolution Socialiste, elle en sont devenues des déterminants essentiels.

Le Front Anti-Impérialiste constitue et matérialise la ligne stratégique de l'unité de cette émancipation dans le centre et sur les Trois Continents, la ligne de la guerre révolutionnaire contre le capitalisme impérialiste, compris comme ennemi commun au prolétariat international et aux peuples opprimés. Dans cette lutte et son extension, le Front forge un nouvel internationalisme prolétarien, correspondant à ce combat et à sa praxis, donc aux transformations des conditions de la révolution mondiale socialiste prolétarienne.»(4)

Le **19 août**, le gouvernement annonce la dissolution de l'organisation. Désormais, toute personne ayant une activité en rapport avec AD pourra être poursuivie pour reconstitution de ligue dissoute. Mais l'application de cette loi scélérate conservait encore trop de résonance politique, et le gouvernement de gauche préférera utiliser une autre loi scélérate, plus criminalisante dans la mesure où elle est aussi en vigueur contre le «grand banditisme», celle sur les associations de malfaiteurs. A laquelle, à l'automne 86, les lois spéciales anti-terroristes ajouteront un alinéa dont la caractéristique est de dépolitiser encore l'activité armée : «en relation avec une entreprise individuelle ou collective visant à troubler l'ordre publique par l'intimidation ou la terreur».

«Inculper les camarades de l'organisation d'association de malfaiteurs» et les embastiller dans les sections d'isolement, c'est une façon supplémentaire de tenter de désamorcer une lutte des prisonniers, indispensable à la démystification de la réalité des institutions judiciaires de l'Etat social-démocrate.» (5)

1983

Hiver et printemps. Action Directe se restructure dans la clandestinité et simultanément organise de nombreuses réunions internationales avec les différentes guérillas européennes et mouvements de résistance.

*«Il s'agit aujourd'hui de concevoir l'Europe occidentale comme un territoire homogène où la construction d'un pôle révolutionnaire unitaire est possible. Cela signifie considérer le prolétariat comme une **classe unique**, répartie sur des territoires différents mais qui ont des caractéristiques fondamentalement semblables ...*

L'Europe de l'Ouest, tant comme marché qu'au niveau de la production, constitue un territoire unique sur lequel le Capital Multinational projette, programme, réalise et impose sa logique de profit ...

Travailler à la recomposition révolutionnaire du prolétariat en Europe ne suffit donc pas. Mais cela devient possible. Parce que tout ce que nous construisons aujourd'hui, au sein de cette stratégie, comme développement, même minimal, de la conscience révolutionnaire par rapport à la crise et à la tendance à la guerre, avec toutes les conséquences possibles de l'ensemble des contradictions de classe ; tout ce que nous construisons donc, même à une échelle minime, se développera et se multipliera demain,

oeuvrant ainsi à la construction de l'organisation de masse du prolétariat européen.»(6)

Déjà des commandos communs fonctionnent dans la capitale. Le **31 mai**, avenue Trudaine, une violente fusillade oppose un de ces commandos à la police. Deux policiers sont abattus et un autre sérieusement blessé.

En réaction à ces morts, une manifestation de policiers a été organisée sous les fenêtres du Ministre de la Justice, Robert Badinter ; certains de ces policiers étaient en uniforme et le service d'ordre du Ministère fit cause commune avec les manifestants.

Le **30 juillet**. Tentative d'expropriation de la bijouterie Aldebert, place de la Madeleine.

Le **14 octobre**. Une autre fusillade éclate dans le XVII^e arrondissement de Paris, un camarade italien, **Ciro Rizzato**, est tué et deux policiers blessés. **Ciro** était un militant communiste très connu et populaire de la banlieue de Milan (**Quarto Oggiaro**). Il avait participé à de très nombreuses mobilisations et luttes ouvrières, à l'époque comme membre d'«Autonomia proletaria», puis de «Prima Linea». Depuis l'autodissolution de cette dernière, il était organisé dans les **COLP**, **Comunisti Organizzati per la Liberazione Proletaria** (7).

Des camarades français et italiens ont été conjointement poursuivis pour tous ces faits.

Ainsi, au cours de cette période, AD tenta de généraliser sa pratique guérillera à de nombreuses expériences du mouvement et de la résistance et d'organiser simultanément des opérations pratiques concrètes avec des effectifs communs.

«Au cours de l'année 83, des militants révolutionnaires de différents pays ont initié et développé une véritable confrontation internationale, portant en elle les implications de sa résolution politique et pratique. Une résolution dépassant les accords ponctuels, les soutiens logistiques, les discussions formelles, pour inscrire, dans l'action révolutionnaire directe, la ligne centrale du Front Anti-impérialiste ainsi que les perspectives et l'orientation de la Révolution prolétarienne en Europe occidentale.»(4)

«Un parcours unitaire signifie travailler à une stratégie internationale unitaire en Europe de l'Ouest et déterminer des étapes successives visant à créer, phase après phase, une unité politico-organisationnelle sur le terrain de la lutte contre le Capital, pour la recomposition du prolétariat métropolitain. Il ne s'agit pas de créer un rapport idéologique mais un rapport unitaire de pratiques concrètes de développement du mouvement révolutionnaire en Europe de l'Ouest.»(6)

En automne, apparaît le mensuel **L'internationale** qui doit être un des piliers du débat et d'information sur le processus en cours, un instrument de lutte, de préparation aux combats et aux futures offensives de la guérilla et du front en Europe.

«Cet internationalisme est concret, matériel. Il englobe tous les domaines de la vie des prolétaires et de ceux qui rejoignent leur camp, dans le dépassement permanent des limites des individualités, dans la confrontation de chaque instant avec ce système de mort et le refus de l'installation attentiste dans l'alternative qui respecte l'existence du camp des affameurs, de ceux qui écrasent toute l'humanité, du Chili à Porto Rico, de Beyrouth à Barbès. Dans l'unité de toutes les luttes, de la grève des travailleurs de différentes nationalités, de la révolte du ghetto aux communistes armés des métropoles, des contradictions de l'individu métropolitain à la nécessaire organisation internationale de la Classe.

Aujourd'hui, face à la division internationale du travail, face aux transnationales qui font et défont les Etats, aux forces d'intervention rapide, aux quadrillages des cités, à la criminalisation et à la marginalisation des prolétaires pour la restructuration du système capitaliste en vue de la guerre, construisons l'Internationalisme prolétarien.»(7)

1984

Février, une dizaine de camarades sont arrêtés en Italie et en France. Le **13 mars** à Bruxelles, les polices belge et française tendent un piège à un groupe de militants d'AD. Ceux-ci réussissent à capturer un policier de la brigade criminelle et à s'enfuir avec lui. Il sera relâché après avoir été interrogé. Quelques jours plus tard, Helyette Bess et Régis Schleicher, militants de l'organisation, sont arrêtés à Avignon, ainsi qu'un groupe de camarades à Paris.

Printemps. Nombreuses opérations logistiques en Belgique, expropriations de banques, attaque de l'armurerie d'une caserne à Vielsam, récupération de près d'une tonne d'explosif dans les carrières d'Ecaussines, ... menées conjointement avec d'autres organisations communistes combattantes.

11 juillet. Début de l'offensive **«Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest»**. Attentat contre l'Institut Atlantique.

«De la capacité à s'organiser des éléments avancés du prolétariat des métropoles dépend la réalisation ou l'échec des projets de l'impérialisme : surexploitation, guerres, anéantissement ...» (Communiqué de l'action)

13 juillet. Attentat contre les services informatiques du bureau de recherche et de programmation du Ministère de la Défense et les locaux du SIAR (Surveillance Industrielle de l'Armement).

14 juillet. Attentat contre les annexes du Ministère de l'Industrie.

«En s'en prenant à l'un des piliers de l'Otan et en attaquant frontalement l'impérialisme français, l'organisation Action Directe démontre une fois de plus la capacité de la classe ouvrière à frapper l'impérialisme au moment opportun et sa volonté de désarticuler la phase de transfert, sur le terrain militaire, du projet politique de restructuration globale de la production par la guerre impérialiste.

En portant l'attaque au Ministère de l'Industrie, l'organisation Action Directe manifeste sa détermination à s'opposer aux licenciements de masse dans l'automobile et la sidérurgie, à l'exploitation toujours plus grande de millions de prolétaires ...» (Régis Schleicher, déclaration -juillet 84).

2 août. Attentat contre le siège de l'European Space Agency, ESA.

23 août. Une voiture piégée est garée sous les fenêtres de l'hémicycle de l'Assemblée de l'UEO (Union de l'Europe Occidentale).

«Isoler les forces contre-insurrectionnelles qui sillonnent nos cités. Dénoncer les fauteurs de guerre et marchands d'armes. Dénoncer les centres de décisions militaires.

Il faut entraver, par tous les moyens et à tous les niveaux, la machine de guerre Otan. Il faut tenter de casser la chaîne impérialiste en Europe, directement menacée par la guerre. Tous les moyens seront bons et complémentaires dès lors que cet objectif sera clair. L'heure n'est pas aux exclusives.

Il faut couper en profondeur les racines militaristes de cette société, du contrôle de nos cités, où sont déjà programmées des opérations contre-insurrectionnelles, aux universités et aux divers organismes se drapant dans leurs vertueuses recherches pour cacher que plus de 35 % de celles-ci sont militaires, des marchands d'armes qui vivent du sang des autres à ceux qui les protègent et aux instances institutionnelles qui structurent la machine.»

Septembre. Le collectif des prisonniers politiques d'Action Directe entame une grève de la

faim pour lutter contre l'isolement et pour le regroupement. Ils seront rejoints dans la lutte par d'autres prisonniers politiques et des prisonniers sociaux. Le mouvement dura 38 jours.

Octobre. Deux attentats contre d'importantes sociétés d'armements, Dassault et Hispano Suza.

«Menacer les bases arrières des forces contre-insurrectionnelles dans les pays dépendants.

Développer la guerre de classe pour empêcher la guerre impérialiste. Se battre avec les révolutionnaires des pays dépendants, voilà les tâches principales du pôle prolétarien. Pour cela, il doit ouvrir les yeux des différentes composantes pacifistes à cette évidence : la guerre n'est pas seulement la menace du champignon ; elle est depuis trente ans une réalité quotidienne pour les pays dépendants. C'est pourquoi le pôle prolétaire a la responsabilité prioritaire de construire un lien concret avec les révolutionnaires des pays dépendants. Nous devons montrer concrètement qu'il n'y a pas de guerres conventionnelles acceptables pour les autres et un danger nucléaire terrible pour nous. La guerre nucléaire a ses racines dans la guerre «impérialiste ordinaire» ...

Si nous sommes capables de donner son contenu de classe au gigantesque et fragile mouvement qui naît, alors nous verrons renaître, dans nos pays qui ont connu aussi tant de révolutions écrasées, un mouvement révolutionnaire qui aura la conscience des implications radicales de son combat.» (L'Internationale, n°1)

Décembre. Les prisonniers de la RAF et de la résistance engagent une nouvelle grève de la faim.

18 Décembre. Une voiture piégée est découverte dans l'Ecole d'officiers de l'Otan à Oberammergau (sud de l'Allemagne). Les explosifs proviennent du stock exproprié à Ecaussine. Le commando «Jan Raspe» de la RAF revendique l'action.

Décembre également. La police arrête le groupe éditorial de L'Internationale. En première instance, ces camarades seront condamnés à de lourdes peines pour «association de malfaiteurs». En appel, certains seront relaxés après 4 ans de détention préventive ! La manipulation était décidément trop grossière pour ceux-là, les témoins de l'accusation ayant raconté les pressions subies pour les leur faire dénoncer. Mais l'objectif essentiel de l'Etat était atteint, L'Internationale n'avait pas survécu à ces arrestations et la politique de criminalisation de la politique armée avait marqué un point puisque cette interdiction, de fait, d'un outil d'échanges révolutionnaires avait contourné

l'obstacle politique d'en traiter comme d'un délit de presse. La mystification démocratique était sauve.

31 décembre. Paris XV^e arrondissement, Joëlle Aubron et un autre membre de l'organisation échappent à une tentative d'arrestation.

Ce même jour. Attentat à Bonn contre la Mission technique de l'Armement de l'Ambassade française. Revendiqué par la résistance anti-impérialiste pour le Front.

1985

15 janvier. Une déclaration commune AD-RAF est largement diffusée :

«Il est aujourd'hui nécessaire et possible d'ouvrir dans les centres impérialistes une nouvelle phase de développement de la stratégie révolutionnaire authentique et l'une des conditions à ce saut qualitatif est de créer l'organisation internationale du combat prolétarien dans les métropoles, son noyau politico-militaire : la guérilla ouest-européenne ...

Les attaques contre les structures multinationales de l'Otan, contre ses bases et ses stratégies, contre ses plans et sa propagande, ont constitué la première grande mobilisation en vue de la constitution de la stratégie politique prolétarienne en Europe de l'Ouest dans des conditions politiques modifiées.

Une mobilisation qui se renforce en tant que combat contre le système d'exploitation et de guerre, comme elle l'a démontré par ses attaques au Portugal, en Grèce, en Belgique, en Espagne, en R.F.A. et en France ...»

19 janvier. Des militants d'AD incarcérés rejoignent la grève de la faim des prisonniers de la RAF. *«Notre lutte actuelle, à la mesure des luttes d'hier et de demain, est partie prenante du processus d'unification de la guérilla ouest-européenne dans le Front Anti-Impérialiste.»*

25 janvier. Le général Audran, directeur des Affaires Internationales au Ministère de la Défense, est abattu par les membres du commando «Elisabeth Von Dyck» (militante de la RAF, froidement tuée par la police lors de son arrestation).

Le général Audran regroupait deux activités essentielles dans la politique militariste française. D'un côté, il était responsable et contrôleur de l'ensemble des ventes d'armes à la tête de la Commission Interministérielle pour l'Etude des Exportations de

Matériel de Guerre, CIEEMG. De l'autre, il était le représentant de la France dans la seule structure de l'Otan à laquelle elle participait officiellement, le Groupe Indépendant des Programmes Européens, IEPG.

«Les attaques contre les structures multilatérales de l'Otan, contre ses bases et ses stratégies, contre ses plans et sa propagande, amènent une transformation de la conscience et de la pratique du prolétariat, dépassant ses particularités nationales et menant une avancée organisationnelle internationale.

Front révolutionnaire dont le devenir repose dans sa force à transformer sa multiplicité et ses contradictions en une seule stratégie d'attaque et de construction, l'organisation de la classe pour son émancipation.» (Communiqué)

1^{er} février. A Gauting en Allemagne, revendiqué par le commando «Patsy O'Hara» de la RAF, attentat contre Zimmerman, président de l'aérospatiale allemande et P.D.G. du MTU, lié au complexe militaro industriel.

Ce même jour, les prisonniers de la RAF et de la résistance disent : *«Nous avons arrêté notre grève de la faim (ce jour) parce qu'entre temps le développement est au-delà du niveau de la lutte de prisonniers pour leurs conditions de vie : le saut qualitatif, à la dimension européenne, de la lutte révolutionnaire dans les Etats de l'OTAN grève. La politique de la guérilla métropolitaine est désormais parvenue à une percée dont il s'agissait dans les luttes de ces dernières années.»*

24 avril. Un militant révolutionnaire turc est interpellé à la frontière franco-belge, porteur de 2 kg de dynamite, des explosifs dérobés à Ecaussines. Ce camarade avait vécu dans les maisons occupées de Barbès et était fiché comme proche d'AD.

27 avril. Attentat contre le siège européen du F.M.I., revendiqué par l'Unité combattante Laouri «Farid» Benchellal. Et sabotages contre deux des plus importantes entreprises d'armement la TRT et la SAT.

«Entre 83 et 85, c'est sur l'espace continental que se conjuguent, dans la tendance à la guerre, les grandes lignes de la contre-offensive bourgeoise et les contradictions générales de l'époque, la contradiction Est/Ouest, avec un camp occidental qui a de plus en plus de mal à brider ses rivalités inter-impérialistes et, fondamentalement, la contradiction Capital/Travail, de même que celle se renforçant entre le degré d'internationalisation du Capital et les limites de l'appropriation privé, l'absence d'institution régulatrice.

Dans ce contexte, l'Union Européenne est dominée par la logique de la concurrence inter-impérialiste, et donc par les intérêts exclusifs et spécifiques du grand capital monopoliste. Ainsi, chacun de ses rapports et appareils porte la marque indélébile de la concentration des pouvoirs économiques et politiques. D'où leur action technocratique et autoritaire, dans la régression sociale, l'accentuation de la polarisation des classes, leurs décisions occultes et «sans appel», dans les atteintes aux libertés politiques et syndicales, la montée des politiques réactionnaires, ségrégationnistes et fascistes, et l'intervention contre les peuples dépendants.»

30 mai. Francfort, 5 attentats anti-Otan très importants revendiqués par la résistance anti-impérialiste.

«Les structures du Front se constituent dans la lutte contre chaque conjoncture ... Front dans lequel coexistent tant et tant de méthodes différentes d'organisation et autant d'expériences pratiques diverses que de camarades. Donc toujours spécifiques, toujours comme les militants le veulent et en ont besoin, en fonction de leurs conditions spécifiques et de leur procès subjectif ...

Partant de l'orientation politique commune, élaborée dans les discussions, chaque unité combattante de la résistance détermine autonomement sa propre action et constitue par elle-même l'espace d'agir illégal dont elle a besoin.»

«Le fondement de l'unité de la lutte est bien dans la lutte de tous !»

26 juin. Paris, attentat contre le général Blandin, contrôleur général des Armées, revendiqué par le commando «Antonio Lo Muscio» d'Action Directe.

Juillet-août. Belgique, découvertes de plusieurs infrastructures de l'organisation AD, appartements et boxes de voitures, armes, papiers et divers documents. Plusieurs personnes sont détenues dans le cadre d'une enquête contre le FRAP, Front Révolutionnaire Armé Prolétarien.

8 août. L'attaque contre l'Air Base US de Francfort (3 militaires américains sont tués) est revendiquée par le commando commun AD-RAF «Georges Jackson» (militant des Black Panther, assassiné en prison par les matons).

«La guérilla ouest-européenne développe dans l'attaque la stratégie qui saisit les luttes partielles et ponctuelles contre la réalité vécue dans le système impérialiste, comme processus de lutte pour la libération, et qui unifie les antagonismes de masse dans la détermination politique et dans la pratique de la

*lutte révolutionnaire en construisant ainsi le **front de la guerre de libération**.*

Le mouvement révolutionnaire en Europe de l'Ouest doit aujourd'hui amener sa lutte à un degré qui fasse avancer la discussion et l'organisation de l'offensive contre l'appareil impérialiste dans toutes ses ramifications politiques, économiques et militaires et à tous ses niveaux.» (Communiqué)

«Chaque jour, la lutte armée libère la force de l'imagination de l'humiliation, des cages mentales, des perspectives politiques myopes. Son affirmation impulse les débats pour une stratégie capable de rompre avec le cercle vicieux d'une communication apparente, pour une praxis qui transforme autant les rapports de force que les combattants.

Les armes apportent la force et la perspective réelle de l'exigence d'une stratégie à la hauteur des planifications des fractions les plus avancées de la bourgeoisie et elles deviennent le moyen de réaliser le pouvoir rouge ...»

*«**Les rapports entre les combattants constituent la première zone libérée par la résistance révolutionnaire dans les métropoles.** C'est le processus dans lequel les hommes et les femmes développent de nouvelles capacités créatrices, de nouvelles formes d'organisation, de nouveaux terrains et de nouvelles armes pour la lutte de libération, et c'est en lui qu'est vaincue la machine répressive sophistiquée.*

Dans ce processus, chaque militant peut et doit s'approprier la capacité de déterminer la politique, de penser et d'agir autonomement. C'est la condition centrale pour garantir la continuité et l'extension de la lutte révolutionnaire ... et c'est aussi l'arme contre la capitulation et la trahison.» (déclaration de procès d'Eva Haule, prisonnière de la RAF)

Cette action marque la fin de la première offensive de la guérilla, dont les organisations AD et RAF, de la Résistance anti-impérialiste et des prisonniers politiques.

*«**Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest.***

*Une ligne combattante parcourant le rapport d'unité et d'interaction de la guérilla avec l'ensemble des expressions du mouvement autonome prolétarien. Un front révolutionnaire au niveau réel de l'affrontement, seul en état de rompre l'encerclement bourgeois politico-policier des multiples résistances des masses contre les restructurations, les ravages sociaux et la tendance à la guerre. Il est le seul en état d'approfondir l'instabilité larvée mais **permanente** de l'hégémonie bourgeoise, retranscrite à notre époque dans chaque*

appareil et rapport étatiques et, en tout premier lieu, bien entendu, dans l'Union Européenne.

*Une ligne marquant un saut qualitatif dans la contradiction classe/Etat, en portant le combat sur le terrain continental dans une **attaque commune**. Car peser ainsi avec le maximum de force et de mobilité sur le noeud où se condensent les contradictions, c'est agir pour les rendre ingouvernables, la possibilité de les pousser à leur paroxysme, à leur point de rupture. Et c'est oeuvrer à la construction dans l'unité de classe la plus large des forces indispensables à une action révolutionnaire de masse.»(2)*

1986

*Du **31 janvier** au **4 février**, à Francfort, se tient le Congrès de «la résistance anti-impérialiste et anticapitaliste en Europe de l'Ouest.*

***Février.** AD donne un interview au journal révolutionnaire allemand «Zusammen Kampfen» :*

«Une grande partie de la concentration technologique et industrielle a été obtenue dès 1982 par la nationalisation de la quasi totalité des industries orientées vers la haute technologie (armement, électronique, informatique, robotique, aéronautique, nucléaire, chimie et agro-alimentaire). Ces groupes industriels, liés aux autres «nationalisés», anciens et nouveaux (industrie lourde, banque ...) constituent le secteur public industriel (SPI) ...

Il faut savoir que 11 des 14 groupes industriels «français», figurant parmi les 200 multinationales mondiales les plus importantes appartiennent au SPI et que les 184 firmes du SPI représentent 60 % des dépenses de recherche et 55 % du personnel de recherche ...

*Le SPI représente pour le patronat le lieu privilégié de l'élaboration de la nouvelle politique sociale et économique, nécessaire à sa pérennité. Et c'est sous la pression du patronat/»Parti de l'entreprise», que sont actuellement appliquées les atteintes aux acquis sociaux historiques fondamentaux. Car ce n'est qu'à travers la déréglementation des statuts sociaux, la flexibilité de l'ensemble de la production, l'individualisation des politiques salariales, la marginalisation de certaines organisations syndicales et la participation d'autres, qu'il sera possible au **SPI/»Parti de l'entreprise»** de réaliser la stratégie anti-crise dont dépend la globalité de la stratégie impérialiste».*

*AD y désigne clairement les axes de la prochaine offensive. «**Frapper les articulations centrales qui lient aujourd'hui leur stratégie politique, économique et militaire et au sein desquelles se trouvent compris***

et perçus les antagonismes les plus forts de la contradiction, prolétariat international/bourgeoisie impérialiste !»

«La stratégie du capital est tendue à recréer les conditions d'une hausse de profit durable en dévalorisant la force de travail. C'est-à-dire, exploiter davantage les travailleurs et les populations mondiales. Elle vise ainsi à dépasser la crise de la bourgeoisie aux détriments des prolétaires et de leurs familles, dans l'usine et dans la vie quotidienne par :

- une généralisation des politiques d'austérité et des plans d'ajustement ;

- la baisse des salaires réels ;

- la surexploitation sur le lieu de travail grâce à une restructuration de l'appareil productif, le «one best way» et le «just in time» des cadences et de la dépossession amplifiée de l'activité de chaque travailleur, le «kaizen» ou la pression autogérée sur le boulot du groupe, le «zéro défaut», c'est-à-dire toute l'ergonomie intensifiant l'extorsion réelle de la plus-value ;

- l'augmentation de la productivité compétitive, la suppression des postes, les licenciements des travailleurs âgés, malades, handicapés, les femmes, ...

- la précarisation de l'emploi, la mobilité, le chômage partiel et l'intérim, les contrats à durée déterminée, ...

- la remise en cause des qualités de l'Etat-providence, la baisse des prestations sociales, des allocations, des aides au logement, aux études, ...

C'est un mouvement général dont on constate les principaux caractères de pays en pays et un mouvement couplé à la pression intensifiée dans la relation impérialiste avec les Trois Continents du Sud.

Une véritable guerre de classe internationale.»(8)

10 février. Les BR-PCC exécute L. Conti, patron du CMI et proche conseiller de Craxi, chef du gouvernement italien.

«Les processus actuels de la cohésion politique et militaire de l'Europe occidentale, internes au renforcement global de l'Alliance, les dynamiques générales de rupture des équilibres internationaux sur l'axe de contradiction Est/Ouest dans la tendance à la guerre et l'approfondissement de l'affrontement impérialisme/anti-impérialisme ; ce sont trois facteurs qui poussent avec encore plus de force les révolutionnaires, les prolétaires et les peuples exploités dans cette direction. C'est-à-dire qu'avec la progression des dynamiques impérialistes et l'aiguïssement conséquent de tous les plans de contradiction, **le front émerge de plus en plus comme étant l'organisme politico-**

militaire apte à l'affrontement contre les politiques de l'impérialisme dans la zone géopolitique ...

La clarté des objectifs et le réalisme politique dans la formulation de la politique de Front déterminent une valeur qui va au-delà de l'unité immédiatement atteinte parce que cette formulation **ouvre une perspective politique pour le développement du Front dans toute la zone géopolitique.**» (déclaration de procès de militants des Brigate Rosse pour la construction du Parti Communiste Combattant)

15 avril. Attentat contre Brana, vice-président du CNPF, président de sa Commission économique, membre de la direction de Thomson SA.

«*«Homme» du SPI (secteur public industriel) dans le triumvirat patronal ... il représente et dirige le bloc SPI/«parti de l'entreprise», moteur de la stratégie générale «anti-crise» qui signifie cartellisation, concentration technologique et industrielle, économie de marché reaganienne, flexibilité, déréglementation sociale, individualisation des politiques salariales, répression anti-ouvrière dans et hors de l'usine.*» (Communiqué de revendication n°1)

Le commando «Christo Kassimis» (militant révolutionnaire grec mort au cours d'une action internationaliste) d'AD ouvre ainsi la seconde offensive d'ampleur européenne.

16 mai. Le commando «Kepa Crespo-Gallende» pénètre à l'intérieur du siège d'Interpol, mitraille les différents bureaux et dépose plusieurs dizaines de kg d'explosif.

«Il serait idéaliste de sous-évaluer les transformations qualitatives qui adviennent dans les stratégies et structures contre-révolutionnaires aux différents plans sur lesquels elles s'objectivent, national, continental et au niveau du système planétaire ...

L'expérience de ces années a démontré que la lutte révolutionnaire qui s'exprime dans une situation spécifique s'affronte progressivement avec une contre-révolution qui contient les éléments quantitatifs accumulés par le système impérialiste tout entier ...

Le contenu du modèle général de contre-révolution impérialiste en arrive, au fur et à mesure, à assumer une qualité nouvelle par la dimension, désormais stable et mondiale, de la lutte anti-impérialiste et par la qualité des contradictions sociales qui l'engendrent.

Ce changement s'est imposé du fait de l'étroitesse des marges d'absorption et de flexibilité du système planétaire impérialiste, compte tenu de l'étroite interconnexion qui le caractérise et des

niveaux toujours plus grands d'homogénéité objective et subjective des processus de libération.

C'est ce qu'ils entendent lorsqu'ils disent être «obligés de cohabiter avec le terrorisme».

Dans l'exigence de définir un modèle d'intervention capable de se mesurer avec cette nouvelle dimension de l'affrontement, la culture et la politique de la «lutte contre le terrorisme» et la stratégie opérative contre les «conflits de basse intensité» ont acquis un poids et une centralité dans la stratégie contre-révolutionnaire.» (déclaration du collectif Wotta Sitta des prisonniers politiques italiens)

«L'attaque contre l'attaque contre-révolutionnaire est une ligne d'intervention politique et pratique qui est nécessairement présente dans tout le processus révolutionnaire, comme elle le fut et l'est dans toutes les luttes de libération. Cette détermination était présente comme un moment de l'offensive de 1986 : dans l'attaque d'AD contre Interpol à Paris, dans les actions des unités combattantes de la résistance contre le BGS (Gardes frontières allemands) et le Bundesamt für Verfassungsschutz (Bureau Fédérale des Services Secrets Intérieurs). L'appareil le plus sophistiqué de répression tourne à vide lorsque la résistance développe sa force subjective dans l'action responsable et dans les rapports conscients qui sont le noyau de toute structure de contre-pouvoir révolutionnaire, et quand elle trouve toujours de nouvelles méthodes et formes d'organisation et de lutte pour imposer ses objectifs contre la légalité contre-révolutionnaire.» (Déclaration de procès en Allemagne)

9 juillet. Beckurts, dirigeant de Siemens et Président de la puissante Commission Nucléaire allemande est tué par une bombe qui explose au passage de sa voiture. L'attentat est revendiqué par le commando «Mara Cagol» de la RAF.

«... Les dures luttes dans l'Europe entière contre la politique du nucléaire et de la guerre, contre la restructuration économique et les «maxi-projets» du capital qui détruisent les conditions de vie, contre la production, dans les écoles, d'un personnel d'élite pour les multinationales et dans les universités, et contre une technologie inhumaine.

Malgré tout leur puissant pouvoir violent, ils n'ont pas encore réussi à transformer la conscience des hommes et des femmes dans les métropoles d'une façon telle que ceux-ci ne soient plus en mesure de se rendre compte de leur propre anéantissement et de se rebeller contre.

Ces nouveaux développements changent les conditions politiques pour les deux parties, forces

révolutionnaires et Etat.

Depuis le début de ce siècle, dans les centres capitalistes, ont été mobilisées toutes les contre-stratégies possibles pour congeler l'antagonisme. Le déplacement de la misère des conditions matérielles vers la périphérie à travers le colonialisme, ancien et nouveau, la guerre et le fascisme, la destruction des mouvements ouvriers révolutionnaires et l'éclatement de la classe ouvrière traditionnelle, la culture de la consommation et la manipulation scientifique, la social-démocratie et l'atomisation de la société, tout ceci, outre l'objectif économique évident et immédiat d'étendre et d'optimiser le profit, avait pour les monopoles un but politique précis : congeler dans les centres l'antagonisme entre travail et capital.

Ici les exploités ne devaient plus avoir conscience de leurs conditions -de leur état particulier de misère- ils devaient perdre, grâce à l'aliénation et à l'individualisme, la capacité d'avoir des rapports sociaux.» (Eva Haule)

21 juillet. Attentat contre le siège de l'OCDE, revendiqué par l'Unité Combattante «Ciro Rizzato» d'AD.

9 septembre. Le parlement adopte les lois d'exception anti-terroristes dont la constitution d'une section spéciale du Parquet, prolongement du délai de garde à vue, juridiction avec jury «professionnel», peine de 30 ans ...

10 octobre. Le commando «Ingrid Schubert» de la RAF exécute Braumuhl, directeur politique aux Affaires Etrangères et importante figure de la politique de formation ouest-européenne.

17 novembre. Le commando «Pierre Overney» exécute Georges Besse, P.D.G de Renault, l'«Empereur», comme l'avait nommé les ouvriers. Un dégraisseur spécialiste des restructurations «musclées». *«L'efficacité technocrate de Besse avait déjà pu être mesurée à l'aune des 34 000 licenciements effectués chez Pechiney, lors de son passage à la direction de cette transnationale -elle aussi entreprise du Secteur Public Industriel. Sa nomination à la tête de la régie Renault correspondait à la nécessaire «transformation de Renault en entreprise comme une autre» ...*

«La vie et la mort de Georges Besse ont été étroitement liées à la mise en place de nouvelles productions, à la concentration technologique dont elles sont le résultat et la conséquence. Une vie et une mort étroitement liées à l'ascension de l'oligarchie technocrate, clairement motrice dans l'instauration des stratégies nouvelles d'exploitation et d'oppression.

Contre l'imposition de ces stratégies anti-crise, les avant-gardes communistes attaquent, par l'action politique et militaire, la reconstitution bourgeoise, pour ralentir sa marche et aggraver ses contradictions internes et, ainsi, l'affaiblir dans la guerre des classes. Pour ces avant-gardes communistes, Besse devenait un objectif. L'action du commando «Pierre Overney» est si limpide dans l'affrontement entre bourgeoisie et prolétariat que le sous-titre de cette opération pourrait être «chronique d'une mort annoncée».

Annoncée par les ravages sociaux de la politique de bon technocrate. Annoncée par les dizaines de milliers de lettres de licenciements. Annoncée par la réponse ouvrière. Annoncée par les tribunaux qui condamnaient les travailleurs qui se battaient pour le droit au travail -leur travail qui est moyen de survie pour eux et leurs familles.

Annoncée jusqu'aux portes de l'usine, comme cela est écrit dans le dossier (9). L'exécution de Besse, la nécessité de justice prolétarienne, dont elle était le fait, a été annoncée, désirée, souhaitée, clairement exprimée dans des dizaines de papiers gauchistes ou révisionnistes syndicaux.

«Si la politique de Besse est appliquée, il va y avoir des morts». Le CNPF, quant à lui, dénonçait ces «campagnes de haine».

Aujourd'hui, consensus politique et idéologique oblige, il est interdit de poser une autre question qu'un lénifiant : «Pourquoi a-t-on assassiné un homme aussi brave ?» ...

De fait, l'action du commando «Pierre Overney» a été comprise et a porté ses fruits dans la conscience ouvrière ...(10)

Oui, l'action a été populaire. Mais pour le savoir, il faut, hors des frontières de votre consensus, connaître les manifestations et chahuts dans les ateliers lors de la minute de silence imposée par la direction, comme à l'«artillerie», l'ancien atelier de notre camarade, Georges (Cipriani) aux machines-outils de Billancourt. Comprise par les ouvriers de Renault mais aussi par l'ensemble de la classe atteinte par les plans et projets des technocrates et de la bourgeoisie ...» (déclaration au procès des militants AD, 1989)

3 décembre. Ouverture à Paris du procès de plusieurs militants pour la fusillade de l'avenue Trudaine. Au bout d'une semaine, le procès est interrompu après le désistement de plusieurs jurés.

L'Etat profite de la campagne médiatique autour de l'arrêt de ce procès pour rendre rétroactives les lois d'exception de septembre. Dorénavant tous les procès politiques, quelques soient les dates des faits incriminés, se dérouleront devant les Cours d'Assises Spéciales.

1987

21février. Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani sont arrêtés à Vitry-aux-Loges (Loiret).



notes :

1. Interview (1982) «82, du sommet de Versailles au Liban».
2. «La question européenne dans la lutte révolutionnaire aujourd'hui» déclaration au procès Audran, Blandin, Brana, etc. -juin 94.
3. «Continuité d'un projet communiste» (1983) paru dans L'Internationale.
4. Déclaration des militants d'Action Directe au procès de Milan (1992), parue dans Front n°2.
5. «A propos des arrestations», mises au point (avril 1984)
6. «Une tâche révolutionnaire, le combat international» (février 84) dans L'internationale
7. La principale opération des COLP revendiquée fut l'attaque de la prison centrale de Rovigo et la libération de quatre militantes de la guérilla, le 3 janvier 82. «Organiser, pratiquer et diffuser la libération».
8. «Cela s'appelle l'internationalisme», éditorial de L'internationale n°1 (octobre 83)
9. «Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest» déclaration au procès Audran (novembre 93)
10. Dans le dossier judiciaire avait été rapportées des discussions entre ouvriers aux portes de l'usine et dans le quartier de Billancourt, au cours desquelles des menaces et des souhaits d'action Besse avaient été proférés. Faits confirmés par l'enquête d'un quotidien italien.
11. L'affiche «Besse était le premier, qui est le suivant ?» avec une photo du PDG actuel, marquée d'une cible au milieu du front, éditée par les ouvriers de Renault Vilvorde cet hiver, après l'annonce de la fermeture, le démontre. Elle exemplarise cette appropriation de l'action du commando «Pierre Overney» comme étant une action de la classe elle-même, comme faisant partie de la lutte de cette classe, de sa mémoire collective européenne, d'en être un moment révolutionnaire.

Lutte pour le regroupement et l'abolition des quartiers d'isolement

(extrait d'un tract de solidarité, printemps 1997)

«Une détention d'exception planifiée dans une tentative de nous détruire et nous récupérer pour leur démonstration: "leur force et notre faiblesse"»

Après leurs arrestations en février 1987 les quatre prisonniers ont été soumis à l'isolement total pendant deux ans. 23 heures dans la cellule, promenades seuls dans une cage de béton grillagée. Surveillance permanente et consignation au procès-verbal de chaque manifestation de vie. Pendant ces premiers mois, absolument aucune autre visite que celles des avocats, ensuite quelques membres de leurs familles. Interdiction de s'écrire entre eux, saisies, attentes des mois durant ou disparition pur et simple du courrier, censure de journaux, brochures politiques...

«En brisant la "normalisation" de l'extermination, cette lutte était l'affirmation de notre collectivité et de notre détermination à oser lutter pour poursuivre et développer notre pratique militante à partir de la prison.»

A la fin 1987 les prisonniers commencèrent une grève de la faim illimitée contre ces conditions de détention. Cette lutte contre la torture de l'isolement et pour l'abolition des quartiers d'isolement et le regroupement des prisonniers politiques dura

116 jours. Les prisonniers intriguèrent leur lutte après que des engagements aient été pris pour mettre fin à l'isolement, pour permettre la communication à l'intérieur et avec l'extérieur et le regroupement progressif deux à deux. Dans les faits l'isolement ne fut que très peu allégé et camouflé par des promenades avec un prisonnier, une prisonnière sélectionné(e). Des améliorations à court terme concernant la censure furent vite retirées. Toutefois une première brèche contre les conditions de détention pouvait être ouverte et cette lutte s'inscrivait dans celle des prisonniers sociaux contre les quartiers d'isolement.

Au milieu de 1988 le ministre de la justice de l'époque, Arpaillange, annonce la fin de la torture par isolement et le regroupement des prisonniers politiques. Même si l'Etat admet ainsi l'application de la torture, malgré une propagande affirmant la normalité des conditions de détention, dans les faits commence ainsi une phase aggravant la différenciation, la division et l'oppression des prisonniers politiques. Seulement quelques jours plus tard le premier ministre de l'époque, Rocard légittima l'isolement pour les prisonniers politiques, accusés ou condamnés pour «délit sanglant».

«... la bourgeoisie engagea, dans la prison, une nouvelle étape de la guerre contre-révolutionnaire, caractérisée par l'alternative: resocialisation ou torture, reniement ou destruction.»

En avril 1989 les quatre prisonniers reprirent leur grève

de la faim. Ils luttèrent 92 jours à nouveau pour le regroupement, pour la communication à l'intérieur et avec l'extérieur et pour l'abolition des quartiers d'isolement et de sécurité renforcée. En raison des engagements: cellules voisines et promenades communes aussi bien pour les hommes que pour les femmes, accès à toutes les activités communes, fin de la censure politique et visite des quatre prisonniers entre eux, que le ministre de la justice pris envers eux, les prisonniers interrompèrent leur grève de la faim le 21 juin 1989.

«En fait la manière, dont chaque méthode par laquelle ils nous asphyxient se développe, dépend du développement de la lutte. Le but concret de l'Etat reste de détruire notre politique et notre collectivité, mais ils ont été obligés d'en changer l'outillage; les luttes attaquent la normalité du projet.»

Mais dès la fin de la grève de la faim, les engagements qu'avait pris l'Etat se montrent, mis à part quelques-uns, intenables. A la place de quoi commence une longue phase d'isolement partiel pour les prisonnier(es). Les femmes étaient dans une division, construite spécialement pour elles, à la prison de Fleury Mérois,

les hommes dans la division spéciale D1 de Fresnes, fermée hermétiquement du reste de la prison. Pendant de longues années ni la participation à une quelconque activité commune (sport, cours) ni l'autorisation de se rendre visite accordée par les juges d'instruction aux prisonniers n'ont été dans les faits appliquées.

«La normalisation et la négation, c'est le silence, donc aussi, imposer l'acceptation de ce silence. Et de plus en plus l'espace de la détention politique ici se construit sur ce silence, sur

la forme sécuritaire de la négation.»

De janvier 1991 à avril 1993 les prisonniers se mirent en grève de la faim tournante par laquelle ils furent pendant plus de deux ans en grève, une semaine en alternance. Parallèlement à la confirmation de leur revendication pour le regroupement, il s'agissait d'une lutte prolongée pour la construction d'un «Front de résistance contre la justice de classe et la prison. (...) Cette nouvelle lutte est guidée par une orientation de construction. Aujourd'hui, dans la phase de recul et d'extrême faiblesse du mouvement révolutionnaire, toute construction ne peut qu'être modeste... (...) Mais il est tout aussi vrai que, dans une telle phase de recul, chaque construction est essentielle à rendre possible son inversion.»

«La situation des prisonniers est toujours transitoire, à moins qu'ils aient renoncé à leur projet politique.»

Care compagne e cari compagni,

En tant que prisonniers de la guérilla Action directe, nous tenons tout d'abord à exprimer toute notre solidarité avec -vous tous "compagne e compagni" révolutionnaires communistes et anti-impérialistes qui participez à la mobilisation contre le sommet de Firenze, marquant la fin de la Présidence italienne de l'Union Européenne. Et nous voulons apporter par ces quelques réflexions notre contribution à la confrontation engagée lors de cette initiative militante. Le débat sur la question européenne est pour nous, et cela depuis les offensives du front anti-impérialiste dans les années 80, décisif à la compréhension de toute la phase de mutation et de crise du mode de production capitaliste dans la zone géostratégique de l'Europe, de l'ensemble méditerranéen et du moyen Orient. Une zone qui, depuis, s'est

déchirée en conflits et en tensions de plus en plus virulents, du Caucase à l'ex-Yougoslavie, de la guerre des pays industrialisés contre l'Irak à la guerre civile algérienne, jusqu'aux grandes grèves de novembre-décembre passés dans l'Etat français...

Plus encore toutes les initiatives et les discussions sur la question européenne assument d'ores et déjà une centralité incontestable autant dans la caractérisation de l'affrontement de classe à notre époque, que dans la recherche collective indispensable d'une perspective révolutionnaire actualisée. En effet, depuis le début des années 80 sur tout le territoire continental et dans chaque pays en particulier, le procès d'intégration européenne matérialise et condense le tournant de la réaction bourgeoise pour la formation d'un pilier concurrentiel de la domination impérialiste.

LA QUESTION EUROPEENNE AUJOURD'HUI, DANS LA LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE

1. Tout d'abord, afin de saisir pleinement les implications de cette question européenne et de sa situation aujourd'hui, nous pensons qu'il est nécessaire et important- de revenir brièvement sur le tournant historique de la fin des années 60. Alors, les grands mouvements antagonistes prolétariens et anti-impérialistes, des forêts vietnamiennes, africaines, sud américaines aux banlieues industrielles parisiennes, turinoises ou encore aux ghettos noirs des mégapoles américaines, provoquèrent par leur généralisation et leur radicalité, une crise globale des rapports sociaux bourgeois. Une crise de la domination de la bourgeoisie occidentale telle qu'elle s'était forgée depuis les années 30 et la Seconde Guerre Mondiale.

Une crise du modèle fordiste de l'accumulation capitaliste, une crise de l'hégémonie US comme pilier des relations impérialistes, une crise du travail à la chaîne, une crise de l'Etat-nation, de son caractère de Welfare,...etc. Et la conjugaison de ces éléments de déséquilibre qui firent vaciller le système, avait bien pour base fondamentale l'extension et l'aiguïsement de la **lutte de classe** des masses exploitées et opprimées au niveau mondial. Un formidable élan de contestation et de révolte. La résistance des travailleurs à l'exploitation et celle des pays de Trois continents à la spoliation de leurs matières premières rendit impossible à la bourgeoisie la mise en oeuvre des mesures capable de contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit, toujours plus accélérée par le développement considérable des forces productives depuis la phase de

la reconstruction successive à la seconde guerre mondiale.

Mais si les cadres de la domination impérialiste se lézardèrent, l'édifice resta debout.

Et la bourgeoisie trouva assez de ressource pour reprendre l'initiative.

Autant la crise d'extraction de la plus value telle qu'elle se présentait alors était la conséquence directe de la résistance ouvrière, son dépassement et plus globalement le dépassement de la "crise de faiblesse" de la bourgeoisie ne pouvaient dès lors que s'accomplir dans une lutte de classe plus acharnée encore. La lutte économique, politique et militaire de la bourgeoisie monopoliste contre le prolétariat et les masses des Trois Continents.

Cette contre-offensive de la bourgeoisie impérialiste, une contre-offensive mondiale tendant à rétablir les taux de profit dans la confiscation du procès de travail par le travail monopoliste, la réunification du marché sous son diktat, l'exploitation intensive d'une nouvelle ergonomie technologique, la levée de toutes les entraves héritées d'un passé basé sur le système des Etats nationaux et des politiques de "containment" sociaux, la chute des salaires et la généralisation de la précarité..., est avant tout un procès de lutte de classe destiné à briser la résistance des travailleurs. Tout l'élan de libération et d'unité des années 60 devait être réduit à néant.

Avec la flexibilité et la mobilité, la course à la compétitivité, la délocalisation, les exportations des capitaux, leur circulation ultra rapide dans la globalisation financière, le procès de recentrage des capitaux dans la Triade impérialiste, la continentalisation,... la *"totalité du Monde"* est devenue un élément permanent et décisif du système de rapports de production et de rapports d'échange.

Si la globalisation du capitalisme dessine l'homogénéisation d'une formation économique-sociale mondiale, elle généralise dans ce même mouvement les contradictions inhérentes à ce mode de production. Le travail salarié (c'est-à-dire aussi le chômage de masse de l'Armée Industrielle de Réserve), la marchandise, l'argent... se sont ainsi contradictoirement étendus à la planète entière. Jusqu'à la transformer en un vaste marché où tout s'achète et où tout se vend et en premier lieu les hommes, les femmes et les enfants. Mais le développement inégal de ce marché (tout développement ne peut être qu'inégal avec l'impérialisme) dans ses diverses territorialisations, trace les grands traits d'une structure sociale toujours plus hautement hiérarchisée. Et toujours plus hautement polarise entre d'un côté la possession et son monopole, et de l'autre la dépossession de l'exploitation et de l'oppression.

Les formes du rétablissement des taux de profit et l'accaparement de ces profits par une infime fraction de la classe bourgeoise forgera ainsi un nouveau régime d'accumulation capitaliste, plus connu sous le nom de toyotisme-néolibéralisme. L'essentiel à partir de là est de bien comprendre que **ce régime toyotiste-néolibéral correspond à l'état du rapport de force dans le procès de lutte mondiale entre les deux classes fondamentales de l'époque: la bourgeoisie monopoliste et le prolétariat international.**

Mais avec ce régime, la contradiction entre les forces productives et leurs rapports de production ne s'atténue pas, bien au contraire, elle connaît un bond considérable. Mondialement cette contradiction pousse les exploités à agir, à lutter pour leurs propres intérêts, immédiats comme historiques, elle les pousse à se constituer comme classe pour renverser le rapport de force avec la bourgeoisie. Et elle ouvre ainsi l'horizon d'une **nouvelle situation révolutionnaire.**

2. Si le régime d'accumulation toyotiste-néolibéral matérialise concrètement le rapport de force issu du procès international de lutte de classe, il est sûr qu'avec lui, le système capitaliste connaît également une accélération du double mouvement développement-pourrissement qui le caractérise au stade impérialiste. Effectivement depuis deux décennies, le système s'est développé en profondeur et étendu mondialement, mais

le nouveau régime porte en lui tout autant les stigmates de déséquilibres inextricables. Les contradictions entre la propriété privée des moyens de production et les rapports de production, l'aiguïsement entre l'extension de la production et la valorisation, et ainsi malgré l'ouverture de nouveaux marchés et la mise en oeuvre des nouvelles productions technologiques les limites se dressent dans toute leur tyrannie jusqu'à constituer et révéler **la crise générale de surproduction absolue de capital** tenaillant tout le devenir du système.

La dominance du capital financier, tendance inhérente à l'époque impérialiste, connaît une accélération considérable, c'est une des principales manifestations de la crise actuelle.

La recherche acharnée d'une valorisation des capitaux suraccumulés dynamise la création d'une économie casino (*"...la forme vide de contenu du capital, l'inversion et la matérialisation des rapports de production élevées à la puissance maxima"* comme le soulignait Marx) avec l'explosion du crédit et des jeux spéculatifs sur la production, les échanges et les monnaies. Une course *"dans la voie de l'aventure: spéculation, gonflement abusif du crédit, bluff sur les actions, crises"* s'engage. *"Rien que sur les marchés des changes, chaque jour ouvrable, les transactions égalent le volume annuel du commerce mondial. Les transactions quotidiennes sur les marchés des changes s'élèvent à 900 milliards de dollars, trois fois plus que les réserves de change des 7 principales puissances industrielles et des membres mineurs de la CE. Les capitaux sur les marchés à terme s'élèvent à 10.000 milliards de dollars"*

Et la crise générale de surproduction absolue de capital alimente sans cesse ce tourbillon. La crise de la dette extérieure des Etats, la dette publique, celle des particuliers, comme le service de la dette dans les Trois Continents comme nouvelle forme de la spoliation, mais aussi la spéculation massive sur les matières premières et les devises, provoquent en se surajoutant une succession de contrecoups déstabilisateurs (krach d'octobre 87, la chute de la banque Barings, la crise mexicaine...) minant au plus profond le système tout entier.

Avec la crise, toutes les tendances au pourrissement comprise dans l'époque impérialiste s'accroissent. Ainsi la guerre concurrentielle se généralise, et avec elle, comme résultante immédiate: **la dominance intensive des monopoles** et les dérives de cette propriété confisquée.

Chaque bond en avant dans la guerre de productivité, le mouvement de monopolisation s'accroît, et avec lui les désastres du dénuement et des inégalités extrêmes pour l'immense majorité de l'humanité.

L'introduction de nouveaux procédés technologiques, la rationalisation intensive des procès de production, la

pression permanente à la baisse des salaires directs et indirects et à la baisse des prix des matières premières, tous ces procès pour établir un taux de productivité élevé marquent non seulement les formes de l'extension de l'exploitation intensive, mais les termes de la mondialisation de la précarité pour l'ensemble des hommes et des femmes assujettis par l'expansion du domaine capitaliste.

Avec la loi de la plus value, le capital tend en permanence à développer et à étendre le travail salarié à de plus larges espaces mais simultanément, par son propre développement technologique il ne peut qu'en resserrer l'étau, à le rendre relativement superflu. (*"le capital en tant que création de surtravail est aussi bien et dans le même moment création et abolition du travail nécessaire"* Marx). Le passage au nouveau modèle d'accumulation ne pouvait dès lors que pousser plus avant cette tendance, le capital détruisait et soumettait les autres types de productions et il condamnait ainsi de plus en plus de prolétaires aux logiques de son mode de production. Partout, il instaurait les deux pôles de la soumission à cette production: d'un côté l'exploitation intensive et de l'autre la surpopulation (*"surpopulation réduite à l'inutilité dans la production sociale"*). D'un côté, des travailleurs toujours plus exploités dans la flexibilité et la mobilité des tâches multiples, les horaires cumulés, les contrats à durée limitée,... et de l'autre la création de masses de sans-travail, formant les innombrables bataillons de la grande précarité urbaine internationale. Ainsi la contre-offensive bourgeoise et le nouveau régime d'accumulation toyotiste-néolibéral marquent la passage à une nouvelle époque, caractérisée par l'extension de l'ordre monopoliste à la planète entière, et avec lui, l'exploitation intensive, la concurrence et la concentration de la propriété et des pouvoirs. La tendance à de nouvelles formes de pouvoir d'Etat techno-autoritaires et transnationaux (dans le procès de fascisation inhérent à la confiscation des pouvoirs correspondant à la confiscation de la propriété par les monopoles) et la tendance à la généralisation de la guerre et du militarisme.

"Le monde est "unifié" dans le sens où il s'est créé une hiérarchie mondiale qui régent et contrôle avec des méthodes autoritaires le monde tout entier; ce qui est arrivé en fait c'est une concentration maximum de la propriété privée, le monde entier est un trust aux mains de quelques dizaines de banquiers,..."

Et mondialement, les efforts pour la sauvegarde et la perpétuation de ce système et de sa crise reposent sur les épaules de masses prolétariées surexploitées et exclues des procès politiques. Ce sont elles qui payent les destructions et les gaspillages, le luxe d'une infime poignée de nantis. Ce sont elles qui s'entredéchirent dans les conflits et les guerres pour les nouveaux

prophètes de la concurrence productive, les vieux drapeaux et le masque hideux des obscurantismes.

Mais ce sont elles aussi qui annoncent dans leurs luttes et leurs nouvelles résistances la prochaine grande crise révolutionnaire, seule capable de mettre un terme à la vieille barbarie capitaliste.

3. Si le Nouvel Ordre Mondial est bien malade de crises intérieures incurables (et l'on sait bien que la véritable limite du développement capitaliste est bien évidemment le capital lui-même et ses logiques), la crise de ce système pourrissant et sans conteste la plus décisive, c'est bien le résultat de son action dans l'édification de la classe prolétarienne internationale.

Avec son procès d'expansion *"le capital prépare sa fin de deux façons. D'une part, en s'étendant aux dépens de toutes les forces de production non capitalistes, il se rapproche du moment où l'ensemble de l'humanité ne se composera plus, effectivement, que de capitalistes et de prolétaires salariés et où, de ce fait, toute expansion ultérieure, donc toute accumulation deviendra impossible"* (Rosa Luxembourg).

N'en déplaise aux grands manitous du verbiages de la "fin de l'histoire" ou de la "fin du rêve social", inéluctablement dans les mécaniques mêmes du Nouvel Ordre Mondial, se dresse une immense classe des travailleurs/non-possédants/exploités.

Et décidément, cette classe se refuse à correspondre aux fantasmagories post modernes. Ce qui a été appelé la "société à deux vitesses", la "dualité", la "société d'exclusion des 2/3", l'"argent-roi", l'"intellectuel masse", le "village mondial", tout ce paradigme sociologique et putride de la pensée bourgeoise, s'attache seulement à décrire quelques aspects superficiels des contours du régime d'accumulation. Avec elles, les "faux prophètes" des modes de la "pensée institutionnelle" et les bateleurs de foires électorales occultent les prochaines échéances de la lutte de cette classe internationale. Ils masquent nos responsabilités collectives dans le centre européen. Et tentent par la même de détourner le mouvement prolétarien ici de ses véritables intérêts unitaires dans les enjeux historiques qui se dessinent.

Car aucune de ces formules ronflantes n'aborde les logiques classistes profondes du nouveau modèle, ses véritables limites déjà clairement inscrites dans son émergence et les potentialités révolutionnaires qui se font jour.

La croissance exponentielle de la classe prolétarienne actuelle va de pair avec sa paupérisation et son internationalisation.

Et pour la première fois depuis l'apparition du mode de production capitaliste, le prolétariat international est la classe la plus nombreuse non plus dans les seuls pays fortement industrialisés mais bien au niveau planétaire. Il s'agit d'une classe urbaine. Fortement précarisé. Et dépossédée de la moindre détermination sur sa propre existence.

La force de travail actuelle est évaluée à environ 2,5 milliards d'individus, soit deux fois plus qu'en 1965. Et il est essentiel de savoir qu'il est prévu l'arrivée de plus d'un milliard de nouveaux travailleurs dans les 25 prochaines années.

99% d'entre eux vivront dans les favelas des mégapoles des Trois Continents.

Ainsi d'ici l'an 2025, les 2/3 de l'humanité vivront dans une zone urbanisée, des zones où règne toujours plus la précarité et la violence d'économies "informelles" de survie jusqu'à l'esclavage des enfants, la délinquance de tous les trafics et la prostitution de masse. Déjà plus de 500 millions de personnes n'ont pas de toit et dans les 10 ans à venir, le monde urbain de la pauvreté va connaître une explosion sans précédent, passant de 2,6 milliards aujourd'hui à 3,3 d'habitants...

Cette classe et ses conditions de misère correspondent à la guerre que livre les capitaux les plus puissants.

"Une nouvelle guerre mondiale, se livre, mais à présent contre l'humanité entière. Comme dans toutes les guerres mondiales, ce qui est recherché, c'est une nouvelle répartition du monde. Cette guerre moderne qui assassine et oublie, ils l'appellent "mondialisation". La nouvelle répartition du monde à concentrer le pouvoir dans le Pouvoir et la misère dans la misère". (S.C. insurgé Marcos).

Et cette classe ne peut atteindre son unité comme classe et avancer dans la réalisation de ses besoins immédiats et historiques seulement dans le renversement de cette guerre de partage impérialiste en guerre civile révolutionnaire.

Elle n'attend rien et ne peut rien attendre des systèmes démocratiques bourgeois dont elle est exclue par essence.

A ces systèmes politiques toujours plus déformés dans un complexe de manipulation-répression de masse, au spectacle de la politique, à l'uniformisation des programmes gouvernementaux de droite comme de gauche, à l'opposition simulacre pacifique, légale, et orchestrées par des organismes subventionnés par les appareils et rapports étatiques correspondent les contrôles sociaux hautement technologiques et militarisés, le développement de la guerre contre-insurrectionnelle permanente.

Lorsqu'elle y participe rien ne change vraiment et dès l'instant que son choix, malgré le matraquage médiatico-

idéologique de la bourgeoisie internationale, va à l'encontre des intérêts des organismes transnationaux, il s'en suit immédiatement des coups d'Etat militaires et des régimes d'exception (nous l'avons constaté en Algérie, à Haiti,...); quand ce n'est pas des blocus internationaux (comme pour Cuba, la Libye, l'Irak,...) et la généralisation de guerres de sabotage économique (Nicaragua, Angola,...).

La "Classe dangereuse" actuelle comme celle d'hier n'est prise en compte que lorsque elle pose ses besoins, sa "simple survie", en terme de pouvoir, c'est à dire en terme de lutte contre le pouvoir même de la bourgeoisie retranscrit dans les nouveaux appareils et rapports étatiques et dans ses principales stratégies de domination. Et cette guerre a déjà commencé dans les ghettos ici au coeur des métropoles industrialisées (à Los Angeles ou en octobre de cette année dans les principales banlieues des villes de l'Etat français et quasiment quotidiennement depuis) ou encore dans les quartiers périphériques et misérables des mégapoles des Trois continents, les révoltes contre les politiques du FMI, les résonnances des dérégulations et des diktats occidentaux (les émeutes Vénézuéliennes, celles du Nigéria, du Maroc ou d'octobre 88 en Algérie...). Et partout cette guerre, dans le combat des "paysans sans terre" brésiliens, des zapatistes du Chiapas, des déshérités colombiens et péruviens, des forces palestiniennes rebelles, des jeunes prolétaires de Bangui contre l'intervention et l'occupation française,... détermine un lutte pour le pouvoir ici également dans le centre. Un processus d'unité.

Voilà la nature de la crise décisive du capitalisme, voilà quels sont les véritables contours de la classe aux intérêts historiques de bouleversements sociaux et internationaux. Ce prolétariat représente le "*substratum, la condition essentielle*" de la production sociale actuelle et il ne peut se libérer qu'en libérant l'humanité entière, c'est-à-dire en révolutionnant totalement la forme de la production capitaliste mondiale.

4. Bien que très schématique, le survol rapide des ces 3 points fondamentaux nous paraissait indispensable pour replacer la question européenne dans son contexte véritable et donc d'en comprendre les potentialités même pour l'actualisation du projet révolutionnaire.

Tout au long de la contre-offensive réactionnaire de la bourgeoisie impérialiste internationale, le processus d'intégration européenne a été au coeur de la mutation de la domination sur notre continent. Il a correspondu et correspond au rapport de force intensif rétabli en faveur de la bourgeoisie par cette contre-offensive, et il en est un élément décisif. Par conséquent, les qualités

et caractères du nouveau régime d'accumulation du MPC s'y concentrent, comme les effets de ses crises. L'exploitation et la concurrence, les restructurations et les dérégulations, l'extension des nouveaux procédés de travail et les nouveaux rapports de classe, les tendances au militarisme et les resonances des déchirures inter-impérialistes concurrentielles, les contradictions entre l'homogénéisation et les fractures du système international, la globalisation financière et l'érection de barrières protectionnistes masquées, la concentration et l'éloignement des pouvoirs réels face à la manipulation omniprésente que représentent les pouvoirs formels, un procès de contrôle de masse, d'uniformisation de l'euro-péen "citoyen" et simultanément les contours locaux du nouvel apartheid mondial à l'ombre des ghettos urbains et des frontières de barbelés de la citadelle continentale...

A l'époque du régime toyotiste-néo-libéral, le procès d'intégration européenne représente "l'extension du lieu où le capital se constitue comme rapport social", le lieu "où se naissent les rapports sociaux originaires et/ou dominants qui constituent ce capital".

La construction européenne est donc bien fondamentalement un processus réactionnaire, concrètement lié aux développements du procès de fascisation des rapports de domination impérialistes. Ainsi la question européenne ne se pose pas en sus ou au dessus de rapports et appareils d'Etat nationaux, dans des termes inchangés, immuables, elle correspond à la mutation des rapports d'exploitation et de pouvoir telles qu'ils se sont ordonnés depuis les années 80. Des rapports trouvant leur matérialisation dans la transétatisation fondée par le trame extrêmement dense des différents traités, ordonnances, lois et jurisprudences, directives et décrets, normes... prise à ce niveau de convergence continentale.

Si dans la phase précédente, de l'après guerre, le procès d'intégration européenne avait l'objectif principal d'ériger un pilier solide (autour du redressement et de la remilitarisation allemande) au bloc impérialiste occidental dans sa confrontation avec le bloc de l'Est européen; s'il devenait le cheval de Troie de la pénétration-dominance des capitaux monopolistes US sur ce territoire continental (à partir du Plan Marshall et des différents plans d'"aide à la liberté"), de l'extension du modèle fordiste-Welfare State, de la puissance de l'OTAN et du militarisme américain; aujourd'hui, le procès d'intégration européen représente pour la bourgeoisie- ici, la capacité à constituer un ensemble concurrentiel continental à l'échelle même du conflit inter-impérialiste avec les deux autres pivots de la Triade industrialisée, les USA et le Japon.

Tous les caractères des pouvoirs de l'Union se fondent dans cette réalité concurrentielle. La participation de

la bourgeoisie monopoliste européenne à la guerre mondiale de repartage, avec un rapport de force conséquent, en dépend. Ils matérialisent un rapport de conflit et le portent à un niveau supérieur, autant dans le conflit inter-impérialiste que dans le conflit avec les masses prolétariées en Europe même et sur les Trois continents.

Depuis une quinzaine d'années, de nombreux camarades, après avoir nié complètement l'importance de ce procès, annoncent son enterrement définitif au moindre de ses retards (de la crise du SME, au référendum danois, ou aujourd'hui encore avec la crise de la "vache folle"). Pourtant il faut souligner justement combien le mouvement chaotique de la construction de l'Union est en fait le reflet même de sa marche en avant, le choc inévitable de la tendance au recentrage des capitaux et de son procès de continentalisation (dans l'accélération historique et la suprématie des investissements directs extérieurs) avec les contre-tendances inscrites par les concurrences internes de ces mêmes capitaux et les multiples archaïsmes représentés par la conservation acharnée par des strates bourgeoises déclinantes de pouvoirs hérités de l'époque précédente. La construction européenne est le résultat d'un procès de lutte de classe dirigé par la fraction dominante -la plus monopoliste- de la bourgeoisie et seule la lutte révolutionnaire de l'autre classe principale, le prolétariat, peut en transformer radicalement les contenus et les devenir. D'ailleurs de plus en plus de travailleurs ont compris aujourd'hui combien la question européenne est le pivot du combat pour leurs conditions d'existence. Que cela soit face aux politiques de rigueur gouvernementales pour atteindre à la convergence de Maastricht, face aux démantèlements de secteurs industriels, de la Sécurité ou encore des services publics,... ou alors face à la globalisation financière, à la dérégulation, à l'introduction de la mobilité et de la flexibilité productive, ou encore face à la répression permanente avec des instruments comme Schengen, les lois spéciales anti-réfugiés, les camps de rétention, la création d'Europol,...etc

Et ainsi les grandes grèves de novembre et de décembre dernier ont posé dans le même élan, avec la défense du service public et d'un autre développement social, le problème du modèle d'accumulation capitaliste et celui de son principal instrument sur notre territoire: l'Union européenne. Il ne pouvait en être autrement dans cette reprise de l'initiative dépassant les luttes partielles ayant caractérisé la décennie précédente. Et il ne peut plus en être autrement, le cours des événements depuis une année le démontre. Chaque lutte, chaque résistance du prolétariat européen se trouvera confronté inexorablement aux forces intégrées et aux différents pouvoirs de la bourgeoisie monopoliste, des gouverne-

ments des régions "autonomes" et des Etats-nationaux aux rapports et appareils étatiques de l'Union.

Et inexorablement ces luttes et résistances dessinent et anticipent, dans **un procès d'unité**, la résolution révolutionnaire du dépassement de ces pouvoirs .

5. "L'époque de l'impérialisme est le début de la révolution sociale et à la coalition du capitalisme mondial doit correspondre l'unité du front prolétarien"

Le prolétariat a toujours eu conscience de l'importance de son unité comme enjeux même à la remise en cause de la domination et de l'exploitation. Et ce n'est pas un hasard, si les grévistes de l'hiver dernier défilaient dans les rues en scandant le mot d'ordre: *"tous ensemble"*! Mais trop souvent encore, prisonnières des simplifications et des mobilisations chauvines, les masses prolétariennes n'ont pu que reprendre à leur compte les solutions rabâchées des fausses unions populaires, du retour au cadre étroitement national (c'est-à-dire le retour au sein de l'Etat-nation et du système de ces Etats, aujourd'hui totalement submergés par le développement des forces productives), de l'interclassisme dans le regroupement autour des intérêts de "sa propre" bourgeoisie,...

Car si l'espace étatique national était hier encore *"quant à sa forme"* le cœur de tout projet révolutionnaire, aujourd'hui ce n'est tout simplement plus vrai. Et de plus en plus ce domaine devient l'unique replis des forces opportunistes refusant les changements de l'époque, refusant les termes mêmes de la situation révolutionnaire et de la centralité de la classe prolétarienne, refusant les termes nouveaux de l'unité de cette classe internationale. D'un côté les forces opportunistes ne visant qu'à une conquête de la gestion de l'Etat dans la participation à l'Institution, à l'opposition simulacre. De l'autre les représentants du dogmatisme des chapelles qui ont toujours fait tenir aux questions internationale et européenne un rôle instrumental et subalterne, de solidarités platoniques et d'implications purement mécaniques.

Partant de là, pour nous, il ne s'agit pas d'imposer un nouvel espace au sens strict et une nouvelle centralité en remplacement de ceux concentrés auparavant dans l'Etat-nation, et de projeter ainsi l'idée d'un proto-Etat ou de la simple mondialisation, ce qui représenterait le même refus de prendre en considération les mutations en cours avec le toyotisme-néolibéral. Mais de bien saisir, le sens profond de ces mutations et de la crise révolutionnaire qui vient. Pour cela, il faut sortir des bibliothèques poussiéreuses et de la répétition des vieux principes immaculés, et regarder la réalité en face.

Anticiper et affronter les grandes questions centrales

telles quelles se dessinent dans la conjoncture et y apporter des réponses concrètes.

- Comment pouvons-nous retranscrire dans notre action révolutionnaire et dans sa perspective le saut qualitatif de l'interaction permanente et de la complexité des espaces et des formes de la domination aujourd'hui, de l'espace local à l'Etat-national, de l'Union Européenne à la zone géo-politique européenne-méditerranéenne-moyen orientale, et développer l'unité des luttes anti-impérialistes et anti-capitalistes

Comment oeuvrer à la **convergence et à l'unité des révolutionnaires en Europe?**

Comment contre l'ennemi commun, **construire le front Anti-impérialiste** dans la zone géostratégique avec les organisations et les prolétaires des Trois continents?

- Comment pouvons-nous porter sur ces espaces la centralité et les intérêts généraux de la recomposition de la classe révolutionnaire, le Proletariat International, comme sujet historique de la transformation sociale à une époque où il constitue la majorité de l'humanité? C'est-à-dire comment dépasser concrètement les seuls rejets des vieilles divisions chauvines, des confusions entretenues avec les nouveaux "sujets" et les modes de l'"eurocentrisme" (les "techniciens" pour les uns et les "intellectuels masses" pour les autres!!!), celui des partialités de la charité et des politiques humanitaires de la "bonne conscience" occidentale, et les positions "contre" tel ou tel projet et aspect les plus féroces de la domination, dans l'élaboration et la mise en chantier **d'une perspective politique internationale** crédible, capable d'unifier dans le même élan émancipateur toutes les expressions et aspirations révolutionnaires, anti-capitalistes et anti-impérialistes, anti-racistes et anti-fascistes, anti-sexistes et anti-autoritaires de cette classe?

- Comment pouvons-nous renforcer la tendance au développement spontané de l'autonomie prolétarienne? Comment fonctionner à l'unité que cette autonomie dessine dans la lutte réelle, comment travailler à la coordination horizontale locale et internationale de toutes les instances du mouvement prolétarien ayant rompu avec le jeu institutionnel et les appareils bureaucratiques et associatifs du contrôle social?

Comment renforcer **l'unité à la base?**

- Comment pouvons-nous ici, dans le centre métropolitain européen, assumer pleinement les termes du renversement des préparatifs de guerres inter-impérialistes, de la guerre généralisée de basse intensité, du militarisme dans le contrôle et la répression de masse du prolétariat international, en guerre civile révolutionnaire? Comment pouvons-nous lier l'armement général de la classe, sa conscientisation et préparation, à l'élargissement des espaces de son

autonomie? Comment relancer aujourd'hui la guerre de guérilla dans le coeur du système, comme forme de lutte aux caractères stratégiques permettant aux révolutionnaires d'assumer jusqu'au bout leur fonction historique.

Ainsi le saut au nouveau régime d'accumulation toyotiste-néolibéral et le saut à l'Union Européenne déterminent tout un ensemble de questions toujours en suspend. Mais les initiatives militantes et les discussions comme celles que vous organisez aujourd'hui à l'occasion du Sommet Européen de Firenze, sont des lieux parmi de nombreux autres cercles de résistance et actes de révoltes d'où surgiront graduellement les prémisses pratiques de leur résolution, comme engagement dans un procès d'unité.

Salutations révolutionnaires.

juin 1996

Joëlle Aubron
Nathalie Ménigon et
Jean Marc Rouillan

Prisonniers de l'organisation guérillera Action directe.

“... Nous ne devons pas oublier qu'il y a une sixième puissance en Europe qui à un moment défini, établira sa domination sur les autres cinq soi-disant “grandes puissances” et les fera trembler. Cette puissance est la révolution. Après une longue période de calme et de restriction, elle est maintenant appelée sur le champ de bataille par les crises et le fantôme de la famine. Au signal voulu, la sixième plus grande puissance européenne s'avancera polissant les armures, l'épée à la main... Ce signal sera la menace de guerre européenne..» Karl Marx.

L'engagement révolutionnaire

(été 1995)

‘1. Mondialisation et résistances

Pas un jour, sans que la même constatation s'impose avec un entêtement à toute épreuve. Sur tout le territoire ouest-européen et plus globalement dans toute la zone géo-politique qu'il domine -l'arc méditerranéen, moyen oriental et les pays de l'Est-, face à l'ordre nouveau monopoliste, la résistance anti-impérialiste est toujours plus vitale pour le prolétariat et une grande partie des populations. Les exigences de cette résistance tenaillent les entrailles des nouvelles compositions et expressions de classe, c'est l'impératif de résister face aux conditions de survie, d'inégalité, de destruction et de gaspillage que le système étend et intensifie mondialement avec son régime d'accumulation à peine surgi de la crise et des bouleversements technologiques de ces deux dernières décennies.

Partout la contrainte s'alourdit. Aux quatre coprintemps 1997printemps 1997ins de la planète, s'imposent les nouveaux rapports sociaux déterminés par les logiques productives et le commandement des multi-transnationales, et matérialisés dans le contrôle bureaucratique et répressif des masses.

Avec le saut décisif à la mondialisation, les rapports de force qui l'ont rendue possible dans ses termes actuels, penchent etuellement en faveur des fractions de la bourgeoisie ayant les caractères les plus monopolistes, ayant par conséquent les intérêts les plus sauvagement impérialistes. Une domination sans partage sur des espaces recréés aux dimensions de sa régulation aveugle.

Et la base systémique de cette régulation sauvage de la production sociale, c'est bien la propriété privée des moyens de production et l'exploitation intensive du travail par le capital, condition sociale universellement dominante. Ainsi le mouvement ne peut que se dynamiser sur ses propres logiques fondamentales; d'un côté concentration, centralisation et hiérarchisation des capitaux et de leurs pouvoirs réels, de l'autre, intensification de la sur-exploitation des masses et leur oppression-manipulation les pliant aux conditions de ce nouvel esclavage planétaire.

Si les pivots de la régulation aveugle du capital sont en perpétuel déséquilibre dans les cadres du modèle qu'ils fondent, leur présence périodise la configuration des contradictions et en tout premier lieu, la lutte des classes. Et aujourd'hui une page s'est tournée; les cadres de la domination ont pris inexorablement les contours du toyotisme productif, du néo-impérialisme, du néolibéralisme,... remplaçant tendanciellement l'ancienne conjugaison des modèles fordiste, néo-colonialiste, welfare-state... Sans conteste possible, il s'agit là d'une mutation d'époque bouleversant les situations et les coordonnées des luttes. Mais de part sa substance même, cette mutation ne peut remettre en cause l'ensemble des perspectives inscrites dans la dynamique conflictuelle du système, depuis sa formation: la contradiction entre la production des choses et des rapports, entre le contrôle des «assignés» à la production et leur libération. Une contradiction. présente à chaque instant, dans chaque réalité et cela jusqu'à sa résolution définitive. Avec le même choix à la clé, communisme ou barbarie.

L'actualité de la barbarie n'est plus à démontrer pour ceux qui en subissent les coûts, d'un côté c'est la misère, la surexploitation et le chômage, les famines. les guerres, le retour et l'extension des maladies de la pauvreté, la destruction de l'environnement et des cultures,... de l'autre, c'est le spectacle de la négation et de l'aliénation totale dans des régimes bourgeois de plus en plus autoritaires et technocratiques, c'est la simple survie pour des individus-accessoires de la production informatisée, la virtualisation de l'existence et la sacralisation de la délégation populiste dans le modèle «*pafait*» de la démocratie parlementaire à usage restrictif et ségrégationniste,...

Le communisme, lui, se régénère en permanence dans l'action révolutionnaire des masses, dans ce mouvement réel des luttes et des résistances, dans sa continuité, dans son autovalorisation en dépit des donneurs de leçons et des petits professeurs du catéchèse, dans la rectification des erreurs et des errances, dans le rejet de tous les mécanismes et les

conformismes. et fondamentalement dans la critique radicale de l'Institution classiste....

2. Contre la société du contrôle total.

L'état du contrôle total, sa matérialisation dans une nouvelle forme de l'Etat-lieu des rapports de forces et leur condensation- et du système mondial des Etats sont des produits de la société parvenu à un degré de développement déterminé, et principalement donc, celui de la mondialisation et de la production informatisée flexible. Aujourd'hui l'Institution du contrôle total émet les symboles, les signes qu'ils soient politiques, religieux, chauvinistes, racistes,... l'ensemble du rôle auquel sont assujettis les «*assignés*» correspondant à ce développement-pourrissement capitaliste. C'est le «flux de sens» de ce contrôle étendu, la production du discours, du langage, des confusions,...

Et le premier contrôle, c'est bien le répétitif, la logique totale du banalisé et du balisé. La systématisation du rituel quotidien dans le travail. mais aussi dans le chômage, la galère,... dans toutes les positions plus ou moins totalement intégrées à l'Institution et ainsi téléguidées. C'est-à-dire dans l'acceptation globale du système ou partielle dans les fausses ruptures et les révoltes concentrationnaires de la société du simulacre oppositionnel.

En permanence, ce contrôle total renvoie au paradigme des caractères productifs du modèle toyotiste, («*zéro défaut*», flux tendu, zéro stock, flexibilité, délocalisation...) et du néo-impérialisme, et à leur essence de rapports de force aggravés en faveur de la bourgeoisie monopoliste impérialiste. Une classe ayant une base sociale toujours plus réduite, toujours plus encerclée dans les citadelles métropolitaines du Nord, et en conséquence une classe qui, dans sa dictature, se voit dans l'obligation pour sa perpétuation de renforcer tous les termes répressifs et manipulateurs de l'oppression internationale.

D'où les caractères de sa politique neo-libérale - une politique contre-révolutionnaire permanente et complexe, de rétablissement et d'extension des profits- que l'on retrouve conjuguée dans les diverses interventions sur les Trois Continents, qu'elles soient directes très souvent par l'agression militaire ou l'aide puissante accordée aux différents néo-dictateurs de ces pays, ou indirectes, en laissant la régulation sauvage,

la très sainte «*loi du marché*», faire sa besogne sous les hospices attentionnées et planificateurs des organismes imperialistes (leFMI, le Gatt, la Banque Mondiale...). Ou encore, ici même, où le tintamarre du mensonge médiatique et le bon usage de l'«*opinion publique*» renvoient sans cesse à l'ordre, au conformisme, au rituel de la toute puissance de l'Etat, à sa prétendue impartialité, à la morale, à la mobilisation chauvine et productive, à la répression des opposants réels, des résistants et des «*terroristes*», des déviants et des nonconformes à cette qualité totale de société. Une société toujours plus profondément réactionnaire qui, tout naturellement, se donne pour héros et saint patron. les faiseurs de fric, les flics et les juges. Juges des «*maines propres*» en Italie, juges des Sections Spéciales ici.... Tous impartiaux eux-aussi comme l'Etat dont ils sont, de ses pires manipulations, les plus sinistres valets. Ce qui favorise bien entendu leur entrée dans la carrière politique sans fard dès l'acquisition d'une petite notoriété médiatique (l'actuel Ministre de l'Intérieur J.L Debré est le plus beau fleuron de cette «*justice-rampe de lancement*»).

Corporatiste de l'ordre et du populisme cathodique, marchands de spectacle, neo-fasciste en complet veston, va-t-en guerre «*humanitaire*» et enragé du parti des canons, dame patronnesse de la charité parcimonieuse du partage des restes et des miettes, respectueux de la «*réussite*» et encenseurs de l'escroquerie des nouvelles aristocraties, champions du sacrifice «*social*» pour l'emploi, pour «*sauver l'usine du patron*», de la mobilisation contre la concurrence et l'étranger, «*bon patriote*» et bien pensant, défenseur de la famille, des bonnes moeurs, de l'autorité domestique, de la «*sécurité*» urbaine, partisan de la ségrégation administrative, du racisme au quotidien, du «*tout carcéral*» et du contrôle électronique des individus,... sont les phénix des riches heures néo-vichyssoises de ces jours gris, les principales figures du «*sujet de la qualité totale*» dans notre métropole, un produit «*zéro défaut*» des nouvelles productivités du dressage social. Un dressage sans cesse renouvelé, affiné et diffusé par les hauts parleurs de la Propaganda, et toujours plus rigoureusement encadré par le flicage électronique, l'omniprésence policière, et le contrôle de l'assistanat «*social*» des fonctionnaires bureaucratiques et associatifs.

3. Subversion et destruction du contrôle.

La subversion de la société du contrôle total ne peut être une ligne partielle, une ligne de résistances aux revendications quantitatives et simplement démocratiques, (la défense de l'emploi, de certains emplois, contre les expulsions, pour le droit au logement...), toujours «*raisonnable*» et sagement intégrée. Malgré le nécessaire et la justesse de ces luttes, il faut souligner et souligner encore que jamais les prolétaires n'y puiseront les forces d'un combat décisif. Au mieux, ils adapteront le système et le rendront momentanément et sectoriellement plus supportable, mais sans espérer ni atteindre un bouleversement réel, seul capable de transformer la vie des travailleurs et des opprimés.

C'est sur la partialité des buts et des engagements -la limite imposée par le consensus avec le système lui-même- que se développent depuis des lustres les partis, les groupuscules et les confédérations du réformisme et des néo-révisionnismes.

Partout, ils ronronnent à l'amnésie latente des masses, à leur acceptation ou au contrôle paternaliste et «*encarté*» de leur révolte. Ils sont les instruments disciplinés de la gestion des antagonismes et de la meilleure dissimulation de cette confiscation.

Quelqu'ils soient et où qu'ils soient, ils reposent tous sur la trilogie très «*social-démocrate*» du simulacre oppositionnel: l'étatisme, le productivisme et le moralisme.

C'est-à-dire sur une seule et unique plate-forme de révolution démocratique. Et nous savons tous combien dans la métropole, cette révolution démocratique est sempiternellement détournée et contrôlée par les appareils et rapports de l'Institution et sempiternellement recyclée en contre-révolution permanente.

Aujourd'hui pourtant dans chaque confrontation réelle, ce sont bien les questions du pouvoir et des rapports de production qui s'imposent. Et leur résolution ne peut donc constituer qu'une seule ligne de rupture-critique tout aussi radicale que déterminée.

Parce que face à l'abstrait du simulacre, la rupture et la critique donnent corps aux réalités de l'antagonisme. Et elles font ressurgir en acte la dialectique du débordement-dépassement à une époque où se généralisent à grande vitesse les pactes et les «*compromis historiques*» jusqu'au néo-corporatisme

syndical. Où l'on ne parle de prolétariat et de masses que pour mieux participer à leurs négation et aliénation. Où le culte du majoritaire générique permet tous les diktats conformistes dans l'exploitation et l'oppression.

Nous savons tous parfaitement, parce que cela ne peut échapper à celui qui est un tant soit peu honnête avec notre propre histoire collective depuis 68, que la société est toujours dominée -et plus encore- par la fonction politique des fantasmes, la théâtralité de l'identification aux Maîtres, les idolâtries, les loteries, le deal des délinquances pharmaceutiques,... et tous les mythes rassurant de la «*démocratie*» et des «*droits de l'homme*», etc...

Comme la généralisation du culte du fric à la fonction bien établie de taire de tous les individus des zélés au boulot, à la concurrence entre eux, au pacte avec les intérêts des plus puissants garantissant la bonne marche et la hiérarchie, à la pacification du système. La course au fric est «*l'instinct de l'ensemble*» des assignés.

Et simultanément, le contrôle idéologique et politique dans la production des sujets «*identiques, identifiés et identifiables*». aggrave jusqu'au paroxysme les symptômes du cynisme, du pessimisme et de l'individualisme jusqu'au coeur même du mouvement protestataire, comme il accentue son immaturité et l'infantilisme de ses diverses composantes, impliquant dès lors des positionnements toujours plus extérieurs, toujours plus incohérents face aux problématiques à traiter et à résoudre.

Beaucoup participent à l'immobilisme des constatations. Et effectivement, tout au long des années 80, les défaites et les erreurs ont eu des conséquences terribles pour la subjectivité révolutionnaire. Nous en savons quelques chose, nous qui, dans les geôles, en subissons les retombées. Mais ça ne doit pas être un alibi pour se morfondre là où précisément l'ennemi nous a jeté à terre, et pleurnicher sur l'absence d'une perspective et d'une praxis au niveau de la phase.

D'autres ont choisi de nouveaux «*engagements*», et lorsque ils ne sont pas directement affiliés aux partis de l'ordre, ils se font toujours dans le sens des valeurs admises (droit au travail, solidarité, liberté, égalité,...) -même si c'est avec un extrémisme verbeux- et dans des pratiques auto-censurées. Pourtant si la critique sans l'engagement véritable n'est qu'un des multiples avatars pour salonnardes et parties «*chic*» de la révolution en chambre, l'«*engagement*» sans la

rupture-critique sanctionne un contrat de fonctionnaire au contrôle.

Et partout la routine protestataire se perpétue en vase clos.

Ce qui n'empêche d'ailleurs pas et bien au contraire le contrôle de s'accroître et de rigidifier les caractères contre révolutionnaires. Aujourd'hui, en Allemagne, il est interdit de manifester en portant des lunettes noires, - après l'interdiction des cagoules et des foulards-, cela gêne les prises de vue d'identification, le contrôle vidéo. Cela n'est pas sans rappeler l'interdiction du port de la barbe pour les mêmes raisons par la dictature Argentine des années 70.

Les restrictions du droit de manifester s'étendent partout, en Espagne avec la loi de Citoyenneté, en France avec la loi Pasqua sur la fouille et les contrôles dans un rayon de 5 km autour d'une manifestation....

Ironont-ils toujours aux processions rituelles lorsque la police, chargée de la mise en scène, exigera d'eux un costume original, un bon maquillage et un badge électronique personnalisé...?

4.L'engagement révolutionnaire

L'engagement révolutionnaire représente la seule réponse consciente cohérente à la justesse de la révolte et de la résistance. Seules ses actions directes sont en mesure de faire redécouvrir la socialité et l'inventivité dans le sens du réel, du matériel et du projectuel.

Parce que l'engagement révolutionnaire crée la collectivité et le désir fondamental d'émancipation, il est l'élément décisif du processus de réapparition de la dialectique, la politique révolutionnaire en acte, l'intervention du sujet, le prendre parti et l'agir en parti pour modifier et guider le rapport entre conditions objectives et initiatives subjectives.

Quant à l'engagement critique, il est la base des luttes, de leur généralisation et surtout de leur capacité à produire une perspective et un programme de rupture avec les rouages complexes du système impérialiste. Parce qu'il dynamise l'autodéveloppement de la praxis critique seule capable de déborder l'amnésie sociale savamment organisée, comme la canalisation sempiternellement redéfinie des spontanés antagonistes.

Engagement de rupture encore, parce qu'il est capable de faire surgir dans les faits les bases de

revendications qualitatives, parce qu'il s'oppose partout et en permanence aux thèses frelatées du gradualisme -l'accumulation linéaire des protestations- et tout leur cortège d'intériorisation et d'association à la scène étatique, parce qu'il rompt radicalement avec tout le discours sur l'universalité des principes prétendant justifier et régir le système et la subordination aux rapports de force immédiats.

Pour conclure, il faut souligner combien l'engagement révolutionnaire est indispensable à chaque phase du combat, car s'il existe bien différentes phases dans ce combat, d'offensive et de résistance, de préparation et de généralisation, d'illégalité et de légalité, de propagande et d'action révolutionnaire... dans la métropole de la contre-révolution permanente il ne peut être envisagé la succession simpliste d'une praxis politico-syndicaliste cooptée dans les pouvoirs formels de l'Institution -le protestataire professionnel- par une praxis révolutionnaire née de nulle part, et valorisée par la seule étude livresque. Les fameuses visions du «jour J» et autre «Grand Soir», ou encore l'appel historique à l'insurrection par un quelconque Comité Central.

L'action de partisan dans la métropole comme sur les Trois Continents forge la capacité réelle et les moyens de jalonner le mouvement antagoniste des projections et propositions stratégiques sans lesquelles il ne pourra jamais s'inscrire comme véritable sujet révolutionnaire de la dialectique sociale.

L'action de partisan conjugue la dynamique en acte et le projectuel de la subversion révolutionnaire du contrôle et du simulacre oppositionnel et aliéné. Une subversion aux multiples facettes de pratiques militantes mais toutes unies par les déterminations fondamentales de la guerre de classe prolongée contre le système.

Ainsi la seule théorie de lutte et la seule tactique de rupture-critique correspondant à l'époque et expérimentées dans le combat depuis la fin des années 60, c'est bien la guerre révolutionnaire, l'unité du politique et du militaire dès son origine et sa préparation, l'unité de la lutte anti-capitaliste et de la lutte anti-impérialiste -une interaction décisive et non une fusion générique ou une réduction mécanique-, et l'unité des organisations révolutionnaires armées avec les expressions de l'auto-organisation prolétarienne.

«HASTA SIEMPRE COMANDANTE »

(printemps 1997)

LE 24 février 1956, Ernesto «Che» Guevara prend la parole devant la Conférence d'Alger. Il s'adresse à ce qu'il nomme lui-même «une assemblée de peuples en lutte», et, dans un discours resté historique, la critique qu'il fait des relations internes et internationales du «camp socialiste», et les nouveaux engagements qu'il détermine constitueront des pivots fondamentaux des développements révolutionnaires qui ébranlèrent la domination impérialiste à la fin des années soixante.

Ce ne fut pas un de ces discours auxquels nous ont habitués les politiques institutionnels de tous bords, cette rhétorique des vœux pieux, des intentions et des promesses démagogiques, ni l'éternel *satisfecit* que s'attribuent les rebelles d'hier arrivés au pouvoir et à l'«administration» de ce nouveau pouvoir.

Pourtant, plus que quiconque, le Che et à travers lui la révolution cubaine auraient pu valoriser ses conquêtes et les réussites réelles de son implantation populaire.

Non, bien au contraire, dans ce discours, le Che développe une critique qui le conduit à un nouveau saut et à une véritable continuité de son engagement politique. Lui qui, en cette année 1965, assumait les plus hautes fonctions de la vie politique et économique cubaine, lui qui affirmait à Alger «il faut fournir à ces pays frères tous les moyens de défense dont ils ont besoin, en leur offrant notre solidarité inconditionnelle», abandonnait ses fonctions et, à peine quelques semaines plus tard, prenait la tête d'une compagnie de cent trente volontaires cubains pour combattre aux côtés de la guérilla lumumbiste. En effet, on sait maintenant et sans contestation possible que, d'avril à novembre de cette année 1965, il tiendra le maquis dans la région du Congo oriental avec l'organisation révolutionnaire de Patrice Lumumba en guerre contre Tchombé, le dictateur à la solde des puissances occidentales 1.

C'est donc sur ce même continent africain qu'il concrétisera ses paroles prononcées à Alger et sa tentative stratégique de faire surgir des

guerres révolutionnaires de libération capables d'encercler «l'ennemi commun» et dans leur unité d'abattre sa domination destructrice.

Faire du Congo, où le néocolonialisme déchaînait sa «violence pure et simple sans considération ni déguisements d'aucune sorte», un nouveau Viêt-nam.

1. Contre les nouveaux complices de l'exploitation impérialiste

L'engagement du Che concrétise une rupture décisive avec la pensée socialiste dominante telle qu'elle se perpétue depuis des décennies, sous la coupe des structures politico-idéologiques de la bureaucratie internationale. Car il s'agit bien d'une lutte contre l'immobilisme et le révisionnisme, les maladies de la sclérose conduisant inexorablement à l'écroulement des derniers acquis de la Révolution de 17.

Ce discours est avant tout une dénonciation des caractères socio-impérialistes exprimés par les «complices de l'exploitation impérialiste», que sont devenus au fil du temps les pays du socialisme d'État.

Et de fait, lors de cette conférence, face aux tenants de cette pensée officielle, il ose poser une question fondamentale de la lutte révolutionnaire, caricaturée et dénaturée depuis les débats dans l'Internationale communiste des années trente, la question de l'unité des deux fronts, la nécessité du front dans la lutte contre l'ennemi commun impérialiste avec celui de la lutte d'émancipation sociale contre l'exploitation et la misère. Car, à notre époque, et d'autant plus avec la mondialisation déterminée par l'expansion capitaliste sous dominance américaine après-guerre, cette unité est une condition *sine qua non* du développement révolutionnaire tant dans le combat pour de nouveaux rapports de production que dans la lutte pour «l'affaiblissement» réel du système impérialiste.

Mais ce principe dialectique a été abandonné par les pays du socialisme d'État, le

pragmatisme de la recherche des «remèdes à préconiser à chaque cause à part » et ses déviations techniques de planification renvoient sempiternellement à des mécanismes économiques et gestionnaires, dominés par la seule classe parasite s'étendant avec ce système déformé, celle des apparatchiks. Une classe imprimant un monolithisme idéologique (d'autodéfense) présenté sous les vocables du marxisme, mais ne constituant plus qu'une litanie de principes et de mots d'ordre abstraits idéalisant un but lointain et mythique, déconnecté des mouvements sociaux actuels. Les déviations social-démocrates de cette classe néobourgeoise - capital existant pour soi - ne pouvaient dès lors que s'approfondir jusqu'au paroxysme, jusqu'à l'actuel transformisme pitoyable des ces profiteurs devenus pour l'heure les «héroïques» défenseurs de la démocratie bourgeoise et de la libéralisation sauvage du marché qui lui est liée.

Le révisionnisme, comme appauvrissement du noyau vivant du marxisme, s'exprimait par-dessus tout dans les erreurs découlant de la dévaluation du rôle du développement des forces productives, l'économisme, le déterminisme et les résolutions mécanistes...

Et, sur les **deux fronts**, l'impossible correction conduisait inexorablement à la gangrène de la marchandisation de tous les rapports :

- *Les déformations dans la production*, les formes de la production elle-même et de sa gestion étatique contre les véritables termes de la collectivisation, d'ou, en conséquence, un système reproduisant inexorablement des classes antagonistes, parce que certains tirent des bénéfices du système et d'autres accumulent retard et misère. C'est-à-dire un coup d'arrêt à la «tâche de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme»et donc de la construction d'une société nouvelle.

Des femmes et des hommes sont dans l'obligation de vendre leur force de travail pour un salaire dans des usines et des bureaux qui échappent à leur direction effective. L'argent demeure donc «directement la communauté réelle de tous les individus puisqu'il est leur substance même, ainsi que leur produit commun». Une forme spécifique du règne de la marchandise;

- *le social-chauvinisme d'un socialisme d'*

Etat aux intérêts propres instaurant de ce fait un rapport d'échange ayant un «caractère immoral», avec les pays qui sont parvenus à s'émanciper et les mouvements de libération au lieu d'une «nouvelle attitude fraternelle», comme le préconise le Che.

Il est clair qu'il y a une correspondance interactive de la reproduction des rapports de production de type capitaliste, basés sur le salariat et donc marchandisation des prolétaires dans les pays de socialisme d'État, et les rapports socio-impérialistes d'échange, de rentabilité donc de cet échange pour le «bénéfice mutuel», dans le soutien et l'«utilisation» des pays et des mouvements du Sud en lutte contre l'impérialisme. Toute production de type capitaliste au XXe siècle ne peut avoir que des caractères monopolistes et impérialistes, les déformations de la structure de ces pays faisaient qu'ils ne pouvaient échapper à la reproduction de ces caractères.

2. Les rapports marchands contre les droits de la révolte

Mais les mécanismes de la surévaluation du rôle du développement des forces productives sont aussi des causes d'erreurs politiques et tactiques graves. Le déterminisme amène à privilégier inébranlablement sur les Trois Continents (comme dans le Centre pour d'autres motivations tout aussi erronées) les tactiques parlementaristes de la révolution bourgeoise. Ouvertement, lorsqu'il est possible de le faire, ou alors illégalement - mais seulement comme ultime recours -, car la bureaucratie n'a qu'un but, celui de favoriser l'émergence d'un parti et d'un syndicat officiels reconnus comme les intermédiaires «raisonnables», entre le pouvoir néo-colonial et les masses, et, bien entendu, de constituer des instances tout à fait «solvables», c'est-à-dire ayant un large crédit autant parmi les masses que pour le pouvoir.

Leur crédit, ils l'accumulaient en inculquant aux masses opprimées et exploitées que leur devoir était celui de réduire leur aspiration d'émancipation puisque l'archaïsme de la production des pays néocolonialistes les condamnait à une limite objective impossible à franchir selon le saint évangile du déterminisme des économistes. Le «moment subjectif» était

sous-estimé, l'initiative historique des masses à se soulever contre les gouvernements fantoches, à user des armes de la révolte, était toujours soumis à caution, quand il n'était pas dénoncé comme aventurisme.

Aventurisme, voilà un terme qui synthétise la volonté hégémonique de la bureaucratie. La peur de l'initiative des masses, des masses elles-mêmes.

Le Che se souvient bien des termes employés par les dirigeants du parti bureaucratique cubain pour dénoncer le juste droit de se révolter et de prendre les armes contre l'infâme dictature de Batista :

«Nous, nous rejetons les méthodes putschistes, en particulier celles des fractions bourgeoises de Santiago de Cuba et de Bayamo, en tant que tentative aventuriste de conquête de ces citadelles. L'héroïsme des participants est faux et stérile parce que guidé par des conceptions bourgeoises erronées. Le pays tout entier sait bien qui a organisé l'action contre la caserne et que le parti communiste n'a rien à voir avec une telle action. Le PSP affirme qu'il faut un front unique des masses (...) Le PSP base son combat sur l'action des masses, sur la lutte des masses et dénonce le putschisme aventuriste parce qu'il est contraire à la lutte des masses et contraire à la solution démocratique que le peuple désire... » (*Daily Worker*; organe du Parti communiste cubain, 10 août 1953.)

En Algérie aussi, comme dans de nombreux pays d'Afrique, on se souvient des condamnations, qui se voulaient sans appel, prononcées par les grandes instances révisionnistes représentantes locales du «socialisme réel ». Et ceux qui étaient immergés dans les combats ont dû rejeter la falsification pour vaincre :

«La direction communiste bureaucratique, n'ayant aucun contact avec le peuple, n'a pas été capable d'analyser correctement la situation révolutionnaire. Et c'est pour cela qu'elle a dénoncé le «terrorisme» et ordonné, depuis les premiers jours de l'insurrection, aux militants des Aurès, venus à Alger pour avoir des instructions, de ne pas prendre les armes. » (Plateforme politique du Soumman-FLN, août 1956.)

Pour les bureaucrates, la révolte ne doit bénéficier d'aucun crédit - dans tous les sens du

terme -, car, pour les rapports et les appareils du socialisme d'Etat et les instances légalistes qu'il a semés internationalement, elle n'est pas solvable. Effectivement, il est impossible, voire dangereux, pour eux de tenter de la diluer et de la rentabiliser dans les rapports marchands qu'ils entretiennent en toutes circonstances.

Alors qu'il n'y a aucune difficulté - lorsqu'on est une «personne sensée », bien entendu!- à comprendre que la stratégie de «coexistence pacifique »projetée par les révisionnistes - l'actuel secrétaire du P«C»F avance même l'idée de l'opposition constructive avec le parti de l'ordre de la droite néo-libérale - est l'unique voie praticable ayant objectivement la capacité de constituer un environnement satisfaisant au développement des forces productives et à l'échange dans le cadre des lois d'airain d'un marché international dominé par le seul capitalisme monopoliste.

3. Empoigner les armes de la révolte

Partout les tenants du «socialisme réel» dans leur conciliation avec le système tendaient à toujours plus surévaluer l'objectivité face à la subjectivité, l'économie face au politique, les conditions et les phénomènes internes face aux conditions et aux phénomènes externes, la réforme des revendications démocratiques face à la révolution et au bouleversement radical des rapports sociaux, la sécurité de la coexistence avec l'ennemi face aux risques de l'affrontement, l'action pacifiste dans l'institution face à l'action révolutionnaire.

Partout de fait la même capitulation «scientifique».

Alors que le Che, lui, relève les mutations du système impérialiste sous domination américaine en dessinant ses contradictions et leurs devenir de crise aux potentialités saisissables par le prolétariat international et les peuples opprimés. Mais il affirme simultanément que cette opportunité de libération ne peut être concrétisée et menée à son terme révolutionnaire que dans un combat déterminé et de longue durée. Forger les luttes prolétariennes comme autant de mâchoires étranglant le système.

À la fin des années soixante, des camarades italiens constataient :

«Cette fois-ci, la crise est beaucoup plus profonde et elle a une dimension vouée à rebondir d'un pays à l'autre, à l'intérieur d'un système économico-politique toujours plus intégré».

C'est tout naturellement pourquoi le combat d'alors prôné par le Che devient le seul capable de dynamiser au niveau de l'enjeu historique l'unité internationale retrouvée de tous les exploités et opprimés en dehors de toutes les hégémonies frelatées et des réflexes d'épicier. Parce qu'à l'époque du capitalisme tardif, «la pratique de l'internationalisme prolétarien n'est pas seulement un devoir pour les peuples qui luttent pour un avenir meilleur, c'est aussi une nécessité inéluctable ».

Parallèlement, il faut souligner, et ceci fut démontré au cours de tous les affrontements révolutionnaires qui se propagèrent à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, que la possibilité de rétablir une interrelation correcte et dynamique entre une pratique cohérente de l'internationalisme **prolétarien et les deux fronts**, celui de la lutte anti-impérialiste avec celui de la lutte anticapitaliste, détermine l'existence d'un troisième front tout aussi essentiel: **le front de la lutte contre le révisionnisme**. Le révisionnisme des instances officielles du socialisme réel, mais aussi celui des organismes parallèles qui pullulent dans le seul but de se présenter en tant qu'intermédiaires «crédibles » entre l'institution et les aspirations des masses.

Une représentation qui, du fait même de la nécessaire sauvegarde de sa crédibilité, s'articule toujours plus au contrôle social permanent. Un rôle intégré à l'institution elle-même. Et, par son assiduité réformiste, cet acte de contrôle fonctionnaire devient alors un élément de préservation du système lui-même et de ses principaux rapports sociaux d'oppression et d'exploitation. Un rouage des appareils et rapports de la contre-révolution permanente. Et il serait erroné de penser que la trahison des bonzes est le résultat de leur ignominie individuelle et de leur carriérisme, non, elle est principalement la conséquence directe de l'inadéquation des types d'organisation comme les confédérations syndicales et les grands partis électoralistes (victimes eux-mêmes de l'infection du système de la délégation permanente: fonctionnariat, promesses de programme de séduc-

tion, facilités démagogiques et populistes...) face au développement d'une domination qui a intégré les luttes réformistes et les ghettos des simulacres oppositionnels à ses propres projets, telle une soupe de sécurité.

Dès son interaction, l'unité des trois fronts révolutionnaires détermine de fait le champ nouveau de l'autonomie du prolétariat, comme toute une série de conséquences organisationnelles et tactiques pour la gauche révolutionnaire. Cette autonomie se renforce alors comme mouvement de libération de la classe entière face à l'hégémonie complexe de la bourgeoisie, et donc également en rompant avec les multiples tenants des vieux modèles de lutte, selon une méthode correcte, c'est-à-dire en rejetant le mauvais, le sclérosé et l'inadéquat et en conservant l'acquis historique, l'expérimentation.

La guerre de longue durée, projetée par les lignes de cette autonomie, se présente dès lors comme la théorie de lutte et la pratique guidant et renforçant la capacité critique de rupture surgie de l'action révolutionnaire des masses contre les ravages du développement et du pourrissement du système impérialiste. C'est seulement au cours de cette guerre de classe d'un type nouveau que le prolétariat se recompose comme entité antagoniste porteuse de la transformation sociale. Et d'autant plus qu'elle est la condition primordiale au développement de son auto-organisation et de ses contre-pouvoirs indispensables à la destruction des multiples et différents pouvoirs bourgeois qu'il trouve en face de lui, dans l'usine et les quartiers, dans tous les rapports sociaux toujours plus marqués par les stigmates de la marchandisation. Tous ces pouvoirs et ces contrôles qui lui font face localement et internationalement.

À notre époque, une époque qui prend forme au cours de la seconde partie des années soixante, face au saut technologique et aux mutations de la domination impérialiste qu'il implique, le prolétariat ne peut se renforcer que dans les termes nouveaux du combat, en pamenant à se doter d'une convergence d'organismes réellement contrôlés par ses propres instances de lutte qui seuls répondent aux diverses exigences et à la complexité extrême de la dimension sociale et de sa transformation nécessaire. Et, de la même manière, il ne peut se renforcer que s'il réussit à construire et à préserver, dans l'affrontement,

l'unité vivante des multiples comités de base, avec les diverses organisations révolutionnaires de lutte. Une lutte de partisans, qu'elle soit avec «les armes politiques, les armes réelles ou avec les deux à la fois».

En sachant, dès lors, que cette unité détient de nos jours les clés stratégiques de la subversion, de l'encerclement, de la conquête et de la destruction des pouvoirs de la domination impérialiste.

En guise de conclusion provisoire

Trente ans déjà. Au cours de l'été 1965, le Che combattait dans la forêt équatoriale congolaise. «J'ai appris au Congo, et, certaines erreurs, je ne les commettrai plus. Peut-être d'autres se répéteront et que j'en commettrai de nouvelles. Ma responsabilité est grande; je n'oublierai pas la défaite ni ses enseignements précieux».

Les paroles du Che sont prémonitoires, non pour lui seul à la veille de nouveaux combats, mais pour l'ensemble des luttes de libération des peuples des Trois Continents, car il souligne les dangers pour ces luttes et leur fragile victoire que constitueraient des attermoissements dans des résolutions radicales pour s'attaquer à la misère et à l'exploitation. Au-delà des pressions impérialistes et celles du système du socialisme bureaucratique, et comme ce fut le cas dans de nombreux pays comme le Nicaragua, Le Congo ou le Viêt-nam... ce combat est de leur responsabilité et est primordial pour leur devenir comme libération antiimpérialiste.

Trente ans, et nous avons connu d'autres défaites, commis d'autres erreurs. Et nous nous sommes enrichis de nouvelles expérimentations, nous qui avons empoigné son arme à la fin des années soixante.

Nous qui avons osé nous rebeller dans la métropole même, dans le cœur de la bête.

Trente ans, et pourtant son message reste intact, tout comme nos expériences combattantes.

Le message du Che marque un tournant historique, parce qu'il est étroitement lié aux mutations qui se laissaient déjà entrevoir ces années-là dans la domination, dans sa crise et la mondialisation de son régime d'accumulation, et lié tout aussi étroitement aux luttes du prolétariat international et des peuples opprimés, du Viêt-nam

à l'Angola, de la Colombie aux Black Panthers américaines, de la révolution culturelle chinoise aux étudiants de Paris et aux ouvriers italiens de la Fiat, à la révolte des femmes.

D'autres croque-morts affirment que, face aux idées post-modernes, son message est irrémédiablement obsolète, mais c'est pour, aussitôt, rabâcher les vieilles sornettes de la soumission, du «faire du fric» de la carrière professionnelle, de la peur du maître et de sa culture, des bonnes moeurs, de l'obéissance et de la patience, de la course aux gadgets, de la religiosité... et, enfin, le chacun pour soi face aux misères des populations des ghettos et des pays dépendants.

Non, les révoltes de 68 et des années suivantes ne portaient pas en elles l'innommable reddition de ces cloportes. Le Che est justement l'exemple qu'on ne passe pas inexorablement de l'état de rébellion à vingt ans au stade de bureaucratie à quarante !

D'autres ajouteront que cette histoire appartient au passé et qu'elle a sombré avec le Che. Qu'il ne sert à rien de ressasser ces vieux souvenirs «militants», et qu'il faut trouver d'autres perspectives, des alternatives nouvelles... Pourtant, rien de naît de rien. Ceux qui pensent le contraire et qui croient qu'il serait possible de faire surgir une orientation et un projet par «génération spontanée» se trompent tout autant que les académies «scientifiques» du XIXe siècle. Ou alors ils se contentent, par pure escroquerie ou par amnésie, de remettre au goût du jour certains aspects du programme de la social-démocratie et de ses projets de réforme interne au système.

Bien sûr, il est essentiel de saisir combien les termes du message du Che caractérisent la période de transition entre les deux grandes époques historiques, celle prenant fin avec la crise générale de la surproduction absolue de capitaux et les grandes luttes prolétariennes de la fin des années soixante, et la nouvelle se forgeant dans les années quatre-vingt, avec la contre-offensive de la bourgeoisie, marquée par le règne de Gorbatchev et la chute du mur de Berlin. Il ne saurait en être autrement et cela démontre son adéquation avec les conditions générales de la phase.

Mais cette conscience ne peut dès lors que mieux valoriser les luttes et les résistances du

prolétariat international et des peuples, qui ont depuis approfondi et étendu les expérimentations révolutionnaires autour des principales lignes stratégiques: unité des trois fronts révolutionnaires, extension du champ de l'autonomie prolétarienne et guerre de guérilla.

Ainsi le message du Che s'est régénéré dans la pratique même du mouvement social, dans la révolte contre le système. Il le fait depuis sans cesse dans les luttes des opprimés et des exploités. Nous le constatons aujourd'hui au Mexique avec l'insurrection zapatiste, les guerres révolutionnaires au Pérou, en Colombie, dans cette Amérique latine dont il fut la voix combattante, avec les révoltes des ghettos noirs et hispaniques aux Etats-Unis, avec le mouvement des *autorga-nizzati* et le mouvement anti-impérialiste en Europe, partout où s'organisent les prolétaires et les pauvres pour affronter les destructions et les gaspillages, les guerres civiles réactionnaires et impérialistes, la flexibilité et la précarité, le fascisme et les racismes, le *dumping* social et le chômage massif résultant de la régulation sauvage du système.

Dans la lutte quotidienne, ici, les prolétaires acquièrent toujours plus la conscience de devoir partager le travail et les richesses au niveau de la

planète entière. Et une nouvelle subjectivité commence à émerger.

La première de ses revendications constitutives, «la réduction généralisée de la journée du travail social au niveau mondial, sans augmentation des cadences et à revenu égal, avec ou sans emploi et sans différence entre métropole et pays dépendant», repose inéluctablement sur une guerre de classe recomposant les diverses expressions des exploités et des opprimés autour du programme du prolétariat international et de ses caractères universels comme conditions inéluctables.

«Qu'importe où me surprendra la mort...»

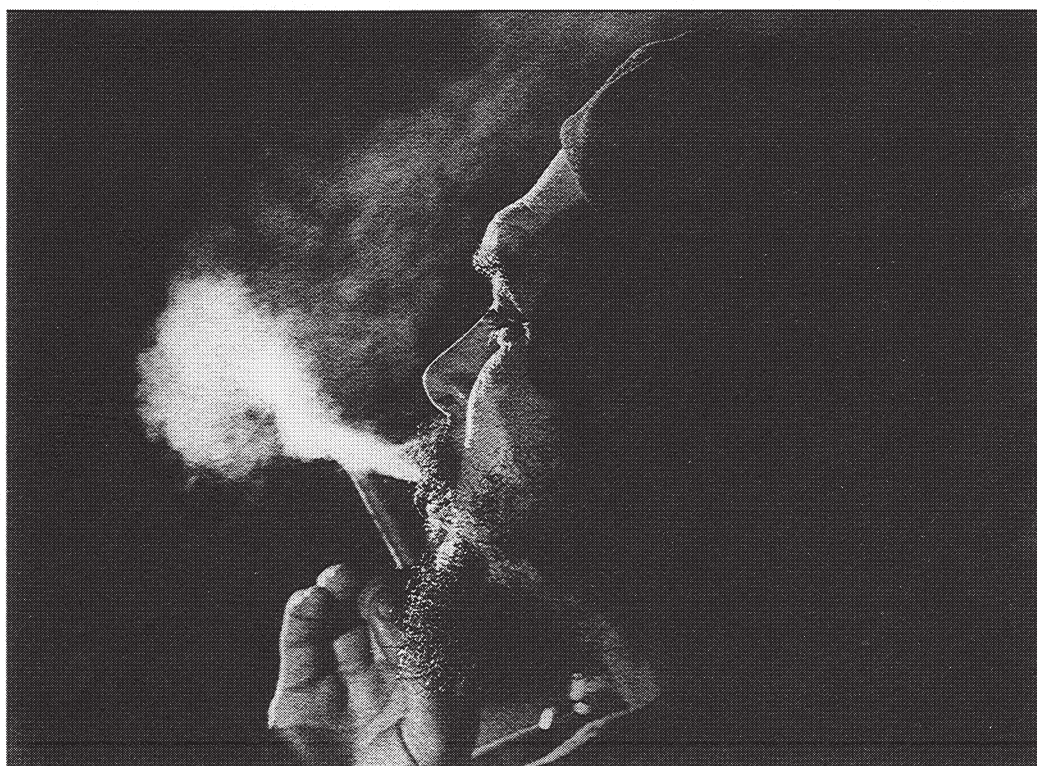
Joëlle AUBRON

Nathalie MÉNIGON

Jean-Marc ROUILLAN

Militant(e)s emprisonné(e)s d'Action Directe

Note 1. Voir le livre paru en Argentine en novembre 1994: *El año en que estuvimos en ninguna parte. La guerrilla africana de Ernesto Che Guevara*, de Paco Ignacio Taibo, Froilan Escobar, Felix Gerra, Ediciones del pensamiento nacional.



Un Nouveau Cycle De Lutte

(été 1995)

1 Causes et réalités de l'apartheid et de l'holocauste actuels

Après deux décennies de crise et de grandes mutations économico-sociales, «1995» serait pour les experts internationaux et les gouvernements, l'année de la reprise. L'élan décisif pour une période de «20 glorieuses» de croissance et de développement. En effet, et ce malgré d'importants contre-chocs financiers (crise mexicaine, krack de la banque Barings,...), la récessions s'atténue, son pic semble dépassé et le rétablissement de l'accumulation en des termes plus favorables pour les capitaux s'accélère.

Du coup, la surenchère des promesses repart de plus belle. La diminution du chômage, l'équité... seraient plus que jamais basées sur des sacrifices et des patiences qui seront vite récompensés. «*Un million d'emplois en un an*» pour les néo-fascistes et Berlusconi, «*500 000 chômeurs en moins d'ici, quelques mois*» foi de Balladur ..

Comment ne pas se remémorer les mêmes vieilles soupes et les mêmes formules rhétoriques de la démagogie et de la pacification sociale d'autres époques pas si lointaines. «*Les sacrifices d'aujourd'hui sont les emplois de demain*», comme le rappelait le Chancelier Schmitt en 77 ou pour Giscard en juillet de la même année : «*la fin de cette année verra la fin de la crise*». Plus tard il y eut aussi les «*propositions*» du candidat Mitterand et le Programme Commun PS-PC et les «*terres promises*» du néo-libéralisme chiraquien des années 86 -88. La petite histoire politique bégaye du fait même que depuis le début de la crise à l'aube des années 70, nous avons déjà traversé une succession de crises, de phases d'accalmie et même des reprises soutenues prometteuses des «*lendemains qui chantent*», et de rechutes,... En 76, par exemple, souvent les mêmes experts qu'aux jours d'aujourd'hui, prévoyaient sérieusement la fin de la crise cyclique (la conclusion des travaux de la Commission MacCracken de l'OCDE évoque la «*crise conjoncturelle*»), mais la récession de 80-82 leur apporta un démenti cinglant. Quant à la fameuse reprise néo-libérale reaganienne de la seconde moitié des années 80, elle aussi, capota dans une récession généralisée plus grave encore.

L'ordre séquentiel stagnation-récession-reprise partielle révèle parfaitement les caractères structurels de la crise de surproduction absolue de capitaux dans

laquelle le système capitaliste est plongé; et au delà, la partialité des reprises sur la base d'éléments de substitution, comme la course aux armements et la bulle financière pour la période 84 - 89, dessine les tendances conjuguées de développement et de pourrissement de l'impérialisme.

Au cours de cette période, chaque bond en avant dans le procès de production, l'échange ou la régulation, dans la répartition de la richesse sociale, a matérialisé les termes aggravés d'un nouveau rapport de force entre les classes au niveau mondial. Un rapport de force retranscrit à toutes les activités et condition humaines.

Et dans la crise, ce rapport renforcé en faveur de la bourgeoisie impérialiste, détermine l'émergence inexorable d'un nouveau régime d'accumulation : **le toyotisme** (comme son prédécesseur, le fordisme, dénommé ainsi à partir des formes ergonomiques principales qu'il met en oeuvre). Un modèle toyotiste qui reproduit ce rapport de force et l'étend avec la diffusion du mode de production capitaliste à la planète entière, et avec lui les rapports de production qu'il fonde. Ainsi, tout le quotidien des hommes et des femmes est toujours plus déterminé par la marchandise, l'esclavage salarié, la destruction, le spectacle et le gaspillage.

En quelques années, les enjeux d'un monde coupé en deux camps face à face, Est/Ouest, les cadres du fordisme, de production et de consommation de masse, ceux de l'Etat du Welfare et du néocolonialisme,... ont graduellement perdu de leur centralité. Désormais ils s'ordonnent et s'articulent aux termes nouveaux d'un modèle s'affirmant comme le pivot essentiel de la course capitaliste au rétablissement du taux moyen de profit.

Et le rapport de force condensé dans le modèle permet et dynamise la guerre de concurrence totale engendrée par la crise. Une recherche frénétique de la **productivité**, de la compétitivité et de l'innovation, quelqu'en soit le prix social et les sacrifices.

La concurrence a accéléré un vaste procès de concentration et de centralisation des capitaux. Il donne plus de substance encore au rapport de force et avec

lui remodèle les espaces et les équilibres impérialistes, les procédés technologiques, les formes du procès de travail,... Ce saut qualitatif constitue un bouleversement d'époque d'une importance décisive pour tous les acteurs sociaux au niveau mondial.

Le rétablissement du taux de profit (sur la base d'un tel rapport de force aggravé entre les classes et de cette concurrence acharnée entre les différents intérêts des bourgeoisies impérialistes) repose sur de grandes tendances pour l'époque :

- L'intensification de l'exploitation du travail.

Le toyotisme se fonde sur le rapport mondial de deux caractères fondamentaux du remodelage de la force de travail.

D'un côté, une classe d'actifs soumis à la rigueur des cadres de la flexibilité et de la haute productivité (*«1 heure de travail - 1 heure productive»*); la réduction drastique des salaires directs et indirects,... Comme l'affirmait Marx : *«le capital a tendance dans l'emploi direct du travail vivant, à réduire celui-ci au travail nécessaire et à abrégé toujours le travail indispensable à la fabrication d'un produit, en exploitant les forces productives sociales du travail, donc à économiser le plus possible le travail vivant directement employé,...»*.

Ét donc de l'autre, la formation d'une immense armée de réserve industrielle au niveau mondial, pressant sur les salaires et les conditions des actifs, aggravant la **précarité** sous toutes ses formes.

Cela signifie concrètement, un plus fort taux de profit accaparé sur le travail et parallèlement, une répartition de la richesse sociale toujours plus polarisée et stratifiée. *«La production capitaliste ne peut pas faire un pas en avant sans diminuer la part qui revient aux travailleurs dans le produit social. A chaque nouvelle invention de la technique, à chaque perfectionnement des machines, à chaque nouvelle application (...) la part du travailleur dans le produit devient plus petite et celle du capitaliste plus grande»*.

- L'intensification de la dépendance des pays des trois continents. La circulation des capitaux, leur centralisation, matérialisée entre autres dans la crise de la dette, la périphérisation de productions semi-technologiques voire technologiques, ont provoqué un mouvement des restructurations économiques et institutionnelles, dépassant le cadre antérieur du néo-colonialisme et elles enterrent les tentatives d'indépendances de voies alternatives, pour imposer le cadre d'une dépendance intensive.

Le système dominé par l'inégalité de développement produit ainsi une polarisation et la stratification d'un ensemble hiérarchisé et complexe de la chaîne impérialiste. La pression des pays impérialistes remodèle conséquemment les institutions internes des différents pays du Sud. Elle fonde de **nouveaux rapports de domination** (rapports d'exploitation et de subordination idéologique et politique) et leur reproduction dans les relations avec les puissances impérialistes et dans la nature de classe de ses régimes.

Elle impose -sous le diktat de la dette- des politiques d'austérité, de privatisations sauvages, la libéralisation des mouvements des capitaux, l'ouverture des frontières,... Des plans d'*«assainissement»* néolibéraux qui ont renforcé la misère et l'exploitation de masse dans des proportions considérables et qui imposent l'inexorable développement du sous-développement.

- Un processus de continentalisation. Reïlet du mouvement de concentration et de concurrence inter-impérialiste acharnée, la création de centres concurrentiels continentaux est un pivot fondamental de l'époque.

Les rapports de production capitalistes dans leurs formes toyotistes et les déterminants de concentration économique -transnationales- se matérialisent inexorablement dans les formes de nouveaux pouvoirs. Les monopoles recherchent des protections institutionnelles capables de raffermir et de garantir leurs positions.

Simultanément, la mondialisation pousse à une régulation de plus en plus internationale et bouscule donc l'ancien cadre de l'Etat-nation. Ainsi, la contradiction entre cette mondialisation croissante des forces productives et ses chaînes nationales se renforce et se renverse sur les nouveaux espaces continentaux créés. Pire que les prisons de l'Etat-nation, ces espaces ne règlent en rien les désordres mondiaux, au contraire, ils en aggravent toutes les conséquences de concurrence, d'exploitation, d'oppression et de guerre.

Cette continentalisation est au coeur de l'époque. Ici avec l'intégration de **l'Union européenne** et la subordination ordonnée des pays de l'Est et de l'arc méditerranéen. Ailleurs, la création de l'Aléna et le marché commun de l'Alaska à la Patagonie, ou en Asie autour du Japon et de la nouvelle puissance des *«dragons»*.

Les grandes mutations des années 80 et du début des années 90, loin d'assainir en profondeur le système et d'apaiser ainsi ses contradictions, en créent de

nouvelles. De fait, irrésolues, toutes les contradictions principales forgées par ce système s'articulent chaotiquement en un devenir de guerres.

Déjà, les conflits appartiennent à notre quotidien, ils l'accompagnent comme une pression terroriste permanente. Notre continent n'est plus épargné, la guerre est ici aussi à quelques centaines de km. Sous les prétextes populistes des divers chauvinismes et des intégrismes quelqu'ils soient, elle sanctionne la dérive contradictoire du nouvel ordre mondial et les ravages de la loi de la jungle qu'il a instaurés et qu'il entretient. Et au delà, la déchirure entre les revendications dérisoires de souverainetés nationales dans un monde toujours plus intégré et soumis aux puissances les plus fortes, ainsi que l'impossibilité de créer une unité réelle, du fait de la concurrence des capitaux et de la hiérarchisation rigide du système impérialiste qu'elle entraîne.

Mais il y a aussi *«la guerre appelée paix, la paix de la mondialisation»*, la guerre concurrentielle qui secoue le système et provoque des ravages sociaux considérables aux quatre coins de la planète. Une guerre véritable avec ses morts, ses fronts, ses arrières, ses destructions, ses massacres de masse.

30% de la population active mondiale (soit environ 820 millions de travailleurs) est au chômage ou employé à des tâches qui n'offrent pas un salaire de subsistance. 4 milliards de personnes se trouvent actuellement dans une situation de pauvreté absolue. 2 milliards sont sans médecin ni eau réellement potable. 1, 4 milliard vivent avec moins d'un dollar par jour. En Afrique, 67% de la population est tombé dans la misère totale. Mais cette misère touche également le cœur des puiances impérialistes, on compte ainsi plus de 100 millions de pauvres absolus dans l'Union et aux Usa.

La pauvreté n'est pas un état statistique, c'est la réalité d'un assassinat social provoqué par les discordances d'un système prédateurs. 100.000 personnes meurent de faim chaque jour ! 17 millions d'enfants par an, 40 millions de personnes au total. Alors que les stocks des diverses nourritures de base sont considérables dans les principaux centres industriels. Qu'ils sont régulièrement détruits afin de garantir les prix et leurs profits, comme on traque les productions excédentaires, en donnant des primes à l'arrachage, au gel des terres,...

Des millions encore meurent de maladies connues et curables. Partout les maladies de la misère et du manque d'hygiène ont fait leur réapparition. Le choléra frappe déjà plusieurs continents, la tuberculose

comme les maladies dues aux déficits écologiques et aux situations de chaos dans les bidonvilles périphériques.

Un véritable **holocauste** social à coups de famines, de misères, de régressions des politiques sociales, des plans internationaux d'éducation, de santé, d'aides,...

Oui, il faut employer ce terme **d'holocauste**. Car, il ne s'agit pas là de circonstances de hasard, mais bien celles d'un sacrifice orchestré par la pression des capitaux les plus puissants dans leur déchirement et dans leurs difficultés à se valoriser mondialement.

C'est concrètement la résultante extrême du **nouvel apartheid** intégrant cette dimension mondiale. Un apartheid aux contenus économiques, politiques et idéologiques reposant sur la notion primaires de productivité capitaliste: anéantir le superflu, c'est-à-dire ce qui dépasse les besoins moyens de valorisation du capital.

Le système ne peut échapper aux conséquences de ses lois dynamiques, dont celle de la plus-value qui tend sans fin à élargir le salariat internationalement mais simultanément à lui élever des limites et ainsi à le *«rendre relativement superflu»*.

Bien évidemment, les bons petits politicards métropolitains nous présenteront tout ça comme une fatalité, un ordre des choses,... un héritage à résoudre progressivement. Ils proposeront d'envoyer des sacs de riz, des spécialistes, du fric, de ci ou de ça, ou même l'armée américaine (sans doute pour hâter le massacre!). Il feront de la charité un spectacle, un programme politico-médiatique, une activité *«sociale»* telles les bonnes dames patronnesses du XIX^e siècle dans les cités ouvrières.

Dans le centre impérialiste, le message suprême du grand cirque *«démocratique»* réside bien dans le fait qu'il repose sur les bases de cet apartheid et de cet holocauste de masse ailleurs. Et le **processus de fascisation** n'est pas réductible à l'émergence de tendances politiques étatistes plus réactionnaires et plus violentes que les autres. *«I.e. fascisme se situe dans le stade impérialiste du capitalisme»*, il est l'arme de la bourgeoisie pour affronter le rapport de développement - pourrissement de son système et ses crises de faiblesse. Comme le précédent, le processus de fascisation actuel représente fondamentalement la contre-attaque de la bourgeoisie dans la mise en place et la stabilisation d'une nouvelle régulation sous dominances des principales transnationales et l'instrument des éléments les plus avancés, expérimentés et conscients de la bourgeoisie.

Et ce procès a connu un saut considérable, non dans la contraction réactionnaire autour d'archaïsme et autres féodalismes nationaux ou religieux, mais bien dans l'option et la consolidation d'un modèle d'accumulation aggravant les terribles ravages de cet **apartheid et holocauste** des inégalités sociales impérialistes pour rétablir les taux de profit et le potentat de la bourgeoisie monopoliste.

Le procès de fascisation, ce n'est pas l'arrivée au pouvoir d'un Fini, LePen ou DeVilliers, ou encore les hordes de skins, mais bien les mutations institutionnelles actuelles autour des centres continentaux, leurs caractères technocratiques et autoritaires, leur fonction fondamentale de citadelles des transnationales face aux zones déshéritées et à leur prolétariat intérieur. Ce sont les politiques de Schengen, du contrôle policier généralisé, celle de l'urgence absolue de Pasqua, les lois racistes et sécuritaires, les nouveaux Codes institués à travers toute l'Union,... Un processus politique dirigé par la fraction monopoliste de la bourgeoisie impérialiste dans l'enracinement du modèle toyotiste-neolibéral.

Ce nouveau modèle accélère **la concentration et la centralisation** des capitaux, la polarisation des inégalités entre pays, secteurs sociaux, individus. C'est-à-dire une croissance complexe des inégalités cardinales. Fondamentalement, durant la période entre les années 60 et 90, la différence des revenus entre les 20% les plus riches et les 20% les plus pauvres, est passée de 30 pour 1, à 60 pour 1.

Ainsi en 1992, 20% de la population contrôlaient 83% du revenu mondial, alors que les 20% les plus pauvres ne survivaient qu'avec à peine 1,4%.

Le modèle toyotiste-neolibéral se fonde sur un tel rapport de force en faveur de la bourgeoisie impérialiste qu'il est voué à le renforcer dans tous les domaines et les activités sociales. A la façon d'un noeud coulant, il étend et intensifie les rapports classistes dans l'extorsion de la plus value, des richesses du travail mais aussi des richesses naturelles et écologiques, et dans leur répartition sociale. Il aggrave l'accaparement au détriment du partage, le capital au détriment du travail, le travail mort au détriment du travail vivant, la machine au détriment de l'homme.

Et en conséquence. il se matérialise tout naturellement et centralement comme **procès de monopolisation**. Aujourd'hui, 25% de tous les actifs productifs mondiaux sont concentrés entre les mains des 300 principales firmes transnationales. Par ailleurs, dans les projections économiques. on calcule qu'en l'an 2000, 90% de l'ensemble du commerce interna-

tional sera détenu par ces mêmes sociétés (30% actuellement).

Accaparement des actifs et des bénéfices. Par exemple, en France, selon l'Insee, aux jours les plus noirs de la récession, lorsque les sacrifices des travailleurs étaient «*un devoir patriotique*», la richesse «*nationale*» a augmenté de 35% et les sociétés non-financières ont dégagé 1 200 milliards de profit brut.

Aux Usa, justement là où les petits mandarins voient avec volupté le règne sans partage des classes moyennes, les 2/3 de la richesse sont aux mains de moins de 10% des familles, et pour 1% des plus riches, les «*picsous des picsous*», avec la crise et l'application du nouveau modèle depuis l'arrivée du démocrate Clinton, leur quota de richesse a progressé de 32 à 37%.

«L'assujettissement économique des travailleurs aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude sous toutes ses formes : misère sociale, avilissement intellectuel et dépendance politique,...» (Statuts de la Première Internationale)

L'holocauste et le nouvel apartheid mondial repose fondamentalement sur les inégalités fondées sur l'accaparement des moyens de production et des bénéfices du travail, et en conséquence sur une base de classe. C'est le fruit concret de la pénétration et de l'intensification des rapports de production capitalistes, dans les termes du régime toyotiste-néolibéral d'accumulation, à toute la condition humaine.

Ils poussent au paroxysme et éternisent l'accaparement monopoliste du travail, la productivité et l'intensification de **l'esclavage salarié**, les inégalités des précarités multidimensionnelles,... Alors la réalité classiste se polarise toujours plus autour de la bourgeoisie impérialiste et le prolétariat international.

Deux classes qui sont celles du mode de production dominant et de son régime d'accumulation, et dont la lutte est la contradiction fondamentale de cette formation économique-sociale mondiale.



2 Le prolétariat international

Avec la mondialisation des rapports capitalistes, *«l'augmentation absolue et relative de la classe ouvrière doit être en premier lieu saisie dans l'ensemble de la chaîne impérialiste»*. Et non comme s'y acharnent les sophistes du *«tout nouveau»*, dans la seule métropole ou pire dans les coeurs high-tech de certaines productions. La composition des classes ne peut être étudiée et comprise qu'à partir d'une observation des principaux procès productifs et d'échange de l'époque. **Elle en est la base et la résultante directe.**

On ne peut donc rester les yeux braqués sur son *«village»* car il n'en sortirait qu'une généralisation fractionnelle. Celle-ci sera sempiternellement incapable de refléter la réalité complexe d'un monde toujours plus dominée par une homogénéisation des principales tendances forgées par un même régime d'accumulation. Alors qu'il s'agit d'enfin dépasser les débats autour des grandes balivernes euro-centristes, sociologiques et révisionnistes -ou pire négationnistes- à propos de l'embourgeoisement ou de la perte de centralité de la classe prolétarienne.

Ainsi, avec la mondialisation et la polarisation extrême qu'elle forge, nous sommes en présence de la formation universelle de deux grands blocs de classe.

D'un côté, **une classe monopoliste**, ayant brisé dans la guerre concurrentielle et la concentration des capitaux, les principaux compromis de pouvoir qui la liaient aux différents secteurs des bourgeoisies locales, et donc, agissant tendanciellement sur d'autres espaces que le seul Etat-nation. Une classe extrêmement minoritaire à l'échelle de sa domination universelle bien plus sûrement que ne l'était l'aristocratie à l'époque de l'ancien régime féodal. Et de ce fait, une classe qui pour préserver son potentat doit renforcer les procédés de répression et de manipulation-spectacle de masse.

C'est donc également, une classe instituant ces caractères de crise larvée et permanente au coeur même du système; avec la dualité que représentent son omnipotence économique, financière, scientifique et politico-militaire, et simultanément l'instabilité extrême de ses bases sociales de domination.

Et en face d'elle, des **masses prolétarisées immenses**, aujourd'hui fortement présentes aux quatre coins de la planète. Sans cesse, en expansion, grossies par les cohortes de petits paysans arrachés à leur terre, par l'appauvrissement et le déclassement de secteurs archaïques ou petits bourgeois....

Des masses toujours plus unifiées, objectivement, par leur conditions d'exploitation, de misères, de

déportations, de conditions dans les banlieues des mégapôles se développant sur tous les continents. Mais aussi, subjectivement, par une culture de survie face aux ravages du système, de résistances et d'opposition contre l'impérialisme et la fascisation s'aggravant pour son imposition.

Les formes d'existence incluent celles de l'opposition de classe. Aux rapports de domination, à l'exploitation, à la subordination politico-idéologique correspond l'antagonisme social et politique des masses opprimées.

Ce **prolétariat international** est objectivement le sujet historique de l'époque.

Un sujet toujours plus astreint à des taches subalternes, dégueulasses, partielles, déqualifiées même dans la décentralisation de productions high-tech, la qualification est d'une telle partialité qu'elle aggrave de fait la déqualification réelle de chaque travailleur en particulier. Tout comme il est impossible de nier l'écart se creusant toujours plus entre monopolisation du savoir réel et la réelle dépossession de ce savoir.

Ce sujet historique est un prolétariat authentique et non circonscrit à des circonstances particulières et ponctuelles de crise et de restructuration mondiale du procès de production. Un sujet *«tel qu'il a toujours été renouvelé par et dans le paupérisme, ce prolétariat des -forçats de la faim- à qui s'adresse le chant de l'internationale, car l'internationalisation, l'augmentation et la paupérisation de la classe ouvrière, relèvent simultanément du même mécanisme»*.

Plus il y a de capital en fonction -comme richesse sociale- plus il s'étend et son expansion est forte internationalement, plus s'accroît la *«couche des lazars de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel»*.

«Loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, l'ouvrier moderne descend toujours plus bas, au dessous même des conditions de sa propre classe. L'ouvrier devient un -pauper- et le paupérisme se développe plus vite encore que la population et la richesse» (Manifeste communiste).

«L'existence des couches les plus basses du prolétariat est régie par les mêmes lois de production capitaliste qui la gonflent et la réduisent et le prolétariat ne forme un tout organique, une classe sociale dont les degrés de misère et d'oppression permettent de saisir la loi capitaliste des salaires dans son ensemble que si on y englobe les ouvriers ruraux et l'armée de réserve de chômeurs, avec toutes ses couches, depuis la plus haute jusqu'à la plus basse.»

(Rosa Luxembourg : «Introduction à l'économie politique»)

Et tout le radical de la perspective révolutionnaire de l'époque, malgré sa difficulté à émerger et à projeter son programme, réside bien dans ce prolétariat international et ses intérêts fondamentaux, dans son unité des couches les plus basses mais aussi donc des plus hautes. Il est la seule classe capable de faire cesser, comme **sujet principal**, l'holocauste et le nouvel apartheid, et en conséquence l'exploitation qui en est la cause et mère de toutes les inégalités. Ce prolétariat

est astreint à poser le problème tel qu'il est, au delà de la répartition immédiate des richesses. Pour résoudre sa situation et donc cet état des choses, il ne peut échapper au devoir de la question radicale: «*l'expropriation des expropriateurs capitalistes et le retour aux producteurs des moyens de production et du produit*».

Une véritable question concrète. Et un problème contenant une réponse concrète dans la perspective d'une action révolutionnaire répondant «*à la situation et aux besoins profonds des masses laborieuses*».

3 Composition de classe et tactique

*“Il est hors de doute que nous vivons à la limite de deux époques, et les événements historiques d'une importance considérable qui se déroulent sous nos yeux, ne peuvent être compris que si l'on analyse, en tout premier lieu, les conditions objectives du passage de l'une à l'autre. Il s'agit de grandes époques historiques : il y a et il y aura dans toute époque des mouvements partiels, particuliers, dirigés tantôt en avant, tantôt en arrière; il y a et il y aura des écarts par rapport au type moyen et au rythme moyen du mouvement. Nous ne pouvons savoir à quelle allure ni avec quel succès se déploieront les mouvements historiques d'une époque donnée. Mais nous pouvons savoir et nous savons **QUELLE CLASSE** se trouve au centre de telle ou telle époque, et détermine son contenu fondamental, l'orientation principale de son développement, les particularités essentielles de son cadre historique,... etc. C'est seulement sur cette base, c'est-à-dire en considérant tout d'abord les traits distinctifs essentiels des diverses «époques» (et non des épisodes particuliers de l'histoire de chaque pays) que nous pouvons déterminer correctement **NOTRE TACTIQUE...** (Lenine : «Sous le pavillon étranger»)*

Et cette classe, déterminante aujourd'hui pour la tactique révolutionnaire, c'est le prolétariat mondial.

Une classe, née, non de la somme des classes prolétariennes nationalisées mises bout à bout, une somme générique, en quelques sortes, mais bien d'une rupture qualitative décisive des principaux procès du mode de production capitaliste depuis la seconde guerre mondiale.

La formidable explosion de la production et de l'échange mondial durant cette phase de reconstruction et d'extension sous la tutelle de la réorganisation des principaux capitaux autour de l'hégémonie US, la circulation accélérée des capitaux, leur ampleur, le développement de l'automation et le besoin de toujours

plus de matières premières,... ont créé un gigantesque mouvement d'industrialisation et d'homogénéisation de la formation économique-sociale mondiale. Ainsi le salariat industriel s'est étendu à grande vitesse (Espagne +410%, Japon +210%, Chine +580%, Bulgarie +536%, Italie +184%, Mexique +200%,...)

Occultant cette réalité indéniable, les académiciens des gauches parlementaires et «*alternative*» choisissent de déterminer leur tactique en jouant sur les mots et les statistiques. Ils tartinent des pages entières sur les «*pauvres*», les «*SDF*», les exclus, la société des 2/3, ... Mais tout cela ne relève au mieux que de l'observation partielle et conduit au pire, à privilégier des intérêts particuliers, et certains secteurs de classe. Et ceci par pur subjectivisme. Il n'en demeure pas moins que jamais le sujet de la libération du travail ne sera le «*technicien*» ou «*l'intellectuel masse*». Car hors d'une unité véritable avec les intérêts et l'action du prolétariat mondial, ces sujets sociaux ne seront que les porteurs de **solutions de réformes** et de perpétuation des perspectives impérialistes.

C'est à dire, Le **Vieux programme**, celui de l'interclassisme, de l'unité populaire anti-monopoliste, du tiers mondisme, de l'alternative marginale,... etc. Comme les sujets mis en avant pour le perpétuer sont bien ceux du **projet social démocrate et étatique** que chouchoute alors la «*gauche culturelle*» pacifiste et légaliste (cette dernière est bien la véritable prono-graphie existentielle à l'époque de l'holocauste et du nouvel apartheid).

Ils ont tous un intérêt commun à refuser de dessiner les cadres objectifs des conditions historiques et la classe qui en émerge comme porteuse de véritables transformations, et à rejeter les caractères actuels de la composition de classe. Ils peuvent alors débâter sur l'embourgeoisement et l'intégration définitive de la classe ouvrière, son élévation sociale comme classe

pour le capital, ou mieux encore sa disparition plus ou moins avancée,... etc.

Toutes étroitement liées à l'Etat-nation, à la contre-révolution permanente et à l'institution bourgeoise, ce sont-là de vieilles orientations **opportunistes et politiques électoralistes, syndicales et pseudo alternatives.**

Se réfugier dans les paradigmes de sujets, tels le «*technicien*» ou «*l'intellectuel masse*» que les «*exclus*» regarderaient agir, à l'immense avantage, à leurs yeux, de flouer la réalité. C'est la clause de bonne conscience pour promouvoir l'impuissance et **l'immobilisme**, et une raison de plus pour rejeter l'action révolutionnaire, quelqu'elle soit. C'est quasi une question d'urgence pour leur survie de spécialistes, porte-parole agréés que d'en tout premier lieu dénigrer et rejeter toute «*politique en acte*» d'unité des luttes anti-capitalistes et anti-impérialistes, en tant que défense réelle des intérêts généraux de la classe principale, pour la phase et l'époque bousculant leurs strapontins dans l'institution.

Tout au long du développement du mode de production capitaliste, surtout et précisément lors des périodes de transition et de grandes mutations, resurgissent ce genre de discours et leurs élucubrations sophistes. Des discours consensuels et interclassistes bénéficiant toujours d'un écho favorable dans la machine propagandistique de la bourgeoisie et de ses Etats. Et pour cause! Ne prêchent-ils pas la lente mutation, la réforme, l'immobilisme, le pacifisme et la collusion avec l'institution?

Pour la vieille social-démocratie à l'aube de la guerre de 14-18, ce sont les grandes visions ultra-impérialistes de Kautsky, ou le mouvementisme réformiste de Bernstein. Comme à la fin des années 30, Henri de Man en Belgique et Marcel Deat en France, eux aussi ont déjà repris les arguments sur la disparition de la classe ouvrière, de son embourgeoisement et de sa marginalisation, tout ça pour plonger dans le grand bain de la collaboration avec l'Etat nazi. Ces axiomes sont toujours la base de propositions de grands consensus avec une ou plusieurs fractions de la bourgeoisie, et les conséquences de l'immobilisme, de l'exacerbation du chauvinisme social et enfin de **l'ambition étatiste.**

Mais il convient de souligner également que ces thèses se sont exprimées lors de grands bouleversements et surtout à la veille même d'événements révolutionnaires de masses, au niveau continental et mondial, réfutant justement toutes ces notions ressassées de stabilisation du capitalisme, de processus nationaux, de disparition de la classe ouvrière et de ses intérêts authentiquement émancipateurs.

De fait, cette négation de la classe principale est aujourd'hui soutenue par la totalité de la «*gauche*» nationale institutionnelle. Celle des fonctionnaires étatiques. Qu'ils soient salariés, permanents, parlementaires, subventionnés, appointés,... en fait, tous nourris et logés par le pouvoir bourgeois. Des bonzes de tous poils qui bien évidemment n'ont aucun intérêts à scier la bonne branche confortable sur laquelle ils se reposent. Ainsi ils ne veulent pas faire reconnaître les intérêts de la classe, mais être eux reconnus individuellement et collectivement par la bourgeoisie et son Etat, dans leur rôle institutionnel d'intermédiaires privilégiés pour un contrôle social étendu. Un consensus d'exploitation et de coexistence pacifique.

Mais, au cours de l'ultime décennie, cette «*gauche*» social-démocrate et réviso dominante durant l'époque précédente, a subi des revers décisifs sous ses deux formes principales, à l'Est comme à l'Ouest.

- **A l'Est** : l'effondrement des régimes du «*socialisme*» d'Etat a matérialisé l'impasse dramatique de cette voie. L'étatisation n'est pas la collectivisation. Pire elle fut l'arme de la contrerévolution. Avec elle, le prolétariat s'étant emparé du pouvoir, a été dans l'incapacité politique et économique de se détacher totalement de l'emprise du modèle et du système capitaliste.

La propriété réelle des moyens de production lui a échappé. Car avec les nationalisations-étatisations, ce n'est que l'enveloppe juridique de la propriété qui a changé et non les bases pour de nouveaux rapports de production.

Ainsi la perpétuation de rapports de production de type capitaliste a entraîné l'émergence et le développement d'une classe bourgeoise «*déformée*» : la bureaucratie possédant et gérant collectivement les moyens de production. Et cette classe ne pouvait agir qu'en tant que nouveaux capitalistes parce qu'elle était le capital existant pour soi.

De la phase constitutionnelle des années 30 à la succession des apparatchiks jusqu'à Gorbatchev, la meilleure répartition des revenus sociaux du travail obtenue sans conteste par ces régimes- ne peut représenter un alibi aux dévoiements policiers et inquisitoriaux de la bureaucratie d'Etat. Comme ne peuvent être niés le développement de la classe ouvrière et son exploitation, les caractères sociaux impérialistes et les compromis de coexistence pacifique avec la bourgeoisie occidentale.

- **En Occident**, les années 80 ont été également décisives dans la sanction de la voie réformiste qu'elle soit gouvernementale ou syndicale.

L'une et l'autre ont été incapable d'éviter les effets destructeurs des restructurations et des mutations du procès de travail, le renforcement de la précarité et des inégalités, le démantèlement des acquis sociaux et des réglementations issus des luttes de l'après-guerre et de 68. Comme elles n'ont pas su briser la paralysie et le démantèlement progressif du Welfare State et de ses services publics et sociaux.

Pire, cette «gauche» a abandonné ses oripeaux de faux semblants et comme lors de certaines phases décisives au cours de ce siècle, elle est passée avec armes et bagages au service de la réaction. On pourrait citer de nombreux exemples historiques de cette habituelle trahison, comme la mobilisation chauvine lors de la grande boucherie de 14-18 au nom d'une pseudo «*défense nationale*», ou encore, l'appui aux interventions coloniales contre les révolutions populaires en Indochine et en Algérie, mais aussi, son rôle de pacificateur et de fossoyeur de Mai 68.

Une «gauche» philo-capitaliste qui, dans tous les pays européens au gouvernement comme dans l'opposition, a soutenu avec force l'intégration européenne, en tant que procès de modernisation de la domination -sa fascisation- sur le continent, la mutation des rapports et appareils étatiques, économiques et politiques,... De plan d'ajustement et de rigueur, en pacte avec le Patronat et les gouvernements néolibéraux, elle aura été l'actrice essentielle d'une action étatique ou para-étatique dictée par la pression des capitaux les plus puissants.

Cette collusion/organisation des mesures anti-sociales au cours des années 80 a eu pour objectif essentiel de préserver le rôle fondamental de cette fraction capitaliste, à savoir co-déterminer la gestion du système. Et l'appuyer par la pacification des masses et leur mobilisation chauvine pour la fameuse préservation des «*intérêts nationaux*».

Ainsi, cette «gauche» philo-capitaliste a également soutenu les grandes politiques bellicistes de l'impérialisme dans cette phase : la guerre froide et la course aux armements, la vente des armes tous azimuts et en particulier aux dictatures du Sud, les interventions armées, les blocus et les sabotages économiques des pays progressistes. Jusqu'à la guerre ouverte contre le peuple irakien.

Par ailleurs, en plus de rôle de frein qu'elle a souvent joué dans les luttes, de désorganisatrice et de délatrice des militants les plus décidés à l'action révolutionnaire, elle s'est signalée quand elle fut au gouvernement par de terribles politiques répressives. En France, ce fut l'élaboration du nouveau Code Pénal et en particulier le Livre IV à propos de la répression politique, en est une matérialisation exemplaire. Elle

fut aussi responsable de nombreux crimes d'Etat, comme le démontre la création et l'entretien du Gal par le Psoc en Espagne. Des dizaines de morts, de militants enlevés, sauvagement torturés, certains exécutés sommairement et enterrés dans la chaux vive. Souvent avec la complicité d'éléments policiers français. Il faut rappeler également l'assassinat des prisonniers de la Raf dans leurs cellules de Stammheim par les services spéciaux du gouvernement allemand alors dirigé par le social-démocrate Schmit. Et encore le Rainbow Warrior, l'exécution en Grèce du leader de l'Asala par les barbouzes français, celle d'Eloi Machoro en Kanakie,.. etc. C'est sans doute ce que Mitterand appelle «*surfer sur la vague réactionnaire*»!

La fonction d'alternative crédible à la gestion gouvernementale assurée par cette «gauche» se déploie dans un procès continu d'uniformisation de la classe politique bourgeoise. Alors qu'à l'époque des pouvoirs technocratiques et de l'élite des experts, la politique se résume à la démagogie médiatique de l'absence politique.

Dans cette course aux honneurs, la gauche des partis, confédérations et associations para-étatiques du contrôle social élargie, est rivée, et le restera, aux cadres des rapports et appareils étatiques qu'ils soient nationaux ou européens. Elle y trouve le rôle de préservation de ce cadre en étant le représentant patenté dans la classe du chauvinisme social et de la réforme institutionnelle.

Que ce soient les modes humanitaires, la «*défense des acquis sociaux*», la redistribution des bénéfices de «*la reprise*», ou encore les mots d'ordres partiels, ponctuels et populistes, ils soutiennent tous à cette tactique de contre-révolution permanente. Ils expriment : **l'absence d'un but authentiquement révolutionnaire** et une institutionnalisation de la défensive des classes subalternes face à la tactique offensive de la bourgeoisie impérialiste : le procès de fascisation.

4 Les armes du Prolétariat international

sur notre continent, l'élan du mouvement révolutionnaire prolétarien, depuis mai 68, démontre d'expérience en expérience, dans les offensives comme dans les défaites, que l'autonomie de la classe principale est la condition vitale de la représentation de ses véritables intérêts et de leur triomphe dans un bouleversement révolutionnaire faisant surgir les nouveaux rapports de production du développement des forces productives de notre époque. Et cette autonomie forge ses propres armes dans une tactique matérialisant dans toutes ses applications ses principaux caractères de **rupture critique** :

- avec le système capitaliste d'exploitation et d'oppression intensives à l'époque du nouvel apartheid et de l'holocauste impérialistes;
- avec l'ensemble des forces politiques et syndicales de la «gauche» institutionnelle
- avec les tactiques réformistes et linéaires des seuls mots d'ordre immédiats et tous leurs localismes eurocentristes, partiels et néo-impérialistes.

La rupture critique est un véritable procès de conscience et d'organisation. *«Ces mouvements supposent une certaine organisation préalable en même temps qu'ils sont à leur tour un moyen de développer cette organisation»*. L'évolution dialectique forge l'organisation tel le produit de la lutte. *«La révolution, c'est l'école pratique des prolétaires: elle éduque en agissant»*.

C'est un procès basé sur les luttes et les diverses expressions de résistance et de regroupement de la classe prolétarienne, pour de nouvelles luttes toujours plus larges et décisives. Comme il est un saut à l'auto-organisation des prolétaires, à la construction et à l'exercice de leurs pouvoirs comme seule classe révolutionnaire à notre époque.

Dans le déroulement du procès révolutionnaire, dans chaque combat, les armes du prolétariat pour soutenir **son autonomie jusqu'au bout**, se matérialisent avant tout dans :

- sa capacité à projeter la centralité et la priorité des tâches politiques de toute la classe, à travers l'élaboration d'un programme de transformation radicale et de dépassement du capitalisme au niveau continental et international. C'est seulement en renforçant les termes politiques, comme **guerre prolongée**, que le prolétariat matérialisera sa lutte de classe et brisera le procès de fascisation actuel;
- sa force à conjuguer l'auto-organisation de ses luttes (les comités de base, les centres sociaux, les comités de quartier, les cercles révolutionnaires,...) avec l'exigence décisive de la présence en son sein

d'organisations révolutionnaires. L'effort de cristallisation de la conscience de la classe prend corps, dès aujourd'hui, dans la capacité à préparer le cadre historique, théorique et programmatique du rapport dialectique entre le **parti prolétarien** (*«parti politique de la classe ouvrière,... né spontanément du sol de la société moderne»* selon Marx) et les **conseils ouvriers**, *«un rapport ouvert et irréductible entre le moment unitaire qui échoit à l'organisation politique de classe, et les moments d'auto-gouvernement, les conseils, les groupes en fusion»*. **La tension permanente d'une transformation réciproque**, le mouvement autonome réel de l'ensemble du prolétariat;

- sa détermination à démontrer et à faire vivre dans tous les combats, la centralité et l'unité mondiale de la classe. Aujourd'hui, l'expression des rapports de production capitalistes et la composition mondiale de classe qui en découle font qu'il ne peut se concevoir une séparation dans la tactique entre action anti-capitaliste et action anti-impérialiste. L'antagonisme du prolétariat international se pose immédiatement comme les fondements de cette unité des deux luttes. Lui-même se recompose comme classe avec elle, dans son devenir d'émancipation. La classe engendre cette unité comme condition de sa propre existence.

«Comme les masses ne peuvent vaincre le capital et édifier le socialisme que lorsqu'elles sont devenues une, le but, auquel il faut tout consacrer, est de rendre les masses prêtes. La préparation des masses doit être le seul but» (H.Gorter-Kapd)

Ainsi l'époque, en déterminant la centralité et l'unité du prolétariat international, comme seule classe révolutionnaire, dessine un vaste procès de guerre sociale prolongée pour son émancipation. Une *«longue marche»*, dans laquelle la classe se renforce en coupant les ponts définitivement avec ses anciens modèles d'organisation de parti et syndicale, aujourd'hui inexorablement tombés dans la collusion avec la bourgeoisie, et assumant ouvertement leurs caractères toujours plus réformistes et nationalistes.

Mais il faut souligner que l'émergence **d'une véritable perspective historique** et programmatique actuelle dépend du double élan conjugué. D'un côté, libérer cette perspective des sempiternelles réécritures falsifiées par la littérature révisionniste et par celle de son frère ennemi anarco-syndicaliste, dont les simplifications et les images d'Epinal dominant encore les véritables expérimentations historiques depuis l'insurrection russe de 1905, les grandes grèves de 1906 ici, et les divers moments de la révolution européenne de 17-23, jusqu'à 1968. Et simultanément socialiser

et communiquer les nouvelles expérimentations surgies dans les luttes et les résistances actuelles au niveau continental et international.

La **question des conseils** se pose ainsi dans le rétablissement d'une perspective historique et à la dimension actuelle du combat. Les conseils, leur préparation par une action révolutionnaire conséquente et une expérimentation embryonnaire à travers la diversité des comités de bases et les coordinations, représentent la question fondamentale et permanente de la théorie révolutionnaire. Certes, elle fut éludée, déformée, niée par les partis et les confédérations institutionnels. Comme elle ne parvint jamais à s'imposer jusqu'au bout dans les insurrections au cours de ce siècle et à triompher de la dérive de ces institutionnels dans la stagnation et le replis du projet révolutionnaire face aux contre-offensives de la bourgeoisie et à la lente érosion des positions prolétariennes.

Pourtant, cette question des conseils est centrale et aujourd'hui plus que jamais, dans la construction d'un front de classe international, pour qu'il soit en mesure de subvertir le système dans la capillarité de ses rapports de domination tels qu'ils se présentent avec la pénétration de la marchandisation à tous les principaux domaines de la vie des hommes et des femmes.

“Il faut que nous travaillions de bas en haut, et cela correspond justement au caractère de masse de notre révolution, dont les buts visent le fond de la constitution sociale,... nous devons faire la conquête du pouvoir politique non par en haut, mais par en bas. Ce qui reste à faire maintenant, c'est diriger en pleine conscience la force entière du prolétariat contre les fondements de la société capitaliste. A la base, où l'entrepreneur particulier est en face de son esclave salarié! A la base, où tous les organes d'exécution de la domination de classe sont en face des objets de cette domination, en face des masses! C'est là que nous devons arracher aux maîtres leurs moyens de puissance sur les masses!” (Rosa Luxembourg, Discours).

Afin que dans ces heures cruciales, vive et se consolide la tactique révolutionnaire de rupture critique, il est fondamental de rétablir la crédibilité politique de la perspective et du projet de la Révolution Prolétarienne. Cela malgré les faiblesses évidentes, les reculs et les défaites qui ont ponctué les années 80, malgré la lente érosion-récupération orchestrées par les méthodes et les formes de la contre-révolution permanente. Car ici dans le centre, elle se projette comme pratique immédiate de lutte et d'unité et représentation réelle des intérêts généraux de la classe principale. Il est absolument faux de prétendre que dans

les phases de recul et de contre-révolution, il ne faille se limiter qu'à une politique de petits pas, de propagande, de prosélytisme et d'études scolastiques du Talmud marxiste. Apprendre du marxisme, c'est justement rejeter cette vision anti-dialectique, réduisant toujours plus aux pratiques de sectes, de réactions spontanées sans lendemain et de retour dans les bras de l'institution par un biais ou un autre, à travers la réintégration aux partis et confédérations sous de fallacieux alibis opportunistes.

«...La force d'attraction ne vient nullement du parti en soi, elle vient de ses principes. Et quand les ouvriers ne veulent rien entendre, c'est-à-dire quand le monde est ainsi fait qu'il ne semble pas offrir d'issue révolutionnaire, ce sont d'autres principes qui prédominent, dans ces conditions, il est vain pour le parti de chercher à l'emporter à tout prix, car cela signifierait quitter le terrain des principes pour s'adapter à ce monde-là. Et il ne sert pas plus d'accommoder les principes de telle sorte qu'ils paraissent acceptables au grand nombre; de point de vue de l'avenir, les éléments qui comptent ne sont pas des adhérents disposés à trouver les principes acceptables ce sont des communistes qui les comprennent et les adaptent au plus profond d'eux-mêmes.» (Anton Pannekoek)

II nous faut rétablir collectivement un cadre d'analyse, sortir du partiel et du ponctuel; travailler à la convergence dynamique des éléments les plus déterminés et conscients avec les expressions immédiates de l'auto-organisation des masses, sur les lieux de travail et dans les quartiers; expérimenter et synthétiser des pratiques nouvelles correspondant à la subversion des rapports d'exploitation et d'oppression tels qu'ils se présentent dans la phase, et à l'état de conscience de la classe internationale.

Il nous faut transformer en victoire pour tous les prolétaires révolutionnaires ici, chaque lutte, chaque solidarité ailleurs. Et savoir consolider ce mouvement antagoniste d'unité par nos propres actions. Ce sont là les tâches essentielles de l'heure.

Et c'est pourquoi il nous faut étudier les expérimentations et les textes du mouvement des luttes. Nous informer, débattre, critiquer afin d'extraire ensemble le nouveau qui apparaît et de le corriger dans la lutte par sa propre activité et ses projections dans le combat.

C'est un impératif pour valoriser et consolider les deux pivots fondamentaux de la tactique (stratégique) actuelle, la politique révolutionnaire de rupture critique dans le face à face avec l'institution.

- **Le mouvement de l'auto-organisation prolétarienne**, massifiant cette politique révolutionnaire.

- **La guerre de partisan**, portant la rupture critique au point le plus haut de la confrontation. Et préparation permanente des termes de conscience et d'organisation nécessaire à la guerre révolutionnaire prolongé, comme véritable et seul renversement possible aujourd'hui d'un quotidien et d'un système basés sur les ravages et les destructions d'une guerre

économique, sociale, militaire,... Ses divers organismes représentent à chaque phase particulière du combat son but final, et dans toute question locale, les intérêts unitaires de l'émancipation mondiale du prolétariat.

«Toutes révolution dissout la vieille société, en ce sens, elle est sociale. Toute révolution renverse le vieux pouvoir, en ce sens elle est politique» MARX



Unité des Révolutionnaires en europe de l'ouest

La crise ouvre une époque nouvelle

Les désordres et les turbulences économico-financières révélées par la récession américaine de 1967 et la crise des euro-dollars basculent, dès le début des années 70, en une récession généralisée de l'économie capitaliste mondiale. A la crise de surproduction se conjuguent la crise des relations impérialistes, la crise sociale et celle des rapports capitalistes eux-mêmes, la crise politique et idéologique des régimes bourgeois. Une déstabilisation générale prenant les caractères d'une crise de la domination impérialiste.

Les trois décennies de forte expansion d'après guerre ont leur racines profondes dans l'ampleur même des capitaux détruits lors du conflit. La reconstruction constituant alors la principale pompe à croissance, appuyée par les multiples sacrifices sociaux autorisant une hausse régulière du taux d'exploitation et des taux de profit.

Ce dynamisme retrouvé de l'économie mondiale réussit à faire boule de neige grâce à une diffusion planétaire du capitalisme dans ses nouvelles qualités. En effet, la pénétration de la production et de l'échange de type taylor-fordisme s'accomplit tant à la faveur de l'intégration des économies occidentales et de leur hiérarchisation sous l'hégémonie sans partage des USA, que dans le mouvement d'indépendance contrôlée des pays du Sud.

Fordisme et néo-colonialisme s'imposent alors comme les modèles internationaux dans les mutations de la production et du marché mondial.

Le fordisme se caractérise par un mode de développement reposant sur une accumulation intensive et une extension de la productivité avec une production et une consommation de masse; la généralisation de l'organisation scientifique du travail; l'interaction entre la consommation et le réinvestissement permanent, mais également la croissance parallèle entre revenus du capital et du travail rendant possible l'association des exploités grâce au partenariat

social (Sécurité sociale, conventions salariales, politiques contractuelles, logements, transports, allocations,...). Et bien évidemment ce modèle fonde ses propres rapports politico-idéologiques de même que les nouveaux interventionismes étatiques dans les qualités de l'Etat du Welfare ou «protecteur»,...

Le néo-colonialisme ouvre, lui, les grands empires à une réorganisation et à une rationalisation capitaliste autour d'un ensemble d'Etats bourgeois nationaux, substituant l'administration coloniale par des appareils tout aussi hypertrophiés. Instruments de la division sociale impérialiste, ces régimes assurent la garantie des investissements et les infrastructures capables de les faire fructifier, et de fait, une articulation plus strictes de ces pays au système mondial et à la dépendance qu'il érige.

L'étroite interdépendance de ces deux modèles favorise la croissance rapide de l'accumulation des capitaux permettant ainsi le bond à la troisième révolution technologique et sa diffusion à une grande partie du procès productif (apparition des ordinateurs, semi-automation, miniaturisation, énergie nucléaire,...).

La concentration et la centralisation des capitaux s'en trouvent d'autant plus accélérées autour des pivots technologiquement avancés et avec l'apparition de transnationales de dimension mondiale.

Durant les années 50 et 60, les grands conglomerats de type ITT s'affirment aux USA, ils se diversifient, contrôlent des myriades de chaînes et d'entreprises dans tous les pays. Au Japon, les Keiretsu se forment autour des trois sociétés les plus importantes, Mitsubishi, Mitsui et Sumitomo. En Allemagne, la Deutsche Bank, la Dresdner Bank et la Commerzbank ordonnent les fusions des principaux konzerns renaissants. Enfin en France, c'est l'Etat lui-même qui prend en charge ce mouvement, et ce

principalement grâce à son interventionisme planificateur, ainsi le V^e Plan est orienté à l'alignement de la taille des entreprises françaises sur les critères internationaux. Un mouvement aux conséquences sans équivoque, il suffit de s'attacher à l'industrie porteuse de l'époque, l'automobile. Dans les années 30, une vingtaine de firmes françaises coexistaient, en 70, toutes avaient été absorbées par deux groupes Renault et Peugeot.

Les usines tournent à plein rendement et le commerce international se développe sans cesse. Toujours plus de salariés, toujours plus de consommateurs, le marché est en expansion constante.

Mais graduellement, cette dynamique d'accumulation s'épuise et produit de plus en plus de contre-effets déstructurants minant et déstabilisant les multiples formes sociales qui en constituaient le soutien lors du cycle long d'expansion. Ainsi de nombreuses limites aux conditions sociales, techniques et économiques de la production et de l'échange apparaissent au grand jour.

Mondialement, ces limites se transforment en ruptures et se propagent à grande vitesse. Les principales qualités du fordisme et du néo-colonialisme se retournent pour devenir des éléments actifs d'une crise structurelle du système capitaliste.

Les récession de 1973-75 en est le révélateur.

La composition organique du capital toujours plus alimentée par le progrès technologique et l'expansion elle-même, ne peut plus être compensée par la hausse permanente du taux de plus-value et par un contrôle régularisant le prix des matières premières.

- Le plein emploi touchant les couches les plus larges de la population et alimenté par une forte immigration (c'est-à-dire la quasi disparition de l'armée industrielle de réserve et donc de sa pression concurrentielle), l'organisation et l'antagonisme des travailleurs, leurs luttes aux USA et en Europe bloquent toute accentuation significative du taux d'exploitation. Mai 68 et l'automne chaud italien sont des moments déterminants du combat et de la résistance prolétariens.

- La résistance des pays du Sud face au carcan néo-colonial se généralise elle-aussi. Le FLN vietnamien bien sur, mais aussi les multiples guerres populaires de libération sur les trois continents et les victoires au Nicaragua, au Mozambique, en Angola, en Iran... Mais ce sont aussi les frondes concurrentielles des bourgeoisies autochtones qui relèvent les prix des matières premières, comme l'OPEP releva le prix du pétrole, entraînant la crise du «choc pétrolier» suite au conflit arabo-israélien.

Deux causes fondamentales d'une baisse inexorable du taux de profit et une perte régulière de croissance. Et de fait, les conséquences de cette limitation de la valorisation du capital enfoncent le système dans une crise générale de surproduction absolue de capital, la seconde de ce siècle.

- **Une crise financière.** Après des années de politiques inflationnistes, le système financier érigé après guerre autour des accords de Bretton Wood et de la convertibilité dollar-or, connaît une succession de crises monétaires. Il finit par céder sans qu'aucun autre pivot stabilisateur ne se mette en place.

Les désordres s'aggravent alors, d'autant plus que les USA jouent de la dévalorisation du dollar pour reconquérir des marchés; et les violentes variations des monnaies provoquent une instabilité permanente des paiements et des prix des marchandises comme des matières premières.

Cette «liberté» du marché attise davantage encore la spéculation et les jeux boursiers. En conséquence, la sphère financière mobilise toujours plus les activités aux détriment du secteur productif lui-même.

Dès lors les questions monétaires, la spéculation effrénée et la course aux crédits dominent le bouleversement de l'époque.

- **Une crise classique de surproduction.** L'apparition de nouvelles zones d'activité avec l'extension du capitalisme et le développement des capacités productives finissent par épuiser le rythme de la consommation et les excédents s'accumulent avec la réduction des marchés.

Les nouvelles productions ne réaniment pas la croissance, au contraire elles déterminent l'accélération d'un double mouvement: la centralisation vers la métropole des activités technologiques et des capitaux, et la délocalisation vers les pays dépendants de nombreux secteurs à faible taux de technicité et à faible coût salarial.

Le spirale s'est déjà enclenchée, suppression d'emploi, chômage, disparition progressive de secteurs (sidérurgie, textile, mines,...) baisse des investissements, des revenus, des commandes, de la consommation, de la production,...

- **Le déclin de l'hégémonie américaine.** Au cours des années 60, alors que les USA épuisent leur croissance dans les efforts de guerre en Indochine, le Japon et la RFA -moteur européen- engrangent les fruits de deux décennies de forte croissance.

Les modifications des rapports de force s'évidencient en conséquence dans le camp occidental.

L'époque de la domination US sans partage est révolue et la relation tripolaire se met lentement en place. Mais une relation dans l'unité contradictoire des éléments de cohésion et de fractionnement.

Une crise de direction politique internationale.

Car ce sont bien encore des puissances impérialistes unis pour résoudre le conflit avec le bloc soviétique et enrégimenter les pays dépendants, mais toujours plus rivales dans une guerre, économique, commerciale et monétaire pour une nouvelle suprématie.

- Une crise de la régulation internationale.

La mondialisation accélérée du capital et l'omnipuissance des monopoles transnationaux -comme forme dominante de la production- tendent à la globalisation des problèmes structurels et en créent de nouveaux. Ce qui aggrave considérablement la contradiction entre le capitalisme organisé au niveau mondial et les limites de l'interventionnisme de l'Etat-national.

Concrètement, les forces productives se rebellent contre cet Etat-nation. En un mouvement de crise et de déperissement non seulement de la forme de cet Etat mais aussi celui de l'ensemble des institutions paraétatiques internationales constituées autour de lui.

L'impérative restructuration est prise dans la tenaille des intérêts réels des monopoles et de leur concurrence acharnée. Ainsi bloquée ou faite à moitié, (principalement autour des grands pôles continentaux et dans une redéfinition outrancière des institutions internationales), elle ne débouche que sur des solutions alimentant et radicalisant les problèmes de régulation et de gestion du système.

- **Une crise du travail.** Les grandes grèves des OS au début des années 70 marquent la limite de

l'extension de la production de type taylor-fordiste.

La machine dominante pose aux capitalistes eux-mêmes une série de problèmes, par exemple, la tâche hyperparcellarisée et la déqualification qu'elle entretient, entraînent une forte démobilisation et déresponsabilisation des travailleurs, d'où un absentéisme chronique, le «nomadisme» de l'emploi, les défauts de fabrications et les sabotages, les luttes contre les cadences et les mesures d'accroissement de la productivité,... „

Parallèlement l'organisation du travail est elle-même arrivée à une limite, les grands ateliers industriels se révèlent «contre-productifs» alors que la concurrence et les variations du marché exigent de moins en moins de rigidité, la mobilité et la souplesse productive.

Et de fait, il s'agit bien d'une crise de la productivité dans ses formes taylor-fordistes.

La crise et le retournement du cycle long de croissance activent un puissant processus de restructuration du marché et de la production, mais également une restructuration des relations internationales, des secteurs et des branches, des entreprises, des Etats, de leurs politiques économiques et gestionnaires, des rapports politico-idéologiques, des clivages politiques et syndicaux,...

Ce mouvement de mutation rompt définitivement les vieux équilibres, les vieux modèles et régimes d'accumulation. Le fordisme et le néo-colonialisme sombrent graduellement sous les coups de la guerre économique que se livrent les grands blocs impérialistes, les différents pays et les différents monopoles.

Ces bouleversements qualitatifs ouvrent une nouvelle phase du capitalisme.

La contre offensive de la bourgeoisie impérialiste

Comme nous venons de le voir les facteurs de crise sont nombreux, tous interdépendants les uns des autres, et tous déterminés par l'état de faiblesse de la bourgeoisie. «La bourgeoisie est trop faible» selon l'expression de Marx.

Au cours des années 60 et 70, l'antagonisme du prolétariat et des peuples a modifié internationalement les rapports de force entre les classes, aggravant les contradictions structurelles du système et entravant les possibilités de manœuvre des

gouvernants, mais sans prendre malheureusement un avantage révolutionnaire décisif.

En effet, c'est au contraire la bourgeoisie qui déclenche une contre-offensive massive, en tentant de résoudre sa faiblesse par l'action mondiale d'une stratégie de reconquête et de stabilisation. Une stratégie de lutte de classe. Les analystes dégoisent quotidiennement de restructuration, d'assainissement, de dégraissage,... une kyrielle de termes économiques et industriels neutres et froids, pourtant, il s'agit bien là

de lutte des classes, des réalités de la guerre civile permanente entre capital et travail.

La stratégie du capital est tendue à recréer les conditions d'une hausse du taux de profit durable en dévalorisant la force de travail. C'est-à-dire exploiter davantage les travailleurs et la population mondiale. Elle vise ainsi à dépasser la crise de la bourgeoisie aux détriments des prolétaires et de leurs familles, dans l'usine et dans la vie quotidienne par :

- une généralisation des politiques d'austérité et des plans d'ajustement;

- la baisse des salaires réels;

- la surexploitation sur le lieu de travail grâce à une restructuration de l'appareil productif, le «one best way» et le «just in time» des cadences et de la dépossession amplifiée de l'activité de chaque travailleur, le «Kaizen» ou la pression autogérée sur le boulot du groupe, le «zéro défaut», c'est-à-dire toute l'ergonomie intensifiant l'extorsion réelle de la plus-value;

- l'augmentation de la productivité compétitive, la suppression de postes, les licenciements des travailleurs âgés, malades, handicapés, les femmes,...

- la précarisation de l'emploi, la mobilité, le chômage partiel et l'intérim, les contrats à durée déterminée,...

- la remise en cause des qualités de l'Etat-providence, la baisse des prestations sociales, des allocations, des aides au logement, aux études,...

C'est un mouvement général dont on constate les principaux caractères de pays en pays et un mouvement couplé à la pression intensifiée dans la relation impérialiste avec les trois continents du Sud.

Une véritable guerre de classe internationale.

Mais exploiter le domaine occidental aussi vaste soit-il, ne peut plus suffire aux pays impérialistes. Il leur faut impérativement briser ses limites et ouvrir l'espace de leur expansion.

De fait, la bourgeoisie sait bien qu'elle n'aura pas durablement la capacité de résoudre sa crise sans remettre fondamentalement en cause la division du monde révélée lors du sommet de Yalta et sans la réunification effective du marché mondial, c'est-à-dire sans une attaque décisive contre les pays du pacte de Varsovie et les pays progressistes des trois continents.

Ce sont là les orientations premières de la contre-offensive lancée par la bourgeoisie impérialiste au début des années 80 pour rétablir son hégémonie internationale et tenter ainsi de dépasser ses propres contradictions et faiblesses. Et concrètement, cette contre-offensive établit les fondations de la régulation «libérale», et les généralise comme nouveau modèle d'accumulation.

En juin 1982, le sommet de Versailles des sept pays les plus industrialisés, marque une date essentielle dans le redéploiement et la restructuration politique et économique du capitalisme monopoliste. En effet, les divers gouvernements sont pressés d'agir vite et avec force car la nouvelle récession -ouverte en 1980- menace de s'aggraver en dépression généralisée et en conflits sociaux. Le sommet est ainsi l'occasion de coordonner et de diffuser les deux principaux axes stratégiques de la contre-offensive bourgeoise.

A) Tout d'abord, la généralisation des politiques libérales de réajustement, capables de garantir le libre échange et la «liberté» du marché, et de conduire une large privatisation des secteurs publics et une réduction substantielle de l'interventionnisme social de l'Etat-providence.

La sélection des capitaux, l'aide à leur concentration en renforçant les secteurs à hautes technologies et en favorisant leur environnement. C'est-à-dire en agissant par un transfert des dépenses publiques du social vers le soutien fiscal et les crédits à l'accumulation et au réinvestissement des capitaux privés afin d'appuyer le saut technologique et la mise en oeuvre des nouveaux procédés de travail. Et simultanément, corriger les facteurs du marché dans les limites d'un taux d'inflation programmé, pour renforcer la compétitivité des marchandises produites face à la concurrence internationale.

La contre-offensive bourgeoise s'appuie ainsi sur la généralisation des grandes lignes de régulation du **modèle toyotiste-libéral** et les consolide.

Ce modèle aggrave considérablement les dynamiques de polarisation, la polarisation centre/périphérie comme celle entre les différents secteurs productifs (d'un côté les productions high-tech, à fort taux de croissance, dans laquelle les travailleurs sont peu nombreux mais bien rémunérés, de l'autre, une production à faible coefficient technologique ou les services qui requièrent une main d'oeuvre nombreuse mais peu payée et précaire) et en conséquence, la dualisation sociale internationale et locale se durcit davantage encore, les réalités de classe s'approfondissent, mais dans le même mouvement, le prolétariat est toujours plus segmenté, sérié et éclaté dans l'individualisation concurrentielle de ses conditions.

Dans l'immédiat (et ce jusqu'au krach d'octobre 87 et la nouvelle récession de 90) et donc malgré le déséquilibre permanent qu'elle instaure, l'hypertrophie de la «financiarisation» favorise un lent redémarrage économique. Principalement aux USA, où l'activité reprend sous la poussée de la course aux armements et de la «Guerre des étoiles» de Reagan,

mais simultanément les commandes gouvernementales creusent un gigantesque déficit des balances en comptes courants (d'un excédent de 7 milliards de dollars en 81 à un déficit de 160 milliards en 87, soit 3,6% du PIB). Cette reprise «à crédit» permet tout de même aux pays impérialistes de maintenir une intervention sociale minima de l'Etat-providence. Et cette intervention va préserver un consensus social relatif dans les principaux centres industriels et ce malgré les attaques contre l'emploi et les conditions faites aux couches les plus faibles de la population.

Les trois continents du Sud, quant à eux, tombent sous la coupe des instituts financiers internationaux. Le néocolonialisme fait place en conséquence au **modèle de dépendance intensive**. La pression de la dette dominant l'ensemble économique de ces pays, dirige une restructuration essentiellement tournée vers l'activité des monopoles et du marché mondial, (privatisations, levée du contrôle des changes, destruction des productions autonomes, hyperinflation, levée des protections des secteurs vitaux,...). De fait, une dynamique de sous-développement orchestrée par une insertion docile à l'ordre impérialiste.

B) La généralisation du modèle d'accumulation toyotiste-libéral et de dépendance intensive est propulsée par la contre-offensive proprement dite de la bourgeoisie, l'offensive pour l'extension de l'espace l'accumulation, et par là, pour la garantie des principaux équilibres du modèle même. Un rapport de force direct dans l'imposition du rapport du capital comme valeur unique, et une militarisation radicale de l'ensemble des relations internationales.

- **contre l'URSS** et les pays de l'Est, désignés comme le principal ennemi. «...Tout ce qui consolide l'Union Soviétique affaiblit la cause de la liberté dans le monde...» selon la formule reaganienne. Une guerre contre l'«empire du mal» avec pour conséquences la reprise de la guerre froide, la phase de réarmement, l'implantation des missiles américains Cruises et Pershings, l'omniprésence et puissance de l'organisation intégrée de l'OTAN, le blocus technologique de l'Est et la guerre commerciale contre les productions de ces pays.

- **Contre les mouvements de libération des trois continents du Sud.** La contre-offensive impérialiste a pour but avoué l'anéantissement des voies autonomes des pays progressistes et parallèlement le rétablissement du contrôle total sur le flux des matières premières essentielles aux monopoles, comme le pétrole par exemple.

Par la guerre et les agressions directes comme à Grenade, au Tchad, aux Malouines... ou encore le

bombardement de la Libye.

Ou par l'appui aux régimes gendarmes qui garantissent les intérêts impérialistes généraux aux quatre coins de la planète, l'Afrique du Sud raciste dans sa pacification de la révolte noire, Israël colonialiste dans son agression «Paix en Galilée» contre le Liban ou sa répression du peuple palestinien, la Turquie de la dictature militaire, l'Irak dans sa guerre contre l'Iran, les escadrons de la mort contre la lutte révolutionnaire du peuple salvadorien,...

Ou bien encore, par les nouveaux procédés de la guerre de basse intensité (soutien aux guérillas réactionnaires antigouvernementales, blocus économique, sabotages,...), comme au Nicaragua, au Mozambique, en Angola,...

Mais également par une guerre diplomatique de tous les instants, on se souvient par exemple du boycott américain et anglais de l'UNESCO (fin 83), sous prétexte que ses fonds seraient sous contrôles des régimes marxistes du Sud!

- **Contre le prolétariat** et les populations de la métropole même. Le contrôle social est considérablement développé et généralisé grâce aux nouvelles technologies (systèmes informatiques; surveillance vidéo,...). Le mouvement de refonte des codes et des lois alimente la pression autoritaire des appareils, et restreint l'ensemble des libertés politiques, syndicales et culturelles. Une véritable militarisation intérieure organisée autour du concept de guerre totale contre le terrorisme international et de la counter-insurgency anticommuniste.

Les deux grands axes de la stratégie de contre-offensive de la bourgeoisie impérialiste, autour de l'approfondissement et de l'extension de son hégémonie, orchestrent également une revitalisation générale du modèle idéologique dominant.

En effet, les anciens procédés de contrôle et leurs idées forces (égalitarisme et bien être social, développement, plein emploi, service public et paternalisme étatique,...) se sont démontrés usés et inadaptés. Le nouveau régime d'accumulation doit ainsi forger ses propres rapports politico-idéologiques qui lui correspond et dont il a une impérieuse nécessité pour s'implanter et assurer l'équilibre des grands compromis institutionnalisés (les formes de l'état, du rapport salarial, de la concurrence,...).

Caractérisée par les déterminants réactionnaires et autoritaires, cette cristallisation prend la configuration d'une **guerre idéologique** tous azimuts et sans aucune médiation. En conséquence, la vision du monde acquise par la fraction monopoliste,

organisée autour des nouvelles technologies et productions et la sphère financière, s'impose universellement avec le rapport de force renaissant en faveur de la bourgeoisie.

Aujourd'hui et seulement à titre d'exemplarisation, nous n'aborderons qu'à grands traits certaines lignes de recomposition du système idéologique.

- **La célébration du profit.** Une permanente exaltation de l'argent, des golden boys, des «gagneurs», des fortunes faciles,... Tout est bon pour faire du fric et pour la libre entreprise, quelque soit son contenu réel, puisque le «parti de l'entreprise» est affiché comme le seul producteur de richesse sociale.

Tout pour le capital privé et tout pour sa compétitivité, ainsi sont légitimés les contours les plus sombres des politiques d'austérité, les licenciements de masse, les remises en cause salariales et sociales,...

Avec ce culte des spéculations et du glamour friqué, les travailleurs, les pauvres, les «loosers»,... s'évanouissent à la lumière des écrans géants de ce «Dallas» planétaire. Ils sont toujours plus pressurés, spoliés de leur vie réelle, et rejetés vers les ghettos, les grandes banlieues, le plus loin possible vers la périphérie. Niés.

- **La révolution high tech.** Avec la restructuration, la technologie est présentée comme la source de toutes les libérations immédiates ou avenir. La robotique ne libère-t-elle pas de la chaîne taylorienne? Ne permet-elle pas la flexibilité, le temps partiel, de travailler chez soi, dans sa voiture, dans le métro,...?

Nous aurions atteint ainsi la fameuse «société postindustrielle». Celle clamée par les adeptes de l'ère du High tech, de fait un parfait relais idéologique, à la pacification. En effet que psalmodient-ils? principalement que la «valorisation» des ressources humaines et les services (production des invisibles comprise) auraient entraîné la disparition irrémédiable, ou tout du moins la redimension décisive de la classe prolétarienne et de son coeur : la classe ouvrière. Un rêve bien bourgeois somme toute. Finie la classe, terminés sa lutte, ses objectifs, son but socialiste!

Pourtant au delà; de la manipulation des chiffres et une localisation chauvine, l'existence de la classe est bien réelle, il est évident pourtant que sa configuration a changé parallèlement aux tâches qu'elle assure dans la production. Mais comme lors des deux révolutions techniques précédentes, elle n'a pas disparu, au contraire le bond technologique actuel a aiguisé la contradiction Capital-Travail au niveau mondial, par l'extension et la limitation du domaine impérialiste, et par les caractères du travail collectif dans la fusion graduelle de l'industrie et du service.

- **les pouvoirs de la communication.** Alors que le nouveau système de pouvoir réel s'établit dans la concentration et la confiscation du savoir et des procédés de ce savoir, l'information médiatique enrégimente les têtes par le répétitif, l'abondance du vide, les messages hystériques et simplistes.

Et son rôle se fait essentiel avec l'accompagnement de la guerre idéologique totale que livre la bourgeoisie. Ce sont les médias vert de gris de la propagande militariste et de la contre-révolution (on se souvient des charniers de Timisoara, des couveuses des hôpitaux de Kowiet City, des soirées masques à gaz de CNN pendant la guerre du Golfe,...).

Dans la contre-offensive bourgeoise et à l'époque de l'isolement social généralisé, les médias et principalement audiovisuels, sont devenus les instruments fondamentaux du dressage idéologique de masse (remplaçant ainsi les cadres plus classiques de l'école, du service militaire,... de l'époque passée). Elles diffusent le message du pouvoir et de la servilité.

Une «voix de son maître» qui n'a même plus le cache sexe pudique de l'«indépendance» financière dans sa relation avec les grands monopoles transnationaux, ce sont en effet les agences d'images paragouvernementales centralisées à Washington, ou LA, CNN et les satellites, Berlusconi et Bouygues,... Peut-on sérieusement évoquer aujourd'hui un contre-pouvoir indépendant quand il n'est plus que le simple haut parleur du pouvoir réel qui domine la restructuration réactionnaire de la société?

- **La croisade de la politique moraliste.** La réaction ambiante fondée sur le monopole des pouvoirs économiques et politiques, régit de nouveaux canons moraux et bien évidemment ceux de l'apostasie générale et de la soumission individualisée.

On valorise **le nouveau citoyen** alors que les élections sont toujours plus le spectacle rituel sans réels enjeux entre conservatismes bleu ou rose et leurs démagogies, que les sondages d'opinion, les études de marché politique, l'audimétrie dessinent l'illusoire citoyen-donnée et saturent les tentatives de débats, que la politique se résume à l'intégration et à la participation à l'Institution et à sa perpétuation marquée par la séparation croissante entre les pouvoirs réels (ceux des puissances industrielles et financières, des technocrates et des managers,...) et les pouvoirs formels des représentations parlementaires classiques, leurs corruptions,...

On valorise les **Droits de l'homme**, alors que la barbarie du système est sans égale qu'elle produit un militarisme omniprésent, qu'elle exploite et arrache les êtres humains à leurs activités, à leurs cultures, à leurs pays,... qu'elle fonde des concurrences dans les différences, le racisme, l'autoritarisme et les politiques conservatrices fascistes, qu'elle forge l'exploitation de

la femme, sa dévalorisation et sa «marchandisation», ou encore se fausse valorisation comme seule mère au foyer, et l'exploitation des enfants, leur esclavage dans le travail et la prostitution.

On valorise **la solidarité**, mais ce n'est que de la charité spectacle ou de l'humanitarisme casqué (souvenons-nous de la campagne de Koutchner «du riz pour le Somalie» précédant les chars américains). Et ainsi la bourgeoisie à force de réductions des prestations sociales accompagnant l'exploitation, a remis au goût du jour les dames patronesses de la fin du XIX^e.

D'ailleurs les églises sont aujourd'hui omniprésentes et tiennent le haut du pavé, ce sont les évangélistes américains «civilisateurs» actuels des indiens sud-américains, les intégristes islamistes et bien sur le pape polonais patriarche de l'anti-communisme et la réaction la plus noire, contre l'église de la libération, contre la libération des femmes,...

L'ensemble des bouleversements auxquels nous avons assisté au cours de la seconde moitié des années 80, et leur enchaînement sont les fruits de cette contre-offensive bourgeoise et de ses réussites. L'implosion du camp du «socialisme réel» à partir de l'embargo et de la course aux armements dynamisant progressivement les contradictions internes de ces régimes; l'épuisement des pays progressistes du Sud et leur retour dans le giron impérialiste, ou alors leur blocus (comme c'est actuellement encore le cas avec Cuba); la dégradation rapide des conditions de travail et de vie de la classe prolétarienne et des masses des trois continents; la généralisation du militarisme et de la guerre, des docteurs Folamour du nucléaire civil et militaire, jusqu'à la grande armada onusienne de la guerre du Golfe; les transformations technocratiques et autoritaires des Etats, leur intégration réactionnaire en Europe de l'Ouest avec les traités de Schengen et de Maastricht; la collusion des gouvernants avec les

factions fascistes, la montée du racisme et la perpétuelle recherche d'un bouc émissaire, répondant à la ségrégation du modèle et des appareils,...

Oui, certainement, nous avons changé d'époque, comme le souligne de nombreux camarades même si c'est parfois avec des sous-entendus opportunistes et liquidateurs, mais non pas avec la chute d'un mur ou d'un tzar bureaucrate comme certains l'affirment, car l'époque a réellement changé avec le roll back impérialiste du début des années 80, simultanément à ses victoires et à leur généralisation. C'est-à-dire la projection et l'établissement du nouveau régime d'accumulation toyotiste-libéral et de dépendance intensive et de leurs grandes lignes forces d'expansion planétaire.

Nous avons conscience de l'enjeu réel de cette bataille, nous tous, alors, qui en Italie, en Allemagne et ailleurs avons cherché, expérimenté et mis en pratique des voies nouvelles pour répondre aux mutations fondamentales en cours et au véritable niveau d'affrontement de l'époque. Nous qui avons fait front de toutes les forces disponibles, pour enrayer le redéploiement impérialiste dans le centre même, au cœur de leur puissance, là où sont leurs coffres forts, où ils font le plus grand bénéfice de l'exploitation et de la pacification, là où est la majeure partie de leur potentiel productif et technologique, là où ils fourbissent leurs armes pour faire la guerre contre les autres populations du Sud et de l'Est...

L'UNITE DES REVOLUTIONNAIRES EN EUROPE DE L'OUEST: de Lisbonne à Hambourg, de Bruxelles à Florence, de Paris à Athènes,... Les organisations de la lutte armée communiste, les comités de prolétaires, les groupes de base, les prisonniers politiques, les multiples réalités du mouvement révolutionnaire, tous ceux qui ont choisi d'affronter la contre-offensive bourgeoise, d'unir leur volonté et leur force pour COMBATTRE ENSEMBLE !

1983-1985 MILITARISME ET INTEGRATION EUROPEENNE

Le 20 janvier 1983, devant le parlement allemand, Mitterand apporte par un discours «va-t-en guerre» un soutien retentissant au Chancelier chrétien-démocrate Kohl dans sa bataille pour l'implantation des missiles Cruise et Pershing II sur les bases US en RFA.

Il faut souligner combien ce retournement de Mitterand est exemplaire, en effet n'a-t-il pas été élu sur les bases du Programme Commun, un programme qui stipulait entre autre: «le PS reste attaché à l'objectif du Programme Commun de 1972 qui est la renonciation à la force de frappe». Sans compter que ce

changement d'orientation sera général sur les questions nucléaires et sur celle concernant l'Alliance Atlantique, ce qui fera dire à l'américain Galbraith, «Mitterrand a joué un rôle majeur dans le déploiement des missiles Pershing et de croisière», et il présage les autres virages du gouvernement Fabius avec ses projets «moderniser et rassembler» masques des politiques d'autorité et de licenciement de masse.

Et combien est tout aussi exemplaire, cette aide française à un Kohl fraîchement élu et déjà en grande difficulté face aux manifestations populaires anti-missiles. Le «bon mot» mitterandien reste dans les mémoires: «le pacifisme est à l'ouest; et les euromissiles sont à l'Est». Mais ce soutien marque surtout le premier pas de la revitalisation de l'axe Paris Bonn en reconstituant alors à nouveau le moteur de la construction européenne, mise à mal et ralentie par la récession de 80-82.

Nous retrouvons ainsi conjuguées les deux grandes lignes déterminantes de la contre-offensive bourgeoise en Europe de l'Ouest: le militarisme et l'intégration européenne. Les deux lignes sur lesquelles les principaux gouvernements vont se rapprocher pour former un bloc réactionnaire et anti-populaire, sanctifié par l'Acte Unique et le Traité de Schengen.

LA COURSE AUX ARMEMENTS.

«Pour la classe capitaliste, le militarisme est actuellement devenu indispensable à un triple point de vue: 1) il lui sert à défendre des intérêts nationaux en concurrence contre d'autres groupes nationaux, 2) il constitue un domaine d'investissement privilégié, tant pour le capital financier que pour le capital industriel, et 3) il lui est utile à l'intérieur pour assurer sa domination de classe sur le peuple travailleur».

Cette réflexion de Rosa Luxembourg tirée de son texte «Réforme sociale et Révolution» écrit à l'aube de la grande boucherie impérialiste de 14-18, analyse parfaitement l'essence de tout bond en avant du militarisme bourgeois; et en conséquence, nous pouvons également l'identifier lors de la contre-offensive impérialiste du début des années 80 et son atmosphère de grande croisade anti-communiste.

Tout d'abord, avec la nouvelle Sainte Alliance des grandes puissances impérialistes contre „l'empire du mal» soviétique. Malgré les discussions sur l'équilibre nucléaire, le bannissement de l'arme à neutron et les accords Salt II, la phase de la coexistence pacifique est radicalement abandonnée, d'ailleurs les négociations de Genève sont interrompues le 23.11.83. Tout le potentiel militaire occidental se mobilise et «monte au front» en vue d'une confrontation avec les pays du Pacte de Varsovie, en Europe.

La doctrine stratégique de l'OTAN est-elle même bouleversée. De la dissuasion massive de la frappe nucléaire -même si le MAD (destruction mutuelle assurée) est entretenue avec l'installation aux USA des MX longue portée à têtes multiples- les stratégies passent aux préparatifs de conflits nucléaires limités et de survie à la première frappe.

Ce sont les préceptes de l'Air Land Battle et du FOFA (follow on forces attack), la création des unités de «blitz krieg», les nouvelles technologies de système d'arme et de robotique (guidage laser, bombes intelligentes, missiles à haute précision PGM, les bombes à saturation de zone, les armes mixtes nucléaires ou conventionnelles,...), et bien évidemment l'implantation des missiles Pershing II et Cruise.

En France, le gouvernement social-démocrate va répondre présent aux appels américains retransmis par l'OTAN, d'autant plus que ce processus progressera toujours en liaison étroite avec la constitution d'une Europe intégrée axée sur le pivot franco-allemand.

Modification de la doctrine de l'emploi de l'armée française dans un sens d'un engagement plus rapide et plus précoce de ses unités au sein du dispositif allié en Europe. C'est le concept de «Bataille de l'avant» dépassant les vieilles franchouilleries du «sanctuaire national», et allant même au delà de l'ancien rôle intégré et infrastructurel aux forces de l'OTAN. (Les accords Ailleret/Lemnizer, Valentin/Ferber et Fouquet/Goodpaster, ont tous trois encadrés les conditions de l'emploi des armées françaises dans le cadre de l'OTAN après le retrait partiel de 1967. Et malgré un engagement automatique, les troupes françaises ne devaient pas dépasser la ligne Rotterdam-Dortmund-Munich). La défense gaullienne «tous azimuts» est elle aussi abandonnée, l'ennemi est clairement désigné pour la première fois: l'URSS. C'est aussi la mise en chantier des missiles Hadès à charge neutronique au printemps 83. Et en 84, le nombre total des ogives embarquées sur les sous-marins passe de 80 à 176... .

2. Réorganisation et réarmement. Tout d'abord, le budget de la Défense connaît une inflation considérable dès 83 et plus encore avec la programmation 84-88. Puis est créée la Force d'Action Rapide (21.6.83) couplée aux travaux de l'axe Paris-Bonn sur la défense commune, «l'alliance dans l'alliance» selon l'expression du Ministre Hernu (24.11.83), avec pour première concrétisation les manœuvres franco-allemandes de Munsigen BW en juin 85 et la formation de la brigade commune. Et encore L'UEO est réactivée avec l'impératif de briser les limites du réarmement allemand que contrôle cette organisation européenne...

On peut tout de même souligner combien toutes ces décisions sont considérablement éloignées et contraires aux engagements PS-PC lors de leur accession au pouvoir, le Programme Commun prônait en effet la lutte pour le désarmement, la coexistence pacifique, la dissolution des blocs militaires la sécurité collective en Europe, une action concrète contre le complexe militaro-industriel et les exportations d'armes,... L'opportunisme a réglé ses vieux comptes avec les rêves pacifistes, la guerre du Golfe n'en sera que l'ultime vérification. Aujourd'hui dans la course aux urnes, d'autres ont repris le crédo du pacifisme bon ton, les verts clairs ou foncés alliés à quelques gauchistes institutionnels, avec sans aucun doute la même escroquerie au bout.

Le surarmement occidental et la course aux nouveaux systèmes d'arme qu'engagèrent les USA, suivis immédiatement par les européens, doivent acculer l'URSS à dégager des fonds plus importants dans ces domaines alors que sa dette extérieure et les déformations de son propre régime d'accumulation menacent déjà ses principaux équilibres. D'autant plus, comme nous l'avons évoqué plus avant, que cette course aux armements est activée simultanément à un embargo général des pays de l'Est quant aux technologies nouvelles, telles celles des ordinateurs, de la miniaturisation, des lasers,...

Mais pour les gouvernements capitalistes, la course aux armements représente bien plus que le seul processus de surenchère dans le mécanisme action/réaction entre belligérants; car aujourd'hui ce processus dépend plus de la structuration même de ce secteur productif spécifique dans le système. D'un côté, la production d'armes joue un rôle toujours plus important avec l'extension du Capitalisme Monopoliste d'Etat et surtout avec la complexité extrême de l'économie. En permanence, elle agit comme un volant de contrôle et de gaspillage nécessaire à l'élimination de certains capitaux. Et bien sur, ce gaspillage, articulé à la régulation du régime, est d'autant plus essentiel qu'il est presque entièrement sous la coupe de l'agent de régulation lui-même, l'Etat.

Mais fondamentalement, les industries d'armements constituent surtout en période de crise et de récession, un terrain d'investissements privilégié pour les capitaux qui ont du mal à trouver ailleurs des activités pour se valoriser, et cela davantage encore à l'époque de la grande révolution, technologique et du mouvement de concentration-centralisation des capitaux autour des nouvelles productions.

La course aux armements devient une course technologique. Les systèmes d'armes ont un coût toujours plus élevé, un bombardier actuel coûte

en dollars réels 200, 300 fois plus que le prix d'un modèle des années 50, un chasseur 100 fois plus, un char 15 fois plus... C'est un mouvement en accélération constante, ainsi Reagan a consacré 75% de plus à l'achat d'avions que son prédécesseur Carter, pourtant il n'en a acquis que 9% de plus.

Un taux de surinflation régulier (+10%) du coût du matériel par rapport au rythme de l'inflation générale.

Et le coût de recherche et de développement R&D dans le secteur prend d'autant plus des proportions gigantesques, par exemple durant cette période en Grande Bretagne, ce sont plus de 50% des investissements R&D qui s'y voient affectés; en France, c'est plus d'un tiers de l'effort de R&D consenti par l'Etat et 20% de l'ensemble national.

Au début des années 80, 500 000 chercheurs et ingénieurs travaillaient au service de la R&D militaire, dont 85% employés par les deux grandes puissances. Si ce service représentait 1% des dépenses de défense avant 1950, aujourd'hui il atteint plus des 15%. En 82, au niveau mondial, il est de 750 milliards de dollars environ (source: SIPRI Yearbook 83), soit pour les USA, 80 milliards, c'est-à-dire trois fois plus que les sommes allouées officiellement à l'aide des pays en voie de développement.

En conséquence, le volume des investissements dynamise plus encore la fusion des entreprises dans ces domaines et l'intervention toujours plus importante de l'Etat. Lagardère PDG de MATRA-Hachette définit ainsi les objectifs des industries d'armement en Europe; »la priorité est de rassembler dans les domaines des hautes technologies et de créer un environnement suffisant pour qu'on puisse effectivement être compétitif, rentable et de haut niveau“.

Concentration et centralisation des capitaux autour de la production des nouveaux systèmes d'arme, source et accapareur de technologies avancées, et cela plus encore parce que les technologies civiles et militaires tendent à se confondre dans le tronc commun de base mais aussi dans les applications industrielles. Par exemple pour les systèmes de guidage, de lasers, les ordinateurs de la génération 360 d'IBM, pour l'espace,...

Le complexe militaro-industriel CMI s'est constitué dans l'après guerre en suivant les à-coups de ce double mouvement, tant la nécessité structurelle qu'il lui incombe, de garantir l'équilibre du système et la puissance des pays impérialistes, que la zone privilégiée de valorisation qu'il offre aux capitaux en surplus lors des récessions cycliques (un moyen éprouvé dans les crises US en particulier de 49, 53, 58 et 61 dans lesquelles il fut le moteur de relance tout en

prenant encore plus de poids dans la structure de l'économie). Il se présente alors tel un véritable réseau de forces économiques, militaires, politiques, technologiques, médiatiques et idéologiques agissant sur les décisions de l'appareil étatique et ces principales instances de l'institution, et cela dans les domaines les plus décisifs.

A notre époque, le CMI est le noyau dynamique de l'application et l'innovation des technologies les plus avancées et des nouveaux systèmes de production. Il est stimulé et impulsé non seulement par la course aux armements mais également par la mise sur pied de projets continentaux ou atlantistes comme la fameuse «Star War»; et lui-même, pousse en avant tous ces projets, et de cette façon, l'accumulation des armes et la tendance à la guerre au niveau mondial.

L'Initiative de Défense Stratégique (SDI) se présente telle une tentative de dépasser le pat de l'équilibre stratégique de la MAD. Comme pour la course aux armements classiques et nucléaires, la guerre des étoiles tend dans un premier mouvement à entraîner la réaction soviétique à ce niveau hautement technologique et coûteux, mais dans un second temps, elle mobilise également une grande partie des efforts technologiques industriels et étatiques des différents CMI occidentaux. Et elle les ordonne à un projet entièrement dominé par l'Administration US.

«La technologie est une nouvelle arme dans le concert des nations et l'évolution des armements obéit à sa logique propre. La stratégie des moyens tend à se déconnecter des finalités stratégiques et politiques et à dicter sa loi. Le jeu de la course aux armements ne devient-il pas ainsi la guerre?» (JP Rabault, direction de la DGA)

Effectivement une guerre, et c'est en tout premier lieu une guerre d'intoxication. «On essaie toujours de tromper l'ennemi» dira récemment le Ministre de Reagan, Weinberger face aux accusations -10 ans après- d'avoir couvert la falsification des premiers tests du programme Star War, afin d'obtenir le budget spécial du Congrès et l'embrigadement de dizaines de transnationales européennes et japonaises.

C'est bien là une dominante de la guerre froide reaganienne, parallèlement à la mobilisation sur le front Est, elle est une tentative de rétablir le leadership US sur le camp occidental et de contrôle de l'entière course aux armements pour bénéficier de l'afflux de capitaux et obtenir ainsi les premiers fruits de croissance produits par ce secteur.

Autre exemple significatif. Le **Groupeement Européen Indépendant de Programme (IEPG)**, seule structure de l'OTAN à laquelle participe la France officiellement, (cette représentation est assurée par la

DAI et donc par Audran en 1984), est l'objet d'une tentative d'OPA de la part du Pentagone, en effet celui-ci devient le principal bailleur de fond de l'organisme intégré. Mais c'est une nouvelle escroquerie puisque ces fonds Nunn ne sont qu'une partie des capitaux en provenance d'Europe attirés aux USA par l'IDS!!

La course à la technologie -et principalement dans le domaine militaire- révèle la guerre économique et commerciale. En Europe, elle prend donc en permanence un double caractère, collaboration avec les USA, quand il s'agit de prendre une attitude belliqueuse face à l'URSS et lorsque une majeure partie des gouvernements et patrons signent l'accord IDS; et fortement contradictoire quand, par exemple, les mêmes -moins d'un mois plus tard- répondent à un autre appel pour «une coopération plus étroite dans le domaine technologique, c'est Eureka, l'IDS-europe de la technologie» (dixit Mitterand).

«La priorité doit donc être à l'organisation de la technologie, il y va de notre intérêt industriel et scientifique, comme de notre intérêt militaire» (Hernu à propos de ce même projet, en juillet 85).

Au fur et à mesure de son développement et de son accélération la course aux armements prend toujours plus des caractères contradictoires, simultanément un ultime et décisif affrontement sur la ligne de contradiction Est/Ouest qui a dominé l'époque qui s'achève, et les premiers combats interimpérialistes de la confrontation pour le moment encore économique entre les trois puissances occidentales, USA, Japon et Europe occidentale.

Ainsi lors de la conférence de l'IEPG de 1985, les travaux de la commission Vredeling -commissaire européen- projettent les nouvelles grandes lignes de la restructuration des programmes de la structure européenne: 1) concurrence industrielle avec les USA et le Japon, 2) concentration et création de groupes industriels européens capable de supporter cette concurrence grâce à des projets technologiquement avancés et leur restructuration productive (c'est à dire aussi des licenciements, plus d'un million dans ce seul secteur en quelques années), 3) et enfin étendre les marchés en vendant plus d'armes aux pays dépendants.

Avec les conclusions de l'IEPG, réorientant de cette manière l'activité pour les dix ans à venir du principal animateur des CMI européens, l'on constate une préparation de conflits dépassant déjà le seul monde bipolaire Est/Ouest, et tournée en conséquence vers une aggravation de la contradiction concurrentielle entre les trois grands pôles impérialistes occidentaux et vers une généralisation de la guerre dans les pays des trois continents, et son retour en Europe même, à l'Est du continent, dès la fin de la décennie (Géorgie,

Moldavie, Arménie et bien sur l'ex-Yougoslavie).

En 87, 36 guerres étaient en cours, desquelles 22 ont coûté la vie à 2 millions de personnes dont 84% de civils -source: rapport de l'ONU-

Mais alimenter ces conflits pour en tirer des bénéfices signifie aussi briser les limites «humanitaires» de façade que l'on s'est imposé, et donc outrepasser les embargos officiels par tous les moyens mêmes illégaux, avec pour premières conséquences, une longue litanie de scandales et d'"affaires» (et de procès avortés bien entendu). Luchaire et l'IranGate, mais aussi en RFA avec les divers fournisseurs des industries irakiennes de gaz de combat, en Italie, Valsella Meccanotechnica; aux Pays Bas, Muiden Chemie PV; en Espagne, Bovigasa SA; en fait partout en Europe, Royal Ordnance, British aerospace, Thomson, Helitrade, Bofors-Nobels, Gechem SA, Oy Forcit, Voest Alpine, Noricum,.. Il faut dire que les 10 milliards de dollars dépensés en armes par an tant par l'Iran que par l'Irak, attisent de nombreuses convoitises et avidités. Et la France fera de cette boucherie laminant deux populations déshéritées et spoliées, une affaire rentable et des profits considérables. Le général Audran, «Monsieur Irak» selon son sobriquet au Ministère, joua lui-même un rôle essentiel dans ce trafic prédateur.

En Avril 81, Mitterand avait pourtant affirmé: «Demain les peuples du Tiers-Monde ne se battront plus par armes françaises interposées». Il faut ajouter qu'il avait dit aussi quelques années auparavant, «la gauche n'a pas d'efficacité dans le déni d'elle-même. Sans morale politique, elle est pire que la droite puisqu'elle trompe l'espérance».

En 84, le commerce des armes dans le monde se chiffre à 35 milliards de dollars et en 85, les dépenses en matière de défense atteignent le somme astronomique de 940 milliards de dollars. Durant cette même période, la France grimpe au troisième rang des vendeurs de canons, le général Audran en tant que principal responsable de la Délégation aux Affaires Internationales et à la CIEEMG, est un artisan essentiel de cette «réussite»; par ailleurs le budget de la défense connaît lui aussi un niveau record sans précédent.

Durant l'année 1983 et les deux années suivantes, la militarisation de l'économie internationale s'accélère fortement. Cette tendance générale à la guerre est alimentée par deux mouvements s'activant l'un l'autre, d'un côté la forte disparité de croissance au niveau mondial et précisément entre les principales puissances impérialistes, et par ailleurs la montée en spirale des coûts de l'armement et de l'entretien des forces armées.

Dans ce contexte, le lobby militaro-industriel européen en formation pèse de tout son poids pour une doctrine intégrée de défense, et donc pour une

véritable politique et une intervention internationale commune.

VERS L'UNION EUROPEENNE.

La première moitié des années 80 marque un tournant dans la construction communautaire et un pas décisif dans la formation d'un centre impérialiste concurrentiel sur le continent européen. L'intégration des principaux pays de l'ouest-européen avait connu jusque là deux époques, toutes deux étroitement dépendantes des nécessités de l'internationalisation des capitaux, des relations avec les USA et de la rivalité avec les pays du bloc de l'Est. Les sommets de Stuttgart en 83 et celui de Fontainebleau l'année suivante ouvrent la troisième phase et concrétise la marche vers l'Union européenne.

Une première phase après guerre, entièrement modelée par l'hégémonie US et la réorganisation des marchés, de la production et des Etats qu'elle détermine dans le camp occidental à partir des grands traités internationaux et instances telles Bretton Wood, FMI, BIRD, GATT,...

La reconstruction des pays européens ruinés par la guerre est de cette manière l'occasion de leur rapprochement sous la tutelle de l'aide américaine.

La politique de Washington est explicite à ce propos et ses quatre priorités sont exprimées clairement lors du sommet occidental de septembre 47: 1) mesure de stabilisation des monnaies, 2) suppression des principales barrières douanières, 3) équipements de base, de relance et de soutien aux investissements US, et enfin 4) la création d'un organisme multinational doté d'un pouvoir exécutif véritable.

Le plan Marshall (ERP: programme de reconstruction européenne) sert de premier pilier à cette phase d'intégration, en dressant un rempart face à la menace communiste:

-Celle en provenance de l'URSS et de ses alliés, avec la constitution de l'OTAN (4.49) et la mise en oeuvre du PADM (Plan d'assistance et de défense mutuelle, 1450 millions de dollars d'aide en matériel militaire US).

-Et la menace des luttes prolétariennes dans les pays européens eux-mêmes, en appuyant financièrement les gouvernements, en fournissant là encore du matériel militaire contre-insurrectionnel, en corrompant une partie du personnel politique et syndicaliste (à titre d'exemple, en 1952 en France, 227 responsables politiques et syndicalistes, de même que des journalistes recevaient un salaire régulier de la part de la CIA, ainsi que trois quotidiens, des revues et une maison d'édition (PUF). Avec pour tâche de gagner

l'opinion publique aux thèses de l'alliance Franco-américaine comme pilier du monde libre; de la présence indispensable des troupes US sur le territoire et enfin de l'unité et l'intégration européenne -source: archives fédérales US retranscrites dans «L'influence américaine dans la politique française 45-54).

La politique de containment anti-communiste domine entièrement la première époque de l'intégration européenne, elle permet de stabiliser le front Est et de briser les deux principaux processus internes d'émancipation en Italie et en France, elle permet également de lier à nouveau l'Allemagne à ces pays en relançant son énorme potentiel industriel, jusqu'à sa propre militarisation et même nucléarisation (57). Ce mouvement conduit simultanément à la profonde mutation institutionnelle de tous les pays européens (en France autour des nouvelles constitutions des IV^e et V^e Républiques, en Italie avec la 1^{re} République, en RFA avec la Constitution de Washington,...). Une transformation générale ayant pour but central l'adaptation de ces états à leurs nouveaux rôles et fonctions dans la reproduction internationale du capital sous dominance US.

Le développement chaotique et inégal du capitalisme modifie en permanence l'équilibre des relations entre les diverses puissances et leur hiérarchisation, et c'est ce qui se révèle lors du saut qualitatif de l'intégration européenne du début des années 60. Une phase nouvelle.

La RFA possède dès l'immédiat après guerre le potentiel économique le plus puissant et ainsi pour la 3^e fois au cours de ce siècle, elle devient le générateur de croissance pour tout le continent. «L'impérialisme allemand détermine le mouvement du continent européen, il en ralentit ou en accélère les rythmes», et d'autant plus que dès lors le bourgeoisie allemande se fait européenne en rejetant les «habits du nationalisme» devenus trop étriqués à son développement réel.

Entre 48 et 52, la production industrielle allemande a augmenté de 110% et son PIB réel de 67%, depuis son taux moyen de production par habitant (et ce jusqu'en 62) est de 6,8 alors que celui des USA n'est que de 1,6.

Le rythme d'expansion de l'ensemble européen s'en trouve tout naturellement accéléré pour atteindre un niveau supérieur au rythme US; entre 50 et 70, la production intérieure brute progresse en moyenne de 5,5% et de 4,4% par habitant, la production industrielle de 7,1%, dans tous les domaines, un point de plus que la moyenne mondiale. Le développement inégal s'évidencie ainsi, et le rapport entre les USA et la CEE se modifie de 18,4% à l'avantage de cette

dernière. Sa part dans l'économie mondiale de biens et de services passe de 37 à 41% et pour la production industrielle de 39 à 48%.

C'est en ces termes que le développement du capitalisme international pose les conditions de la construction de la Communauté et de son organisation: le Marché Commun.

La CEE exprime juridiquement et politiquement l'ensemble de ce mouvement économique et se présente comme la tentative programmatique de coordonner les diverses tendances économiques en permettant une plus grande concentration des capitaux et des productions, et donc une plus grande productivité. L'intégration a toujours été dominée par cet objectif: élever le taux moyen de productivité et donc, tenter de bloquer la baisse tendancielle du taux moyen international de profit.

En conséquence, il est bien évident que la réalité économique du capitalisme monopoliste d'Etat (CME) se profile déjà au niveau européen, et il se retranscrit par des structures para-étatiques. Le triangle institutionnel: le Conseil, la Commission et le Parlement. Mais aussi la Cour de Justice puis la création de l'espace judiciaire européen (76-77), un comité monétaire base de l'ECU et du SME (78),...

Par ailleurs, si le rapport d'exportation directe et indirecte de capitaux entre les USA et la CEE s'équilibre à la fin des années 60, un écart très important se creuse dans le domaine de l'exportation des capitaux en direction des pays dépendants. En effet, en 56, les USA exportaient 47% de tout le mouvement des capitaux privés vers les trois continents, la CEE les devançaient déjà avec 51%, et ceci ne fait que s'accentuer, ainsi en 71, les exportations US régressent à 38%, celles de la CEE, elles, gagnent 5 points avec 56%.

Les diktats de Yaoundé puis de Lomé (conclus entre la CEE et des dizaines de pays dépendants) sanctifient cette domination et concrétisent le caractère impérialiste et la vocation de puissance mondiale de la CEE. Et par là, également sa nature fondamentalement réactionnaire.

Ces deux premières phases ont établi des bases solides au processus d'intégration, et il est absurde de le contester en rabachant les éternelles litanies sur la fragilité de l'édifice, sur le retour à «son» national, à un éventuel protectionnisme au premier revers, etc... Justement au début des années 70 alors que le monde et donc la Communauté sont confrontés à la plus importante crise de surproduction depuis la seconde guerre, aucune structure essentielle de la CEE n'a été

démantelée, ni même bloquée, pas le moindre réflexe protectionniste n'a pointé à l'horizon, alors qu'il gagne ailleurs les réalités du commerce mondial!

Au contraire, le mouvement de fusion et de mecano industriel et financier se dynamise davantage, de même le commerce inter-communautaire s'organise et s'étend.

- Malgré certaines lacunes (telle l'électronique ou l'automobile) de nombreuses branches parmi les plus importantes sont déjà restructurées au niveau européen, l'aérospatiale et l'aéronautique, l'armement, l'énergie, la distribution et l'agro-alimentaire, mais aussi les banques et les assurances,...

Les capitaux se concentrent. En guise d'exemplification, il faut dire que le nombre des prises de contrôle dans la CEE par les 1000 premières entreprises européennes a été multiplié par 10 entre 83 et 88.

Mais ce mouvement ne tend pas uniquement à forger un tissu financier-industriel sur la base d'un partage du grand marché intérieur, il vise en tout premier lieu à s'accaparer une part plus grande du marché mondial et de rivaliser avec le capital US et japonais.

La crise de surproduction a donc alimenté (au contraire des discours doctrinaires) la concentration des forces capitalistes sur le continent. Les questions de l'unification de l'Europe s'insèrent vraiment dans le contexte mondial. Et en conséquence dans la guerre économique que se livrent les trois grands pôles impérialistes, toujours plus imbriqués et inter-dépendants par la qualité internationale des capitaux et toujours plus rivaux du fait du manque d'espace et d'activité pour leur valorisation.

Les transnationales à base européenne exigent une CEE forte et capable d'unifier et de représenter leurs intérêts face aux deux autres blocs.

Pour s'affirmer, pour réussir à valoriser leurs capitaux et ainsi se développer, ses forces productives internationales ont un besoin vital d'un marché, un marché continental dépassant le cadre devenu trop étroit du marché national. Et pour garantir historiquement l'existence de ce marché, elles nécessitent également une domination complète de la super-structure et ainsi l'édification d'un ensemble étatique au delà de l'ancien Etat-national.

Voilà quel est le sens profond des mutations de la CEE en 83-85. Le graduel cumul des mouvements de la structure et des réponses juridiques et politiques de la communauté ont provoqué un saut qualitatif de l'ensemble vers l'UNION.

Le 20 janvier 1983, Mitterand prend la parole devant le Bundestag pour consolider la position de Kohl sur la question des euromissiles, mais cette intervention fait partie également des cérémonies de com-

mémoration du 20ème anniversaire du Traité de Paris, ce Traité signé par De Gaulle et Adenauer instituant l'axe Paris-Bonn comme stabilisateur du marché commun en formation.

Et c'est justement, les réunions organisées autour de cette commémoration qui donnent lieu à une intense revitalisation de l'axe et la définition de ses principales orientations stratégiques. Une phase décisive. En effet, car dès le sommet de Stuttgart en juin de la même année est signée la Déclaration sur l'Union Européenne. Un an plus tard, à Fontainebleau, c'est le principe de la levée des frontières et de la libre circulation qui fait l'objet de l'accord. Et enfin, dans les semaines qui suivent ce sommet, la France et l'Allemagne paraphent le traité de Sarrebruck base des fameux accords de Schengen.

Parallèlement, de grands projets transeuropéens sont mis sur pied dans les domaines fondamentaux de la haute technologie, c'est bien sur Euréka, mais aussi Esprit (technologie de l'information), Brite (Technologies industrielles et robotique), Race (technologies des télécommunications), ... La communauté prend ainsi à sa charge l'encadrement des besoins de recherches et projets d'investissements dont les montants sont de plus en plus gigantesques, comme c'est le fait déjà pour Airbus, Ariane-espace ou encore pour certains systèmes d'arme.

Cette dynamique intense d'unification, de militarisme et de course technologique orchestrée par l'axe Paris-Bonn, aboutit à l'Acte Unique (Février 86), c'est-à-dire l'ouverture d'un processus institutionnel de transétatisation au niveau continental parcourant toutes les instances régionales, nationales et communautaires, devant garantir l'espace du Grand Marché, et modifier les principales compétences étatiques (fiscalité, politique sociale -au minimum bien évidemment-, l'environnement, la recherche, les transports, l'agriculture, la concurrence, le Fond social, l'aide aux régions, la formation professionnelle, ...); sans compter le renforcement et l'extension de la codification européenne, la création d'un tribunal de première instance, la suprématie de la loi communautaire sur la loi nationale, la formation d'Europol, .. ou bien encore, la création des premières unités udtes d'une armée intégrée, ...

Le grand bond de 83-85 conduit à Maastricht et à l'UEM, aux grandes restructurations industrielles, monétaires et institutionnelles dont nous vivons aujourd'hui directement les développements, les révisions constitutionnelles en France, en Allemagne, en Italie, ... les mesures de protection des nouvelles

frontières, l'uniformisation et la pacification des citoyens européens, le rejet des étrangers, les lois racistes, la régression du droit d'asile, ...

C'est le contenu du texte d'"Union" du sommet de Stuttgart, et de celui sur la libre circulation de Fontainebleau, c'est ce qui fallait lire et saisir pleinement pour pouvoir développer une véritable action révolutionnaire visant à briser leur projet d'exploitation et d'oppression sur le terrain européen.

Entre 83 et 85, c'est sur l'espace continental que se conjugent dans la tendance à la guerre, les grandes lignes de la contre-offensive bougeoise et les contradictions générales de l'époque, la contradiction Est/Ouest, avec un camp occidental qui a de plus en plus de mal à brider ses rivalités inter-impérialistes, et fondamentalement la contradiction Capital-Tavail, de même que celle se renferçant entre le degré d'internationalisation réelle du capital et les limites de l'appropriation privée, l'absence d'institution régulatrice.

Dans ce contexte l'Union européenne est dominée par la logique de la concurrence inter-impérialiste, et donc par les intérêts exclusifs et spécifiques du grand capital monopoliste. Ainsi chacun de ses rapports et appareil porte la marque indélébile de la concentration des pouvoirs économiques et politiques. D'où leur action technocratique et autoritaire dans la régression sociale, l'accentuation de la polarisation des classes, leurs décisions occultes et „sans appel“ dans les atteintes aux libertés politiques et syndicales, la montée des politiques réactionnaires, ségrégationnistes et fascistes, et l'intervention contre les peuples dépendants.

Nous venons de dessiner à grands traits les conditions générales et les contradictions dominant la période décisive 83-85 sur le continent.

Ces conditions créées par la crise, la contre-offensive bourgeoise et les contradictions qu'elles ont avivées, ont provoqué dans tous les pays de l'Union Européenne, la levée d'immenses mouvements de résistances populaires. Un combat de masse contre les politiques de rigueur, la désindustrialisation et l'implantation des missiles.

Des millions de personnes descendirent dans la rue, des ouvriers et des mineurs menèrent des grèves dures, souvent très longues; telles celles des mineurs britanniques (84-85), celles des métallos allemands (mai - juin 84), ou bien encore les grèves générales italiennes et belges contre les mesures d'austérité et les pactes «sociaux» des gouvernements Craxi et Martens Le «Mouvement contre la Guerre» prit également un essor considérable, des dizaines de gigantesques manifestations, mais aussi des concentrations

régulières autour des grandes bases US, des blocages de trains, des sabotages.

De juillet 84 à août 85, l'offensive «Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest» fut le cadre de notre engagement au cœur de l'affrontement et de la résistance des masses. Cette offensive introduisit ainsi un processus de lutte et d'unité de longue durée ayant pour objectif principal, celui de faire surgir les caractères révolutionnaires des confrontations en cours, de forger une conscience de l'époque, de ses nécessités politiques et combattantes - nouvelles, et d'affronter l'aiguïsement des contradictions à leur niveau le plus élevé.

Immédiatement, cet engagement nous conduisit à dépasser les marques de la stratégie d'attaque contre les seules structures de l'OTAN ou le cantonnement aux visions réductrices des formations économique-sociales capitalistes et des rapports étatiques, héritées de la phase antérieure dominée par le national.

Il était vain d'en rester aux comptes d'apothicaire pour calculer le poids des souverainetés conservées par l'Etat-nation, car l'essentiel était de bien saisir le nouveau émergeant avec la restructuration capitaliste, comprendre si c'est sur ce terrain là ou sur celui qui graduellement perd de son importance, que les avant-gardes combattantes réussirent à représenter et à imposer les intérêts politiques et économiques des classes exploitées dans les contradictions de l'époque.

Dès lors, en ce qui nous concerne, nous avons caractérisé l'intégration européenne comme l'un des principaux pivots réactionnaire de la phase et un élément fondamental dans la contradiction Etat/Classe. Il s'agissait donc d'apporter à la modification qualitative de cette question capitale, une réponse qualitativement adaptée. C'est-à-dire rechercher, élaborer et pratiquer une ligne concrète sur ce terrain.

Le développement de l'affrontement au niveau continental requière plus qu'un simple rapprochement internationaliste, il exige la formation d'un sujet politique continental et un contenu stratégique correspondant.

En janvier 85, le texte en commun avec la RAF matérialise les premiers pas de cette ligne commune une volonté d'unité, celle de construire dans le combat une référence pour l'ensemble du prolétariat de notre continent.

Les notions communes contre le général Audran, contre Zimmermann, patron de l'aéronautique allemande, ou bien encore l'attaque de la base aérienne américaine de Francfort ont démontré notre détermination à sortir des déclarations de principes, des soutiens logistiques, des solidarités ponctuelles, pour réellement «LUTTER ENSEMBLE».

Ce cri résonna dans l'Europe entière. Et y répondrent en écho des centaines d'actions militantes, des attentats, des sabotages, mais aussi de nombreuses initiatives du mouvement et des prisonniers révolutionnaires.

Dix années après. Malgré les défaites, le recul des avant-gardes armées et de tout le mouvement révolutionnaire antagoniste, nous considérons que cette ligne reste praticable et même essentielle à une reprise de l'offensive, parce qu'elle a su expérimenter dans le combat des axes nouveaux de la guerre révolutionnaire en Europe, après le tournant historique du début des années 80, en apportant un dépassement conséquent aux grandes lignes fondamentales de la lutte des classes à l'époque de l'impérialisme, telles:

- Le Front révolutionnaire anti-impérialiste avec les luttes des prolétaires et des mouvements de libération nationale des pays dépendants, un front se forgeant et s'unifiant dans l'affrontement contre l'ennemi commun: l'impérialisme.

- La guerre révolutionnaire, stratégie de renversement de la guerre civile permanente entre les classes en révolution prolétarienne. Un processus ayant comme pivot l'unité du politique et du militaire dès son début et comme méthode principale, la clandestinité.

Nous rejetons sans réserve les grandes déclamations et les élucubrations sur le «tout nouveau», le replis «chez soi» et les liquidations de ceux qui tournent le dos à leur propre histoire, parce que nous voulons être, à partir de notre place actuelle dans le combat, de ceux qui actualisent cette ligne, en débattant, en osant critiquer les erreurs commises, les limites de l'expérience et les échecs, mais seulement pour leur apporter une véritable rectification et de nouveaux développements, et en tout premier lieu, en soutenant tous ceux qui militent et combattent aujourd'hui pour ces perspectives révolutionnaires, dans la guérilla et dans les multiples réalités du mouvement prolétarien.

Aucun thermidor n'a démontré l'inutilité d'une révolution, la semaine sanglante n'a pas sonné le glas de la révolution prolétarienne, ni l'échec de l'insurrection de 1905 ne condamna les conseils ouvriersBien évidemment, la surface des choses immédiates pourrait laisser croire que nous tous, qui avons combattu au cours de ces années, l'avons fait en vain, que nos méthodes et nos orientations étaient erronées, qu'aujourd'hui le mouvement est plus faible à ce qu'il était au début des années 80. Ce sont là des constatations faciles de ceux qui refusent d'aborder la critique constructive de cette période, de rechercher les véritables causes au recul révolutionnaire, de ceux qui veulent rester là où la contre-révolution les a mis: à terre. Leurs désespérances phraseuses et personnelles

ne nous émeuvent pas. Nous savons très bien que les belles phrases sortent toujours du cadavre des révoltes et des révolutions.

Malgré la dureté actuelle des conditions du combat, la faiblesse et le relatif isolement des forces révolutionnaires, nous sommes convaincus que l'action et la résistance des militants aujourd'hui acquièrent d'autant plus de valeurs et de potentialité face à la crise du capitalisme et des relations impérialistes.

Une situation mondiale et continentale dans laquelle la détermination et la capacité à développer le combat et la perspective révolutionnaire «décident du destin de millions et millions d'hommes par le monde, la vie et le destin de générations présentes et à venir».

Mais revenons une dernière fois sur la période 83-85 et l'offensive «Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest» pour tracer quelques grandes lignes ayant dominé notre intervention.

Malgré leur détermination, leur force, leur capacité à assumer les caractères d'un affrontement politique élargi, les luttes contre les politiques d'austérité ne sont pas parvenues à bloquer les restructurations et leurs multiples conséquences pour l'emploi, les prestations sociales, les services publics, les nouvelles conditions salariales et de travailAu contraire, les gouvernements ont pu accélérer leurs projets, avançant au pas de charge et à la matraque quand cela s'avéra nécessaire, mais le plus souvent, ils ont atteint leurs fins grâce à la collusion avec les syndicats dans les compromis au rabais.

Aujourd'hui, plus que jamais, les syndicats marchent à reculons, bradant les conquêtes des travailleurs au nom de «pactes sociaux» ou de «plans pour l'emploi et la reconversion» (Tels le Pacte Social Italien de janvier 83, les accords PSOE-syndicats en Espagne, la collusion de la «vague rose» ici, ...).

Ainsi, les instruments et les méthodes qu'ont forgé les prolétaires jusque là, aujourd'hui les brident dans leur capacité à résister, à s'organiser en les réduisant au partiel et au ponctuel, à défendre le «chacun pour soi» de son emploi, de son atelier, de son entreprise, de sa branche, de son pays; ... et à accepter globalement les réalités de la guerre économique et la mobilisation pour la compétitivité «nationale».

Les syndicats modelés par la phase fordiste et les relations avec l'Etat du Welfare, sont totalement intégrés à l'Institution, d'ailleurs ils ne sont plus que les courroies de transmission des partis réformistes. Leurs directions participent à l'élaboration et à l'entretien des accords contractuels et des grandes illusions sur l'alternative électorale.

Les mobilisations de cette époque démontrent une nouvelle fois et sans ambiguïté qu'aucune lutte

prolétarienne radicale n'est possible sans une rupture avec le contrôle syndical.

De plus, les luttes contre la restructuration ont marqué clairement les limites de ces structures à sauver l'emploi, à protéger les salaires et les conditions de travail, à affronter les principales politiques anti-prolétariennes du patronat et de l'Etat. Leur préchi-précha du réalisme et du raisonnable ne sert plus à rien sinon à faire accepter l'inacceptable du débauchage et de la casse industrielle.

Face à la crise et aux conditions de la nouvelle époque, le dépassement historique des bureaucraties syndicales et leur incapacité à représenter les intérêts réels des travailleurs apparaissent au grand jour.

Ces derniers dans leur majorité, l'ont compris et dès lors rejettent l'embrigadement des confédérations. Même si parfois, la rupture avec le syndicat conduit à des formes larvées de néo-corporatisme, ce rejet et ce désaveu ne constituent pas un obstacle aux luttes et aux mobilisations organisées et conscientes.

Bien au contraire, ils sont justement la source et les facteurs concrets d'une conscience des travailleurs pour un cycle nouveau de lutte dans la revitalisation des conseils, des comités et des assemblées de coordination. Nous l'avons constaté avec l'émergence des Cobas italiens, la force de l'assembléisme dans la péninsule ibérique, mais également ici avec les coordinations d'ouvriers, celles des travailleurs de la SNCF, des infirmières, des lycéens et étudiants.

Au cours de la décennie, ces organismes de masses se frayent un chemin d'expériences en expériences en soustrayant les prolétaires à l'influence des directions et en étant la garantie de leur autodétermination dans les luttes. C'est la voie de l'autonomie de classe et de l'émancipation réelle.

Mais malgré l'immense apport dont ces expériences enrichissent le mouvement prolétarien, malheureusement trop souvent, elles restent dans les traces du syndicalisme et de son cadre réducteur fait d'objectifs locaux et partiels. En effet, comme lui, elles poursuivent avec retard les conséquences désastreuses des décisions patronales et gouvernementales. Souvent également, elles tombent sous la coupe d'éléments économicistes et anarcosyndicalistes dont elles finissent par prendre les défauts dans un perpétuel balancement avec le radicalisme verbal et la collusion plus ou moins affichée.

Ainsi, elles ne sont pas parvenues jusqu'à aujourd'hui, à élaborer et à projeter une action générale adaptée à la phase et à l'attaque de l'Etat et des patrons, et en tout premier lieu sur le train continental.

Pourtant la mobilisation d'une force prolétarienne assez puissante pour briser la contre-offensive bourgeoise dépendait et dépend toujours d'une telle action, et d'une telle conscience.

C'est en sortant des tranchées illusoire de l'auto-défense et du localisme, en se hissant à la hauteur des véritables enjeux de l'époque que les luttes et les résistances de mouvements sociaux et politiques pourront faire échec au plan d'austérité et de compétitivité productives de l'Union européenne et des divers gouvernements.

Seule une telle mobilisation du prolétariat et un combat déterminé de ses avant-gardes de lutte peuvent apporter un bouleversement réel des conditions de vie et de travail des prolétaires et de leur famille.

«La construction européenne dans ses divers degrés de développement, pèse toujours plus lourdement sur les rapports de classes. Et avant tout, sur ceux dans l'usine, car le coeur de la restructuration capitaliste reste aujourd'hui plus que jamais l'extraction de la plus-value.

La simultanéité des luttes sociales et ouvrières en Italie, Allemagne, France et Espagne, ne doit pas seulement faire comprendre et refléter l'homogénéité des processus d'où elles surgissent, et le manque d'une référence politique révolutionnaire adéquate qui la soutienne, elles nous démontrent combien elles poussent objectivement la bourgeoisie à la centralisation politique européenne.

C'est sur ce terrain que se condensent et se condenseront toujours plus de puissants combats de pouvoir.

C'est sur ce terrain que le mouvement prolétarien doit relancer et vérifier la perspective d'émancipation.

Dans la lutte contre les tendances à la guerre, l'annonce de l'implantation des missiles Pershing II et Cruise a cristallisé également un immense rejet populaire sur tout le continent.

De Comise à Florennes, de Francfort à Torrejoon, ... des millions d'hommes et de femmes se mobilisèrent pour s'y opposer. Ainsi cette lutte est devenue emblématique du puissant «Mouvement contre la Guerre» et de la résistance face à l'OTAN et aux politiques de réarmement. Plein de vie, d'initiatives, de consciences et de potentialités, cet élan populaire reste pourtant disparate, éclaté et très localiste.

Dominé par des directions pacifistes (vertes ou révisionnistes) aux visions partielles, limitées et électoralistes. En conséquence, les mobilisations furent cantonnées essentiellement autour du thème des implantations et localement contre les bases US concernées par l'arrivée des missiles. Sans jamais pouvoir et avoir la capacité d'aborder et de dénoncer les causes fondamentales de la guerre et du militarisme: le mode de production capitaliste, la concurrence et le monopole qu'il dynamise jusqu'à la crise et sa

résolution sanglante. Et donc sans jamais les affronter à la racine.

De même et en conséquence, ce mouvement demeura silencieux à propos des autres formes du militarisme, les interventions impérialistes contre les pays dépendants (au Tchad, au Liban, à Grenade,...), la pénétration de la militarisation dans la société (le rôle omniprésent de l'armée, à l'école, dans la formation professionnelle, le service militaire dressage, mais aussi l'usage de la DOT - Défense Opérationnelle du Territoire - contre la résistance et la guérilla ...) le complexe militaire industriel et les ventes d'armes.

Ou encore, si le «Mouvement contre la Guerre» désigna l'OTAN et l'impérialisme US comme étant l'ennemi principal; par contre, et même que le mouvement contre les politiques d'austérité, il n'aborda jamais les conditions de réarmement dans leurs configurations européennes. C'est-à-dire, déjà à cette époque, les termes du militarisme en provenance de la structuration même de l'Union, une puissance impérialiste à part entière dans le bloc USA Japon-Europe, et ainsi un élément fondamental des contradictions inter-impérialistes et donc de la tendance à la guerre.

Par contre, tout comme le mouvement prolétarien, le «Mouvement contre la Guerre» fut le théâtre d'un réel élan d'auto-organisation, de nombreux collectifs, coordinations et noyaux de sabotages sont apparus, et ils ont su tisser un vaste réseau de communication et d'information politique en des termes qualitatifs nouveaux.

Sur le continent européen, historiquement la force et la conscience de l'antagonisme du prolétariat se mesurent à sa capacité d'autoorganisation. C'est la clef essentielle des affrontements révolutionnaires dans nos pays et cela depuis les soviets russes de 1905 jusqu'aux comités d'occupation de mai 68. Et c'est pourquoi l'engagement des avant-gardes de lutte, à ouvrir de nouveaux espaces politiques et à consolider les organismes autonomes surgis des combats sociaux et anti-impérialistes, est primordial. Et d'autant dans les nouvelles configurations de la conscience de classe sur ce thème. A chacune de ces déterminations, il doit renforcer le front de classe et sa solidarité dans sa rupture avec les diverses conciliations de l'Institution et de la gestion du système, les partis réformistes et révisionnistes, les bureaucraties syndicales et les tenants du pacifisme bourgeois.

La coordination des comités de lutte, des conseils d'usine, de quartier et leur front d'unité de classe sont seuls capables de concentrer l'antagonisme des masses et d'en être les instruments corrects.

Le début des années 80 porte l'emprunte d'un saut qualitatif dans la relation avant-gardes et mouvement des luttes. C'est une donnée fondamentale.

Et l'aboutissement de deux décennies de lutte critique contre le révisionnisme matérialisé par des structures telles le PC et la CGT. C'est-à-dire contre le modèle de l'opposition institutionnelle et ses bureaucraties patentées.

Mais échapper au révisionnisme, aux mécanismes et à l'abstrait de vagues positionnements de principe, pour les révolutionnaires ne signifie pas aller au plus facile en prônant tout aussi abstraitement, mécaniquement et en des termes tout aussi révisionnistes, la dominance exclusive de l'un des deux pôles de la relation, en sacralisant soit le «guide suprême» ou alors le seul mouvement à la base.

Tout au long du processus révolutionnaire, l'avant-garde exprime un degré d'organisation, de conscience, de projet et d'antagonisme contre l'Etat, distinct de celui du mouvement. Et en cela, elle ne peut agir qu'en «parti».

Mais, «si la conscience de cette distinction et même-sa matérialité s'imposent avec clarté, elles s'établissent politiquement dans le cadre concret du combat..... Ainsi, l'avant-garde est distincte mais son existence, sa lutte et son développement sont rendus possibles et se légitiment non pas en une - représentation - abstraite des intérêts de classe, mais bien dans la vérification politique qui découle de la réalisation de ces intérêts généraux et particuliers de la classe - parmi les principaux - émergeant dans les différentes phases de l'affrontement de classe».

-Même si c'est avec des limites évidentes, les expériences mises en pratique dans cette période - telle la «stratégie de front» en Allemagne autour de la relation RAF - mouvement révolutionnaire - ont permis d'aborder la relation avant-garde mouvement des luttes en des termes nouveaux correspondants aux modifications historiques et en particulier, à la fragmentation sociale, et aux nécessités du processus révolutionnaire sur notre continent.

La tension permanente de la transformation réciproque avantgarde-mouvement devient le coeur de tout bond en avant dans le processus. Pour échapper à l'Institutionnalisation et au sectarisme, les avant-gardes de lutte se conçoivent plus encore au service permanent d'un combat ayant ses moments propres, et surtout ses niveaux politiques autonomie.

La faillite de la perspective tracée par la IIIème Internationale est principalement l'échec historique du dirigisme et du substitutionnisme. C'est-à-dire le projet de régler la question sociale et le «bonheur» des masses, en les réduisant aux rangs de spectatrices et de petits soldats.

La relation vivante du développement de la conscience de classe inclut l'autonomie, l'auto-détermination et l'auto-organisation des luttes.

La relation dialectique avant-garde-mouvement des luttes est un rapport ouvert et irréductible qui préfigure le double pouvoir révolutionnaire et ainsi l'antinomie la théorie de la conquête du pouvoir avec celle de la révolution elle-même. Cette perpétuelle interaction est le véritable élément dynamique permettant de projeter la recomposition du prolétariat dans ces configurations actuelles.

Aujourd'hui, la production capitaliste en devenant -un procès toujours plus global détermine une multitude d'instant d'exploitation, isolés mais tous étroitement interdépendants les uns des autres. Le prolétariat qui découle de cette production en assume le caractère fondamental, comme sujet révolutionnaire, il s'exprime en des milliers de luttes et dans un cadre toujours plus vague et complexe.

La reconquête de la solidarité et l'affirmation de la perspective ne peuvent plus se concevoir seulement dans l'usine, elles se forgent en homogénéisant le contenu essentiel de multiples ripostes prolétariennes à l'offensive du capital. Toujours les luttes ouvrières bien entendu, et celles des chômeurs, la répression et la prison, l'autoritarisme de l'Etat en général

Face à la division et à l'individualisme, fruits du système et du travail salarié, le prolétariat initiera sa recomposition comme classe révolutionnaire grâce à son mouvement autonome, renforcé et protégé par des avant-gardes combattantes conscientes de leur tâche.

Une autonomie et une recomposition prolétarienne d'autant plus capitales qu'elles sont le garant et la perspective révolutionnaire des luttes, celles contre les politiques d'austérité comme celles du Mouvement contre la Guerre, mais aussi celles des antagonismes sociaux affrontant le même ennemi : la bourgeoisie impérialiste.

L'unité dynamique de toutes ces mobilisations ne se réalisera pleinement que sous la conduite du procès de recomposition du prolétariat. De son auto-éducation et de son auto-organisation le rendant capable d'auto-valoriser les perspectives de bouleversement qu'il porte en lui.

Car il est historiquement la seule classe à pouvoir détruire radicalement les mécanismes sociaux de la décision du travail, du profit et de son usurpation, de l'exploitation du travail et de l'expansion de l'armée du chômage et de la précarité, ..., ceux de la relation impérialiste, de la concurrence entre les puissances, de la dépendance et du militarisme, ceux encore visant les victimes de la surexploitation et du racisme, les femmes, les immigrés, les handicapés, les vieux, les marginaux,

Le renforcement du pivot prolétarien et l'affrontement avec l'ennemi de classe - un seul et

même mouvement - permettent de changer le rapport de force en faveur des exploités et des opprimés, et ainsi de constituer des bases solides pour de véritables victoires dans les usines, les quartiers et la vie quotidienne de tous les prolétaires.

Dans ce combat permanent, s'éclaircit et s'affirme la perspective générale de la lutte de classe. Le renversement de la guerre civile permanente entre les classes sociales, en une révolution de la société. Une orientation anti-capitaliste et anti-impérialiste parce que résolument internationaliste.

Pour Marx, le mode de production capitaliste est mondial et les deux classes qu'ils fondent, la bourgeoisie et le prolétariat, sont internationales par essence. Même si pour s'affirmer, ce mode avait besoin de bases et de marchés nationaux dans un premier temps et continentaux aujourd'hui. Et si les classes, en conséquence, devaient elles aussi dans leur affrontement, se «nationaliser» selon l'expression de Gramsci, afin de pouvoir: pour la bourgeoisie, rationaliser sa domination en regroupant les autres strates exploiteuses et parasites; et pour le prolétariat, être le guide des «couches sociales étroitement nationales» pour leur libération. Depuis le XIXème siècle, toute la politique des communistes repose sur la pierre angulaire de l'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN. Non pas un principe éthéré, ni un mot d'ordre creux et une solidarité de pacotille, mais bien ce devoir présent dans chaque combat, chaque orientation et résolution stratégique.

Lénine écrivait : «Notre politique a une base juste, elle considère TOUTES les forces de classe à l'échelle internationale». De cette façon, elle acquière la potentialité réelle de développer l'unité des luttes prolétariennes dans un processus d'unité, conscient et combattant, de leurs avant-gardes.

Face à la crise économique, à la contre-offensive bourgeoise, aux menaces qu'elles font peser sur le prolétariat international et les peuples, en générant la guerre économique et la tendance à la guerre impérialiste, la politique qui dirigea notre action et en particuliers l'offensive «Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest», fut celle du DÉFAITISME REVOLUTIONNAIRE guidé par un internationalisme conséquent. En effet, nous combattons pour la défaite de notre propre impérialisme. Pour son affaiblissement dans une lutte permanente de sabotages et de mobilisation.

Une ligne de défaitisme offensif forgeant dans les combats une orientation de solidarité et de front international pour tous les prolétaires et les mouvements de libération des peuples dépendants.

Défaitisme révolutionnaire, dans la guerre économique et commerciale que se livrent les principales puissances et les monopoles impérialistes.

Cette concurrence acharnée les poussent à augmenter leur productivité en réduisant les coûts salariaux (réduction du personnel, diminution de la rémunération réelle, augmentation du travail effectif, délocalisation, ...) et les coûts des produits de base. Ce qui signifie concrètement la dégradation à long terme des conditions de vie et de travail des prolétaires dans le centre comme dans la périphérie.

A ce moment là, il convient de choisir sans ambiguïté ou la solidarité avec les intérêts de la bourgeoisie ou bien la solidarité internationale des exploités. Et la pratique de ce choix impose.

C'est en nous opposant au consensus bourgeois de compétitivité, aux politiques de rigueur et aux sacrifices sociaux que nous révélons leur contenu réel, c'est-à-dire la contradiction bourgeoisie/prolétariat, et que nous aidons ainsi à tracer un trait net entre les tenants de la conciliation et l'antagonisme de l'autonomie de classe. L'affirmation de la perspective et du programme communiste.

C'est en combattant les justifications idéologiques du chauvinisme, les «bonnes raisons» de la guerre commerciale et la pression économique contre les "pays du sud; les réalités de la surexploitation et du racisme qui accablent les travailleurs immigrés; la fermeture des frontières aux réfugiés, ... que la lutte anti-impérialiste se lie et forme une unité de classe élargie dans un véritable internationalisme.

Dans ces résistances, il est essentiel aux avant-gardes de lutte d'orienter les mobilisations du mouvement révolutionnaire dans une attaque convergente contre le pivot fondamental de la contradiction Etat/classe qu'est devenue aujourd'hui l'UNION européenne. Leur permettre de sortir des refuges de la microstratégie et du replis national, de saisir et de combattre cet ennemi redoutable qu'elle constitue pour les conditions de vie et de travail, et de briser l'uniformisation qu'elle ordonne dans un rapport de domination et de subordination réactionnaire et ségrégationniste.

Défaitisme révolutionnaire, face aux préparatifs de guerre et aux interventions militaires impérialistes contre les pays dépendants. «Nous sommes pour l'abolition des guerres, la guerre, nous ne la voulons pas. Mais on ne peut abolir la guerre que par la guerre. Pour qu'il n'y ait plus de fusil, il faut prendre le fusil».

Une orientation décisive dépassant le cadre étriqué et trompeur du pacifisme légal limité à la protestation symbolique, et matérialisée par nos actions lors de l'offensive.

Contre les généraux Audran et Blandin.

Contre les sièges politiques du Parti de la Guerre: l'Assemblée permanente de l'UEO, l'Institut Atlantique, le Parlement de l'Alliance Atlantique, (action réalisée à Bruxelles en commun avec les camarades de la résistance), ..., les services informatiques du SIAR (Surveillance Industrielle de l'Armement), l'ESA (Agence Spaciale Européenne),

Contre les entreprises du complexe militaire industriel et le potentiel productif d'armement, usines Dassault, Hispano, SAT, Contre les bases d'où ils partent pour mener leurs agressions, comme avec l'action contre la base US de Francfort en Commun avec la RAF. Base américaine pour la zone géostratégique méditerranéenne, moyen orientale et africaine.

Ces dizaines d'interventions, avec la RAF et de nombreuses réalités du mouvement révolutionnaire en Europe, marquèrent notre refus commun du nationalisme et du pacifisme légaliste, piliers du système, notre détermination à agir pour la défaite de la bourgeoisie impérialiste européenne dans les guerres qu'elle entreprend, à la transformer en révolution, et enfin à prolonger ici dans le centre le combat révolutionnaire des masses déshéritées des trois continents.

Aujourd'hui, comme hier, face au despotisme de l'Union européenne et à la dictature du marché, la priorité doit aller aux luttes, à l'agitation et aux mobilisations contre la désindustrialisation, le chômage, la misère, pour la défense des immigrés, contre le chauvinisme et le patriarcat, contre le racisme et le fascisme, pour un front de solidarité et de combat avec les prolétaires du monde entier.

A partir d'une interprétation correcte de cette lutte de classe, les avant-gardes combattantes doivent tisser des liens durables et fournir un mouvement prolétarien l'audace d'une perspective capable de tracer les contours d'une Europe populaire dans la revitalisation du projet communiste.

Une Europe révolutionnaire vivante dans un rapport d'émancipation avec les pays dépendants !

Unissons nos forces et luttons ensemble !

A PROPOS DU PROCÈS DE MAX FREROT

DU MILITARISME AUX DIVAGATIONS REACTIONNAIRES*LA RANDONNÉE MÉDIATIQUES DE FREROT ET CONSORTS.*

Pitoyable et dérisoire, telle fut en octobre dernier l'ultime représentation de Max Frerot devant les Tribunaux Spéciaux de Paris. Les délires et les crises de rage du personnage, sa confusion politique de nature raciste et réactionnaire, ont révélé dans le paroxysme tragi-comique, l'utilisation provocatrice qu'en font, et l'on peut ajouter depuis des années, les principales forces contre-révolutionnaires conjuguées qu'elles soient judiciaires ou médiatiques. En effet, se jouant de la faiblesse et des contradictions politiques de Frerot et consorts et suivant les besoins de l'époque, les nécessités de la lutte contre notre organisation et, plus globalement, contre la stratégie de la lutte armée pour le communisme, l'activité de ce groupe a été largement articulé à des manœuvres de contre propagande.

BREF HISTORIQUE

A sa formation en 78-79, notre organisation était représentée dans l'agglomération lyonnaise et sa région par une coordination de militants communistes assurant historiquement la continuité du mouvement mao (ex- gauche Prolétarienne). Si cette structure régionale produisit rapidement son unité armée, par ailleurs, elle n'arriva jamais dans un travail politique conséquent à enrayer le cycle de désagrégation commune à tous les groupes maos d'alors éparpillés aux quatre coins du territoire. Désagrégation entraînant entre autres des errances comme le localisme réducteur, le clanisme et son chapelet de personnalisme et d'autoritarisme... En conséquence, après un peu plus d'une année de lutte commune, le lien organisationnel fut définitivement rompu. Pour être tout à fait clair : **dès l'hiver 79-80**, la structure lyonnaise, toujours plus réduite à son unité armée et à sa praxis; ne pouvait plus se présenter comme interne à l'organisation ACTION DIRECTE.

Entre parenthèse, il convient aussi de signaler que si Frerot était, lors de cette période de lutte commune, sympathisant et militant d'un groupe d'appui, il n'a jamais été lui-même membre de l'organisation.

A partir de l'année 80, ce groupe lyonnais abandonna toute référence à ACTION DIRECTE pour agir sous la revendication d'AFFICHE ROUGE.

Printemps-été 82. Alors que notre organisation reprenait l'action armée avec l'offensive «Mener le combat dans la métropole avec les révolutionnaires du Tiers Monde», lors du sommet des pays industrialisés de Versailles et de l'agression sioniste «Paix en Galilée» contre le Liban, le groupe lyonnais intervint dans la région parisienne à plusieurs reprises en utilisant la revendication ACTION DIRECTE. Il faut dire que, dans une première phase, alors que ces revendications accréditaient la thèse propagandistique de la «mouvance AD», ces actions de résistance, articulées aux offensives et, dans leurs communiqués, jamais présentées en contradiction à la ligne de l'organisation, n'ont pas eu la réponse adéquate de notre organisation. Nous avons mal évalué cette démarche du groupe AFFICHE ROUGE, l'analysant très naïvement comme un processus d'autocritique de leur action militariste désastreuse conduite sur Lyon, et donc assimilé à une volonté praxique de rectification en agissant en noyau de résistance.

Janvier 85. Lors de l'offensive commune avec la RAF et la résistance «Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest», la contre propagande avançait, contre ceux qu'elles présentaient comme les tenants sanguinaires de l'euroterrorisme, une thèse nouvelle : la fameuse **branche nationale**, une pseudo scission majoritaire s'opposant à la ligne stratégique du Front anti-impérialiste. Chaque action de ce groupe fut alors montée en épingle et présentée comme la véritable continuité de la politique organisationnelle AD. Loin de dénoncer ces manœuvres d'utilisation et leurs implications politiques et loin de chercher à en débattre avec nous, l'AFFICHE ROUGE entra de plein pied dans un jeu de connivence avec les médias officiels, un jeu minable de «vizir voulant être Calife à la place du Calife» !

Un rôle qu'ils perpétuèrent en prison durant un temps, avant de se présenter comme «tendance maoïste» et ensuite sombrer dans le populisme réactionnaire que nous connaissons aujourd'hui.

LA MANIE MILITARISTE FACE A LA STRATEGIE DE GUERRE REVOLUTIONNAIRE

Une des principales déviations du militarisme est celle de concevoir son action violente déterminante dans l'instant, s'achevant avec lui. Et ceci combiné à une orientation politique tacticienne, limitée à la pression ponctuelle ou à des concepts populiste, de «bras armé des masses», prises génériquement, à un bon sentiment anti-Etat. Une action de fait limitée à exprimer une rage, au seul refus et à la réaction face à une situation ou un événement particulier. Par exemple, l'AFFICHE ROUGE pour protester, et seulement protester, contre l'Apartheid en Afrique du Sud fait sauter une agence Renault. L'action est réduite à l'intervention elle-même et accompagnée d'un laconique message de revendication, jamais elle n'est conçue comme un moment et un élément de construction révolutionnaire à partir d'une ligne stratégique véritable.

L'intervention protestataire repose, par principe, sur une méfiance en la possibilité de gagner de larges secteurs de classe à l'action révolutionnaire et, plus globalement, sur une méfiance tout court dans les masses et dans le triomphe de leur cause communiste. La protestation immédiatiste se réduit aux cadres de la pression - pour l'évolution de certains aspects plus ou moins outranciers de la dictature bourgeoise - et, de fait, elle condamne tous ses adeptes au **réformisme violent** (Réformisme exemplarisé par la requête à l'Etat de dissoudre le Front National ! - clamée lors d'actions en 85-86°.

Militariste, le groupe lyonnais n'est ni un embryon d'avant-garde prolétarienne organisant avec méthode sa praxis comme «préparation permanente à la révolution», ni non plus un noyau de résistance impliqué réellement dans des organismes de base et pour qui l'action violente est une de ses articulations à la stratégie générale de guerre révolutionnaire.

Toute l'activité militariste est tendue à l'illégalisme armé, comme structuration et comme fin en soi, et, de ce fait, la politique est toujours plus réduite à un vague souvenir lointain. C'est cette dépolitisation collective et individuelle qui a fait de ce groupe trop souvent l'organe de la contre propagande bourgeoise, dans les délires racistes aujourd'hui comme avec la prétendue «branche nationale» hier. Et qui a produit également, selon les militants qui en sont partis, une dérive puante d'autoritarisme, agrémentée de singeries expiatoires proclamées «procès autocritiques» !!!

La politique n'est pas le seul positionnement-orientation d'une organisation, elle est, à l'intérieur même d'une fraction d'avant-garde du prolétariat, l'instrument méthodique permettant de conjuguer dans son développement l'irrésolution de la contradiction : accumuler, préserver et aguerrir des forces pour la conquête du pouvoir et les faire correspondre toujours plus à la structure du futur pouvoir révolutionnaire. Dans la dépolitisation chronique, le militarisme lui ne peut que s'accompagner non d'une conscience communiste en devenir mais d'une ambiance de bande et de caserne (voir l'exemplarisation éclatante des écrits internes de Frérot, utilisés en leur temps par Libération et autres médias).

Aussi juste et aussi sympathique aux yeux des masses prolétariennes que puisse être une action, elle ne peut se cantonner à cela et rester donc une exemplarisation de la propagande armée. L'unité du politique et du militaire n'a jamais été un choix subjectif, elle est une donnée des conditions du combat révolutionnaire à l'époque du capitalisme tardif.

La stratégie de guerre révolutionnaire se pose non comme une combinaison de refus et de rejet du système bourgeois impérialiste mais en tant que ligne conséquente unifiant les trois fronts de lutte prolétariens, le front anticapitaliste, le front anti-impérialiste et le front anti-révisionniste, et ceci dans le développement d'un procès de destruction-construction, **une ligne critique de rupture révolutionnaire** dynamisée dans l'unité permanente du politique et du militaire.

Face aux développements considérables de la technocratie autoritaire dans la manipulation politicienne et la militarisation de l'ensemble des rapports sociaux comme système de pouvoir de la domination impérialiste actuelle, mais aussi, face à la collaboration et à l'échec des diverses voies social démocrates parlementaires et autres, associatives - toutes vouées à l'intégration et à la gestion sociale au système, seule la voie de la guerre révolutionnaire dans son rapport dialectique aux multiples réalités de l'autonomie de classe peut et doit éclairer et matérialiser la perspective de l'abolition réelle des rapports capitalistes de production et donc, dans son processus, coordonner et dynamiser les véritables antagonismes de classe au coeur de la métropole impérialiste.

Comme voie prolétarienne d'émancipation, la stratégie de guerre révolutionnaire constitue ainsi autant le pivot de l'Internationalisme Proletarien concret qu'une résolution décisive des probléma-

tiques fondamentales de la révolution et leur relation dialectique, **la question de l'Etat, du nouveau parti révolutionnaire et des conseils.**

DE LA FAUSSE SOLIDARITE AVEC LE PROLETARIAT IMMIGRE

Faire de la lutte commune avec le prolétariat immigré -deux fois exploités- un des axes d'urgence de la politique révolutionnaire n'est pas une faute, bien au contraire, c'est la pierre angulaire d'un véritable front de classe sur ce territoire.

Mais où est alors l'erreur fondamentale de Frérot et consort qui font de la solidarité avec les prolétaires arabes le fer de lance de leur discours ?

Cette erreur est tout simplement la même que celle qui le limita au militarisme avant leur incarcération. Aller vite. Faire de l'immédiat le centre de leur activité et ne pas saisir que le travail politique est la base de toute intervention, même la plus minime, ainsi la nécessité d'éclairer par ce travail chaque fait, chaque situation... pour les transformer en éveillant une conscience de la perspective de cette transformation parmi ceux avec lesquels on lutte. Au lieu de cela, pour Frérot, il faut aller au plus simple et au plus facile, à ce qui, pour l'heure, paraît le plus accessible ! Lénine a parfaitement décrit ce phénomène «Si nous prenons comme critère de l'activité à exercer ce qui est, dès à présent, le plus directement accessible à la grande masse, il nous faudra prêcher l'antisémitisme ... Le fait de rabaisser au niveau le plus bas de conscience, sous prétexte de la seule massification, facilite la pénétration de concepts bourgeois et réactionnaires ...».

Toujours plus dépolitisé d'un point de vue révolutionnaire, Frérot est tout prêt à épouser avec engouement les idées rances qui vont dans le sens du poil et qui sont dans l'air du temps, en conséquence, il se mue davantage encore en petit bateau ivre sur la vague réactionnaire qui submerge la société capitaliste actuelle.

De l'anti-sionisme au racisme anti-juif, une dérive grave au nom d'une lutte pure et dure contre la religion, alors qu'il se fait pourtant gloire d'être dans les petits papiers de l'intégrisme musulman, grâce à ses relations avec des agents occultes de l'Iran ou avec des militants panislamistes.

Le lyonnais couvre cette attitude confuse d'un bréviaire pseudo marxiste léniniste (!), un chapelet de citations tronquées empruntées aux

classiques. Mais si Frérot connaissait vraiment les textes historiques du mouvement révolutionnaire, il connaîtrait les «Thèses Finales» adoptées par les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste (1919-1923) qui sont tout à fait explicites contre de telles associations :

«... La nécessité de combattre l'influence réactionnaire et moyenâgeuse du clergé ... il est aussi nécessaire de combattre le panislamisme, le panasiatisme et autres mouvements similaires qui tâchent d'utiliser la lutte émancipatrice contre l'impérialisme européen et américain pour rendre plus fort le pouvoir des impérialistes turcs et japonais, de la noblesse, des grands propriétaires fonciers, du clergé ...»

En quoi serait solidaire avec la classe prolétarienne arabe une action appuyant la position de régimes qui n'ont de cesse de pourchasser, torturer et assassiner des militants politiques et syndicaux de la gauche communiste et révolutionnaire ?

Et serait-il concevable de limiter notre solidarité internationaliste et de ne pas agir aux côtés des masses immigrées contre **toutes les exploitations et les oppressions qui les enchaînent** : le travail salarié, la surexploitation dans la misère quotidienne, la non-vie des ghettos, le racisme, ... mais aussi les chaînes de tous les obscurantismes que leur situation forge, aussi bien l'intégrisme religieux que la réaction raciste anti-juive ?

Ou serait la démarche consciente tendant à l'émancipation quand -très traditionnellement- ce discours accusatoire désigne à la vindicte un bouc émissaire parmi le peuple et non la véritable cause de l'oppression : l'appropriation privée capitaliste et l'impérialisme qu'elle fonde, basés sur davantage d'individualisation, toujours plus série et subordonnée et renforçant la concurrence entre chaque sujet et groupe ? - Ceci relève de la même réduction populiste et réactionnaire que celle démontrée par les fascistes prussiens de Rostock attaquant les immigrés vietnamiens, les tziganes et les étrangers originaires des continents les plus déshérités (sous l'oeil bienveillant -et pour cause !!!- de Bonn, des patrons, des flics, des juges ... et la Treuhandaanstalt naturellement).

Mais d'idioties en saloperies, Frérot singe de plus en plus caricaturalement l'épouvantail «extrémiste» qu'agite régulièrement le sionisme, les petits clercs de la réaction «soft» et les adorateurs de l'«idéale démocratie». Pour eux, fascistes et

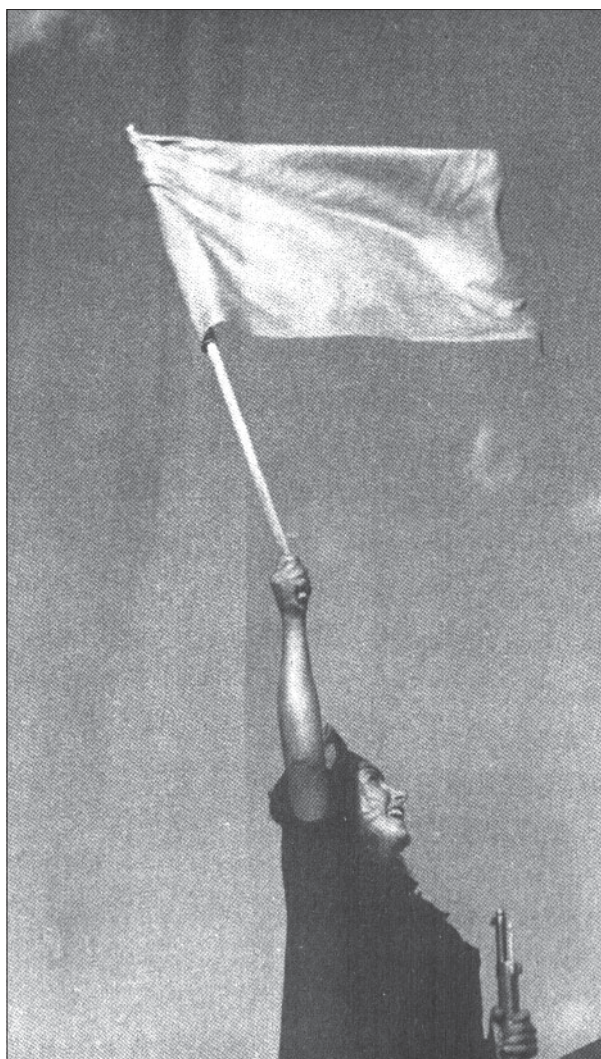
gauche révolutionnaire ne feraient plus qu'un, un seul extrémisme global et confus. Une vision dont se nourrit depuis des décennies le sionisme et plus globalement l'ensemble réactionnaire bourgeois, dans sa perpétuation et la lutte contre-révolutionnaire qu'elle exige. (Tout en sachant que la bourgeoisie chevauchera sans remords et en dernier ressort le fascisme pour contrer la montée de la volonté de libération du prolétariat international et peuples).

Sinistre caricature enfin car, historiquement, rien n'est plus à démontrer en matière de dérive populiste d'ex-militants de gauche ; et le souvenir de Doriot est encore vivant dans la classe comme celui de son cheminement infâme, du Comité central du Parti Communiste à l'«émancipation nationale» jusqu'à sa participation à la collaboration de Vichy avec le nazisme...

Absolument rien dans le discours et l'action de Frérot et consort ne renforce le prolétariat immigré dans son combat pour l'unité de classe et son émancipation. L'un comme l'autre détournent, dans les gesticulations de l'immédiat et du populisme, des tâches essentielles dans la lutte de conscientisation et d'organisation, que l'époque réclame. Ainsi, loin d'être solidaires, leurs activités et celles de leurs pareils livrent pieds et poings liés ces prolétaires à la montée de la réaction bourgeoise.

Voilà quel est le sens véritable des vociférations de Frérot, une collaboration détournée et une fonction d'utilité à la perpétuation du système et de ses règles.

Comité de lutte des prisonniers d'Action Directe
Novembre 1992.



A LA LIMITE DE DEUX EPOQUES

1. LE BASCULEMENT.

Au tournant des années 70, le bloc impérialiste entra dans une période de profonde crise de domination. Les déséquilibres de la production et de la circulation - une crise générale surproduction - et la lutte de classe internationale, tant la combativité de la classe ouvrière des métropoles que les luttes de libération des peuples dépendants, minant le système capitaliste, se renversèrent en une crise de l'ensemble des rapports de production capitalistes. Et cette remise en cause des formes de la production et de la propriété atteignit tous les pays impérialistes avec une force sans précédent.

Autant les possibles répercussions étaient menaçantes pour le leadership US et le camp occidental tout entier, autant cette suprématie impérialiste se trouva face à l'impérative urgence et nécessité de briser brutalement la situation de son échec et la carcan des causes et tendances qui l'entravent et l'entraînent alors inexorablement vers le gouffre. En danger, la bourgeoisie impérialiste déclencha alors un formidable mouvement de restructuration et de redéploiement visant à établir les nouveaux termes de son hégémonie mondiale.

La phase nouvelle d'antagonisme et de socialisation s'étendit ainsi internationalement suivant les caractères et le rapport concurrentiel des différentes formations sociales ; et par voie de conséquence, dans une accentuation du développement inégal et une plus grande division sociale du travail au niveau mondial et local.

Inutile d'entrer aujourd'hui dans une description des phénomènes et des dynamiques de restructuration de la production et du marché. Ils vont de l'immense mouvement de concentration industrielle à la hausse du taux d'exploitation intensive, de l'accroissement de la vitesse de circulation du capital aux nouvelles technologies de production, ... Le capitalisme monopoliste accentuait ainsi son pouvoir en approfondissant le rapport de force à son profit dans la guerre de classe - une guerre de classe parcourant tous les continents.

La tentative de rétablissement des taux de profits se fit sur la peau des travailleurs ici et sur celle des peuples au Sud : chômage, dérégulation sociale et exploitation de la dette ne sont que les diverses conséquences de ce rapport de force dans la lutte entre les classes internationales.

Mais alors que le modèle d'accumulation capitaliste fordiste et le rapport impérialiste de type néocolonialiste s'effondraient, il devint clair aux occidentaux qu'il n'y aurait pas de dépassement durable sans une remise en cause fondamentale de la fracture de Yalta et, sans une réunification-réorganisation du marché mondial sous la dominance des monopoles. Toute la restructuration et donc la consolidation du nouveau modèle d'accumulation et de la division capitaliste internationale du travail, ne pouvaient avoir pour but que de rompre la contradiction Est/Ouest. Et ceci non seulement par l'ouverture de quelques marchés mais bien par son élimination à moyen terme.

En effet, pour les pays impérialistes, l'URSS représentait - malgré tout - un obstacle à la stabilisation de la polarisation extrême non seulement entre les classes mais également entre les pays développés et la périphérie. (Une polarisation produite par le nouveau modèle et la nouvelle division du travail, sans parler de l'accentuation de l'exploitation et de la subordination des populations au niveau mondial.) L'Etat soviétique pouvait se présenter éventuellement comme recours aux résistances populaires. Mais aussi, tout simplement, par son poids, il impliquait des limites internationales aux exactions et spoliations de l'impérialisme.

A la fin des années 70, alors qu'une nouvelle grande récession se profile déjà à l'horizon, l'impérialisme US se lança dans une politique de réarmement et bouleversa sa doctrine stratégique. Carter puis Reagan dessinèrent la cadre politique, matériel et psychologique de la reconquête de la «Sainte Russie». Ainsi, de la directive présidentielle 59 de Carter au programme «Réarmer l'Amérique» de Weinberger (4.3.81), la bataille s'engagea sur tous les fronts. Une guerre froide sans commune mesure avec la précédente car il ne s'agissait plus de contenir mais de détruire purement et simplement l'ennemi, par la force brutale ou par une vassalisation rigoureuse. Afin de dépasser cet ordre ancien considéré comme limite majeure à la nouvelle phase de monopolisation, comme condition pour la bourgeoisie impérialiste de résoudre à son profit la contradiction exacerbée entre le développement social des forces productives (d'autant plus accentué par les caractères spécifiques du marché mondial) et leur restriction dans les rapports - de propriété - de productions capitalistes.

L'URSS, comme tous les autres pays à économie planifiée, n'étant plus directement soumise à la domination de la valorisation des capitaux, put assez bien résister au premier choc de la crise mondiale. Mais progressivement, du fait de son ouverture partielle sur le marché mondial, elle en subit (indirectement) les effets contradictoires et déstructurants et sa crise. Cette loi du marché, se répercutant sur son processus interne, se conjuga au régulier déclin de croissance qu'elle connaissait depuis les années 60.

Ainsi, à l'aube de la décennie des années 80, l'économie soviétique, épuisée, se trouva également confrontée à la double problématique qui relève de la contradiction entre le développement social des forces productives et leur restriction par les rapports de production capitalistes et les formes de la propriété afférentes.

L'URSS dut ainsi faire face au poids de sa dette (1), de plus en plus alourdie par le relèvement des taux d'intérêts et du crédits à l'Ouest, ce qui accrut sa dépendance et sa soumission à une valorisation du capital et donc, indirectement aux formes et aux rapports de productions capitalistes.

Alors que d'autre part, face à l'évolution des procès de production mondiaux (dont les capacités technologiques complexifient le développement social des forces productives, et requièrent de plus en plus d'horizontalité et de responsabilisation correspondante dans l'organisation du processus de production), les efforts de la planification trop centralisée perdaient de leur capacité de gestion réelle. Tandis que l'éclosion de différents et multiples centres directionnels localisés, était monopolisée au fur et à mesure de l'organisation du procès de travail par de véritables potentats bureaucratiques, dont les intérêts et les méthodes divergeantes correspondent de moins en moins aux directives de la planification centrale.

Le développement de ce dysfonctionnement essentiel ne fit qu'accroître l'essoufflement de l'ensemble de l'économie soviétique. Un essoufflement risquant à tout instant de basculer en une crise de l'Union elle-même, qui se dessine alors déjà dans les Républiques caucasiennes et musulmanes. Mais également dans la gestion des unités de production...

En juin 82, Reagan et les principaux dirigeants occidentaux réunis à Versailles, pouvaient lancer leur cri de guerre : « tout ce qui consolide l'Union Soviétique affaiblit la cause de la liberté dans le monde... ». L'URSS, présentée comme le principal investigateur du « terrorisme international », devait être isolée et confrontée à un permanent conflit larvé. Une stratégie visant à jouer de ses déficiences économiques certaines par un blocus technologique et financier. Et de fait, en

cela, épuiser toutes ses tentatives de reprise dans l'imposition d'une course effrénée aux armements.

Aux USA et plus généralement dans l'ensemble de la chaîne impérialiste, la course aux armement faisait du Complexe Militaro-Industriel le fer de lance de la cartellisation, de la concentration et de la valorisation des capitaux, dans la recherche et l'innovation technologique, ... Tandis qu'ainsi, pour les impérialistes, cette course était, de fait, le pivot à court terme de la stabilisation du nouveau modèle d'accumulation, en URSS, au contraire, elle produisait dislocation et déséquilibre général et profond du système productif et de ses bases socio-économiques. Ce double mouvement couplé aux conséquences de la grande récession de 80-82 devait consolider et enraciner la dynamique de tendance de la guerre.

Ainsi, la guerre impérialiste ayant quitté l'Europe avec Yalta et qui depuis quatre décennies laminait inlassablement les peuples de Trois Continents, cette guerre revenait inexorablement sur le vieux continent.

« Guerre des Etoiles » et programmes militaires d'envergures, mais plus encore, Washington décida de modifier ses directives en matière de terreur nucléaire. Il ne s'agissait plus de stratégie de « prévention » mais bien de « survie au premier feu... »

De fait, toutes les logiques de pression et, pire, d'ultimatum se développèrent ouvertement, du déploiement des MX à la crise des euromissiles.

Face à cette préparation à la guerre, la résistance populaire s'est levée dans l'Europe entière, des manifestations de masses parcourant tous les pays, de Comiso à Tarrojon, de Berlin à Florennes et les avant-gardes armées multiplièrent les actions de Partisans contre les généraux et les structures de l'OTAN, les marchands de canons et les installations du Complexe Militaro-Industriel...

A l'instar de leur attitude sur le front des restructurations industrielles et du démantèlement social, les gouvernements occidentaux répondirent à la mobilisation par l'accentuation de la répression et de la manipulation. L'axe central du parti de la guerre montra alors nue l'ossature de l'unité entre les tendances les plus réactionnaires, les technocrates et le petit personnel social-démocrate et opportuniste. Il y apportait la cohésion. Les uns et les autres, et tout cela ensemble, dans une belle unanimité, se dévoilaient clairement comme les ultimes et suprêmes armes des monopoles impérialistes contre les peuples et la classe ouvrière.

En URSS même, avec Andropov, disparaissait la voie de la restructuration dominée par une conservation générale du système. Gorbatchev, subordonné à l'aiguillage tant la crise internationale et la pression-ultimatum des forces de l'OTAN, que

de la crise interne de l'URSS et du pacte de Varsovie, pris quant à lui résolument la voie de la dislocation partielle pour gagner dans un nouveau dégel l'espace d'une restructuration durable. En reprenant les grands axes des travaux sur la loi d'autogestion socialiste présentée par son prédécesseur en juin 83, il jeta les bases de sa célèbre Pérestroïka.

Mais en échange de concessions toujours plus importantes et déstructurantes, l'appareil gorbatchevien n'obtint jamais aucun répit. Et sans cesse l'impérialisme poursuit son avantage. Un des principes mêmes de cet impérialisme dans la victoire -même partielle- est bien celui d'éliminer le concurrent, de le redimensionner sur le marché mondial et souvent de le réduire à n'être plus qu'un satellite à économie de semi-périphérie. Nous le voyons aujourd'hui avec la tiers-mondisation de pays de l'ex-Pacte de Varsovie ou, bien plus violemment, avec l'Irak où la déstructuration du potentiel économique et industriel a été systématique.

Alors la dislocation politique et économique de l'Union ne fit qu'empirer jusqu'à la rupture actuelle.

Etat d'urgence, dissolution et interdiction, pleins pouvoirs, purges, coup d'Etat, mouvements de chars... Tous ce remue-ménage n'est en rien une phase du combat entre «socialisme opportuniste et socialisme révolutionnaire» - en effet, cet affrontement entre «conservateurs» et «rénovateurs» ne représente qu'un épisode actualisé de la lutte dérisoire et fratricide des deux tendances de la bureaucratie opportuniste.

Car de quoi s'agit-il exactement, si ce n'est de restructurer les rapports de production et la division sociale du travail de type toujours plus capitaliste (que l'URSS connaît depuis longtemps) et au delà, de garantir la dominance des pouvoirs de l'Etat et de les étendre (2). Et ainsi, l'adaptation du pays à l'internationalisation des procès productifs aux réalités du marché mondial réunifié et aux nouvelles techniques de pouvoir.

Le masque de la phraséologie et de l'idéologie tombe ou s'édulcore dans les discours social-dems, mais la réalité demeure : un système capitaliste bureaucratique d'Etat. Des rapports de production et de domination aux logiques principalement et toujours plus capitalistes. Aujourd'hui, ces logiques imposent, à la voie de la «pérestroïka», les déterminations essentielles de l'impérieux et drastique relèvement du taux d'exploitation intensive du travail, du démantèlement des acquis sociaux et d'une concentration-modernisation des pouvoirs et des appareils de l'Etat, pour une intervention toujours plus décisive et autoritaire.

C'est à dire de fait, une accentuation du processus de lutte des classes et, sous la parodie d'une pseudo

NEP, un développement accru du révisionnisme et des forces néo-bourgeoises de la bureaucratie d'Etat renouvelée. Car, au delà des grands cris habituels et des «beaux discours», il faut bien rappeler que c'est principalement autour de l'économie étatisée que se réorganisent production et marché (les prévisions les plus larges tablent en effet sur un secteur privatisé de maxima 20 % et encore, pas avant un moyen terme !).

Cette lutte politique de classe s'exprime déjà ouvertement dans les premières décisions de ce «nouveau pouvoir», tant au niveau interne (où les dernières expressions du contrôle de la production par les travailleurs ont été dissoutes, alors que sont renforcées les structures nouvelles de type démocrates bourgeoises) qu'internationalement avec l'abandon du peuple arabe face à l'armada impérialiste et celui du peuple cubain face au blocus américain.

Réalité de cette lutte des classes, alors qu'autour des appareils et du mouvement de privatisation surgissent des partis néo-bourgeois - expression d'une classe née de la dépossession des masses des moyens de production et des décisions réelles ; le mouvement ouvrier se dote lui de nouvelles organisations (comme le Parti du Travail, le N.P.G. - syndicat indépendant des mineurs -, le Parti Marxiste des Travailleurs...) et de comités de base, afin de renforcer sa résistance et son action révolutionnaire contre l'exploitation et la domination de classe.

C'est seulement grâce à cette autonomie politique de classe et à son renforcement, que le mouvement ouvrier russe pourra résoudre à son avantage réel la contradiction «socialisme opportuniste/socialisme révolutionnaire» et peser ainsi de son expérience sur le processus vivant de la révolution prolétarienne mondiale.

2. LA DECHIRURE.

«Le PCUS n'est plus un vrai parti depuis 60 ans. Ce n'est rien de plus ou de moins que l'un des plus importants soutiens du système bureaucratique», reconnaît Alexandre Bouzgaline (membre de la Plate-Forme marxiste) dans son interview à la Pravda en septembre dernier. Il est certain que le PCUS qui dirigea ce qu'il est convenu d'appeler «le passage au communisme», à l'occasion du formidable bond en avant de l'industrialisation et de la collectivisation des années 30, n'institutionnalisa de fait que deux tendances étroitement interdépendantes :

- la tendance à l'étatisation dans une concentration des processus directionnels réels et la confiscation de la collectivisation ; une étatisation alimentant tant la mutation des appareils et leur dominance que l'extension de leur bureaucratisation

et entraînant ainsi, la dépossession économique et l'exclusion des travailleurs de toute décision dans un système socialiste déformé.

- la tendance à l'extinction du parti révolutionnaire dans sa fusion avec les appareils de l'Etat bureaucratique et donc par là, l'impossibilité de débats critiques et d'une lutte pour une véritable rectification.

Ces deux tendances se trouvèrent aggravées par la conceptualisation mécaniste du «socialisme dans un seul pays» -à partir du reflux de la révolution prolétarienne en Europe- et de la subordination du primat de la lutte des classes aux développements des forces productives. Cette politique, conjuguée aux conséquences objectives de l'encerclement et aux lois d'un marché mondial dominé par la contradiction aiguë entre les différentes politiques impérialistes et leurs caractères protectionnistes, devait progressivement conduire à plus de révision et de renoncement socialistes.

De la guerre 14-18 et de la guerre civile, l'Union Soviétique se releva lentement, et ce ne fut qu'en 1926 qu'elle retrouva un indice de production industrielle égal à celui de 1913. Ainsi, la NEP pouvait s'éteindre dans la réalisation de son objectif décisif et laisser la place aux plans quinquennaux. Dont les deux premiers (1928-1937) furent essentiellement dévolus à la collectivisation et à l'industrialisation, une marche forcée qui permit au revenu national de quadrupler et à la production industrielle d'être multipliée par 7. Comblant son retard et dépassant en croissance tous les principaux pays impérialistes, l'Union Soviétique pouvait déjà s'affirmer comme la seconde puissance mondiale (avec dès 1937, 18 % de la part mondiale de la production industrielle). Ce bond en avant la rendait capable d'enraciner et de poursuivre la voie socialiste face à l'hostilité belliciste de la bourgeoisie internationale.

Mais également, avec le considérable développement des moyens de production et la prolétarianisation croissante qu'il ne cessa de provoquer, une phase décisive de mutation économique, sociale et bien sur politique s'ouvrait, entraînant une modification des rapports sociaux et de production et dynamisant à l'extrême la confrontation entre construction du socialisme et réalités du capitalisme d'Etat.

La voie de la concentration intense des moyens de production, leur organisation planifiée et centralisée où l'intervention de l'Etat fut toujours plus déterminante, et l'impossibilité d'intégrer correctement l'explosion de prolétarianisation aux structures conseillistes et donc au contrôle économique et politique effectif, conduisirent à la formation et à la «primauté» de la bureaucratie dans la désaffection des organes de la démocratie prolétarienne - tendance renforcée après

l'échec de la Révolution culturelle lancée par Staline - et à la marginalisation des masses ouvrières.

L'étatisation engendra encore davantage d'étatisation et la bureaucratie gangrena progressivement tous les rapports de socialisation et de direction effective. L'établissement d'appareils à la mesure de l'immense pays favorisa cette dynamique dans l'autonomisation des cadres locaux et régionaux ; et en conséquence, apparut une contradiction interne entre la centralisation excessive et la décentralisation bureaucratique incontrôlable, qui mina encore plus les rapports de pouvoir.

Simultanément, le parti devint toujours plus le passage obligatoire à la fonctionnarisation dans un système sanctifiant et protégeant le carriérisme le plus éhonté ; et dans cette stagnation, en conséquence, le parti commença à perdre son rôle de pivot de la lutte révolutionnaire de classe, c'est à dire à l'époque, à perdre le combat de la collectivisation, pour se transformer inexorablement en organe central de la dépossession des masses ouvrières de leur pouvoir politique et économique.

Le parti fut grossi de dizaines de milliers de petits fonctionnaires. Et cette nouvelle «militance» eut une importance considérable quant au rôle révolutionnaire d'un parti éliminant d'une côté une grande partie de la vieille garde bolchevique et, de l'autre, intégrant trop facilement des militants peu formés et facilement corruptibles, issus de la nouvelle prolétarianisation des masses paysannes (de 1930 à 1933 par exemple, les adhésions nouvelles représentèrent plus d'un tiers des effectifs du parti (3).

La fusion rampante de la centralisation bureaucratique de l'Etat avec un parti affaibli politiquement s'intensifiait dans un mouvement toujours plus en contradiction avec les principes essentiels de la voie révolutionnaire prolétarienne. Et en cela, la Constitution de 1936 ne sanctifiait que le retour aux concepts erronés de la II^{ème} Internationale, dans de nombreux domaines :

- dans la collectivisation, il y eut de plus en plus une déconnexion irrémédiable entre la constitution de la propriété publique et la propriété commune réelle, d'où le renforcement des caractères du capitalisme d'Etat et non leur disparition et au delà, l'accentuation des contenus bourgeois des rapports de production et de socialisation.

- cette logique impliquait d'évidence la tendance à la dominance de l'Etat dans l'ensemble de ses interventions économiques, sociales et politiques - une étatisation s'accélérait avec l'institutionnalisation des organismes soviétiques et de leurs pouvoirs rendus toujours plus formels. Une étatisation qui ne représentait bien en fin de compte que la méfiance bureaucratique à l'égard de l'initiative et de l'action

des masses et de fait, constituait le contraire de la voie révolutionnaire du dépérissement de l'Etat, à travers l'extension du pouvoir des conseils et de la démocratie populaire.

- la mise en avant d'une ligne de conciliation de classes au niveau international, dans la révision des principes fondamentaux de l'Internationalisme Proletarien (après avoir été vidée de toute substance, dissolution de l'arme et du parti mondial du prolétariat : la IIIème Internationale, remise en question de la liberté d'union des républiques et de leur égalité de fait, tandis qu'était imposé la voie nationale, non comme forme mais bien comme contenu permanent...) et dans les politiques de coexistence avec l'impérialisme. Tandis que gagnait du terrain la projection subjectiviste d'une voie pacifique au socialisme dans un rapprochement parlementariste avec les partis bourgeois social-démocrates.

De réformes en coups thermidoriens, les contenus révisionnistes et social-opportunistes apparurent avec plus de force et de clarté encore, en URSS même mais aussi dans le praxis des «partis frères» qui soutenaient son hégémonie politique sur le mouvement ouvrier international. Des partis toujours plus conciliants avec la bourgeoisie et sectaires avec les prolétaires antagonistes et à l'égard des autres formations ouvrières, dans une soumission à l'idéologie dominante.

«Le contenu politique de l'opportunisme et celui du social-chauvinisme sont identique : collaboration de classes, renonciation à la dictature du prolétariat, à l'action révolutionnaire, reconnaissance sans réserve de la légalité bourgeoise, manque de confiance dans le prolétariat, confiance en la bourgeoisie...» écrivait Lénine (L'opportunisme et la faillite de la IIème Internationale). Et se sont bien ces contenus politiques qui ont été au coeur de la crise générale du révisionnisme et de sa critique par la nouvelle avancée révolutionnaire internationale, forgée dans la révolution culturelle chinoise, la révolution cubaine et la libération du Vietnam. Une critique politique ici, dans les pays impérialistes européens, qui opposa radicalement les partis parlementaristes et leurs pratiques routinières et légalistes de concessions et de limites effectives de l'antagonisme prolétarien, aux forces révolutionnaires et aux développements de l'autonomie ouvrière, à leurs pratiques de lutte et d'auto-organisation de classe. Cette confrontation politique matérialise la ligne de démarcation radicale au niveau international. D'un côté, un mouvement qui, toujours sous la coupe de l'opportunisme et du social-chauvinisme, meurt avec les conditions objectives qui lui avaient permis de dominer le mouvement prolétarien international. De l'autre, ces mêmes conditions objectives modifiées (de la formation et des luttes de classes, de la domination

bourgeoise et impérialiste... de la réalité de critique-rupture du système...) affirment un mouvement différent, encore faible et divisé mais qui porte en lui la qualité révolutionnaire correspondant au tournant de l'époque, à l'internationalisation et à la complexification de la résolution de la contradiction de classes et à son contenu de libération.

3. LA CONTRADICTION.

«... Le communisme, n'est pas un **état de choses** qu'il convient d'établir, un **idéal** auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement **réel** qui abolit l'état actuel des choses. Les conditions de ce mouvement résultent des données préalables telles qu'elles existent présentement.

Communisme. Marx («L'idéologie Allemande»).

L'instance avec laquelle nous entendons aujourd'hui parler de la «fin du communisme» est la vérification même de sa réalité comme mouvement réel de la lutte des classes qui abolit l'état actuel et par là, cette propagande est devenu le concept clé de la matérialité de la guerre - en termes idéologiques - que livre la bourgeoisie impérialiste et ses alliés «gestionnaires» pour subordonner les peuples et le prolétariat à la misère, à la non-vie, à l'exploitation et à l'oppression aliénée... Et cela, exemplarisé dernièrement, jusque dans la caricature qu'est la fameuse lettre-circulaire de Levy (PDG de Renault) aux grévistes de Cléon (avant de leur faire envoyer les flics).

Quand ce technocrate écrit aux ouvriers qu'ils n'ont rien compris aux événements survenus à l'Est, il impose les termes de cette guerre menée par sa classe et le message idéologique actuel : «ce que vous devez comprendre, c'est que toute lutte est inutile, car nous sommes les plus forts, notre système est le seul viable...». Et derrière les formules pointes déjà la menace de la sanction si les luttes se poursuivent, et s'il y a le moindre refus à une subordination-participative aux conditions de travail et de vie, à leur aggravation, alors les ouvriers seront dès lors considérés comme des «ennemis du bien commun» et des terroristes.

Des paroles en l'air ? Loin de là, à une époque où avec le monopole économique et financier la lèpre de la réaction et de l'autoritarisme gagnent tous les rapports sociaux, où le fléau fasciste frappe à la porte, où Cresson fait voter en catimini une charrette de lois anti-ouvrières et contre-révolutionnaires... Ce discours révèle parfaitement les contours de l'intensification des rapports de pouvoir et de subordination. Et ainsi, il révèle la réalité, les potentialités et les limites actuelles du combat des classes.

De fait, le durcissement de la lutte des classes, dans l'extension du marché capitaliste par la réunification du marché mondial, démontre deux aspects d'une seule et même réalité :

- le communisme ne se réduit ni à un Etat, ni à un parti, ni à un idéal et il ne tombe pas avec un mur ou encore, il ne se dénonce pas tel un pacte... Mais il surgit effectivement comme négation de la division capitaliste du travail, de la division effective du monde et de celle de la société en classes antagonistes...

- et, comme Marx l'a exprimé : «A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante, et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste» (le «Capital» T.3.).

Réalité aujourd'hui, à l'échelle mondiale, avec principalement, d'un côté la bourgeoisie impérialiste, comme classe toujours plus réduite et hégémonique, née de la concentration de la puissance économique et financière. Et de l'autre, une classe exploitée et dépossédée grossissant et s'étendant internationalement dans le mouvement d'accaparement du procès mondial du travail par la capital monopoliste.

Voilà la contradiction principale entre bourgeoisie impérialiste et prolétariat international dominant le monde des hommes, leur histoire et leur conscience, et établissant ainsi dans son développement les conditions essentielles de leurs vies et les possibles de leur émancipation. C'est la base, le point de départ, dirons nous, de leur production matérielle comme lutte pur la vie.

Le communisme vit au coeur de cette contradiction fondamentale, il s'y développe bien à chaque époque déterminée comme l'expression et le mouvement de la lutte des classes et de sa résolution révolutionnaire, la résistance et la volonté d'émancipation de la classe prolétarienne.

La vitalité de cette contradiction, le paroxysme qu'elle a atteint se mesure à la violence avec laquelle la bourgeoisie impérialiste tente d'exorciser idéologiquement ses vieux démons dans les psalmodies médiatico-guerrières de «fin du communisme»...

Alors que le vieux spectre hante davantage encore l'Europe et le monde...

Mondialement et dans chaque pays, ces deux dernières décennies, le pouvoir de la bourgeoisie impérialiste a connu un bond en avant considérable, comme nouvelle forme de Capitalisme Monopoliste d'Etat, dans l'internationalisation de la production sous la forme d'une concentration et d'une centralisation

du capital monopoliste, et sa suprématie sur la formation sociale mondiale. Les nouvelles réalités du modèle d'accumulation et de la division sociale impérialiste du travail ont aggravé la polarisation du système et donc la contradiction qui le mine, un champ international nouveau de lutte des classes.

Le camp de l'impérialisme où règnent la haine et le profit, la guerre et la barbarie, la misère et l'esclavage salarial, le fétichisme mystique et le chauvinisme, le camp de la dictature déclinant exploitation avec aliénation...

Face à lui, le camp de la résistance et des luttes, le camp de la libération des peuples et de l'émancipation ouvrière, où vivent et se renforcent la solidarité, la collectivité et la démocratie directe.

Les forces de ces deux camps s'affrontent dans un combat à mort, aujourd'hui une guerre civile qui parcourt tous les continents. Si cette guerre explose parfois en conflits ouverts, en révolution et en insurrection, son essence est bien dans la constitution et l'affrontement des classes. Elles sont sa matérialisation comme guerre civile permanente. Et cela n'en déplaît pas aux gestionnaires qui pensent possible de réformer le système, de faire disparaître ses aspects les plus carnassiers, d'effacer progressivement toutes ces logiques de guerre et d'exploitation.

La guerre du Golfe a représenté dans ses logiques et dans le terrorisme des nouvelles technologies de guerre, une étape décisive de l'imposition de ce nouvel ordre impérialiste et de la dictature de classe qu'il fonde au niveau mondial.

Dans la métropole la dominance de l'Etat bourgeois s'accroît toujours plus avec la concentration des pouvoirs réels, dans la technocratie autoritaire, dans une «vie politique» formelle et manipulatoire, sous-tendue par la subordination idéologique et l'omniprésence des milices publiques et privées ; et la dépendance des pays pauvres, quant à elle se durcit dans sa pénétration au plus profond de leurs sociétés, dans la barbarie impérialiste de la famine, des épidémies, de la déportation de masse et des massacres en tous genres et au delà, dans le pouvoir des diktats des «nouveaux gouverneurs» et des appareils subsidiaires locaux, sbires des transnationales, des banques impérialistes et du F.M.I.

Mais dans le processus international de monopolisation, l'extension et la centralisation des forces productives, qu'il provoque, entrent encore plus fortement en conflit avec les formes de la production ; et conséquemment, les contradictions s'approfondissent en un mouvement déstructurant qui produit tout à la fois un rapprochement d'intérêts des pays impérialistes et un renforcement de leur hiérarchisation et des procédés de pouvoir-subordination - mais

également et simultanément, il entraîne et envenime des rivalités inter-impérialistes et de fait un affaiblissement général de leur position.

Conséquence de ce plus grand dysfonctionnement, la mutation des instituts internationaux de gestion en direction de la cohésion impérialiste («Groupe des 7» OTAN, F.M.I...) ne conduit pas à de meilleurs partages et régulations, bien au contraire elle accentue les logiques de la dépossession et du monopole, les conflits et les horizons de guerre... vers plus de barbarie encore. Ces «directoires» de socialisation fondamentalement monopoliste aggravent mondialement le rapport d'exploitation et d'oppression. Mais au delà, ils révèlent également l'émergence des conditions matérielles à une économie socialiste planifiée internationalement, dans des rapports de production bouleversée et solidaires, et un droit nouveau : la collectivisation réelle.

Il est donc important aujourd'hui de poser cette constatation, si la structuration de cohésion internationale actuelle n'est pas «la solution du conflit (...) elle renferme en elle le moyen formel, la façon d'approcher la solution».

Cependant, la crise perdurant, comme les menaces de guerre, démontrent clairement que la bourgeoisie monopolistes a beau se doter d'instruments de direction toujours plus sophistiqués et renforcer la chape de son hégémonie, elle n'a réellement plus les moyens d'assurer durablement un véritable gouvernement du procès de travail. Procès de travail, dont la complexification actualise d'autant la contradiction, à travers des formes plus extrêmes de monopolisation/centralisation contraires aux besoins et à la nécessité d'une plus grande décentralisation-responsabilisation à la base, dynamisée par le développement et la socialisation rendue possible des forces productives.

Mais face à cette acuité de la négation bourgeoise du progrès social, il faut bien dire malheureusement qu'une nouvelle fois, dans l'immédiat, le prolétariat international et les peuples dominés ne semblent pas être en mesure d'opposer et d'imposer, par la révolution et la formation de leur république, un programme de transition.

En effet, confronté aux défaites et aux reculs sur le terrain économique et social, au cours des batailles politiques de ces deux dernières décennies, le prolétariat a connu une déstructuration de la conscience immédiate de sa situation. Il est aujourd'hui plongé dans une grave crise idéologique, la crise de son unité dans son combat et son devenir de classe.

De fait, «Nous vivons à la limite de deux époques» et les transformations historiques sont considérables. L'impérialisme connaît une phase

nouvelle et décisive de son développement et de son pourrissement, dans la mutation complexifiée des moyens et des rapports de production et de la domination de classe. Mais le prolétariat, encore ficelé dans la dominance idéologique bourgeoise et les politiques de cohésion du système, ne parvient toujours pas à unifier ses forces en enracinant un combat correspondant à la nouvelle phase : la nécessité et la possibilité de la conquête et de la diffusion de cette qualité révolutionnaire exigée pour la subversion et la rupture réelle des pouvoirs bourgeois. Praxis qui est la clé historique permettant d'entraîner les bouleversements possibles et radicaux de l'époque et du système.

Aujourd'hui encore, le mouvement prolétarien se retrouve face à une grande tâche qui n'est pas sans rappeler celle qu'il a déjà eu à affronter aux tournants d'autres grandes époques. Il doit se doter des armes indispensables à sa résistance et à son émancipation. Il le fit au siècle dernier en forgeant des partis marxistes et les premiers syndicats, ou lorsqu'il rejeta la II^{ème} Internationale qui l'avait jeté pieds et poings liés dans la boucherie de 14-18. Et ainsi, chaque époque le conduit à l'abandon ou à la rectification des politiques et des formes de lutte qui se trouvent soit limitées ou devenues inefficaces du fait de la modification des conditions de l'exploitation et de l'oppression de classe, ou alors corrompues par l'action contre-révolutionnaire et intégratrice de la coalition bourgeoise.

Le développement des processus révolutionnaires prolétarien et de libération sont de fait dominés par les conditions des trois contradictions fondamentales :

- la contradiction de classes qui s'étend mondialement à la faveur de l'uniformisation des formes de la production sociale ;
- la contradiction entre impérialisme et continents dépendants, traçant une ligne de démarcation toujours plus nette et une relation de subordination plus rigide ;
- la contradiction entre les différentes puissances bourgeoises mondiales, dans leur hiérarchisation et dans leur oeuvre de pillage et d'exploitation. Contradiction qui les amène, entre autres, à se concevoir dans de nouveaux ensembles dépassant les seuls Etats nationaux, comme ici sur notre continent, la CEE.

C'est en se mesurant véritablement à ces contradictions, à leur conjonction et à leurs implications stratégiques et programmatiques que les forces prolétariennes feront surgir, de leur combat, les formes et les contenus de la qualité révolutionnaire actuelle. Et qu'elles matérialiseront en cela la préparation à la

Révolution, dans l'auto-organisation et la détermination prolétariennes.

Elles forgeront ainsi les lignes d'unité et d'action capables de renforcer, d'étendre et de coordonner les noyaux et les manifestations de la résistance et de l'antagonisme populaire dans une marche et rupture réelle. Elles les matérialiseront en une guerre révolutionnaire prolongée contre la domination de classe, dans ses nouveaux contours, continental et local.

Pour révéler les contradictions fondamentales et les approfondir véritablement, et cela à leur plus haut niveau, cette marche passe inexorablement par le rejet décisif et massif de toute la politique bourgeoise dans le mouvement ouvrier, du «socialisme opportunisme» au «socialisme réel», le corporatisme, le chauvinisme,

la conciliation et la gestion du système, pour atteindre l'unité retrouvée de la lutte politique de classe révolutionnaire, soutenue par son pivot essentiel : l'internationalisme.

«Et en dépit de toutes les difficultés, défaites passagères, erreurs, égarements, solutions de continuité, cette oeuvre mènera l'humanité à la révolution prolétarienne victorieuse».

Nathalie MENIGON,
Joëlle AUBRON,
Jean-Marc ROUILLAN,
Georges CIPRIANI,

Militant(e)s emprisonné(e)s d'ACTION DIRECTE
mars 1993

Notes :

(1) : Entre 73 et 76, la dette extérieure soviétique se trouve multipliée par 4, passant ainsi de 4 à 16 milliards de Dollars. Et dès 76, la charge courante de cette dette représente déjà plus de 25 % des rentrées de devises de l'URSS.

Malgré le ralentissement important des importations de biens et surtout d'équipements -financés par les crédits occidentaux-, le poids de la dette et sa charge se sont renforcés à la fin des années 70 avec le relèvement des taux d'intérêts pratiqués par les banques et pays impérialistes.

(2) : «Il ne faut pas cacher aux ouvriers l'existence chez nous du capitalisme et du capitalisme d'Etat» déclarait Zinoviev en 1926. Mais les subjectivistes et les doctrinaires sont toujours fascinés par les formules définitives, comme le simplisme argumentant : «il n'y a pas de capitalisme puisqu'il n'y a plus de capitalistes» !

Si le formidable bond en avant dans la voie socialiste réalisé dans les années 30 a considérablement transformé les données de la propriété en URSS, il n'a pu malheureusement éradiquer l'ensemble des aspects capitalistes de cette propriété. Aussi n'a-t-il pu faire disparaître la centralité et la permanence de la lutte entre l'affirmation du socialisme et la résistance-déformation capitaliste.

«En fait, les soviétiques n'admettent pas l'universalité de la contradiction. Il n'admettent pas que, dans une société, les contradictions constituent la force motrice du développement du socialisme. Dans leur société, en réalité, la lutte des classes existe toujours, lutte entre le socialisme et les vestiges du capitalisme. Mais ils ne le reconnaissent pas. Il existe encore, dans leur société, trois systèmes de propriété : la propriété du peuple entier, la propriété collective et la propriété individuelle. (...) Lorsqu'il y a trois systèmes de propriété, il y a inéluctablement des contradictions et des luttes». (Mao dans sa critique du «manuel d'économie politique de l'URSS»).

Les multiples dispositions sur la propriété individuelle prises dans les années 50-60 ont renforcé

l'ensemble des contradictions entre les formes de propriété. Le régime des cumuls, les dérogations spéciales et permanentes, les «privilèges bureaucratiques» ... constituaient davantage encore un système déformant les réalités de la transition socialiste. Dans l'affirmation des caractères capitalistes dans les rapports de production et les rapports sociaux.

(3) : La direction du Parti fut consciente de cet état de fait et tenta d'y remédier sans y parvenir vraiment : «Le parti ne pouvait pas ne pas sentir qu'un si grand afflux d'adhérents dans les conditions de 1930 à 1933 était un accroissement malsain et indésirable de ses effectifs. Le Parti savait que, dans ses rangs entraient non seulement des gens honnêtes et dévoués, mais aussi des éléments venus par hasard, mais aussi des arrivistes qui voulaient utiliser le drapeau du Parti dans un but personnel ... On décida de continuer l'épuration du Parti -membres et stagiaires, commencée dès 1933, et elle fut effectivement prolongée jusqu'au mois de mai 1935.» (Rapport de Staline au XVIII^e Congrès).



QUELQUES NOTES CONTRE LE CONCEPT DE SOCIÉTÉ DES 2/3

(août 1993)

Dans de nombreux textes et analyses, expressions du mouvement allemand, nous retrouvons le sempiternel couplet sur la «société des 2/3», une représentation sociologique et pleurnicharde qui, comme telle, repose uniquement sur le superficiel et l'émotion. 1/3 posséderait, 1/3 travaillerait et enfin 1/3 serait superflu ! Petits tiers ou grands tiers, là n'est pas la question. Qu'importe en effet, le décompte exact car c'est la méthode d'investigation sociale qui est erronée. Elle réfute l'approche scientifique dialectique et elle nie en conséquence le pivot classiste du mode de production capitaliste.

Avec cette prétendue analyse sociologique des 2/3 disparaissent simultanément le contour des classes et leur lutte. S'évanouit la guerre civile permanente, sa vérification à chaque instant d'exploitation et d'oppression, et ce sur chaque parcelle de territoire dominé par les réalités de l'accumulation capitaliste.

Par extension donc, ce concept des 2/3 introduit des perspectives de pacification et de division parmi les couches les plus exploitées et opprimées ; et plus avant, la coexistence avec l'ennemi, le goût pour la patience et la conciliation ..., en projetant la possibilité du recouvrement de la dignité humaine grâce à une réintégration dans l'exploitation salariale et à une gestion plus équilibrée et partagée du système capitaliste.

Loin de nous l'idée de vouloir réfuter la conceptualisation de la «société des 2/3» par l'exposé alambiqué d'une analyse de classe gravée dans le marbre. Ce serait tout aussi réducteur et erroné. Hors d'un examen des conditions historiques, hors d'une actualisation indispensable, aucune analyse, aussi enrobée soit-elle de terminologie marxiste, n'est viable si elle ne prend pas en compte qu'à chaque forme déterminée de développement capitaliste correspond une composition et un type de lutte de classe.

On ne le dira jamais assez, ce concept des «2/3» est dangereusement trompeur et faux, hors bien sûr sa nature d'illustration sociale immédiate, photographie superficielle d'un état des lieux ou de quelques particularités spécifiques qu'il dessine.

Lors de tous ses développements, cette argumentation gomme le fondamental, à savoir, l'existence d'une formation économique-sociale et des rapports antagonistes qu'elle génère, mais aussi l'expansion et

la pénétration de l'hégémonie monopoliste au niveau mondial, et par là la généralisation des tendances à la paupérisation, à la salarisation, à la déqualification... et ainsi de toutes les réalités inexorables de la polarisation.

Depuis l'imposition des monopoles, le mouvement de polarisation matérialise à chaque développement et dans chacun de ses rythmes, le fait que la lutte des classes s'organise autour des deux classes de la formation sociale mondiale : la bourgeoisie impérialiste et le prolétariat international.

L'avoir affirmé ne suffit pas et nous ne pouvons pas le mettre sous verre à la manière d'un beau mot d'ordre. Il est essentiel de le retranscrire avec précision dans nos analyses et propositions. Par exemple, lorsque nous évoquons une tendance aussi fondamentale que celle de la paupérisation des masses, nous ne devons pas nous reposer sur telle ou telle réalité locale ou sur tel ou tel salaire particulier. Nous devons aborder le niveau de vie des exploités mondialement, les conditions du prolétariat international. Et à ce niveau, il est évident que, si la richesse sociale croît et que les profits de la bourgeoisie ne cessent d'augmenter, les revenus partagés des classes exploitées, eux, diminuent en terme relatif et absolu.

Ainsi en dépassant le local, le national, l'eurocentrisme, le moment immédiat ..., il est possible de saisir dans toutes leurs ampleur et potentialité ces tendances pour la perspective communiste et d'élaborer la stratégie révolutionnaire correspondante.

Aujourd'hui, en effet, sur chaque continent, il existe un prolétariat, des millions et des millions de prolétaires contraints à vendre leur force de travail aux monopoles étatiques ou privés qui les exploitent en leur soutirant la plus-value ; ainsi, les profits qu'accapare une oligarchie parasitaire toujours plus réduite.

Ce prolétariat s'unifie dans la communauté de ses conditions d'exploitation, face à un même et unique ennemi : le système capitaliste international au stade impérialiste.

La formation économique-sociale mondiale reflète non seulement la dominance de la production monopoliste, elle représente aussi la survivance, la désagrégation, la résistance, ... de nombreux autres modes et formes de production que cette dominance soumet dans son expansion. La polarisation s'accompagne donc inévitablement de la réalité diversifiée de

nombreuses situations de classe, ici dans la métropole comme sur les Trois Continents. Nous avons donc à constater les multiples contradictions de ce système polarisé de stratification complexe et à en comprendre le mouvement. Car chaque strate (qu'elle se développe, se perpétue ou se résorbe) assume des rapports de production correspondants à une articulation de ses divers modes de production sous domination monopoliste. Ainsi nous pouvons dire que sur la base de la polarisation, la division en classes établit le cadre de référence de «tout l'étagement des diversifications sociales», localement et globalement.

Et non le contraire, comme le prétendent les adeptes de la «sociologie des 2/3». Ils se désespèrent à vouloir le démontrer en tartinant de très vieilles recettes «embourgeoisement ouvrier», «tertiarisation», «classe moyenne», «3ème force sociale», «quart-monde» ... Bourgeoisie et petite bourgeoisie conjuguent leurs forces pour nier la polarisation classiste réelle, en projetant sur le devant de la scène le spectacle du particulier, de l'épiphénomène, du «nouveau» ... Et il est clair que ces campagnes concourent à détourner les prolétaires de la prise de conscience de leur situation objective et de l'unité de cette conscience politique internationale.

La dérive de l'étude sociologique en ce qui concerne l'exclusion sociale, par exemple, n'a rien de nouveau. En effet, elle resurgit épisodiquement, lors des crises et des phases de bouleversement du MPC, avec les révolutions industrielles, techniques et technologiques. Mais si elle revient cycliquement, c'est toujours en se cantonnant au conjoncturel et au superficiel. Alors cette démarche partielle la condamne sempiternellement à ne pouvoir mettre le nouveau en perspective. A l'emprisonner à sa seule représentation comme «nouveau».

Nier le fondement du système, c'est également en nier l'histoire et les cycles. En conséquence, c'est isoler, en tant que soi-disant qualités émergentes, des éléments et symptômes de sa reproduction, et ne pas démontrer, bien évidemment, combien tous ceux-ci sont précisément les conditions et les conséquences de cette reproduction élargie. Donc ne pas saisir comment, dans des conditions déterminées différentes et sous diverses formes, ils se sont déjà manifestés au cours de ce siècle ou avant (note 1), pour être des causes et des résultantes du développement et du pourrissement du système capitaliste arrivé au stade impérialiste.

Aujourd'hui, la complexification et la mondialisation de ces éléments et symptômes sont les produits quantitatifs et qualitatifs de la phase d'internationalisation des échanges et du procès de travail et de son accaparement par les monopoles.

«... le chômage est le fléau de la classe ouvrière. Il est inhérent au capitalisme ; c'est une calamité qui

toujours resurgit. Il accompagne les crises et les dépressions périodiques qui, pendant tout le règne du capitalisme, ont ravagé la société à intervalles réguliers, qui sont une conséquence de l'anarchie de la production capitaliste ... A l'opposé de l'organisation minutieuse qui règne à l'intérieur de l'usine, il y a un manque absolu d'organisation de la production sociale totale. La croissance rapide du capital, résultat de l'accumulation des bénéfices, la nécessité de trouver également des profits pour ce nouveau capital, poussent à une augmentation rapide de la production. Celle-ci inonde ainsi le marché de produits invendables, puis vient la chute, réduisant non seulement les profits pour ce nouveau capital superflu, mais aussi chassant des usines des armées de travailleurs, les abandonnant à la merci de leurs seules ressources, ou à celle d'une charité dérisoire. Alors, les salaires diminuent, les grèves sont inefficaces, la masse des chômeurs fait lourdement pression sur les conditions de travail. Ce qui a été gagné par de dures batailles, dans un moment de prospérité, est souvent perdu dans la crise. Le chômage a toujours été le principal obstacle à l'augmentation continue du niveau de vie de la classe ouvrière...

L'incapacité du capitalisme à venir à bout de son anarchie éclata en pleine lumière lors de la crise mondiale de 1930. Pendant de longues années, la production sembla effondrée définitivement. Partout dans le monde, des millions d'ouvriers, de paysans et même d'intellectuels, furent réduits à vivre de secours que les gouvernements se trouvaient obligés de leur verser... Des millions d'ouvriers en pleine possession de leur force qui ne cherchaient qu'à travailler ; il y avait des millions de machines, dans des milliers d'usines n'attendant que de tourner et de produire des marchandises en abondance... Le droit de propriété capitaliste sur les moyens de production se dressait entre les ouvriers et les machines... Les machines devaient rouiller sur place, les travailleurs devaient errer dans le désœuvrement et endurer la misère...» (Pannekoek : «Les Conseils ouvriers»)

Le mouvement cyclique de la reproduction réintroduit régulièrement la dépression. La crise se développe dans les contradictions intrinsèques à l'accumulation capitaliste et dans la restructuration de l'appareil productif mondial.

Après les trois décennies de forte croissance forgée sur les destructions occasionnées par la IIème Guerre Mondiale et les efforts de reconstruction, le cycle long dépressif, que connaît l'économie mondiale depuis 20 ans, a fait resurgir le chômage, la précarité, les sans-abris, les bidonvilles, les soupes populaires ..., dans le cœur même des métropoles et dans les centres urbains de la périphérie.

Et à chaque phase de récession plus aiguë, comme au début des années 80, ou encore aujourd'hui depuis

bientôt 2 ans dans la métropole, toutes ces conséquences s'aggravent à l'extrême, et pour de plus en plus de prolétaires.

Pour le premier trimestre 93, en Espagne, 250 300 chômeurs de plus ; la France quant à elle aurait perdu, depuis le début de l'année, 160 000 postes de travail... Plus de 10 % de la population active de l'Union Européenne sont ainsi au chômage, selon les chiffres officiels, mais à ces 20 millions de personnes, il convient d'ajouter des millions et des millions de prolétaires précarisé(e)s à l'extrême et ne figurant plus sur les listings des agences spécialisées, survivant du travail occasionnel, illégal, ...

Cette précarité de masse n'est pas la seule conséquence de la phase récessive. En effet, les conditions et l'exigence d'une révolution technologique ont dynamisé une énorme restructuration productive. Une nouvelle division internationale dans la profonde mutation du travail et de l'échange. C'est-à-dire également une très forte pression sur l'emploi au niveau mondial et local.

Ces bouleversements productifs renforcent toujours plus la tendance à la domination du capital constant sur le capital variable, le règne de la machine, la diminution des postes de travail et, par conséquent aussi, l'extorsion plus importante de la plus-value produite par chaque travailleur.

La restructuration technologique a entraîné le déplacement des ouvriers et des employés d'un secteur à un autre, exigé de nouvelles formations, de nouveaux espaces et des mobilités plus grandes. De fait, une nouvelle rationalisation et un contrôle accru à chaque poste de travail. (note 2)

Simultanément, de nombreux emplois ont été définitivement perdus dans la destruction de certains secteurs, dans leur délocalisation, ... Par ailleurs, le nouveau système de travail et, entre autres, le «just in time» toyotiste exige une précarisation accrue dans la mobilités (contrats à durée limitée, Intérim, ...) Il apparaît ainsi clairement aujourd'hui que le plein emploi et le poste segmentarisé fixe (comme expressions du régime d'accumulation et productif fordiste) appartiennent au passé. Le formidable développement des nouvelles technologies a étendu les types de production monopoliste au monde de l'agrobusiness aux high-tech. Des millions d'êtres humains ont vu leur vie professionnelle bouleversée et d'autres aussi nombreux survivent dans l'insécurité permanente de la course à l'emploi.

Ce mouvement n'est en rien «nouveau». Il est la confirmation d'une autre tendance capitaliste identifiée par Marx : «Avec l'augmentation du capital complexe croît également, il est vrai, sa part constitutive variable,

c'est-à-dire la force-travail incorporable, mais elle croît en une proportion en permanent recul». Le bond actuel dans la restructuration monopoliste le confirme bien une nouvelle fois.

Sur les Trois Continents, nous constatons également les désastres conjugués des deux mouvements de restructuration et récession.

Le développement des moyens de production sur ces territoires a constitué et constitue toujours un débouché essentiel pour les puissances impérialistes. La diffusion de la production industrielle a conduit à l'industrialisation de nombreux pays, des «maquiladoras» sud-américaines aux unités de production du Sud-Est asiatique. Lorsque la production n'intégrait pas de méthode à fort coefficient de technologie, sa plus grande partie fut transférée dans ces pays. Au cours de la seule décennie 60, le taux de prolétarisation y a été multiplié par 3 ou 4, voire plus. Le coût salarial bas réduisant la pression de compétitivité permettait de démultiplier les petits boulots sans qualification ou extrêmement segmentarisés.

Dans la relation impérialiste, l'articulation de ces zones au marché mondial reflète leur intégration dépendante et sa progressive intensification. En conséquence, ces zones subissent les mêmes contre-coups. Ils y sont même encore alourdis par la volonté des monopoles et puissances impérialistes à faire retomber, sur les plus faibles, les coûts de la dépression. Et aggravés plus encore par les résultantes désastreuses de la concurrence acharnée de ces monopoles et puissances pour asseoir leur domination en parts de marché.

Partout, pauvreté, inégalité et exploitation s'étendent et s'approfondissent. Partout la dissolution de formes de production locales (artisanat, agriculture, ...) condamne des millions de personnes aux ghettos et aux favellas des mégapoles. La misère quitte la campagne pour le nouvel urbanisme sauvage. Partout vendant terres et petits commerces, ou autres ..., partout de plus en plus de personnes se trouvent socialement séparées des moyens de production. Un vaste mouvement de prolétarisation, même si dans un premier temps, ces nouveaux prolétaires rejoignent les masses paupérisées structurellement sous-employées.

Et il convient une nouvelle fois de souligner que ce procès est déjà bien connu, Marx écrivait d'ailleurs à ce propos dans «Le Capital» : «... une partie de la population des campagnes se trouve donc toujours sur le point de se convertir en population urbaine ou manufacturière (c'est-à-dire non agricole) ... L'ouvrier agricole se trouve par conséquent réduit au minimum de salaire et a un pied déjà dans la fange du paupérisme ...».

Crise de restructuration et dépression se conjuguent en un mouvement mondial portant au paroxysme la crise du travail dans chaque territoire.

Et, il est de plus en plus évident que les remèdes, que la bourgeoisie impose, aggravent le mal. En effet, dans leur tentative pour reconstituer des conditions globales de hausse du taux de profit, les puissances impérialistes et les transnationales généralisent les politiques de rigueur et d'ajustement interne, et la surexploitation des pays dépendants.

La bourgeoisie a bien conscience qu'elle ne peut dépasser sa crise et réussir la restructuration de la production et de l'échange qu'aux dépens des prolétaires, de leurs conditions de vie et de travail, internationalement.

«En accélérant l'éviction des ouvriers par la machine et en créant à un pôle la richesse et à l'autre la misère, l'accumulation du capital donne aussi naissance à ce que l'on appelle l'«armée ouvrière de réserve», l'«excédent relatif» d'ouvriers ou la «surpopulation capitaliste», qui revêt des formes extrêmement variées et permet au capital de développer très rapidement la production ...» (Lénine, «Karl Marx»)

Comment peut-on en arriver à comprendre et à décrire de tels mouvements historiques avec le qualificatif de «superflu», comme il est fait dans le concept des 2/3 ? Peut-on ignorer à ce point la nature du système, ne pas saisir ses tendances profondes à l'intensification et à l'expansion, sa volonté hégémonique dans la pénétration de tous les rapports sociaux, tous les échanges... Le capitalisme est intégrateur, il résorbe l'Autre et la marge, l'exclusion. Il est devenu monopoliste en homogénéisant toujours plus la production mondiale. Le Capital, en tant que rapport social de production, est international ; il intègre, il absorbe, il gère, il uniformise, il quadrille...

Ce qu'il ne peut dominer en l'intégrant, et qui lui est donc extérieur, est démonisé et détruit dans un même mouvement. Il extermine ! La guerre n'est pas seulement une soupape cyclique ou même permanente, elle ne peut plus être qu'élimination de vastes pans de population (avec bien évidemment les moyens de production correspondants). Et ce n'est pas le fruit du hasard si l'ère du monopolisme est également celle des guerres mondiales, des bombardements massifs, de l'arme nucléaire, de la «Star War»... et des camps de concentration.

Si le nouveau modèle d'accumulation sous-tend bien une restructuration du marché et de la production, c'est tel un procès de lutte acharnée entre les classes en présence auquel personne n'échappe (et moins encore, des strates entières !) et dans lequel personne n'est «exclu» au sens véritable du terme, ni superflu. Les plus pauvres et les précaires constituent une

immense armée industrielle de réserve ; et cette «armée» a une fonction précise, un rôle dans le combat de classes, en étant «le boulet que la classe ouvrière traîne aux pieds en tout temps dans sa lutte pour l'existence contre le capital, régulateur qui maintient le salaire au bas niveau correspondant au besoin capitaliste».

Le nouveau Secrétaire au travail du gouvernement Clinton, Robert Reich, écrivait dans son dernier livre «... chaque heure, la population mondiale s'accroît de plusieurs dizaines de milliers d'habitants dont la plupart seront plus tard heureux de travailler pour une petite fraction des salaires que les travailleurs routiniers reçoivent aux USA...». Peut-on encore parler de superflu ? Alors que l'armée industrielle de réserve est toujours plus un élément essentiel dans l'affrontement entre les classes ? La bourgeoisie impérialiste doit briser la classe prolétarienne, casser ses organisations, ses solidarités et user sa résistance pour la soumettre pleinement au moule du nouveau régime d'accumulation capitaliste. Tout nouveau bond en avant, dans la phase d'accumulation, n'est plus fondé que sur la conjonction de reculs sociaux imposés aux exploités. L'immense cohorte des chômeurs et des précaires, sur chaque territoire, presse de tout son poids et participe ainsi par sa présence même à la perpétuation et à l'accentuation des autres tendances nées du procès et de la division du travail dans ce nouveau régime. Et principalement, tous les caractères de l'exploitation intensive.

Dans le centre, plus d'exploitation directe grâce à l'ergonomie (voire l'aménagement de son propre confort, une organisation du travail et de l'équipement autogérée) et la robotique (l'ensemble du modèle productif toyotiste), c'est-à-dire de fait, plus de plus-value produite par chaque travailleur ou «groupe de qualité».

La pression de l'armée de réserve sur le marché du travail tire les salaires vers le bas, comme elle active la déqualification jusqu'aux tâches les plus dégueulasses et les plus dangereuses. En France, nous avons tous en mémoire les trois intérimaires irradiés dans une entreprise de Forbach, lors d'une opération de maintenance d'un accélérateur de particules. La politique de la course aux profits sur le marché de l'emploi, c'est aussi 40 % d'accidents du travail de plus entre 89 et 90 pour le seul secteur bâtiment et travaux publics, mais aussi, depuis la fin des années 80, 10 % de déclarations de maladies professionnelles en plus, ... Et bien sûr, les plus touchés sont les travailleurs de sous-traitance, les intérimaires, ceux à contrat de durée limitée, ...

Sur les Trois Continents également, alors que les monopoles délocalisent certaines productions, il a été possible d'intensifier davantage encore l'exploitation

et de peser ainsi sur les conditions de vie des masses. Aujourd'hui, les travailleurs de l'Est européen connaissent eux aussi les conséquences de ce «développement» capitaliste. L'intégration-dépendance accrue, le chômage, les horaires et les cadences renforcées, la disparition des aides sociales et familiales, l'augmentation du coût de la vie, etc...

La prolétarianisation dans l'ensemble des pays dépendants agit de plus en plus concurrentiellement sur le marché du travail. Et emploi et armée de réserve doivent être compris internationalement. Avec la mondialisation de tous les procès économiques, le procès du travail et sa division (donc l'essence de la polarisation) sont tenaillés par le double mouvement de disparité et d'interdépendance toujours plus renforcé centre/périphérie.

Le «dumping social» à l'échelle mondiale, la délocalisation vers les pays dépendants, détermine d'autant plus ces conditions que les obstacles à la résistance et aux ripostes des exploités se conjuguent à la «docilité des 4/5 ème de la population des moins avantagés» qui «s'explique par leur sentiment que l'action politique n'aurait de toute façon aucun effet. Ils sont résignés à ce qui arrive parce qu'ils admettent que les manipulateurs de symboles détiennent toutes les cartes ...», pense pouvoir ajouter Robert Reich en toute quiétude.

Les problèmes du développement capitaliste, de la crise et de la révolution prolétarienne sont devenus des questions internationales et c'est sur ce plan uniquement qu'elles trouveront une résolution historique.

Malgré les contre-tendances actuelles aux déchirements nationalistes, aux leurre du repli localiste et au partiel réformiste, c'est au niveau mondial que la partie se joue dans l'imposition du Nouvel Ordre monopoliste, avec les négociations du GATT, la restructuration du FMI, la crise du système monétaire international, la perte de l'hégémonie US, la crise du «socialisme réel», ... Et c'est sur ce plan qu'interagissent les principales contradictions du système à notre époque, qu'elles soient inter-impérialistes, impérialistes ou classistes.

Inexorablement, les difficultés énormes, rencontrées par la bourgeoisie impérialiste pour trouver et généraliser une voie d'expansion sur le marché mondial réunifié, réactualisent avec force les projets de transformation révolutionnaire des rapports de production.

EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE.

L'impérialisme, c'est fondamentalement la lutte pour la conquête et la répartition du marché, une lutte

par des voies pacifiques et politiques, ou encore par la guerre. Des conquêtes et une répartition qui se concrétisent dans la suprématie sur les échanges et l'exportation des capitaux.

Ce système est le produit historique des caractères du développement capitaliste. Il est ainsi le fruit du développement inégal des différents secteurs qui constituent l'économie capitaliste, le fruit du degré inégal de concentration de ces secteurs.

Le processus de développement inégal a une forme universelle et une dimension mondiale.

L'internationalisation du capital et son expansion fondent l'interdépendance globale. De fait, elles forment une unité contradictoire et elles dynamisent ainsi les résonances du développement inégal en tout et en tout lieu du marché.

Plus le capital arrive à unifier et à généraliser son marché au niveau planétaire -donc plus il approche de son développement maxima- plus l'inégalité de ses rythmes se renforce et s'étend, plus elle pénètre chaque domaine, chaque activité...

Alors toute puissance industrielle ou étatique se positionne en un rapport de force, et le domaine impérialiste reflète, avec plus d'acuité et de violence encore, l'universalité de la concurrence, de l'interdépendance et des intérêts particuliers.

La nécessité d'exporter des marchandises et des capitaux -déterminée par une expansion interne, basée sur la production de plus-value et produisant une accumulation de capitaux «excédentaire»- tenaille chaque pays, chaque secteur, chaque entreprise ... Les limites du marché, son cycle dépressionnaire long (depuis le début des années 70) et la récession actuelle accentuent tous les rapports de concurrence. Et c'est cette concurrence qui est le moteur de la tendance à la guerre, la guerre inexorable entre les puissances qui s'affirment et celles qui déclinent, entre la prise de pouvoir des uns et la défensive des autres, entre les forts et les faibles, ... Inutile de revenir sur une démonstration de la généralisation de la guerre à l'époque impérialiste, l'actualité, ces dernières années, est limpide et sans réfutation possible.

Les rapports militaires sont avant tout un aspect des rapports économiques, et tant que les conditions à une plus grande généralisation des conflits ne sont pas réunies, la guerre se concentre sur la bataille de la productivité.

Une véritable guerre économique mondiale.

Cette guerre pousse tous les groupes impérialistes à augmenter la productivité de leur potentiel. Pour atteindre cet objectif, l'effort de la bourgeoisie s'est porté essentiellement en deux directions fondamentales :

- réduire les coûts salariaux (réduction de personnel, diminution de la rémunération effective, augmentation du travail réel, délocalisation ...)

- réduire les coûts des produits de base (et en effet, les matières premières -sauf exception- sont revenues à leurs plus bas niveaux depuis l'entre-deux-guerres !)

Ces deux résolutions signifient clairement une dégradation à long terme des conditions de vie des masses, ici et sur les Trois Continents. Une concrétisation de la logique du système impérialiste : faire retomber sur les plus faibles les conséquences de sa crise !

Et cette logique s'étend à tous les rapports sociaux dominés par les rapports de production capitaliste.

Ainsi la phase actuelle de crise et de restructuration du MPC alimente toutes les réalités concurrentielles. Non seulement entre les différents capitaux ou puissances impérialistes, entre les pays, les blocs, les monopoles, les secteurs, ... mais aussi elle devient également une concurrence accrue entre chaque strate de classe dans leur reproduction élargie et en leurs divisions et segmentations. Une concurrence entre individus, entre exploités toujours plus sérieux et isolés. Désolidarisés.

Les principales victimes de cette guerre barbare et fratricide sont bien évidemment, en tout premier lieu, les catégories déjà en bas de l'échelle dans le précédent «étalement des diversifications sociales» : les femmes, les jeunes, les immigrés, les vieux, les malades, les handicapés ... Et on le constate sur le marché du travail, ce sont ces catégories qui forment la grande troupe des précaires absolus.

L'exemple du travail des femmes est clair depuis sa graduelle intégration au salariat. Il a toujours été l'emploi le plus instable et cette caractéristique atteint aujourd'hui le paroxysme, les femmes sont l'élément essentiel de l'armée de réserve, du travail surexploité, du travail à durée limitée, des emplois illégaux et non-reconnus ; tout cela renforcé par la déqualification systématique du travail féminin... Moins payées, premières licenciées : l'ouvrière et l'employée.

La concurrence aggrave et révèle ainsi toutes les particularités de la segmentation sociale et ses contradictions internes, celles de la division sociale du travail, des sexes, des âges, des origines raciales, ...

Et ceci ne peut être circonscrit au seul procès de production. Cette exploitation est le cœur de la reproduction d'ensemble des rapports de domination-subordination. C'est-à-dire leur perpétuation politique et idéologique.

On ne peut comprendre fondamentalement les fonctions (et rôles sociaux) de l'oppression des femmes dans la division sociale du travail et dans la société

qu'à partir de la reproduction élargie de la figure prolétarisée de la femme. Et il en est de même bien sûr pour la fonction de la ségrégation dans nos sociétés hier comme aujourd'hui.

Les rapports sexistes et ségrégationnistes renforcés par les nouvelles formes de l'accumulation et sous-tendus donc par un continuum de structurations politiques et idéologiques, agissant directement à la reproduction élargie des rapports de production et à leur pérennité actuelle.

Dans cette phase de pourrissement de l'impérialisme et de guerre économique mondiale, les forces réactionnaires bourgeoises tentent de diviser toujours plus localement le prolétariat, de jouer de ses spécificités et contradictions internes. Elles tentent ainsi d'enchaîner des «catégories» particularisées à la défense des intérêts du «pays», de «notre économie», de la «compétitivité de notre capital», ... Avec, bien sûr, l'aide empressée des représentants des social-chauvins de tous poils (principalement la petite bourgeoisie locale et l'aristocratie ouvrière) qui voient dans cette défense la solution à leur propre survie comme strates relativement privilégiées du système. On défile ici ou là sous la bannière nationale, on scande les mots d'ordre du corporatisme, ... On appelle aux sacrifices, aux restrictions, aux efforts, ..., à sa propre exploitation et à la chasse à l'autre !

Les représentants des intérêts impérialistes ont compris avec acuité que la seule force qui peut entraver radicalement leur redressement et leur restructuration actuelle, et donc profiter de leur crise, c'est le prolétariat international. Justement comme classe dépassant les limites et les cadres locaux et partiels. D'où leur acharnement à briser son unité, son identité révolutionnaire et mondiale. Diviser nationalement, diviser en suivant les intérêts particuliers. Partout, nous assistons à de vastes campagnes de mobilisation idéologique contre l'étranger et le différent ; l'immigré bien évidemment, le japonais, l'américain, ..., mais aussi contre la femme «impie» qui prend la place d'un homme et refuse son rôle de mère au foyer...

Chauvinisme, corporatisme, sexisme, racisme... sont les conséquences et les conditions à la poursuite de la guerre économique, à la course à la productivité, à la concurrence du chacun pour soi ...

La bourgeoisie conditionne les prolétaires, les mobilise et enfin les jette les uns contre les autres. Voilà la logique classiste et impérialiste qu'il faut détruire si l'on ne veut pas se retrouver à combattre dans une tranchée de l'un ou l'autre camp des prétendants à la maîtrise du monde ! La détruire jusqu'à la racine en forgeant, dans un combat résolu, le défaitisme révolutionnaire de notre époque. Mais le point de départ d'une telle stratégie révolutionnaire de

renversement de la guerre impérialiste en guerre civile, c'est une position internationaliste correcte et ferme.

Et cette position ne peut voir le jour sans une théorie et une analyse cohérente de l'impérialisme et du mouvement de ses contradictions ; sans une compréhension sans faille de la nature mondiale de ce mouvement. «Le concept de la société des 2/3» n'est ni une analyse cohérente de l'impérialisme, ni encore moins un instrument permettant de saisir le mouvement des contradictions car justement il nie tout autant ce mouvement que sa base fondamentalement classiste.

- La **relation impérialiste** centre-périphérie toujours plus aggravée et la **concurrence inter-impérialiste** se renforçant dans la constitution des blocs continentaux et la perte d'hégémonie des USA. («... D'un côté, la formation, dans des concentrations et des fusions, de grands groupes financiero-économiques et la tendance à de grands États et, de l'autre, la formation d'un petit capitalisme dans les zones arriérées du marché mondial et la constitution de nouveaux petits États. Cette dialectique entre la formation de grandes puissances est un des aspects du développement politique inégal du capitalisme, expression de son développement économique inégal»).

- La contradiction fondamentale du système, la polarisation et la lutte : **bourgeoisie impérialiste et prolétariat international**.

Plus de 20 années de lutte révolutionnaire sur notre continent, nous ont appris que la position prolétarienne est internationaliste parce qu'elle ne se contente pas de frapper le seul impérialisme, elle attaque également les intérêts des bourgeoisies locales et leurs États. Elle est internationaliste en liant ces deux attaques dans la construction de la direction prolétarienne et en renforçant l'autonomie de classe. C'est dans ce combat de tous les instants qu'il est possible de briser l'hégémonie de la pensée dominante sur le prolétariat, de démythifier les notions chauvines, racistes, celle galvaudée de «peuple», tout comme le radicalisme superficiel. C'est dans ce combat de tous les instants qu'il est ainsi possible de révéler la véritable nature du système en la combattant. Une guerre révolutionnaire de longue durée.

Le prolétariat est fondamentalement anti-impérialiste en étant fondamentalement anticapitaliste.

Mai 1993



note 1 : Voir la crise de la fin des années 1870 et suivantes qui matérialisait la nouvelle industrialisation (chimie, métaux) contre l'ancienne (textiles et mines). Ce sont ces productions alors nouvelles et depuis leur développement à travers le taylorisme et le modèle fordiste qui sont en crise depuis 20 ans maintenant, en même temps que le saut technologique a transformé leurs productions et leurs manières d'assujettir les travailleurs dans l'organisation du travail. Dans cette période également, les chômeurs se multiplièrent, d'anciens lieux de production se désertifièrent ou changèrent complètement leur mode d'insertion locale (fin des ouvriers-paysans, main mise de l'usine comme seule source de revenus et de production marchande dans son lieu d'implantation, flux migratoires, etc.). Et c'est également ce à quoi nous assistons aujourd'hui dans cette Xème crise-transformation du capitalisme.

note 2 : Tiré de «L'esclave et le technicien» de S. Pialoux et M. Beaud dans «Ouvriers, Ouvrières» -janvier 92 aux éditions Autrement : «Les cadences et les rythmes de travail se sont accélérés, l'intensité du travail s'est accru sous l'effet de la chasse systématique aux temps morts ; la recherche de la productivité s'est intensifiée par

l'appropriation des tours de main et combines des ouvriers qui permettaient de «gagner un peu de temps».

Mais ce sont surtout les formes nouvelles de travail liées au nouveau mode d'organisation de la production (informatisation et gestion à flux tendus) qui ont accru le sentiment de dépossession des OS. Les impératifs de la nouvelle organisation du travail -absence de panne («zéro panne»), qualité totale («zéro défaut»), engagement optimal des capacités de production («zéro stock»)- imposent une implication différente dans le travail qui passe par de nouvelles formes de coopération entre OS, dans le cadre desquelles la transparence des rapports de travail (animés par des ouvriers promus au rang de «moniteurs»). Ainsi les OS de la chaîne n'ont plus aujourd'hui la possibilité de se soustraire, même temporairement, à l'ordre de l'usine. Toutes les possibilités qui permettaient de gagner du temps (les quelques dizaines de secondes qui accumulées pouvaient permettre de souffler un peu), les formes anciennes de relatif «retrait» dans le cours du travail, tout ce qui pouvait constituer des «niches» de protection contre l'emprise totale de l'usine, les façons particulières de s'approprier l'espace au travail, etc., disparaissent progressivement.»

LA QUESTION EUROPEENNE DANS LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI

DIX ANS APRES

Dix ans après notre offensive «Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest», l'Etat prétend, avec ce procès devant la juridiction d'exception (1), y apporter une conclusion décisive. Une conclusion «judiciaire» bien entendu, tel un exorcisme, conjurant la lutte révolutionnaire des opprimés par la mort carcérale à perpétuité à répétition.

Dix ans après, il n'est pourtant pas nécessaire d'étudier la question avec attention pour se rendre compte combien les problématiques et les perspectives posées par nos actions et notre engagement de partisans demeurent d'une actualité brûlante et chargées d'une potentialité saisissable par tous ceux qui veulent ouvrir une perspective stratégique à la lutte du prolétariat sur notre continent. Car, si la situation au plan mondial ou continental a été considérablement bouleversée, et si de nombreuses mutations sont peu stabilisées ou encore en devenir, les forces motrices fondamentales de ces événements, présentes et agissantes dans les années quatre-vingt, sont toujours à l'oeuvre, plus dominantes encore aujourd'hui, et toujours plus chaotiques, tel un crescendo vers la barbarie.

La seconde crise générale de surproduction absolue de capitaux tenaille le mode de production capitaliste depuis maintenant plus de deux décennies. Moteur d'un vaste processus de restructuration et globalisation du système capitaliste international, elle est également l'élément essentiel de son propre déchirement dans la concurrence acharnée entre les différents secteurs, branches, monopoles et pays. Ce processus de concentration et de contradictions se développe ainsi en une véritable guerre économique et commerciale mondiale.

Une crise des relations politiques internationales - interagissant dans la guerre économique. Tout le discours pompeux sur le fameux «Nouvel Ordre mondial» n'est plus en fin de compte que le voile mité du désordre et de la tendance à la généralisation de la **guerre impérialiste** et aux interventions armées tous azimuts. Plus que jamais impérialisme rime avec militarisme, une guerre omniprésente aujourd'hui, plus encore que jamais, attisée par le profit, les nouveaux

partages, les débouchés commerciaux, le chauvinisme et le racisme...

La concurrence et les mutations technologiques alimentent la **guerre de la productivité** que se livrent les différents capitaux et groupes impérialistes. Dans le système, cette guerre se traduit tout naturellement par une aggravation de l'exploitation intensive des travailleurs. Les capitalistes font peser sur le prolétariat et les masses populaires le poids de leurs difficultés et de leurs conflits. Dans les pays de la métropole, une exploitation intensive contenue dans les réalités du procès de travail toyotiste («just in time», «zéro défaut», «cercles de qualité», ... et toute l'ergonomie radicalisant la dépossession de l'activité au poste de travail), mais aussi dans la baisse des salaires réels, la généralisation des politiques de rigueur, le chômage, la précarité, etc. Dans les pays des Trois Continents et dans l'Est européen, cette exploitation intensive se concrétise par la chute considérable du niveau de vie, de la protection sociale et des droits du travail, avec la sous-rémunération galopante, l'esclavage à peine dissimulé, les famines et la misère, etc.

Avec le nouveau régime d'accumulation, les conflits bouleversent les marques de l'exploitation et de la dépendance intensive du prolétariat et des peuples opprimés. Alors, de toutes ces formations économico-sociales, ainsi à la fois unifiées et déchirées, surgissent de **nouveaux rapports et appareils étatiques**, dominés par leurs caractères technocratiques et autoritaires. A la monopolisation économique correspond la concentration et la centralisation des pouvoirs réels, articulées à la confiscation du pouvoir dans les sphères occultes, à la manipulation permanente de l'information, au spectacle rituel et grotesques de la politique politicienne dans les cirques des pouvoirs formels, à l'exclusion des masses de tout centre de décision, etc. Une mobilisation institutionnelle et générale du nouveau «Parti de l'Ordre» dans un ensemble de politiques réactionnaires et ségrégationnistes. Une **guerre civile** larvée, affleurant derrière chaque rapport social, et parfois ouverte, envenimée par la collusion affichée entre les bandes armées de l'Etat et

les sbires para-étatiques des groupes fascistes et racistes.

Ces dynamiques de crise et de guerre se conjuguent en se concrétisant dans la formation de l'**Union Européenne**, dans la création d'un pilier impérialiste concurrentiel regroupant les forces continentales de la bourgeoisie impérialiste. Il lui est impératif de contrôler et de dépasser ses propres concurrences et contradictions internes pour parvenir à une unité lui permettant d'être un acteur réel et de premier plan dans les mutations mondiales en cours. Avoir le poids d'une véritable puissance face aux deux autres centres impérialistes, le Japon et les Etats-Unis, pour la conquête des marchés et leur contrôle au Sud et dans le nouvel eldorado de l'Est européen, pour écraser toutes les résistances des prolétaires sur le continent afin de leur imposer les sacrifices indispensables à cet état de puissance impérialiste.

Parce qu'ils sont les reflets immédiats de l'**affrontement interimpérialiste**, du **nouveau partage «colonial»** et de la **guerre de classe internationale**, tous les contenus et les formes du processus d'intégration européenne sont dominés par leurs qualités réactionnaires. Une course à une plus grande productivité dans la concentration et la centralisation des capitaux et des productions, et dans une union politico-militaire étatique la garantissant hors et dans les nouvelles frontières communes.

Dix ans après l'offensive «Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest», la question européenne a toujours autant d'acuité, sinon plus. Elle est toujours aussi inéluctable. Inéluctable au sens le plus littéral, car elle ne peut être affrontée et résolue que par la lutte. Une lutte commune de toutes les expressions antagonistes du prolétariat sur notre continent.

Un processus de guerre de classe prolongée au cours duquel les organismes prolétariens d'avant-garde élaborent et développent, dans la lutte, des pratiques de pouvoir révolutionnaire de classe au niveau réel où se jouent les rapports de pouvoir entre les classes aujourd'hui.

Ce qui signifie concrètement sortir de l'impuissance des localismes et de l'immédiat, de la psalmodie des résolutions et des programmes de papier, pour placer, dans le devenir d'une **guerre révolutionnaire** unificatrice de toutes les résistances contre le système, les luttes sur le terrain véritable de la guerre civile dans ses termes actuels. Seul terrain sur lequel le prolétariat pourra, à partir de ses multiples réalités et situations, constituer et faire triompher son indépendance politique et stratégique.

Dix ans après l'offensive «Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest», nous sommes toujours profondément convaincus, face à la nature et aux grandes lignes de mutation de la société bourgeoise dans cette phase de capitalisme tardif et face aux rapports politico-économiques imposés par l'hégémonie sans partage de la bourgeoisie monopoliste, que la lutte et la guerre de résistance contre la capitalisme et l'impérialisme sont toujours plus vitales. De même que nous restons convaincus que seuls la construction et le développement continental de l'organisation révolutionnaire des partisans, dans sa liaison avec toutes les expressions de l'autonomie de classe, sera en mesure de déverrouiller l'élan de résistance et de briser l'encerclement des multiples luttes des masses. Une unité combattante résolue à tout faire pour que le prolétariat prenne en main son propre drapeau.

«LE TEMPS DE LA GUERILLA»

A la fin des années soixante, le continent est ébranlé par la tempête de la contestation; les principales villes européennes sont le théâtre d'affrontements et de mobilisations de masses, barricades, émeutes, séquestrations, occupations d'usines... Tout l'édifice bourgeois commence à se lézarder en une véritable crise de domination, une crise du modèle d'accumulation et des rapports sociaux capitalistes. Parallèlement, le modèle révisionniste de gestion et de compromis, comme ses organismes de régime (partis, syndicats...), sont submergés par l'action des travailleurs dans leur révolte, par le renouvellement dans ces luttes de leur conscience collective et de leur auto-organisation.

Les masses, grâce à cette détermination antagoniste, remettent ainsi en cause l'organisation autoritaire de toute la société par le Capital, et en tout premier lieu, bien évidemment, le système de régime - Etat de la bourgeoisie, partis et syndicats révisionnistes - tel qu'il s'impose comme cadre de pacification despotique dans l'usine et dans la vie quotidienne. Mais aussi l'autorité du fric, du productivisme, du contrôle social, de l'idéologie, de la morale, de la famille... Et à travers cette mise en question générale et radicale, c'est la question du pouvoir qui est posée. La question de la révolution. *«Notre opposition n'est pas dirigée seulement contre quelques petites ... erreurs ! du système, mais contre l'ensemble du mode de vie qu'impose présentement l'Etat autoritaire»*, écrivait Rudi Dutschke lors du mouvement des extraparlémentaires allemandes. *«L'attitude antiautoritaire (est) un mode de comportement*

appelé à déboucher sur la révolution et sur l'éducation et l'auto-éducation des hommes.»

Pour tous ceux que le formidable coup de tonnerre de la lutte des masses libère de leurs dernières illusions à l'égard de toutes les pensées ossifiées, et en particulier de la pensée du révisionnisme, l'élan est donné pour reprojeter la perspective révolutionnaire dans un cadre nouveau, adapté à l'époque, aux contradictions du système, à la volonté d'émancipation et de transformation du monde exprimée par la grande révolte prolétarienne. *«Il est nécessaire aujourd'hui de redéfinir le concept même de révolution à la lumière des conditions objectives et du développement réel du mouvement autonome du prolétariat européen.»* (Collettivo Politico Metropolitano, 1969)

Il faut de toute urgence rejeter la gangue du catéchisme oppositionnel, refuser les processions incantatoires et la psalmodie des vieux mots d'ordre, car dépouillés de toute subversion réelle. Il faut saisir le sens des mutations, les contradictions dans leur devenir. Ce qui naît et se développe. Et, dans ce mouvement, discerner les véritables intérêts fondamentaux et immédiats des exploités et des opprimés, dans le centre comme mondialement, leur unité internationale.

«Pour révolutionner les masses, il faut révolutionner les communistes, les deux choses doivent être prises en main simultanément.» (Gauche Prolétarienne, 1969)

Le révisionnisme et tout le doctrinarisme des chapelles prétendument révolutionnaires occultaient non seulement les solutions réelles, mais ils détournait des problèmes eux-mêmes, de leur exposition et de leur compréhension correctes.

Dans tous les domaines et sur toutes les questions, il est devenu indispensable de poser un regard critique radical, de saisir les véritables problématiques, de les aborder non plus à travers le filtre des définitions abstraites, mais à partir de nos analyses et de nos expérimentations, à partir d'une théorie tel «un guide pour l'action» et non une intemporelle loi d'airain qu'il suffirait de claironner plus ou moins justement, mais plus fort que les autres concurrents.

Une guérilla politique et idéologique de tous les instants contre tous les miasmes de la pensée révisionniste et opportuniste, contre toutes ces réalités du système idéologique bourgeois encadrant une pratique systématique de capitulation, de contrôle et de liquidation, articulée aux appareils et rapports étatiques à l'époque du capitalisme monopoliste d'Etat, à leur gestion de l'antagonisme de classe et à leur politique de contre révolution permanente.

Une vigilance critique permettant de retrouver *der Geist der Revolution* (l'esprit de la révolution) en brisant l'emprise de celui de la soumission et du conformisme, l'emprise de l'esprit syndicaliste.

«Le temps de la guérilla est venu. Frapper l'ennemi, servir les masses, former le partisan, voilà notre drapeau.» (Gauche Prolétarienne, 1969)

«Le temps de la guérilla», cela signifie concrètement renforcer les consciences, les résolutions et les pratiques de rupture apparues lors de l'insurrection des masses et en apporter de nouvelles, plus décisives encore, que le mouvement spontané ne peut faire surgir lui-même, dans le feu de son action. C'est-à-dire une dialectique de tous les instants entre la résistance et les luttes du prolétariat, ses organismes autonomes et la guérilla, les détachements combattants, dans l'unité du politique et du militaire à chaque phase du combat et cela dès le début du processus de guerre de classe révolutionnaire.

Le mouvement autonome du prolétariat européen, avec ses contenus et pratiques assembléistes, les comités de base, les comités révolutionnaires et anti-impérialistes, les conseils d'usine..., ses révoltes, ses luttes contre l'Etat, les patrons et les bonzes révisionnistes. Contre tout le système idéologique bourgeois. Et, en conséquence, la remise en cause, dans ce mouvement contestataire régénéré, des préceptes et dogmes organisationnels et stratégiques qui, depuis des décennies, se sont solidifiés sous le carcan des différents P.C. et leurs multiples parasites groupusculaires. *«C'est en opposant systématiquement l'action directe de petits groupes ouvriers aux grandes manoeuvres syndicales que l'autonomie ouvrière s'est imposée par bonds. Toute notre pratique visait à dégager l'intelligence collective des ouvriers en s'appuyant sur leur instinct de révolte. Nous bannissons de nos rangs les mentalités rabougries de militants qui cherchent à faire leur trou dans l'appareil syndical pour mobiliser les masses après.»* (Gauche Prolétarienne, 1973)

Un véritable processus d'auto-organisation, de démocratie directe, d'autovalorisation, dans la diversité des luttes et sur tous les fronts de la guerre sociale. Ce n'est pas le développement gradualiste (et surtout celui résumé à la progression quantitative lors des foires électorales) des bureaucraties oppositonnelles qui démontre l'aiguïsement de la lutte de classe et la volonté de transformation révolutionnaire des travailleurs. Cela ne l'a jamais été. Par contre, ce sont bien la rupture inscrite dans la mobilisation et l'initiative prolétarienne auto-déterminée, conscientes et décidées à l'action directe.

A l'époque du capitalisme tardif, la coordination des instances autonomes et leur front d'unité de classe sont seuls capables de concentrer l'antagonisme des masses et d'en être les instruments corrects.

«La seule force réelle, c'est l'unité des camarades dans les usines, dans les quartiers, dans les lycées, dans les bureaux ; unité sans sigle ni carte, refusant toutes les divisions qui menacent la véritable unité de classe ; c'est-à-dire l'unité de la stratégie révolutionnaire. De cette unité naît la gauche prolétarienne. Et seule la gauche prolétarienne peut construire, dans la lutte, l'organisation révolutionnaire.» (Sinistra Proletaria, 1970)

Et cette stratégie d'unité prolétarienne et de rupture avec les contrôles sociaux institutionnels, c'est bien la guerre de classe révolutionnaire pour la destruction du système global d'exploitation et la construction d'une organisation sociale alternative.

La lutte armée pour le communisme. *«Aujourd'hui (...) dès son apparition, une alternative prolétarienne de pouvoir doit être politico-militaire, en partant du fait que la lutte armée est la voie principale de la lutte de classe.» (Collettivo Politico Metropolitano, 1970).* Un **processus** rompant avec l'apostasie d'une conception insurrectionnelle où il s'agirait de la lente accumulation des forces dans le débat idéologique et le travail syndical. Ce vouloir convaincre de la justesse de sa conception de la révolution à partir d'une pratique erronée de tous les instants ! Dans le travail groupusculaire, pacifiste et légaliste, derrière chaque phrase révolutionnaire, se cachent de fait les réalités de la capitulation, de l'attentisme soumis et la seule lutte pour des réformes partielles et ponctuelles. Depuis des lustres, cette «voie pacifique au socialisme» est pavée de prolétaires assassinés et de trahisons.

«Voie pacifique au socialisme» car tous ceux qui affirment que la lutte armée est une aventure aujourd'hui, mais qu'elle sera, grâce à leur direction, une possibilité le «moment venu» et le jour J, dans cinq, dix, vingt ans «avec l'appui de toute la classe» !!! ; tous ceux-là, sans exception, participent à la même falsification. Tout autant que les sacristains de la religion du «grand soir». La préparation à la guerre et à l'insurrection révolutionnaires est elle-même politico-militaire. C'est la guerre de résistance, opposant la violence révolutionnaire à la violence contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, une violence préparant à sa généralisation et radicalisation. Et il ne peut en être autrement car «on apprend à faire la guerre en la faisant».

Sans ce type de préparation, leur velléité de guerre et d'insurrection violente ne quittera jamais les limbes du simple opportunisme.

Pour ce faire, il est nécessaire que la guerre révolutionnaire soit directement l'expression du mouvement autonome anticapitaliste, un mouvement qu'elle doit unir, mobiliser et armer, en étant dans son développement stratégiquement essentielle à l'accumulation, à la concentration, à l'organisation, à la solidarité de l'ensemble des forces et des éléments révolutionnaires. Un pôle de référence et d'unité des avant-gardes surgies des luttes autonomes et des résistances prolétariennes.

Nous pensons que l'action armée est l'expression la plus avancée d'un profond travail politique dans la perspective du pouvoir de classe.

Mouvement autonome du prolétariat et lutte armée, deux élans se dynamisant l'un l'autre et grâce auxquels l'**action de partisans** est devenue l'expression fondamentale de la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat. Une contradiction aussi internationale que son expression. *«Le capital unifie le monde dans son projet de contre-révolution armée, le prolétariat s'unifie dans la guérilla au niveau mondial.» (Sinistra Proletaria, 1970)*

Mais, sans contester les caractères propres ni le saut qualitatif de l'usage des armes, l'action des partisans ne s'y résume pas. Loin de là. La théorie de la guerre révolutionnaire est fondamentalement une théorie de lutte du prolétariat, aux implications globales, multiples et diversifiées sur tous les fronts du combat. Et bien évidemment, comme nous l'avons déjà évoqué, une guerre idéologique contre l'opportunisme du conformisme en politique.

Ainsi le grand chambardement du «temps de la guérilla», ce ne sont pas seulement quelques petites modifications des concepts stratégiques. Dans le centre impérialiste, il s'agit bien d'une refondation de ces concepts, entraînant de nombreuses réfutations et corrections essentielles. «La voie pacifique au socialisme», le «gradualisme», l'«insurrectionnalisme»... sont rejetés. Mais aussi les conceptions erronées de l'**internationalisme prolétarien** et de l'**anti-impérialisme**, qui progressivement avaient été réduits à la seule logique de relations extérieures, mécaniques et idéologiques. Réduits à des tâches et des positions subalternes et instrumentales.

DE LA «SYMPATHIE» A LA CONVERGENCE STRATEGIQUE

La question européenne, quant à elle, ne sera pas ou peu examinée a priori, elle va se dessiner au fil de l'affrontement avec la bourgeoisie et les

forces réactionnaires. Et c'est essentiellement dans ce processus qu'elle trouve un début de résolution.

Malgré la simultanéité des incendies contestataires, les organisations révolutionnaires en restent dans un premier temps à la sempiternelle vision réformiste et opportuniste d'événements plus parallèles que convergents ; des troubles qui auraient leurs origines dans les circonvolutions de circonstances locales et ponctuelles, et qui s'y épuiserait, contre le gaullisme en France, contre la société peu dénazifiée en Allemagne, contre le «gompisme» en Italie... Une tendance au local et au parcellaire dont la bourgeoisie, extirpant des drapeaux rouges et noirs ces contestations sociologisées, saura se saisir pour mettre en place des réformes qui corrigeaient et éliminaient les vieilleries inadéquates. «La société était bloquée, 68 l'a débloquée...» Réduisant la volonté de transformation de la société et l'élan révolutionnaire à la seule mutation superficielle du modèle capitaliste, la bourgeoisie «modernisait» les régimes autochtones, intégrés sous dominance américaine.

Mais le «temps de la guérilla», dans ses développements, va révéler et dessiner les lignes fondamentales de l'affrontement en cours, de la guerre civile qui s'est ouverte. La crise générale de l'hégémonie de la bourgeoisie sur les classes exploitées impulse l'usage terroriste qu'elle doit faire de ses divers appareils répressifs, dans le mouvement central de la mutation de l'Etat et de la tendance renforcée à la concentration et à la centralisation des pouvoirs... C'est donc par la guerre civile que ce mouvement se dynamise et s'affermi, la militarisation et le flicage des grandes villes, les campagnes d'intoxication et de mobilisation hystérique. C'est grâce à elle, en l'imposant comme contre-révolution préventive permanente sur ce territoire, que la bourgeoisie cherche à en finir une fois pour toutes avec la contestation et la subversion de son ordre. Une réalité de guerre civile larvée exprimant l'accélération et l'aiguïsment de la lutte de classes, comme transition entre l'ancien et nouveau modèle d'accumulation, et la détermination de la bourgeoisie à le stabiliser.

Et, face à la révolte continentale, elle généralise l'intégration et l'homogénéisation de ces procédés terroristes au «continent entier». Les «révélations» médiatiques des années quatre-vingt-dix sur le fameux «Gladio» ont démontré le rôle violent et manipulateur de ces instruments occultes européens et leurs liaisons dans la conspiration contre les exploités (Groupe Pompidou, 1971 ; TREVI 1973-1975 ; Club de Berne ; Club de Berlin...) : une **guerre civile contre-révolutionnaire européenne**.

L'intégration européenne est un processus de lutte de classe et, dès ce moment-là, plus encore, une

guerre civile dans laquelle les actions de la lutte armée vont faire surgir leur propre convergence stratégique

Leur unité comme guerre de résistance contre la réaction de cette formation européenne. Par exemple, le 3 mars 1972, Macchiarini, ingénieur aux usines italiennes de Siemens, est enlevé par les Brigades Rouges (BR) : le 9 du même mois, à Paris, la Gauche Prolétarienne capture l'ingénieur Nogrette de Renault après l'assassinat de Pierre Overney : les camarades mettent déjà en relation les deux opérations : «*La séquestration des dirigeants de la SIT-Siemens et de Renault, la justice révolutionnaire commence à faire peur - Vive la justice révolutionnaire !*»

Le 18 avril 1974, à Gênes, le juge Sossi est à son tour enlevé par les BR ; à Paris, quelques jours plus tard, c'est le tour du directeur de la Banco de Bilbao, Baltazar Suarez, revendiqué par les Groupes d'Action Révolutionnaire Internationalistes (GARI) et, quelques mois après, le Mouvement du 2 Juin détient le maire de Berlin, Peter Lorenz. C'est trois actions ont la même orientation opérationnelle, briser la contre-offensive bourgeoise faite de répression aveugle, de procès d'exception, de torture des prisonniers par les nouveaux procédés d'isolement et de privation sensorielle. Leur but est un but de libération et, en tout premier lieu, celle des militants emprisonnés.

Et dans la généralisation de la lutte armée, ce sont justement, et non par hasard, les deux organisations ayant écrit les premières pages du «temps de la guérilla» qui vont tirer les principales leçons tant de la contre-révolution intégrée que de la convergence spontanée des ripostes et des combats prolétariens. Graduellement, elles vont dessiner, dans leurs actions, l'orientation stratégique de cette convergence continentale.

Après la mobilisation et les manifestations contre la venue de Nixon en Europe (février 1969), l'organisation Vive la Révolution peut encore écrire : «L'accord au niveau politique est resté général, la sympathie est restée de la sympathie». Mais l'action de la RAF contre les ordinateurs de l'armée américaine gérant les bombardements sur le Nord Viêt-nam (Heidelberg, le 24 mai 1972) fait voler en éclats l'impuissance de cette sympathie. Elle inscrit une qualité fondamentale à l'époque impérialiste : tout processus révolutionnaire doit avoir une empreinte internationaliste et anti-impérialiste, et être capable d'actes réels, matériels contre l'ennemi commun à tous les prolétaires et aux peuples opprimés. Ils écriront plus tard : «*L'Europe de l'Ouest n'est plus un arrière-pays d'où l'impérialisme mène la guerre. Après les victoires dans les guerres de libération dans le tiers monde, après le développement de la guérilla en Europe occidentale, après l'irruption de la crise*

globale de l'impérialisme, elle est devenue également une partie du front mondial, la partie dans laquelle ils possèdent certes tout, mais aussi la partie qui est devenue le point crucial du fait que le processus de libération se poursuit réellement sur la ligne globale qui traverse le monde entier.»

Les premiers prisonniers des BR, de leur côté, affirment, après la mort d'Holger Meins :

«... la bataille dans et hors des prisons allemandes menée par la RAF n'est pas seulement héroïque, mais elle est d'une importance cruciale pour les forces révolutionnaires de tout le continent européen. Notre devoir est de la soutenir par tous les moyens. De son issue dépend le renforcement ou l'affaiblissement de la guerre révolutionnaire en Europe.

Il faut que nous devienne familière l'idée que Berlin et Stockholm sont plus proches de Rome ou de Milan que ne le sont Frascati et Vigevano.

Le phénomène de la contre-révolution acquiert dans les métropoles européennes une spécificité différente seulement par l'intensité ou la forme, non par la qualité. En conséquence, la résistance doit être continentale et s'enraciner dans les principaux rôles d'oppression et d'exploitation...

Une stratégie continentale unitaire doit être à la base des actions des diverses organisations qui combattent en Europe, l'ultime guerre : pour le communisme !» (Prison de Casale, 1975)

La Déclaration stratégique de 1978 reprend cette orientation fondamentale en parlant d'une «*confrontation constructive, une recherche, une constante dans les programmes tactiques et stratégiques de tous ces terrains de lutte qui unissent dans les faits l'initiative révolutionnaire des organisations communistes combattantes (OCC) européennes, qui soient un point de référence pour tout le prolétariat de notre continent.*»

La RAF puis les BR, tour à tour en 1977 et en 1978, lors de l'offensive d'automne avec comme pivots la capture de Schleyer (patron des patrons allemands) et la campagne de «primavera» avec celle de Moro (leader de la Démocratie Chrétienne) portent au plus haut degré les nouvelles qualités de la subversion guérillera. Et tour, à tour, ces organisations s'imposent dans ces combats, tels d'incontestables points de référence pour l'ensemble des forces révolutionnaires du prolétariat européen. Les prolétaires de Copenhague, de Zurich, d'Athènes, de Paris, ... sont plus familiers concrètement avec l'agir et les propositions subversives des BR ou de la RAF qu'avec les «exploits» des multiples chapelles de la protestation «institutionnalisée», et ils en saisissent l'importance pour leur propre

situation et son bouleversement radical. Et nous pourrions bien évidemment citer des centaines d'exemples de cette conscience d'alors. Mais, au delà de l'immense acquis que ces guérillas forgent et généralisent pour ces forces révolutionnaires et la classe entière dans le développement de la guerre révolutionnaire, elles montrent une limite évidente à être ce point de référence à long terme, à le projeter organisationnellement dans une lutte et une alternative de transformation, à lui donner un véritable souffle stratégique. Une limite à représenter, dans un processus de guerre prolongée, les intérêts généraux du prolétariat sur ce territoire continental au niveau réel de la guerre civile contre-révolutionnaire intégrée (confortée durant la même période par la création de l'espace judiciaire européen, la convention antiterroriste, le contrôle des armes à feu, ...)

La guérilla ne cherche pas à représenter les opprimés sur le marché politique et dans la foire de la conciliation, sa présence, sa capacité d'agir et fondamentalement sa représentation réelle des intérêts du prolétariat est justement dans la rupture du système institutionnel et conventionnel des relations politiques encadrées, dirigées, manipulées et aliénées, la capacité de hisser l'affrontement sur un terrain où la politique de classe peut s'affirmer comme telle et donc comme porteuse d'émancipation.

Dès cette phase, il devient toujours plus évident que la rupture passe également par la remise en question d'un processus exclusivement lié au cadre de l'Etat-national bourgeois. Nous savons tous fort bien qu'alors que la bourgeoisie monopoliste européenne développe ses institutions régulatrices économiques, financières, sociales, politiques ... ses armes répressives intégrées, «*l'objectif de l'impérialisme est d'enfermer le prolétariat international en un grand nombre de réserves indienne contiguës, mais non communicantes, capables de tenir rigidement divisés les prolétaires ...*

L'important est que la division internationale du travail et les phénomènes qu'elle induit au niveau culturel et politique ne soient pas substantiellement dérangés et que le Capital réussisse à mystifier, derrière l'idéologie de l'eurocentrisme, de la discrimination raciale des spécificités nationales, de la contradiction développement/sous-développement, de la culture réduite au folklore, l'homogénéité du projet de rupture révolutionnaire de l'ordre impérialiste européen et mondial.» (Prisonniers brigadistes)

Pour être point de référence du prolétariat dans un processus de guerre sociale à long terme, l'engagement révolutionnaire doit saisir et assumer toutes les réalités de l'époque et, en tout premier lieu, la tendance à l'intégration de la bourgeoisie impéri-

aliste européenne et l'épuisement de l'omnipuissance de l'Etat-nation. La recomposition du prolétariat en dépend comme bien évidemment la capacité à dépasser les relations politiques encadrées et donc à représenter les intérêts de ce prolétariat et ses solidarités internationales et anti-impérialistes concrètes avec les prolétaires et les peuples opprimés du monde entier. Un processus d'unité fondé sur la contradiction fondamentale prolétariat international/bourgeoisie impérialiste.

Dès la fin des années soixante-dix, avec l'aiguïsement de la crise et donc de la tendance à la guerre deviennent possibles simultanément la **convergence stratégique** et la conscience des limites évidentes de l'unité seulement **objective**. Tant l'accélération de la confrontation entre le monde occidental et le bloc oriental, ou avec les pays du Sud, que la rivalité concurrentielle aggravée des centres impérialistes entre eux déterminent le cadre européen comme conjonction des principales contradictions à l'oeuvre. L'Europe s'affirme ainsi comme le coeur des enjeux immédiats, parce qu'elle est le théâtre des manoeuvres de contre-offensive de la bourgeoisie monopoliste, lorsque celle-ci décide de se réimposer hégémoniquement et mondialement par tous les moyens possibles.

La machine de guerre de ce projet politico-militaire impérialiste est l'OTAN. L'instrument de la guerre civile intégrée et de la contre-révolution préventive dans les pays européens eux-mêmes, et simultanément l'instrument de la guerre d'agression contre l'Est et le Sud, l'arme de la reconquête occidentale face au statu quo de Yalta et au mouvement de libération anticoloniale de l'après-guerre.

Par conséquent, la centralité de l'attaque contre les structures de l'OTAN va caractériser dès lors un saut qualitatif essentiel dans la guerre révolutionnaire, dans son unité continentale et dans son contenu internationaliste. Un seul et même mouvement. Cette attaque devient précisément le cadre du dépassement de l'unité objective, en projetant les premiers pas des deux lignes directrices fondamentales dans l'époque, celle du front anti-impérialiste pour toute la zone géostratégique de l'Europe et la Méditerranée, et celle de l'unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest.

Les deux mots d'ordre, concluant le communiqué de l'action du commando RAF, «Andreas Baader», contre le plus haut responsable de l'OTAN, le général Haig (Mons, Belgique, le 25 juin 1979), inscrivent ainsi le saut en ces termes : «*Construisez le front anti-impérialiste dans les métropoles*» et «*Organisez la résistance armée en Europe occidentale*».

La résistance continentale va s'étendre et s'amplifier sur ce terrain de lutte. En Italie, les BR

enlèvent le général en chef des forces de l'OTAN pour le front sud, Dozier, abattent le général Hunt, responsable des forces de l'ONU dans le Sinaï ; la RAF poursuit son offensive avec l'attaque de la base américaine de Ramstein et celle contre le général Kroesen, sans compter les centaines d'actions et de sabotages, réalisés par la résistance anti-impérialiste sur tout le continent. C'est la «guerre à l'OTAN», «la guerre aux corps spéciaux antiguérilla», pour les BR (DS, l'Ape il comunista) le devoir de construire «sur ce mot d'ordre l'**unité internationale** avec tous les peuples et toutes les forces révolutionnaires qui luttent contre l'impérialisme.

UNE ATTAQUE COMMUNE

Au début des années quatre-vingt, la **question européenne** s'impose avec grand fracas à toutes les consciences. «Bruxelles», comme terme synthétisant le pouvoir intégré au niveau continental devient l'acteur principal des programmes de gestion et d'orientation économiques et politiques de la bourgeoisie impérialiste ; et de plus en plus, les conditions de vie et de travail des masses prolétariennes dépendent des formes et des rythmes de cette unification européenne.

Toute la décennie est ainsi marquée du sceau du nouveau pouvoir, reflet de l'hégémonie des capitaux les plus puissants.

Car ce sont bien les grandes entreprises qui exigent la constitution et le renforcement de ce pivot institutionnel communautaire, seul capable de créer et de consolider un espace interne leur étant favorable et de le protéger au mieux de leurs intérêts face à la concurrence des capitaux des deux autres puissances impérialistes, les Etats-Unis et le Japon.

Au cumul des transformations en profondeur de la base économique, conséquemment à la crise, la mondialisation et au saut technologique, va donc correspondre un processus d'intégration et d'étatisation, et son accélération historique. Un mouvement dynamisé par le rapprochement des différentes fractions de la bourgeoisie monopoliste, par les fusions et les concentrations financiero-industrielles.

Modérant et ordonnant dans des compromis institutionnels solides leur concurrence «naturelle», ce processus doit les accompagner et être également capable de prendre en charge, globalement, leur réalité impérialiste dans la rivalité avec les deux autres pôles, tout comme dans le nouveau cadre de la dépendance intensive des pays des Trois Continents.

C'est pourquoi dans ce processus d'étatisation

au niveau européen se concentrent et se conjuguent les principales contradictions de l'époque ; et c'est pourquoi aussi, ce processus centralise les politiques que la bourgeoisie tente de mettre en oeuvre pour asseoir le nouveau régime d'accumulation et dépasser sa crise économique, politique et militaire de domination.

Dans ce mouvement de médiation institutionnelle, «Bruxelles» devient le «régisseur» des grandes politiques de rigueur et de dérégulation sociale, matérialisant simultanément l'épuisement du cadre de l'Etat-national et de sa qualité d'Etat interventionniste, protecteur, de type «Welfare», telle qu'elle se présentait depuis l'après-guerre, avec sa kyrielle de contrats sociaux et de conciliations.

«Bruxelles» forge le modèle «néo-libéral» sur le continent, et les qualités technocratiques et autoritaires des appareils et rapports étatiques liés à ce modèle.

Il s'agit bien là d'une mutation et d'un nouvel espace de l'Etat correspondant aux bouleversements de la formation économico-sociale continentale, et non d'une alliance momentanée, d'un épisode ou d'un «accord de commerce». Le contenu de l'Union est d'une nature inédite, c'est un réordonnement fondamental des pouvoirs hégémoniques de la bourgeoisie qui se répercute localement dans chaque décision et appareil de domination de classe, dans les régions comme au niveau de l'administration «nationale» conservée.

Rapidement, ce processus d'intégration va révéler sa véritable nature, ses caractères fondamentaux d'un **processus de lutte de classes**, tant intérieur que mondial. Et en tout dernier lieu, la lutte de classe de la bourgeoisie qui tente de soumettre, ou d'embriquer, les classes exploitées aux «nécessités» de la restructuration et de la guerre économique, à l'effort de production et de concurrence commerciale. Elle intervient pesamment pour obtenir, bon gré, mal gré, l'acceptation de la «casse industrielle», l'abandon de secteurs entiers, la restructuration féroce d'autres (textiles, sidérurgie, mine ...), la délocalisation et la mobilité dans les régions les plus «dociles», la réduction des services publics, leur rentabilisation à «tout prix», l'organisation de la précarité comme survie de masse, le chômage, la disparition des acquis sociaux. Une lutte de classe également dans tous les procédés de contrôle et de manipulation accompagnant le nouveau cadre de l'exploitation intensive du travail, les procédés de contrôle des populations, les législations nouvelles plus répressives, les politiques racistes institutionnelles, sur le droit d'asile, l'expulsion des immigrés ..., l'ordre de Schengen.

La concentration économique, le militarisme et la réaction en politique caractérisent toute la formation des nouveaux appareils et rapports étatiques continentaux.

La guérilla et le mouvement révolutionnaire européen doivent relever ce défi et affronter les conditions historiques nouvelles de la domination, comme les circonstances particulières dans lesquelles elles se concrétisent la généralisation de la guerre, la guerre froide et la crise des missiles, la course aux armements ..., mais aussi les grandes restructurations industrielles, la dérégulation sociale, etc., en affirmant dans le combat une ligne de résistance et d'unité capable d'enliser, voire de briser, la contre-offensive bourgeoise, dans la diversité, la multiplication et le front conscient des antagonismes sociaux révolutionnaires.

Mais pour anticiper une telle résolution, il faut être apte à remettre en cause certains poncifs révisionnistes et le conformisme des solutions immédiates et locales, expressions de la routine protestataire et du cadre étroit de la reproduction des modèles mécanistes. Tout comme cela avait été nécessaire, dans les années précédentes, pour saisir la possibilité d'un processus révolutionnaire dans les pays développés, grâce à la guerre des partisans et l'autonomie politique du prolétariat. Rejeter les catéchismes pour comprendre ce qui naît, et à partir de là, saisir quels sont les intérêts des prolétaires et trouver la voie pour les faire triompher. Ainsi, relever le défi d'une des questions essentielles pour l'époque, celle de la tendance à la continentalisation de la domination, implique une requalification réelle de nos orientations et méthodes sur les fronts anticapitalistes et anti-impérialistes, dans les formes et les rythmes de la guerre de classe prolongée.

Lutter ensemble

*«Ce projet, comme processus ouvert orienté vers une **attaque commune**, doit briser, dans les centres, la stratégie impérialiste parce que c'est d'ici qu'ils doivent se construire militairement et économiquement afin de maintenir leur domination globale.» (AD-RAF, Déclaration commune, 1985)*

La socialisation d'une telle attaque ne peut en rester au débat théorique et à l'échange du savoir révolutionnaire, c'est une pratique d'unité dans la capacité d'agir en commun, au-delà des multiples diversités et pour leur graduelle résolution dans la lutte.

Cette démarche dépasse donc, qualitativement, non seulement les visions mécaniques et subalternes de l'unité internationaliste qu'en ont les P»C» et les groupuscules, mais également les limites ponctuelles

et matérielles des anciennes collaborations qui pouvaient voir le jour les années précédentes.

De 1983 à 1988, diverses guérillas, groupes de résistances et expressions du mouvement révolutionnaire vont ainsi unir leur efforts, leurs réflexions et leurs actions dans plusieurs offensives communes. Dans un front qui, certes, fut aussi porteur d'erreurs, de confusion et autres distorsions inhérentes à la praxis de ceux qui affrontent véritablement les situation et les enjeux, et rejettent le confort des idées en pantoufles et les rails idéaux des modèles abstraits de la révolution d'opérette. Mais, un front révolutionnaire réel et vivant et, comme tel, capable d'expérimentations précieuses.

Dix ans après, l'autocritique doit être à la mesure de nos échecs, non pas à celle de la propagande et de sa diffusion dans le camp prolétarien. Une compréhension qui implique d'affronter la nécessité vitale qu'est le dépassement des limites et des errances, en posant clairement la volonté antagoniste au cœur d'une stratégie organisée de classe. Nous pouvons d'autant mieux regarder en face nos lacunes et erreurs que nous sommes par ailleurs absolument certains d'avoir doté les forces révolutionnaires d'une expérience concrète et de résolutions stratégiques pour l'heure toujours valables.

Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest

Une ligne combattante parcourant le rapport d'unité et d'interaction de la guérilla avec l'ensemble des expressions du mouvement autonome prolétarien. Un front révolutionnaire au niveau réel de l'affrontement, seul en état de rompre l'encerclement bourgeois politico-policier des multiples résistances des masses conte les restructurations, les ravages sociaux et la tendance à la guerre. Il est seul en état d'approfondir l'**instabilité larvée** mais **permanente** de l'hégémonie bourgeoise, retranscrite à note époque dans chaque appareil et rapport étatiques, et en tout premier lieu, bien entendu, dans l'Union Européenne.

Une ligne marquant un saut qualitatif dans la contradiction classe/Etat, en portant le combat sur le terrain continental dans une **attaque commune**. Car peser ainsi avec le maximum de force et de mobilité sur le noeud où se condensent les contradictions, c'est agir pour les rendre ingouvernables, la possibilité de les pousser à leur paroxysme, à leur point de rupture. Et c'est oeuvrer à la construction, dans l'unité de classe la plus large, des forces indispensables à une action révolutionnaire de masse.

Front anti-impérialiste

La ligne stratégique de convergence de l'émancipation dans le centre européen avec les luttes de

libération des peuples opprimés, et tout particulièrement celles de la zone géostratégique Europe-Méditerranée-Monde arabe. L'expression vivante et combattante de l'internationalisme aujourd'hui, dans des attaques politiques et matérielles contre l'ennemi commun et ses stratégies centrales.

Un soutien réel de chaque instant et aux multiples facettes, dans les luttes contre les interventions armées impérialistes, les guerres d'agression, les ventes d'armes, les interventions camouflées, mais aussi contre le racisme institutionnel des lois anti-immigrés ou restreignant le droit d'asile, contre les idées réactionnaires eurocentristes, celles du nationalisme chauvin, le racisme dans le prolétariat lui-même ; et enfin la solidarité avec les luttes d'émancipation des minorités en Europe.

Un front combattant comme écho actuel des mots d'ordre historiques *«Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous !»*

«La conscience fondamentale pour la lutte révolutionnaire dans les métropoles est l'internationalisme prolétarien ; il est l'identité des exploités et des opprimés dans la lutte mondiale contre la domination du Capital et la conscience que le but d'une mise en pièces totale du système impérialiste ne devient réel que dans le cas où cette perspective est également ouverte dans les centres de sa puissance. C'est-à-dire, si nous confrontons la bourgeoisie impérialiste ici aux buts de la révolution et si nous aggravons les attaques politico-militaires contre ses structures de domination, nous détruisons ainsi les bases sur lesquelles elle veut, comme moyen de résoudre sa crise générale, se rétablir en tant que système global de domination.

*La guérilla ouest-européenne développe, dans l'attaque, la stratégie qui saisit les luttes partielles et ponctuelles contre la réalité vécue dans le système impérialiste comme processus de lutte pour la libération, et qui unifie les antagonismes de masse dans la détermination politique et dans la pratique de la lutte révolutionnaire, en conduisant ainsi le **Front de la Guerre de Libération**.» (RAF-AD, communiqué du commando Georges Jackson, 1985)*

Sur ces deux lignes forces, nos offensives sont orientées par une politique de **«défaitisme révolutionnaire»**. En effet, toute notre action consiste en une désolidarisation effective, combattante, de l'effort de guerre de la bourgeoisie impérialiste européenne. Nous combattons pour sa défaite sur tous les fronts qu'elle ouvre.

- La préparation à la guerre de reconquête contre l'Union soviétique et les pays de l'Est européen, la guerre froide, la course aux armements, l'embargo

économique, la montée au front de toutes les forces occidentales pour cette remise en question du monde de Yalta en leur faveur.

- La reprise en main des pays des Trois Continents pour imposer les nouvelles marques de la dépendance intensive, leur soumission au diktat de la dette, au nouveau partage et à la division internationale du travail, les occupations, les bombardements, les embargos, les guerres de basse intensité, ...

- La lutte de classe contre le prolétariat, la contre-révolution préventive et la guerre civile larvée sur tout le continent.

Ces fronts de guerre encadrent la politique centrale de la bourgeoisie pour l'affirmation de sa puissance. Elle doit ainsi dépasser les faiblesses créées par sa crise hégémonique et établir un nouveau régime d'accumulation. Un régime devant rétablir le taux moyen de profit, et, en conséquence, il ne peut aujourd'hui assumer son rôle fondamental que sur les bases d'une destruction massive de capitaux, dans des guerres de plus en plus généralisées, et d'une exploitation renforcée du prolétariat international et des pays dépendants.

Le rétablissement des profits des multinationales et des gros capitalistes se fonde dans l'accentuation de l'exploitation réelle, la baisse des salaires réels, le chômage, les petits boulots, les famines, les privations, les ghettos bétonnés et fliqués, ... Un nombre toujours plus restreint d'individus accapare toujours plus le fruit du travail et des misères des prolétaires. Voilà quel est le contenu réel de ce régime, voilà quelle est la réalité à peine cachée derrière le masque de la «démocratie» et de l'égalité formelle. Une plus grande inégalité, une concurrence pour la survie de plus en plus acharnée entre les différentes strates de population, et l'exclusion, une intolérance grandissante nourrit de racisme, de sexisme, de rejet, étayant le nouveau fascisme. Une dérive autoritaire des appareils et institutions, des moyens et méthodes de la réaction. Voilà le vrai visage de cette démocratie bourgeoise et de la «solidarité nationale» qu'elle réclame.

Notre **défaitisme révolutionnaire** sur les fronts de guerre se concrétise en une action déterminée contre le parti bourgeois du militarisme, contre le parti de la «solidarité nationale», celui de la mobilisation pour le rétablissement des profits de sa propre bourgeoisie. Ce parti de ceux qui espèrent grappiller quelques miettes grâce à l'extension de ses marchés, à la croissance de la productivité, à la dépendance des pays du Sud et de l'Est.

Reposant sur une haute conception de l'internationalisme prolétarien et de l'anti-impérialisme, le

défaitisme révolutionnaire n'est pas une simple protestation de principe contre la guerre économique et impérialiste. Il n'est pas non plus un pacifisme impuissant et «religieux», il est la véritable politique du prolétariat, son opposition consciente et organisée contre la défense de la patrie des banques et des monopoles, contre le productivisme des marchands de canons, contre la bonne conscience des poseurs de sparadrap humanitaire. Une politique d'unité internationale des exploités et des opprimés face à la barbarie commune de leurs bourreaux ; et en conséquence, une politique de généralisation de la guerre civile révolutionnaire face à l'extension mondiale de la guerre, des agressions, du militarisme et de l'exploitation capitaliste.

Notre **attaque commune** touche l'Europe entière, de la Grèce au Portugal, de la mer du Nord à l'Adriatique. De l'action de la guérilla, comme avec l'élimination du directeur des Affaires internationales au ministère de la Défense, le général Audran, celles du «dégraisseur» Georges Besse, patron de Renault, ou de Beckurt, président du consortium Siemens, tirant profit aussi bien de la haute technologie nucléaire et de sa prolifération que de l'exploitation minière sur les Trois Continents, celle de Conti, industriel et dignitaire du parti de la guerre en Italie, ... Des attentats aussi, par exemple la destruction du siège social d'Interpol, celle des bureaux européens du FMI, ou de dizaines d'unités productives d'armements et bureaux de recherche militaire, ..., des attaques de bases américaines ou de l'OTAN, au sud du Portugal, en Allemagne, celles d'Oberammergau et Francfort, ... Et bien évidemment les multiples actions et mobilisations de la résistance, des opérations comme celle contre l'usine d'armement Dornier ou celle contre la Direction de la police des frontières, ou les radars de l'OTAN, contre le parlement et l'Alliance atlantique en Belgique, ..., ou encore leurs activités dans les manifestations et la résistance lors de la «crise des missiles» ou la tenue de la conférence du FMI à Berlin en 1988, ...

Cette **attaque commune**, bien qu'elle concrétise un saut qualitatif dans le processus du «temps de la guérilla», n'en demeure pas moins sa continuité essentielle, c'est-à-dire une attaque qui surgit et déploie ses perspectives du plus profond du combat prolétarien contre le capitalisme, l'impérialisme et le révisionnisme depuis les années soixante.

«**Frapper l'ennemi**» en frappant la bourgeoisie impérialiste dans sa composition actuelle et ses principales initiatives, dans la redistribution de ses pouvoirs et leur intégration au niveau continental, dans

sa volonté de déclencher la guerre et d'asservir les peuples de l'Est et du Sud. Frapper l'Union européenne et la technocratie de la restructuration autoritaire industrielle et institutionnelle. Frapper le militarisme, son extension et son futur de barbarie.

«**Servir les masses**» en servant la cause du mouvement autonome prolétarien dans son unité la plus large en Europe, en révélant l'enjeu de l'époque et les réalités de la guerre civile en cours, en le poussant à briser les limites du localisme, du faux «national» et de la vraie collaboration avec la bourgeoisie chauvine et raciste, à sortir du conformisme et de l'embrigadement policier et idéologique, et enfin, à **dresser son propre drapeau** dans le combat anticapitaliste et internationaliste.

«**Former le partisan**», notre attaque a révélé le pouvoir terroriste de la bourgeoisie sur le continent, ses forces considérables et leur concentration malgré la crise larvée les minant et leurs déchirements concurrentiels. Contre ce pouvoir, la cause du prolétariat, son auto-détermination de partage et ses contre-pouvoirs ne pourront se tracer un chemin que dans un processus de guerre sociale, et cela également au niveau continental. Une longue guerre d'usure et de subversion des pouvoirs bourgeois et une auto-valorisation des prolétaires dans leurs organisations et leur front de résistance. Les offensives de 1983 à 1988 en sont une préparation dans une expérimentation incontournable.

Ainsi, dans **l'attaque commune**, se matérialise l'engagement du «temps de la guérilla» des années quatre-vingt, à une époque où de nombreux ex-militants ont choisi la liquidation, le repli chez soi, la «construction» groupusculaire ou syndicale, le train-train oppositionnel, la voie électorale, le «faire du fric», la survie «à tout prix» ou le désespoir du suicide ; ou, pire, le repentir et la collaboration ouverte avec l'ennemi en clamant son invulnérabilité et son oeuvre civilisatrice, en dénonçant les partisans, en besognant pour les tribunaux spéciaux et en étalant leur morve dans les médias bourgeois. Lorsque la bourgeoisie a frappé du poing sur la table, qu'elle a fait de la «guerre contre le terrorisme» l'étendard du vrai terrorisme, celui de l'Etat contre les pauvres et les opprimés, ces «militants», refusant de combattre pour le drapeau du prolétariat et de supporter les conséquences de ces luttes, ont, bien vite, échangé leur esprit de révolte contre les trente deniers de l'esprit de capitulation.

Face à la contre-offensive bourgeoise, malgré ses erreurs et ses faiblesses, malgré tout, sur le continent entier, **l'attaque commune** a soufflé l'esprit de la résistance.

Der Geist der Revolution.

UNE EUROPE REVOLUTIONNAIRE VIVANTE DANS LA LIBERATION DES TROIS CONTINENTS

Une époque nouvelle

Depuis un quart de siècle, nous sommes confrontés à un monde en crise et en perpétuels bouleversements ; par ruptures successives, les cadres historiques nés de la Révolution d'Octobre, réduits après-guerre à l'opposition des deux camps, entrent en déséquilibre et s'écroulent, tant le modèle oriental de socialisme d'Etat que le modèle d'accumulation et de développement du bloc occidental dominé par la puissance américaine.

Les limites et les contradictions du modèle «soviétique» ont atteint graduellement leur paroxysme : développement des forces productives sans bouleversement réel des rapports de production, pouvoirs bureaucratiques et policiers, privilèges sociaux et nationalismes bourgeois, ..., à l'intérieur ; et, internationalement, coexistence avec l'impérialisme, soutien aux bourgeoisies nationales et aux bureaucraties émergentes dans les pays du Sud. Une lente dérive de Brejnev à Eltsine en passant par Gorby, ne pouvant aboutir qu'à la restauration complète du capitalisme. A de rares exceptions, les pays du Sud ayant suivi ce modèle borné ont également rejoint le giron impérialiste.

Parallèlement, les sociétés capitalistes sont, elles aussi, ébranlées par la crise et l'écroulement de leur modèle de développement, une déstabilisation profonde résultant de la résonance de la crise de surproduction absolue de capitaux, avec la crise des relations politiques internationales, la crise sociale et celle des rapports sociaux bourgeois eux-mêmes.

Après trois décennies de croissance, les limites décisives aux conditions sociales, techniques et économiques de la production et de l'échange éclatent au grand jour. Les rivalités interimpérialistes s'aiguisent avec la saturation du marché, le déclin de l'hégémonie américaine, ...

Le modèle fordiste et les caractères modérateurs de l'Etat protecteur, ayant dominé le monde capitaliste depuis les années trente, s'épuisent et sombrent dans les parasitismes et les gaspillages, les spéculations et la course aux profits faciles, la prolétarianisation et la paupérisation de larges couches de la population, la désagrégation de la vie sociale, l'insatisfaction des besoins des travailleur(euse)s, ...

La réunification du marché mondial et l'écroulement du bloc oriental, présentés pendant plus d'une décennie comme le moteur possible pour un retour à l'eldorado d'une forte croissance «entraînant de véritables développements» dans une nouvelle division

internationale du travail et une résorption des tensions internes et mondiales, se sont révélés être un leurre pour les capitalistes eux-mêmes. La crise persiste de mini-reprises en récessions aiguës. Au contraire, aux anciens conflits s'en surajoutent de nouveaux, plus dramatiques encore. La situation mondiale voit la généralisation de ses déséquilibres, tous les conflits s'exacerber et se matérialiser en processus de guerre et de répression.

Révolution ou barbarie, le vieux dilemme dominant le monde impérialiste de notre siècle resurgit dans le devenir du «nouvel ordre mondial» et de ses déchirements.

Mondialement, les révoltes sociales ne sont plus maintenues sous contrôle que grâce à la réaction militarisée, autoritaire, répressive, soutenue par l'omniprésence aveuglante d'un complexe médiatique de manipulation de l'opinion. Une pression et des tensions aggravées, car, à travers le monde, existent toujours des foyers insurgés, prêts à se généraliser en crise révolutionnaire, à s'étendre à des continents entiers, les guerres révolutionnaires au Pérou en en Colombie, les insurrections indiennes du Chiapas et au Guatemala, la guérilla aux Philippines, en Afrique, les émeutes de la faim contre les banques impérialistes et les bourgeoisies locales à leur solde, ... comme les grandes révoltes urbaines aux Etats-Unis et en Europe, la résistance des travailleur(euse)s aux restructurations industrielles, à la perte de leurs acquis sociaux, à la non-vie des ghettos bétonnés des banlieues, ... Partout, la moindre goutte d'eau peut faire déborder le trop-plein de patiences accumulées, dans un antagonisme insurrectionnel, dans une remise en cause profonde d'un système n'apportant plus aucun développement réel aux populations.

Un front mondial de la révolution se forge dans la résistance face à la mondialisation du nouveau modèle d'accumulation et la forme dominante des procédés du travail, le toyotisme, et face au régime de néolibéralisme qui leur est associé comme expression du rapport de force aggravé en faveur des capitaux les plus puissants.

Cette contradiction fondamentale s'étend et s'accélère avec le développement des tendances nées des mutations de la base structurelle du système, et agissant sur elle. Parmi ces principales tendances, bien évidemment, l'aggravation des conflits en guerre économique et commerciale - et ce malgré les nouveaux accords du GATT, leur prétention à réguler les concurrences, et les instruments d'intervention économique internationaux -, en guerre de basse intensité permanente, en guerres civiles, voire en conflits interimpérialistes.

Mais aussi, depuis les années soixante, mondialement, la **prolétarisation** explose dans l'exportation des capitaux et leur circulation toujours plus rapide, la délocalisation des entreprises à faible technicité, à faible coût salarial et à forte demande en main-d'oeuvre Majoritaire, la population socialement séparée des moyens de productions croît considérablement, les emplois traditionnels artisanaux et paysans diminuent irréversiblement. Partout, les masses sont jetées sur les chemins, vers l'exil des grandes mégalo-poles. Appauvries et réduites à des tâches harassantes, dégueulasses ou servant de prétexte à la pression sur les autres travailleurs, elles hantent les cités favellas.

Ceci constitue une donnée fondamentale, une rupture avec l'époque révolue dans laquelle le prolétariat était minoritaire internationalement parmi les classes opprimées. Aujourd'hui, on peut vraiment parler de la révolution prolétarienne comme de la révolution de la majorité, pour la première fois dans l'histoire.

Le coeur du système actuel, le point le plus haut et simultanément le plus faible des procédés d'exploitation et d'oppression economico-politique, est bien cette **prolétarisation** et cette **urbanisation** galopantes et sauvages. Une tendance façonnant l'unité de l'ennemi irréductible du système capitaliste : le **prolétariat urbain international**.

Une autre tendance dominante : la **continentalisation** des formations economico-sociales. A la mondialisation des processus, à la globalisation des problèmes anciens ou nouveaux, correspond un point d'équilibre précaire entre les dynamiques du capitalisme tardif, organisé internationalement, et les instruments de régulation bourgeois, les médiations institutionnelles et conscientes. Entre un Etat mondial impensable étant donné la nature même du capitalisme, basée sur la propriété privée des moyens de production et donc la concurrence, et un Etat-nation complètement impuissant aujourd'hui à gouverner la vie économique, les capitaux les plus puissants, dans l'inégalité de leurs développements, leurs rivalités, ont opté pour la formation d'instruments régionaux de régulation, liés et rivaux dans les organismes mondiaux (G7, GATT, ONU, FMI, OMC, ...)

Ces deux décennies ont ainsi été le théâtre de ces grandes manoeuvres, le saut qualitatif du Marché Commun à l'Union Européenne, la formation de l'Aléna (Etats-Unis-Canada-Mexique), les accords Japon-dragons asiatiques, mais aussi ailleurs sur les Trois Continents, Mercosur (Amérique Latine), Huma (Maghreb) ... La **continentalisation** des formes de domination impérialiste et ce nouveau cadre de la concurrence entre les puissances capitalistes dessinent

une étape majeure du développement et de la crise du capitalisme tardif. Loin d'en être une solution viable et une atténuation des tensions déstructurantes, ils en précipitent toutes les grandes contradictions, contradiction interimpérialiste, contradiction pays développés/pays dépendants, et enfin principalement la contradiction bourgeoisie impérialiste/prolétariat international.

Une nouvelle stratégie révolutionnaire ne peut voir le jour et s'affirmer aujourd'hui que si elle se fonde sur la constatation d'un fait : mondialement, la lutte de classe est entrée dans **une époque nouvelle**.

Une époque radicalement caractérisée par la mondialisation, les procès de continentalisation et de conflits interimpérialistes, par la formation d'un front mondial révolutionnaire, au dessein stratégique unitaire autour d'un protagoniste principal, le prolétariat urbain international. Une classe inexorablement poussée à la résistance, et «par la pratique, par le fait de lutter», forgeant ses propres valeurs communistes de révolte et de solidarité, de communauté. La conscience pour son émancipation passe par sa recomposition comme classe internationale dans une guerre sociale prolongée.

Mai 68 et les grands soulèvements anti-capitalistes et anti-impérialistes de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix ne précipitaient pas seulement la fin de la vieille époque, dominée par les Deux Camps. Ces révoltes, par leurs caractères novateurs, plantaient les premiers jalons de l'activité révolutionnaire dans la nouvelle.

L'époque s'ouvrait sur une constatation essentielle : «*Dans la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, les masses ne peuvent se libérer que par elles-mêmes et l'on ne doit aucunement agir à leur place*» (CC du PCC, 1966). Et la gauche révolutionnaire est bousculée par ce mouvement réel, elle est forcée à recomposer sa théorie et sa pratique autour de pivots revivifiés et adaptés. Et dans cette longue marche, face à l'importance des mutations, sans relâche, elle doit rejeter les vieux réflexes de retour aux modèles mécanistes, aux abstractions consolatrices, ou à la «tchache radicale».

Cette reconstruction est caractérisée, justement, autant par le rejet des modèles de substitution proposés à l'époque précédente, la tendance à réduire les masses à des cohortes de simples spectateurs, électeurs, soldats ou militants encartés ; que par le rejet des tactiques «possibles et raisonnables» qui prétendent qu'on arrivera mieux chez soi, sur des objectifs de petites réformes et de petits pouvoirs locaux, à programmer des lendemains qui chanteront, qu'en s'attaquant aux causes «lointaines, trop complexes» pour les masses décrétées une fois pour toute aliénées.

A notre époque, la stratégie révolutionnaire ne peut être basée que sur le fait incontestable que les masses prolétariennes et prolétarisées, ici et mondialement, sont capables de plus en plus radicalement de forger et d'étendre une **politique autonome**, d'en être les agents conscients et directement actifs.

Moins que jamais, la minorité révolutionnaire organisée ne peut avoir une légitimité séparée, extérieure, et une fois pour toute ; car c'est dans le devenir de la politique autonome, mis en oeuvre par le prolétariat, que l'avant-garde se forge, comme matérialisation de sa ligne de rupture.

La nature et les rôles des avant-gardes sont ainsi bouleversés.

Elles prennent, dans le combat, la forme et les qualités d'un véritable **noyau stratégique**, capable de poser dans «chaque question actuelle la solution la plus ouverte sur l'avenir».

Et en cela, ce noyau stratégique agit en «parti» parce qu'à l'unisson des mouvements autonomes de la classe, dans leur complexité, leur multiplicité et leur interdépendance, les résistances quotidiennes, les luttes économiques, les révoltes urbaines, la guérilla diffuse, le mouvement contre la guerre, contre l'impérialisme, ...

La guérilla et toutes les avant-gardes de lutte se considèrent au service de ces luttes de masses, des luttes ayant des moments propres et leurs niveaux politiques autonomes. Seulement ainsi, la transformation réciproque peut être dialectique. Seulement ainsi, les révolutionnaires se donnent les moyens véritables de «concentrer les idées justes des masses», de concentrer et de libérer l'élan stratégique de rupture et de critique et d'ouvrir avec ces masses, **tous ensemble**, une perspective d'émancipation.

Une hypothèse stratégique

Dans cette phase de transition à la nouvelle époque, la lutte révolutionnaire de classe dans les métropoles impérialistes acquiert une valeur décisive, grâce aux caractères de son unité avec les autres luttes prolétariennes et populaires sur les autres continents.

Cette affirmation valable depuis des lustres se renforce encore de la configuration actuelle des contradictions immédiatement continentales et internationales. Moins que jamais, l'affrontement central prolétariat international/bourgeoisie impérialiste peut se subdiviser en autant d'affrontements prolétariat national/bourgeoisie nationale que le globe terrestre compte d'Etats-nations. Et c'est définitivement qu'est enterrée la proposition mécaniste où l'action, dans son pays ou dans le centre, provoquerait «machinalement aussi une modification de la situation internationale».

Dans le cadre de l'Union Européenne, l'exigence internationale se mesure immédiatement à la dimension continentale des plans de la bourgeoisie européenne, donc de la résistance contre eux. Ainsi déjà, chacun des développements et chacune des instances que cette résistance met en oeuvre sont confrontés à la connexion continentale de son propre Etat-nation. Et tout révolutionnaire conséquent sait combien la résistance, si elle veut vaincre le système qui l'accule de cette façon, doit pouvoir se projeter politiquement, se connecter avec la lutte d'émancipation prolétarienne. Pour représenter réellement les intérêts du prolétariat, l'action sur un territoire, sur ce continent, doit porter et développer la qualité internationale, renforcer le processus d'émancipation ici et celui des masses des Trois Continents, dans un et même mouvement de lutte et de résistance.

Ce front révolutionnaire aux implications diversifiées et complexes est l'unique instrument des masses permettant de contester le pouvoir impérialiste dans la patrie de ses coffres-forts et de la high tech, ici ; de désencercler concrètement les luttes du Sud et de l'Est et de se solidariser concrètement avec elles.

La valeur décisive de la révolution dans le centre repose sur cette lutte politique de classe, basée sur l'internationalisme prolétarien.

Face aux risques aggravés de guerre, d'interventionnisme armé, face à la chape de sacrifices et de pillages imposée aux peuples dépendants, face à l'exploitation intensive, à la précarité, au chômage, ..., partout, prennent corps les mêmes **raisons de se révolter**, les mêmes raisons pour engager en commun un processus d'émancipation.

Une lutte commune contre un système forgeant de plus en plus l'homogénéité des conditions de vie et leur inégalité fondamentale.

Sans cette émancipation et cette unité internationale, il n'y aura aucune échappatoire à la dégénérescence de la société humaine, à l'absence de développement réel, aux autoritarismes, aux misères, à l'aliénation, aux violences, ...

La rôle primordial de la lutte dans les centres et la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale dessinent l'hypothèse stratégique d'une **Europe révolutionnaire vivante dans la libération des Trois Continents**.

Cette hypothèse ne se fonde pas seulement dans les formes et les rythmes de l'intégration de la domination, dans ses caractères étatiques, ni dans l'indéniable nécessité de hisser la lutte sur ce terrain pour échapper au danger de l'encerclement et d'étendre ainsi les pratiques de pouvoir prolétarien au niveau

réel sur lequel se jouent les rapports de pouvoir entre les classes.

A) Elle est aussi une **alternative possible** à l'intégration réactionnaire des bourgeoisies monopolistes européennes. Positive dans le sens où elle refuse et combat le repli autour du seul Etat-nation, dans ses contours les plus conservateurs, exprimé principalement par certaines forces bourgeoises en déclin et de ce fait plus belliqueuses et réactionnaires encore, relayées et accompagnées par des forces populaires dominées par des intérêts immédiats de fausse représentation, souvent électoraliste. Une exploitation sociale-chauvine du rejet primaire des réalités et des conséquences réactionnaires des décisions technocratiques de Bruxelles, ou tout simplement une utilisation nauséabonde de la peur des mutations et du futur. Le repli au local et aux contre-pouvoirs intégrés au système ou alors le dogmatisme arrogant et sans égal des modèles ouvertement liés au seul cadre de l'Etat-nation alimentent tous deux simultanément, telles les deux faces de la même fausse monnaie, l'abandon de la ligne de masse ou l'encerclement de celle-ci. Ce qui revient au même. Le «soutien aux gens» est l'un des plus récents avatars du révisionnisme et du réformisme (masqué, toujours prêt à s'allier aux sociaux-démocrates), qui sous prétexte de modestie, au regard de leurs précédentes prétentions, découvrirait les richesses du mouvement spontané. Ainsi de l'avant-garde doctrinaire ou bureaucratique, ils en reviennent à un quotidien syndicaliste, généralisé aux nombreux besoins de résistance que suscite la crise et se perdent dans les multiples avatars spontanéistes. Deux visages pour une même relégation de la politique à de l'immédiat, du prêt à consommer sur place, opposant la nécessaire résolution des besoins à la tout aussi nécessaire urgence de bouleversement.

«L'abandon de la ligne de masse se concrétise ici dans le fait que le - syndicat - (organisation de masse) devient l'aspect de masse du - parti - (organisation d'avant-garde) ; l'économique devient en quelque sorte l'aspect de masse du politique.»

Et cet «économisme» aux deux visages lie l'absence d'une ligne politique de masse à l'abandon ou à la fossilisation des concepts internationalistes fondamentaux.

D'ailleurs tout au long de la décennie décisive des années quatre-vingt, sur cette question européenne, loin de projeter une proposition cohérente et une expérimentation valide, ils n'auront de cesse de reprendre la très vieille méthodologie de leurs prédécesseurs dans cet économisme chauvin, s'appuyer sur les éléments les plus frileux et les plus arriérés, afin de démoraliser les éléments intermédiaires et isoler

ainsi les révolutionnaires et leur résolution internationaliste.

Ce repli, quel qu'en soit le discours, n'a de contenu véritable que la défense du nationalisme, oppresseur et colonial, et la collusion avec la bourgeoisie la plus rétrograde. Pour ces militants prolétariens, il dénote une incontestable incapacité à aborder l'époque, à sortir de l'intemporel modèle social-démocrate (réformiste ou révisionniste) et à projeter une perspective réelle et décisive aux résistances du prolétariat sur notre continent.

B) Notre hypothèse stratégique repose également sur une étude attentive de l'histoire du mouvement révolutionnaire en Europe, de sa syntonie au cours de ce siècle, et en particulier lors des phases d'accélération des luttes.

Comme ce fut le cas entre 1917 et 1923, c'est le même fil rouge, de la prise du palais d'Hiver à l'insurrection de Barcelone, des consigli de Turin aux conseils de Hambourg, de Vienne, et ceux d'Irlande et d'ailleurs, de la révolution hongroise à la République de Bavière. L'esprit de la gauche internationaliste de Zimmerwald : «... le fait que les dizaines d'années du développement capitaliste, surtout après 1871, ont précisément créé entre les prolétaires de tous les pays les liens internationaux objectifs qu'il s'agit à présent, en ce moment même, de convertir en actions révolutionnaires internationales.»

C'est en chantant l'Internationale que les mutins de 17 fraternisèrent dans les tranchées, crosses en l'air. Puis vint le Komintern qui établira d'ailleurs sur la base de ces expériences le «mot d'ordre politique, «Etats-Unis de l'Europe socialiste !», comme celui doit regrouper tous les autres pour la prochaine période».

C'est en masse que les prolétaires de toute l'Europe franchirent les Pyrénées pour défendre l'Espagne révolutionnaire de 36 ; c'est dans les groupes armés de la MOI (Main-d'oeuvre immigrée) qu'ils combattirent contre l'occupation nazie dans les années quarante. Et c'est au seul cri de «Vive l'internationalisme prolétarien» qu'ils s'abattirent.

Puis, il eut ceux qui «portaient les valises» pour leurs frères arabes et africains dans les luttes de la décolonisation, contre l'impérialisme de «leur pays», ...

Notre hypothèse repose sur l'histoire réelle, rejetant les falsifications et les réécritures régulières au nom des intérêts de la bourgeoisie ou de ceux des bureaucrates et bonzes. Elle est basée sur une étude de la circulation de l'expérimentation des masses, des concepts et des méthodes, des militants eux-mêmes.

Depuis un siècle, de guerres impérialistes en révolutions, notre histoire continentale est toujours plus homogène ; il est temps de lui apporter une résolution

révolutionnaire, une perspective consciente et puissante, mobilisatrice. Seule capable d'éviter le retour à la barbarie des guerres et d'en finir avec le partage colonial et les relations de dépendance avec les prolétaires et les peuples des Trois Continents, une perspective d'unité de l'émancipation en Europe avec les luttes mondiales de libération.

C) Ainsi, à l'époque du rôle décisif de la révolution dans le coeur de la puissance impérialiste, cette hypothèse peut constituer le cadre concret du front révolutionnaire continental dans le front mondial de la révolution, sur une base de classe.

Lutter ensemble ! contre l'ennemi commun à tous : la bourgeoisie impérialiste. Une qualité de lutte politique et pratique, d'actes réels. Une solidarisation active dans les sabotages systématiques et les mobilisations contre les politiques centrales de la bourgeoisie. Contre sa lutte politique de classe.

Lutter ensemble ! avec les prolétaires et les peuples des Trois Continents, dans le soutien aux mouvements de libération, l'appui logistique, militant lorsque c'est nécessaire ... Dans la déstabilisation de l'arrière de l'impérialisme, des bases d'où il projette ses agressions et ses politiques de dépendances intensives.

Lutter ensemble ! avec les camarades immigrés, lutter contre toutes les mesures du racisme institutionnel, le racisme d'Etat dans la ségrégation légale et administrative. Les lois contre le droit d'asile, les statuts discriminatoires, les camps de rétention, les mesures d'expulsion et la double peine, la protection policière et judiciaire des milices racistes, ... Lutter contre le racisme au quotidien, contre le bourrage de crâne de la concurrence quant à des «ennemis extérieurs», contre les violences, leur acceptation tacite ou les protestations symboliques. Lutter contre l'exploitation aggravée et sous payée des travailleurs étrangers. Lutter ensemble comme unité de classe.

Lutter ensemble ! avec les minorités opprimées en Europe même. La lutte au niveau du continent entier prend également en compte les luttes de libération nationale et leurs revendications démocratiques. Non seulement, elle permet d'appuyer le droit inaliénable à l'autodétermination, et donc à se séparer, mais aussi elle défend le droit de s'unir à d'autres peuples, à d'autres communautés et devenir collectifs d'émancipation sociale et internationale.

Ainsi la proposition révolutionnaire d'union dépasse la seule volonté de construction d'un nouvel Etat ne représentant qu'une souveraineté illusoire, car la domination politico-économique sur la majorité de la population serait aussi forte sinon plus. Mais elle se dégage radicalement du chantage à rester dans les limites de l'Etat-nation, une fausse solution elle aussi,

dans la mesure où, par nature, cette structure étatique est basée sur l'inégalité entre les peuples qu'elle unifie par la soumission, les inégalités politiques, économiques, culturelles, ...

En conséquence, le rapprochement des nations en Europe, dans leur libération, brisera réellement les logiques d'annexion et des «pays frères» pour s'engager dans une marche résolue pour une société **sans frontière, sans Etat, sans classe !**

Le procès de fascisation en Europe

La phase de transition à la nouvelle époque est dominée par la contre-offensive générale de la bourgeoisie monopoliste. Celle-ci s'évertue pour réussir à dépasser son état de faiblesse, consécutif aux différents déséquilibres économiques et politico-idéologiques qui la minent en profondeur. En premier lieu, il lui faut recréer les conditions d'une hausse durable du taux de profit. Cela ne se résume pas seulement dans la dévalorisation de la force de travail et la liquidation des conquêtes sociales. Il lui faut fonder les termes économique-politiques d'une plus grande exploitation des travailleurs ; imposer de nouveaux procédés de travail dans l'usine comme au bureau, la précarité ailleurs, de nouvelles conditions salariales, ..., de nouveaux rapports de production et de nouvelles conditions à leur reproduction. C'est-à-dire les bases d'un nouveau modèle d'accumulation capitaliste et les appareils et rapports politico-économiques de domination le soutenant.

Voilà quels sont les objectifs de la **lutte politique de classe** féroce que la bourgeoisie a entrepris. Un nouveau modèle d'exploitation et d'Etat ici, un nouveau modèle de dépendance impérialiste au Sud et à l'Est.

Nous avons tous pu constater les implications concrètes de cette lutte politique de classe ; au niveau économique, avec la généralisation des politiques d'austérité, la baisse des salaires réels, la surexploitation «toyotiste», l'augmentation de la productivité, la flexibilité et la mobilité, le chômage de masse, la paupérisation de larges couches de la population, ..., comme au niveau politique, dans la concentration et la centralisation des pouvoirs, la dissimulation de ces pouvoirs réels grâce à l'aggravation du formalisme des pouvoirs «représentatifs» manipulatoires, avec la technocratie et son autoritarisme, le spectacle de la politique politicienne et le tumulte permanent des médias, ... La **réaction en politique** parcourant tous les appareils et les rapports de l'hégémonie actuelle et sa crise, larvée mais omniprésente.

Face au nouveau modèle d'exploitation et à la réaction politique, le prolétariat est mis sur la défensive

dans tous les domaines. Partout il court après les ravages de la casse industrielle, partout il se défend pied à pied contre la restructuration, atelier par atelier, bureau par bureau, usine par usine, branche par branche, ... Si la bourgeoisie livre une guerre de mouvement, rapide et ample, le prolétariat, lui, joue plutôt les «Fort Alamo», car il ne mène plus une guérilla sociale, mais bel et bien une simple guerre de tranchées, «sans imagination ni rêves». Contre les licenciements, contre les fermetures, contre le chômage, pour le maintien du pouvoir d'achat, contre les privatisations, pour la préservation de tel ou tel acquis social, ... Une lutte revendicative sempiternellement à la traîne de la marche forcée de la bourgeoisie, affrontement dont elle est la seule à déterminer les formes et les rythmes, ou les secteurs et les régions touchés tour à tour.

Cette disparité qualitative et d'ampleur entre la lutte politique de classe de la bourgeoisie impérialiste et l'économisme des forces prolétariennes et populaires dessine et caractérise précisément les contenus du **processus de fascisation actuel de l'Europe**.

«La caractéristique du procès de fascisation, c'est que la lutte de la bourgeoisie contre la classe ouvrière revêt un caractère de plus en plus politique, alors que celle de la classe ouvrière contre la bourgeoisie se cantonne de plus en plus dans le domaine économique revendicatif. Autrement dit, dans l'articulation complexe de la lutte économique et de la lutte politique, c'est la lutte économique qui revêt progressivement le rôle dominant dans la lutte de la classe ouvrière» (Nicolas Poulantzas, Fascisme et Dictature, 1968).

Partout les valeurs politico-idéologiques bourgeoises reprennent des positions et en gagnent de nouvelles, elles dominent toujours plus les consciences de tous les exploités. La volonté de s'intégrer dans le système, l'arrivisme, l'appât du gain, le chacun pour soi et contre tous, ..., se substituent aux idées de «changer la vie». L'individualisme piétine toutes les collectivités et les solidarités héritées de nos luttes passées. Sans garde-fou, les racismes s'étendent. La violence contre les femmes, leur surexploitation se banalisent comme l'intégrisme religieux, le culte de la patrie et du militarisme.

La réaction s'impose dans les têtes. La guerre des classes n'est plus perçue comme telle. La conscience d'appartenir à une classe et de défendre ses intérêts comme étant les siens propres se dissipe. L'isolement social triomphe. Les luttes revendicatives, plus dépolitisées et interclassistes encore, tendent de plus en plus au corporatisme... Ainsi, la **crise politico-idéologique du prolétariat** atteint son paroxysme.

La social-démocratie redevient à la mode, à gauche et à l'extrême-gauche, dans ses représentations institutionnelles ou «à la base». Elections, représentativité abstraite, pouvoirs municipaux, contre-pouvoir locaux, la sacralisation du faux concret, des petites conquêtes «réelles», l'importance des «gens» en général, ...

Comme dans les années trente, l'emprise de la politique social-démocrate progresse parallèlement aux développements de la réaction étatique et des forces fascistes.

Le réformisme, comme politique de la bourgeoisie, agit à dépolitiser le prolétariat, à le désarmer de sa mémoire, de ses expériences et de ses potentialités d'émancipation, à lui cacher sa propre nature et perspective de classe.

Pour atteindre ses fins et écraser les résistances prolétariennes, la bourgeoisie, dans son action contre-révolutionnaire devait en priorité briser la politique révolutionnaire de classe, telle qu'elle s'est affirmée depuis les années soixante. Briser le processus de **guerre prolongée**, séparer ce qui ne faisait qu'un : isoler ce processus des masses, isoler ses principaux éléments les uns des autres, anticapitalisme, internationalisme, question européenne, anti-impérialisme...

La **guerre prolongée** est l'ennemi principal de la politique bourgeoise car, même en période de recul, de défense, elle lie toujours les luttes présentes au but révolutionnaire. Elle pose le **primat du politique** à chaque étape, à chaque résistance, à chaque bond en avant ou retraite dans le combat.

Ce primat décisif éclaire toutes les luttes et tous les contre-pouvoirs prolétariens. Il les renforce face à la politisation réactionnaires et aux fascismes.

Pour toutes les forces bourgeoises, dépolitiser le prolétariat, le diviser plus encore, faire triompher le chauvinisme, la concurrence, le réformisme, et en fin de compte préparer le lit d'un régime fasciste, passent par la destruction du processus de guerre prolongée tel qu'il s'est développé sur notre continent, par des offensives successives et une unité stratégique.

Car, à notre époque, la **politique révolutionnaire de classe**, son primat est bien cette ligne stratégique, cette critique, son unité et son but parcourant toutes les instances autonomes et toutes les résistances en une véritable orientation de rupture avec le système capitaliste impérialiste.

Et dans cette phase décisive, la capacité à écraser la réaction et le procès de fascisation dépend de la revitalisation de la guerre prolongée, de la valorisation de toutes ses expériences à travers le continent, et de leur **unité combattante**.

Ainsi, la réaction et le fascisme peuvent «être

combattus par les méthodes et les techniques de combat du communisme révolutionnaire» comme l'affirmaient déjà les camarades allemands des années trente ; et nous pourrions alors véritablement unifier et armer les résistances actuelles, triompher de la bête avant qu'il ne soit trop tard, avant la barbarie : aggraver la crise de l'hégémonie de la bourgeoisie impérialiste et préparer son renversement révolutionnaire.

Joëlle Aubron,
Nathalie Ménigon,
Jean-Marc Rouillan,

Militant(e)s d'Action Directe emprisonné(e)s
déclaration de procès mai 1994

OSER LUTTER ENSEMBLE POUR OSER VAINCRE !

**Construire ainsi une Europe
révolutionnaire vivante
dans la libération des Trois Continents.**

(1) note de la rédaction : Procès devant la Cour d'Assises Spéciale de Paris en mai 1994. Joëlle Aubron, Nathalie Ménigon et Jean-Marc Rouillan furent condamnés à la réclusion perpétuelle pour les actions de guérilla contre les généraux Audran et Blandin, et contre le numéro deux du CNPF, Brana et pour l'attaque contre Interpol;



Interview des camarades emprisonnés d'Action Directe Mars 1995

Guérilla : Lors du dernier procès que l'Etat a offert en spectacle, le «procès Audran», vous avez déclaré que, désormais, les cours de justice n'avaient plus d'intérêt pour les révolutionnaires, que ceux-ci étaient définitivement empêchés de s'y exprimer. Selon vous, la société évolue-t-elle vers un totalitarisme toujours plus perfectionné, qui réduit à rien ou presque les espaces de liberté?

Déjà qu'en temps «normal», tout acte de justice est un acte spectaculaire, le spectacle de la manipulation et de la répression orchestrées par les rapports étatiques! Dans notre cas comme dans celui de tous les dossiers politiques immédiatement médiatiques, chaque procès atteint un degré maximum de théâtralité. Une mise en scène, la mise en scène de la toute-puissance de l'Etat à châtier les « terroristes » et la mise en scène de la désapprobation générale exprimée par la presse unanime. Participer au procès, cela signifie accepter cette mise en scène du rapport de forces, tel qu'il se présente aujourd'hui en faveur de la bourgeoisie et de la réaction ambiante. Et finalement, cela se résumerait à mimer notre impuissance face aux toges de l'ordre bourgeois et au-delà, à alimenter le scénario de l'impuissance des actes révolutionnaires face à l'ordre bourgeois lui-même.

Pire, la criminalisation, théâtralisée elle aussi dans la prétendue normalisation d'un procès d'exception devant la cour d'assises spéciale, veut présenter le projet de rupture avec le système actuel non seulement comme vain, mais anormal, le reflet d'une anomalie antisociale, jusqu'à en nier l'existence.

Il était donc impératif pour nous de bousculer le spectacle, de le retourner en le révélant comme tel. Nous devions évincer le fait que nous ne pouvions pas prendre la parole et que les juges ne nous acceptaient que dans le rôle de faire-valoir. Dès lors, nous devions laisser un box et un banc de la défense vides. Il nous fallait quitter ce Luna Park de l'autoglorification du régime et du système, sempiternellement psalmodiée par la piétaille de leurs plus serviles soldatesques, qu'ils soient flics, juges ou journalistes. Abandonner le procès au naufrage de la lecture administrative du dossier de police.

Si nous avons choisi cette forme de subversion, à ce moment-là, nous ne voulons pas en faire un modèle pour tous et pour toutes les situations. Loin de là, car la subversion est un procédé intelligent, conscient, face à la bureaucratie et aux mécanismes des appareils. Elle est une expérimentation permanente et vivante. Elle doit s'aiguiser ainsi selon les circonstances dans la confrontation, mais, bien évidemment, toujours dans les marques des grands pivots de la rupture avec

l'institution, avec le système, c'est-à-dire également avec tous les tenants des partis, des confédérations et des associations para-étatiques, mais aussi avec toutes les fausses permissivités du spectacle politique et idéologique.

«Espaces de liberté» et box de tribunal d'exception font rarement bon ménage, mais c'est possible dès lors qu'on joue le jeu; et c'est pareil partout, dans tous les rapports de ce système, dès que le rôle de l'opposition devient un simple rôle. Le rôle d'une opposition définie comme «constructive», par-dessus tout parce qu'elle est réformiste, légaliste, pacifiste et bien sûr mystificatrice. Mystificatrice, parce que laissant croire à une possible amélioration du système et des régimes occidentaux hors de procès insurrectionnels révolutionnaires, et donc à l'utilité de cette pseudo-opposition.

Le système tolère des «espaces de liberté» à son opposition sous condition, et celle-ci en retour se forge elle-même des chaînes d'impuissance à être réellement oppositionnelle, et donc à représenter les intérêts généraux des exploités et des opprimés face au système. Et il faut qu'elle fasse sa mue pour préserver et collaborer avec les principaux fondements de ce système et de sa bonne marche : la propriété privée des moyens de production, l'accaparement de la richesse sociale produite, la farce parlementaire, les répressions policières, barbouzardes et militaires... et enfin la manipulation de l'antagonisme et des résistances des exploités.

De fait, tous les espaces de liberté, sans exception, qui ne s'érigent pas contre le système et hors de tous ces cadres ne sont que de faux espaces de liberté se résumant à la seule collusion avec le programme bourgeois, et il ne peut en être autrement dans le système capitaliste, surtout avec le nouveau modèle toyotiste-néolibéral du contrôle total [NDE: toyotisme = flux tendu, c'est à-dire pas de stock; pas de défaut, pas de délais]. Dans lequel l'opposition doit être sous contrôle et intégrer cette tâche de contrôle. Au-delà, il n'y a plus que répression et inquisition juridico-policière. Et condamnation à perpétuité pour ceux qui matérialisent l'oppositionnel véritable en acte et en organisation, en guerre de partisans.

Le totalitarisme est-il une réponse du Capital à la lutte des classes, et est-il une réponse probable ou non?

Tout d'abord, il faut bien s'entendre sur ce terme de totalitarisme, car, actuellement, il faut reconnaître que parmi le mouvement s'est instaurée, ou plutôt réinstaurée, la très vieille confusion. Tendance et résonance contre-tendancielles sont allégrement

mélangées, c'est-à-dire: il y a bel et bien un procès de fascisation en cours, mais il ne peut être assimilé et réduit au marais extrême des forces de la réaction la plus obtuse et rétrograde (les Fini en Italie, Le Pen et de Villiers en France, ou encore les groupuscules néonazis).

Le procès de fascisation est fondamentalement une phase et une politique de la bourgeoisie, résultant d'une conjoncture spécifique de la lutte des classes au stade impérialiste. Non pas une politique des fractions les plus arriérées de cette bourgeoisie, mais au contraire celle de ses secteurs les plus conscients, les plus modernes (ou «postmodernes» pour en rester aux modes!).

Ce procès agit en priorité au niveau économique par l'installation et la stabilisation d'un nouveau régime d'accumulation, le rapport de domination décisive des pouvoirs des transnationales. Et ce sont les politiques néolibérales, les diktats du FMI, les nouvelles précarités multidimensionnelles...

Dans les années soixante-dix, l'économie capitaliste est plongée dans un marasme structurel indescriptible. La tendance à la baisse du taux de profit s'accélère. La bourgeoisie, du fait de la résistance prolétarienne, est incapable de jouer de la contretendance que sont la surexploitation de la force de travail, la réduction des salaires directs, mais aussi indirects principalement redistribués par l'«État social», ou encore l'extraction à très bas prix des matières premières au Sud (la crise de l'Opep marque la résistance de ces pays).

Pour rétablir les profits, la bourgeoisie impérialiste ne peut en rester à des mesures partielles, locales et ponctuelles. Elle doit briser le cadre ancien de son régime d'accumulation devenu un véritable carcan, briser le modèle fordiste, celui de l'État providence, du néo-colonialisme... pour dépasser son état de faiblesse dans un rapport de forces plus violent encore, plus pesant sur les autres classes, dans un nouveau modèle de production et de reproduction élargie.

Le procès de fascisation n'est donc pas le changement de personnel politique plus réactionnaire à la tête de l'État, mais bien une mutation de la forme des appareils et des rapports étatiques. Une mutation de l'État accompagnant et donc fonctionnelle à un nouveau régime d'accumulation.

Et ce procès, sur notre continent, se matérialise principalement dans les mouvements d'intégration européenne, de formation d'un centre impérialiste concurrentiel capable de rivaliser avec les autres blocs, nordaméricain et japonais, et de participer au partage mondial. Ce sont concrètement les manoeuvres de transétatisation, les politiques de contrôle social de masse, celles de Schengen, les politiques instaurant une ségrégation intérieure et extérieure, les mesures de racisme institutionnel...

Le procès de fascisation a toujours été un élan économique et politique de la bourgeoisie monopoliste.

Aujourd'hui, son aliénation totalitaire s'accuse

encore du fait qu'il se meut dans le «spectaculaire intégré» - fusion des anciens spectaculaires séparés (concentrés et diffus) ou dictatorial et libéral-capitaliste qui se partageaient la représentation du monde. Il ratifie l'organisation de la division de classe. Un modèle se niant en tant que modèle, et accédant à «être le seul possible».

Une pression idéologique rendue invisible se met en scène comme ordre naturel des choses où la liberté dictatoriale du marché pontifie sur les Droits de l'Homme spectateur. C'est dans ce «meilleur des mondes», si naturel puisque le moins pire, que le chômage et l'exclusion, longtemps viviers de travailleurs corvéab

les et malléables à merci tout autant que véritable talon d'Achille de la domination, finissent par permettre au système une nouvelle respiration.

Leur expansion devenue dangereuse à court terme, il convient de la neutraliser pour la bonne marche du Capital en asservissant les travailleurs à sa menace.

Faire accepter le partage du travail accompagné d'une baisse des salaires comme le devoir civique de cette fin de siècle. Promouvoir la flexibilité des travailleurs. Propager le partage de l'exploitation comme devoir humanitaire intérieur. Le chômage et l'exclusion doivent être vendus au même titre que n'importe quelle autre marchandise, et spectaculairement.

Et puisque nous serions dans le présent perpétuel où aucun bouleversement n'est possible, la condition d'exploité se voit congelée et son partage travesti en solidarité sociale. Celle-ci a priori articulée au national puisque l'Etat-nation, bien qu'objectivement dépassé, reste encore la référence subjective condensant le mieux les rapports sociaux et politiques bourgeois. Un partage entre nationaux, élément du spectacle qui se veut simultanément repoussoir et acceptation de la réalité mondiale de l'armée industrielle, au travail ou de réserve.

Les organisations ultra-réactionnaires agissent en corollaire de ce procès de fascisation. Elles viennent sanctionner la politique résolue de la bourgeoisie. Sanctionner dans les deux sens du terme, car il convient de noter combien elles sont en permanence écartelées entre une base s'élargissant principalement en réaction aux mutations de la régulation mise en œuvre dans le procès de fascisation et de concurrence (Maastricht, GATT, mondialisation/ Union européenne, déréglementation, dumping...) et leur volonté de constituer une alternative crédible aux régimes bourgeois actuels. Suppléantes si le capital monopoliste nécessitait une phase d'état d'exception pour stabiliser le mode montant de mutation-modernisation, de mondialisation, d'intégration continentale, de pertes de souverainetés nationales...

Cette politique résolue se développe d'autant plus vite que les forces prolétariennes se trouvent réduites à la défensive économiste, défendant une implantation industrielle, un acquis social, des emplois... Le procès

de fascisation assume ainsi les caractères toujours plus politiques de lutte de classe, mais du seul côté bourgeois. Parce que, du côté prolétarien, les anciennes formes organisatives devenues institutionnelles ficellent les masses aux impuissances dépolitisées et subordonnées à la sauvegarde du système.

Par ailleurs, il convient également de souligner combien ce procès a été enclenché avant que les organisations ultra n'occupent véritablement une part du marché.

Aujourd'hui, il est de bon ton de rappeler comment au début des années quatre-vingt Mitterrand et ses sbires jouèrent la carte Le Pen pour une manoeuvre de division du bloc de droite. Subtile forfaiture de politiciens! Que l'on retrouve à l'heure actuelle, lorsque les groupes satellites du PS tentent de mobiliser et d'embrigader sous leur direction les résistances à la montée de l'extrême droite.

Voilà toujours la vieille confusion.

Pour reprendre Poulantzas paraphrasant Horkheimer, «celui qui ne veut pas parler d'impérialisme devrait aussi se taire en ce qui concerne le fascisme»!

Alors, pour en revenir à votre question, le totalitarisme est-il probable ou pas ? Il faut constater qu'il a déjà pris son essor avec le nouvel apartheid que l'impérialisme a forgé mondialement, avec ses réalités indéniables, une armée de réserve industrielle de plus d'un tiers de la population active, cent mille personnes mourant de faim chaque jour, d'autres mourant faute de soins, faute de programme de santé, écologique, d'habitat, de développement. Et il s'agit d'un holocauste. Le mot n'est pas trop fort, car il résume une politique de destruction d'une partie de la population mondiale selon des critères économico-sociaux.

Le nouvel apartheid sanctionné par cet holocauste, c'est le totalitarisme actuel et bien réel. Et il se nourrit de la manipulation extrême ici aussi du spectacle de régimes «démocratiques» et de pseudo-espaces de liberté, lui servant de base et de perpétuation politico-idéologique.

*

Dans les pays du centre, vous semble-t-il que nous devons lutter au niveau purement national en construisant le parti dans le but de prendre l'Etat, ou doit-on frapper l'Etat et les intérêts supranationaux pour construire un front de classe international ?

Après les mutations phénoménales ayant bouleversé le monde et réordonné les divers procès de production et d'échange; comme la composition des classes, il est impossible de rester ficelé aux modèles et aux paradigmes dominant l'époque révolue. Jusqu'à présent et majoritairement, le cœur du projet de transformation sociale résidait dans le creuset de l'État-nation, la nature internationale de la classe prolétarienne n'était rappelée qu'accessoirement aux détours de circonvolutions programmatiques ou lors de meetings platoniques. L'entretien des mythes glorieux, tels la Première Internationale, le Komintern,

les Brigades Internationales ou le Che, masquait difficilement la dégringolade chauvine de la révision systématique des principes révolutionnaires ou leur abandon pur et simple.

Nous ne parlons pas, bien sûr, des minorités qui sont restées fidèles à l'élan révolutionnaire, mais sans jamais lui redonner souffle et pouvoir produire un contre-choc réel. Mai 68 en fut la démonstration, car malgré les résonances dans les pays voisins, les convergences objectives, les processus sont toujours restés parallèles.

L'État nation tel qu'il se présentait jusqu'à présent maintenait l'unité et la cohérence d'une certaine formation sociale divisée en classes; il y condensait ces contradictions et assurait l'hégémonie d'une classe : la bourgeoisie.

De fait, la superstructure dépend des formes et contenus assumés par la lutte des classes. Nous sommes bien d'accord. Pourtant, nier l'importance de l'épuisement de l'État-nation en la cantonnant à une étude superficielle des mouvements institutionnels de transferts de souveraineté nationale est la négation même du face-à-face de l'oligarchie des monopoles et de l'immense classe prolétarienne internationale; de cette résultante qualitative du développement et, simultanément, du pourrissement du capitalisme au stade impérialiste. Du quantitatif de ces tendances fondamentales, de la concentration, de l'exportation et de la circulation de plus en plus rapide et libéralisée des capitaux, depuis l'après-guerre.

Plus il y a de richesse sociale en oeuvre, plus la classe prolétarienne s'étend en s'appauvrissant avec l'intégration de masses déshéritées aux quatre coins du globe, plus la bourgeoisie monopoliste concentre cette richesse produite et doit préserver ce procès mondial d'accaparement par une hégémonie sur les autres classes et une guerre concurrentielle permanente entre ses diverses factions.

Les victimes du nouvel apartheid et de son holocauste actuel sont avant tout des prolétaires, dépossédés de tout moyen de production et de subsistance, formant pour la plupart une immense armée de chômeurs et de main-d'oeuvre bradée, pesant sur l'ensemble du procès mondial de travail. Et ainsi, sur les conditions des couches plus élevées et métropolitaines de ce prolétariat.

Partant de là, on en tire les conséquences pour le projet révolutionnaire ou non, c'est-à-dire on s'arrête en chemin, en affirmant que le cadre de la superstructure ne bascule pas ou peu, ou l'on nie tout en bloc pour demeurer scotché à des projets intégrés mais «palpables», interclassistes et bien évidemment électoralistes.

Ou encore, on prend ses désirs pour la réalité, et on pond des élucubrations à partir d'observation au microscope de certaines situations et mutations locales. Ainsi les mandarins évoquent sans sourciller la disparition de la classe prolétarienne, parlent de populations affamées lointaines, de quart-monde ici...

Alors que justement, la perte de centralité de l'espace État-nation, tant pour la bourgeoisie que pour le prolétariat, dépend de leur polarisation et de leur antagonisme au niveau continental et mondial. D'un renouvellement unique de composition et lutte de classes à l'heure actuelle.

Pour nous, internationalisation, extension et appauvrissement de la classe prolétarienne n'est qu'un seul et même mécanisme du système impérialiste.

Tout projet et perspective révolutionnaires à l'époque actuelle doivent représenter dans chaque acte les intérêts généraux de cette classe dans sa totalité vivante, que l'on lutte dans le centre ou sur les trois continents.

Ce fondement incontournable implique non seulement un dépassement des anciens cadres État-nation/ international, intérieur/extérieur... mais il détermine la retranscription permanente de sa pluridimension à chaque action et à chaque implantation locale.

Tout élément programmatique et jusqu'à la plateforme minimale de revendications immédiates doivent déjà intégrer le rapport dialectique crucial du bouleversement à l'échelle au moins continentale avec la libération des trois continents dépendants. L'unité des luttes anticapitalistes et anti-impérialistes est ainsi décisive, parce qu'elle est une condition inéluctable à la recomposition de la classe comme prolétariat international, la seule classe aujourd'hui à pouvoir porter jusqu'au bout le projet de transformation sociale.

Pluridimension également pour le développement des instances de pouvoir prolétarien dans les quartiers, dans les communes, les divers pays, avec les comités, les coordinations, les assemblées... Car nous ne pouvons pas nous limiter à opter entre les deux paradigmes centralistes ou fédéralistes, tels qu'ils se présentaient jusqu'à présent. En conséquence, il nous faut expérimenter d'autres voies, dans le cadre du matérialisme historique et dialectique, et jeter les jalons d'autres perspectives de construction répondant effectivement aux situations et aux aspirations de la classe principale, et non à celles de strates spécifiques ou à des fractions métropolitaines seules.

La lutte armée est-elle toujours d'actualité dans un pays comme la France ?

Il y a plus d'un siècle, Marx décrit dans le programme du premier parti révolutionnaire de ce pays: «L'appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive - ou prolétariat - organisée en parti politique distinct.» Une action révolutionnaire, car la bourgeoisie ne se laissera jamais arracher pacifiquement le contenu de ses coffres-forts ni les moyens de production desquels elle tire tous ses bénéfices. Ainsi, toute révolution posant comme principe cette appropriation collective ne peut être que violente, d'autant plus aujourd'hui avec le formidable écart séparant monopole et dépossession.

Il est vrai que ce concept de révolution violente

est commun à tous les programmes de la gauche révolutionnaire. Et d'ailleurs, c'est une banalité pour beaucoup. C'est devenu une phrase vide, répétée par habitude, par liturgie, pour croire que ça peut vraiment tomber du ciel, ainsi.

La grande majorité pense que cette idée stratégique ne comporte pourtant aucune implication praxique dans l'immédiat. Et là, c'est une confusion et une erreur fondamentale. Pire, aujourd'hui, ils critiquent d'aventuristes et de volontaristes ceux qui pensent le contraire. Alors que toute action révolutionnaire exige une préparation, une accumulation d'expérience, la formation de militants capables de la résoudre le moment venu. Le pire des aventurismes et des volontarismes, comme le plus dévoyé des opportunistes, n'est il pas celui de projeter une action comme décisive et ne rien faire pour qu'elle réussisse vraiment? Ceux qui défendent l'idée de «grand soir» et d'insurrection prolétarienne sans préparer dès aujourd'hui à leur triomphe par une action conséquente politique, pratique et technique... causent avec le cadavre de cette révolution dans la bouche!

Cette préparation, c'est aussi une lutte subversive, la rupture-critique, à un haut degré, avec tous les cadres des compromis institutionnels, avec les formes de luttes oppositionnelles intégrées.

Jamais ne surgira une dynamique décisive de l'accumulation de luttes sempiternellement récupérées et même inscrites dans la bonne gestion du mode de production capitaliste.

La recomposition du prolétariat, comme classe antagoniste internationale, n'est pas autre chose que l'organisation des luttes et des résistances et la rupture sociale dans le moment révolutionnaire. La conscience et l'organisation se développent toujours dans un procès dialectique de luttes authentiquement révolutionnaires. La véritable construction, c'est bien ce procès au niveau local et international parce qu'il constitue les conditions pratiques de la conscience «dans laquelle la théorie de la praxis se confirme en devenant théorie pratique».

Lorsque Marx évoque l'organisation en «parti politique distinct» du prolétariat, il définit l'exigence vitale pour lui de son autonomie, comme classe réalisant son programme d'émancipation de l'humanité du travail contre le capital.

Et cette autonomie se forge sur trois pivots essentiels, la détermination à affirmer la centralité et l'unité du prolétariat international, la capacité réelle à traverser et à faire triompher les termes du programme politique de toute la classe, et enfin la force de conjuguer l'interaction de l'autoorganisation de cette classe avec les organisations révolutionnaires existantes en son sein, indispensables à son combat.

Pour nous, à l'époque actuelle, l'autonomie du prolétariat se matérialise bien davantage encore dans la résonance de l'auto-organisation (les comités de base dans les usines et les quartiers, les groupes d'affinité, les coordinations...) avec la guerre de partisans, avec

l'action armée de préparation à la généralisation de la violence révolutionnaire de tout le prolétariat.

Toutes les deux sont étroitement liées et imbriquées dans la tension permanente de leur influence réciproque. Et toutes deux sont un et même procès stratégique. L'auto-organisation comme embryon du pouvoir des conseils et. l'action armée comme forme de lutte aux contenus stratégiques parce que tendue au bouleversement violent de la domination.

Ensemble, elles sont capables de se massifier, d'ouvrir des espaces nouveaux et des brèches dans l'intégration à l'institution, de la paralyser dans un véritable procès subversif. Une construction aussi pour la représentation concrète des intérêts politiques généraux du prolétariat entier comme classe internationale.

Et ici aujourd'hui plus qu'hier encore, elles sont d'autant plus importantes à mener de front, comme les deux fers au feu, sur tout le territoire de l'Union européenne. Elles seules sont capables de matérialiser en pratique révolutionnaire la rupture critique avec le pouvoir et la pacification impérialiste, avec ses manipulations et son rapport de forces, et de faire vivre jusqu'au bout l'unité des luttes anticapitalistes et anti-impérialistes.

Action Directe est mise à toutes les sauces par la police et les médias. Récemment, lors de la tragédie Audry Maupin et. Florence Rey, on a reparlé d'A.D. D'une certaine façon, c'est un hommage...

Partons de cet exemple, puisque c'est vous qui le citez. Ces événements autour de la mort d'Audry et de l'arrestation de Florence sont très révélateurs (avant, pendant et après) de la situation actuelle et de l'impuissance du mouvement, et cela jusqu'à ne plus avoir aucune position cohérente sur un tel fait. Certains condamnent., bien sûr, ils n'ont jamais fait autre chose: « ce n'est pas le moment », « c'est trop minoritaire », « la ligne de masse », etc. D'autres pleurnichent, tous plus mal à l'aise que jamais dans leurs « lettres ouvertes » à Florence. Nous qui sommes déjà des anciens savons bien que les ritournelles des radicaux en chaussons sont invariablement les mêmes quels que soient l'époque et les faits eux-mêmes. Ce sont les inévitables expressions et stigmates du charlatanisme toujours présent dans l'extrême du mouvement.

Avant. Ces faits démontrent précisément le degré d'antagonisme sous-jacent et de résistance présent dans une partie de la jeunesse, et attention, pas si marginalisée que ça ! Et combien, malgré les défaites, cet antagonisme demeure « impressionné » par les offensives guérilleras des années soixante-dix et quatre-vingt. Ces deux jeunes libertaires antifascistes ont opté pour l'action armée, spontanément conscients qu'elle

matérialisait la rupture réelle avec le système et la collusion des demi-révoltes.

Mais, malheureusement, ils représentent aussi les sujets de leur époque, démunis face à ses limites, et reflétant l'extrême dégradation de la conscience praxique de l'ensemble du mouvement, de ses expressions, qu'elles soient prostrées dans le sectarisme de l'anathème dogmatique ou perdues dans le marais du seul spontanéisme quotidien.

Les personnes qui leur reprochent cette dépolitisation sous le fallacieux conseil : « Vous auriez dû venir discuter avec nous », « Nous vous aurions montré le chemin » (le seul enseignement que ces gens-là peuvent prodiguer, c'est comment survivre dans la véritable soumission en jouant les matamores verbeux) forgent leur propre critique en tant que potentats de l'impuissance politique à élaborer pratiquer et projeter une véritable ligne de rupture avec le système, à la rendre visible et crédible pour les jeunes révoltés. À les rassembler dans l'antagonisme et son auto-organisation à laquelle il incite aujourd'hui plus que jamais.

On leur reproche le fait de s'être organisés en tout petit groupe minoritaire et affinitaire. Ce reproche émane bien sûr des mêmes qui diffusaient, à propos de notre organisation, les pires délires sur une organisation hiérarchisée de petits soldats autoritaires, etc.

Audry, Florence et leurs copains se sont organisés à leur niveau, mettant en oeuvre le modèle « à la base », dont on nous rebat les oreilles ces derniers temps. Et effectivement, ils ont compté sur leurs propres forces pour se doter de moyens. En tout premier lieu : s'armer.

Et pour s'armer, ils ont pris le même chemin que toutes les guérillas du monde: désarmer l'ennemi. On peut toujours se demander à partir de là combien des plus anciens déblatérant à propos de cette action ont-ils scandé dans les manifs et les meetings « Désarmons la police ! », après la première opération de la Nouvelle Résistance Populaire (bras armé de la Gauche Prolétarienne) : récupération de l'arme de service d'un flic, place Clichy, en 1970 ou 1971. Arme qui fut d'ailleurs découverte dans l'une de nos caches plus de dix années plus tard. Nous-mêmes de notre côté avions à maintes reprises récupéré de l'armement sur les forces armées de la bourgeoisie, mais c'est une autre histoire...

Pendant. Tout le déroulement de l'action marque la détermination de ces deux camarades. Désarmer les flics de la fourrière, engager le combat à diverses reprises au cours du repli.

Après. Une question tout d'abord: peut-on aujourd'hui avec sérieux protester contre les bavures policières, la violence quotidienne des contrôles dans les ghettos contre les jeunes et les immigrés, tartiner des vœux pieux pour accompagner les descriptifs des massacres dans les bulletins et les revues, et peut on

avoir connaissance de la torture pratiquée et systématisée contre les détenus révolutionnaires dans les quartiers de la mort lente... et oser condamner l'acte élémentaire et radical de désarmer des flics et tenter de leur échapper par tous les moyens?

Où est donc l'inconséquence politique ?

Dans l'acte d'Audry ou dans la parole des critiques?

Ces derniers relèvent bien plus de la lignée des Pasqua et consorts que de la véritable critique révolutionnaire.

Premièrement. Nous nous devons de saluer la mémoire d'Audry, avec tout le respect que l'on doit à ceux qui perdent la vie dans le combat contre la domination. Et cela sans aucune martyrologie.

Secundo. Nous devons nous solidariser avec Florence qui, à ce qu'on sait, a conservé la lucidité de la non-collaboration avec l'institution judiciaire. Nous connaissons le traitement qu'elle subit pour l'heure, et nous ne serons jamais de ceux qui hurlent avec les loups.

Mais, actuellement, même cette démarche élémentaire semble encore impossible pour la majorité du mouvement. On préfère rester muets devant les hâbleurs et les petits professeurs ès-subversion, et cracher sur ceux qui placent leurs actes à la hauteur de leur discours et de leur révolte authentique. Comme rares sont ceux qui cherchent à organiser une solidarité, à briser la torture dans les prisons, beaucoup préfèrent participer à la négation par la déformation et la caricature des révoltés et des combat tants emprisonnés.

Que pouvons-nous ajouter à partir de cet événement? Donc, comme nous l'avons décrit jusqu'ici, la révélation d'une détermination anta goniste informelle, la confusion extrême du mouvement, d'accord, mais il nous révèle aussi une cassure dans la transmission de l'expérience politico-militaire. Sans préjuger trop, n'importe quel groupe de notre organisation aurait échappé à un tel affrontement. Car cela ne s'improvise pas c'est une technique et, au-delà, comme dans tout ce qui concerne le procès révolutionnaire, déjà une conscience et une organisation.

Quotidiennement, notre organisation mettait en oeuvre dans sa praxis des techniques combattantes élaborées dans la lutte contre la dictature franquiste, par la NRP, par des groupes spécifiques anti-autoritaires, par les camarades italiens et allemands...

Nous agissions, mais nous étions capables également de transmettre, d'être le véhicule de l'expérimentation des prolétaires dans leur combat armé contre le capitalisme. Une communication combattante qui ne s'apprendra dans aucun livre, mais dans la seule pratique véritable. Et si cette communi-

cation s'interrompt, les éléments les plus décidés de la classe se retrouveront désarmés d'un enseignement indispensable pour la lutte aujourd'hui. Ou ils seront réduits aux échecs répétitifs d'actes sans lendemain, ou au pénible et coûteux réapprentissage depuis le début. Ce qui représenterait un échec redoutable.

Mais, heureusement, nous croyons que, collectivement et surtout internationalement, avec les expériences italiennes et allemandes, à nos côtés, nous allons pouvoir dépasser cet état de faiblesse.

. Eviter le tragique véritable d'événements tels que la mort d'Audry et l'arrestation de Florence, ça ne sera jamais possible à partir d'une glorification du légalisme, du pacifisme, de toutes les expressions de la collusion « subventionnée » avec le régime bourgeois, la routine protestataire... mais seulement en constituant et en érigeant une force de guérilla, solide, expérimentée, vivante au coeur de l'autonomie de classe et comme l'une de ses conditions essentielles.

Une guérilla capable d'appuyer le prolétariat à dresser le drapeau rouge de cette autonomie, de l'« armer de la volonté de s'armer », mais aussi de la doter de l'outil historique de l'usage de la praxis armée.

*

À l'inverse de nombreux prisonniers révolutionnaires en Europe, vous ne reniez rien de votre activité politico-militaire. Ni dissociés ni repentis, comment voyez-vous aujourd'hui votre rôle et celui du Comité de lutte des prisonniers d'Action Directe?

Effectivement, nous ne renions rien de nos choix partisans.

Justement parce que, dans un réel procès critique, nous avons su débattre entre nous et nous débattons encore avec de nombreux camarades continuant le combat sous d'autres formes, de notre histoire, de notre praxis et des perspectives futures. C'est à-dire qu'en ne fermant pas les yeux sur nos échecs, nos limites et erreurs, nous avons été capables d'échapper au fait de les rendre absolus et insurmontables.

Et vous aurez constaté de vous-mêmes, dans nos précédentes réponses, que jusqu'ici nous sommes restés fidèles aux grandes lignes directrices telles qu'elles furent expérimentées et vérifiées dans la pratique depuis les premiers bouleversements de l'époque, à la fin des années soixante: auto-organisation, internationalisme et guérilla.

Maintenant, revenons à votre question. Vous insistez sur le fait que de nombreux prisonniers politiques (des prisonniers qui collaborent avec leurs geôliers ne seront jamais des révolutionnaires!) ont renié leur pratique, le plus souvent dans le cadre de grands shows spectaculaires de contrition, de repentir et de magnanimité étatique, ou encore lors de « saut historique de la théorie » (!!!), le dépassement de la

guerre de guérilla et, pire, de la lutte de classe elle-même.

Et tout ça revenant au même : manger dans la main du «maître». Arriver dans l'échange à se soustraire aux menottes, mais pour toujours garder au cou la marque indélébile de la laisse.

C'est en fait une très vieille histoire. En se penchant sur le parcours des forces prolétariennes depuis la Grande Révolution de 89, nous l'avons croisée maintes fois. Les «géants de 48» eux-mêmes, lors de leur détention, connurent ces chimères et ces désaffections (orchestrées et soutenues par certains grands noms comme Proudhon lui-même, prônant ouvertement un accord avec le nouveau régime bonapartiste).

Aujourd'hui, en publicitant les quelques trahisons qui ont touché les différents groupes de prisonniers de la guérilla en Europe, les *media-propaganda* du pouvoir cherchent à atteindre la crédibilité accumulée par la guérilla durant plus de vingt-cinq années de lutte.

Il faut diffuser le portrait robot de lâches faisant les fanfarons sanglants à l'extérieur et qui crient pitié face à la corde devant les pendre. Et il s'est bien sûr trouvé des crapules correspondant parfaitement au rôle.

Oui, quelques-uns, et sans aucun doute beaucoup moins nombreux que les camarades assassinés ou définitivement brisés.

Et en France, oui ici, ces dernières années, à travers l'application dans les prisons de la région parisienne de mesures systématisées de torture, d'isolement, mais aussi de calomnies et d'intox en tout genre... des détenus ont été acculés au suicide et à la folie. Sans que cela émeuve outre mesure les «gentils militants» qui animent les tribunes actuelles du mouvement!

Les politiques convergentes et concertées de la contre-révolution étatique dans l'Union européenne tendent par tous les moyens à faire peser le prisonnier politique sur le procès révolutionnaire. Ainsi sa nature essentielle sera celle d'un otage aux mains de l'ennemi. Pour ce pouvoir, après plus de deux décennies d'affrontement et face aux potentialités actuelles exprimées par les masses devant les ravages du nouveau modèle et de sa crise, il est clair qu'il faut désagréger toute crédibilité du prisonnier pour atteindre celle du

guérillero, de la guérilla révolutionnaire et à travers elle affaiblir la crédibilité du cœur même des perspectives de rupture avec le système.

C'est un enjeu de notre résistance en prison.

Mais aussi, les portes de la prison franchies, la lutte ne cesse pas pour autant. Elle prend seulement d'autres formes. Et c'est tout à fait possible, car le procès de guerre révolutionnaire est bien un procès pluridimensionnel. Les diverses pratiques convergent sur une ligne stratégique, et aucune, aussi stratégique et importante qu'elle soit ne résume cette convergence.

Au-delà de notre condition d'otages et de prisonniers de la guérilla, nous sommes d'un principe des militants révolutionnaires et, pour l'être tout à fait, nous devons assumer les tâches qui nous incombent dans ce nouveau milieu, au même titre que si nous étions dans une boîte ou un quartier.

Pour notre part, nous essayons d'agir grâce à l'instrument collectif que nous nous sommes forgé, tant bien que mal, de lutte en lutte depuis notre incarcération, le Comité de lutte des prisonniers d'Action Directe. Comité de lutte parce que, pour nous, dans la centralité du procès d'auto-organisation des forces prolétariennes pour leur autonomie, l'expression du comité de lutte est la cellule première.

À partir de son action, nous avons pu nous garantir une communication politique minimale entre nous et avec l'extérieur. Nous participons ainsi activement à la confrontation avec d'autres prisonniers de la guérilla en Europe, mais aussi avec d'autres comités de lutte, ici et ailleurs.

Parallèlement, nous publions une revue, *Front*, et ses cahiers, synthétisant notre position dans cette communication européenne.

Ainsi, nous nous maintenons en permanence le plus à l'intérieur possible du mouvement général, et en contact avec ses avant-gardes de lutte, pour être toujours en mesure, s'il le faut, d'y apporter notre expérience et notre détermination partisane.

*Camarades emprisonnés d'Action Directe,
mars 1995*

Informations sur la situation des prisonniers d'Action Directe,
commande des brochures et communiqués:

- Le journal „Front“ Nr. 1 - 7
- Cahiers
- Textes de prison

ainsi que des cartes postales (collages de Joëlle Aubron):

- 3 series des cartes postales à 8 motifs
- carte postale de solidarité pour Mumia Abu-Jamal...

chez: Jargon Libre
12, Avenue Du Château
94300 Vincennes

ou

Internationalistisches Komitee
Landwehrplatz 2
D 66111 Saarbrücken, R.F.A.